

P 9263.

# RES PUBLICA



1978/1

---

Voorgeschiedenis van de koningskwestie

---

L'opinion publique

---

Le Parti Socialiste Belge 1944-1950

---

F. D. F.

---

261.

19263

# RES PUBLICA

REVUE DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE  
CHRIFT VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR WETENSCHAP DER POLITIEK

## SOMMAIRE — INHOUD

Notre vive reconnaissance à Léo Moulin . . .	3
Enkele bedenkingen over de voorgeschiedenis van de Koningskwesitie, door G. PROVOOST . . . . .	7-20
Les relations Léopold III - Henri de Man (1938-1940), par E.J. NACHTERGAELE . . . . .	21-40
Berchtesgaden (19 november 1940) voorge- schiedenis, inhoud en resultaat, door A. DE JONGHE . . . . .	41-54
★L'opinion et le Roi, 1940-1944, par J. GOTOVITCH . . . . .	55-98
L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande, par P. STRUYE (†) . . . . .	99-114
Belgian socialism at the liberation: 1944-1950, by S.P. KRAMER . . . . .	115-139
Bureaucratisch patronage en etno-linguisme, door M. ELCHARDUS . . . . .	141-165
De politologie aan de Belgische universitei- ten, Een informatiereeks . . . . .	167
De politiek-wetenschappelijke opleiding en het politiek-wetenschappelijk onderzoek aan de Katholieke Universiteit te Leuven, door R. MAES . . . . .	169-188

VOLUME - BUNDEL XX - 1978 - N. 1

lou-  
: et  
avail  
hef.

her-  
oint  
ence  
: ne  
poli-  
este.  
con-

ue »  
tière  
on à  
; de  
nnue

ique,  
vers  
ales,  
dant  
; il  
éga-

bien  
le ce  
dans  
udre.  
ait à  
2000.

3 1978 Brussel 49

*Res Publica*, revue de l'Institut Belge de Science Politique  
Rue des Champs-Élysées 43 — B-1050 Bruxelles (Belgique)

*Res Publica*, tijdschrift van het Belgisch Instituut voor Wetenschap der Politiek  
Elyzeese Veldenstraat 43 — B-1050 Brussel (België)

*La revue est publiée avec le concours du Ministère de l'Éducation nationale.*  
*Het tijdschrift wordt uitgegeven met de steun van het Ministerie voor Nationale Opvoeding.*

Dépôt légal — Wettelijk depot : D/R.P. 1978/1/1173.

**Imprimé en Belgique - Gedrukt in België**



## Notre vive reconnaissance à Léo Moulin

---

Au seuil de la vingtième année d'existence de *Res Publica*, Léo Moulin a donné sa démission comme rédacteur en chef de cette revue et comme membre du conseil d'administration de l'Institut. C'est un travail considérable que Léo Moulin a réalisé en tant que rédacteur en chef. Il transmet une tradition bien établie à ses successeurs.

Bien avant d'autres pays ayant de plus grandes possibilités de recherche et de publication, et bien avant des pays qui ne connaissent point les problèmes pluriculturels, la Belgique s'est donnée une revue de science politique. Cela peut étonner d'autant plus que la politique belge ne recherche pas systématiquement un apport de la part de la politologie. C'est plutôt une tendance contraire qui se manifeste. La recherche objective, non contrôlée par l'approche partisane, est considérée avec suspicion ; elle est même freinée à plus d'une reprise.

Néanmoins, en 1959 le projet de la « Revue belge de science politique » prit forme dans *Res Publica*. Et ce fut un succès. Succès par une matière abondante, succès quant au tirage, succès quant à la distribution à l'étranger, succès par la participation d'auteurs étrangers et belges de grande renommée, succès par sa tenue scientifique. La revue est connue et estimée aussi bien à l'étranger qu'en Belgique.

Ce succès est en grande partie dû à Léo Moulin. Alerté et dynamique, il était constamment en quête de bons articles, orientant la revue vers un large éventail de sujets, mettant en évidence les approches originales, stimulant les jeunes à écrire et à publier. Homme indépendant il n'a pas hésité à publier des articles allant à contre-courant ; il a soutenu activement la publication d'articles en néerlandais, également à l'époque où cela ne paraissait pas évident.

L'esprit dans lequel Léo Moulin a œuvré à « sa » revue se résume bien par deux préoccupations majeures. Il avait une profonde ambition de ce que la politologie peut apporter comme connaissances stratégiques dans un monde troublé par des problèmes complexes et difficiles à résoudre. Humaniste et citoyen, au-delà des connaissances stratégiques, il était à la recherche d'une éthique nouvelle, d'une éthique adaptée à l'an 2000.



C'est pour ce travail considérable, c'est pour cette orientation à la fois humaniste et scientifique que la revue et l'Institut remercient vivement leur premier rédacteur en chef Léo Moulin.

Wilfried DEWACHTER  
Rédacteur en chef.



## Un dossier sur la question royale

---

*La politologie belge s'intéresse à la question royale parce qu'elle met à découvert des problèmes cruciaux concernant le fonctionnement d'une polyarchie. Ces problèmes concernent non seulement la relation du chef de l'Etat vis-à-vis du pouvoir politique, mais aussi la distribution du pouvoir, de l'autorité et de l'influence dans la décision politique. La question royale illustre le poids relativement faible de l'opinion publique même si elle est enregistrée par référendum comme en 1950 dans une polyarchie qui ne connaît que la consultation des citoyens au moment des élections. La question royale a actionné le processus de polarisation et a mis en lumière la difficulté d'arrêter l'escalation du conflit dans une société polarisée. Enfin la question royale a indiqué les fonctions et les dysfonctions du contrôle partisan et de la partitocratie. Afin de connaître les mécanismes de l'instabilité au sein d'une polyarchie, Res Publica attache une grande importance à l'étude de cette crise politique qu'a été la question royale.*

*D'autre part la connaissance des faits, des décisions, des non-décisions et des agendas de la question royale n'est pas encore arrivée à ce point que l'investigation « historique » ne devrait être promue. Certes de « L'An 40 » de J. Gérard-Libois et de J. Gotovitch, à l'ouvrage de A. De Jonghe : « Hitler en het politieke lot van België » en passant par les mémoires de J. Duvieusart sur le dénouement de la crise, pour ne mentionner que les travaux les plus en vue, la compréhension de la question a été sensiblement augmentée et affinée. Mais il y a lieu de continuer la recherche. Comme il y a lieu à certains moments de faire le point et de procéder à une confrontation des thèses.*

*La compréhension du fonctionnement d'une polyarchie, la connaissance du processus politique belge et le discours scientifique, sont les principaux motifs pour la revue à publier le dossier provenant du colloque sur la question royale organisé en novembre 1976 par l'Association Belge pour l'Histoire Contemporaine — Vereniging voor de Nieuwste Geschiedenis. Nous tenons à remercier Wim Meyers, secrétaire de l'Association, pour l'aide qu'il nous a fournie à publier ce dossier. La publication dans Res Publica, comportant les articles de G. Provoost, E. Nachtergaele,*



*A. De Jonghe et J. Gotovitch, diffère assez sensiblement des communications au colloque. Elle contient des textes qui n'ont pas pu être communiqués à cette journée d'étude. Elle est enrichie par l'effet positif d'une critique scientifique et par une élaboration plus poussée des études. A son tour elle donnera lieu à de nouveaux affinements, afin de pousser plus loin la compréhension de la société dans laquelle nous vivons.*



## Enkele bedenkingen over de voorgeschiedenis van de Koningskwestie

---

door Guido PROVOOST,

Lector aan de Rijksuniversiteit te Gent.



Als hier de Belgische buitenlandse en militaire politiek van 1934 tot 1937 behandeld wordt, dan is dit niet omwille van die politiek in die periode zelf, maar omwille van de invloed die ze naar mijn oordeel heeft uitgeoefend op de koningskwestie.

De basisstelling van dit artikel houdt voor dat de intense *concurrentiestrijd* tussen *Hof*, *Generale Staf* en *Regering* inzake het defensiebeleid in de jaren 1926-1937, van belang — wellicht van doorslaggevend belang — is geweest voor het ontstaan van een acute koningskwestie. Alleen omdat Leopold III in 1934 zijn vader in dramatische omstandigheden opvolgde hebben wij als aanvangsdatum voor de koningskwestie Leopold III 1934 genomen.

Eerst en vooral dient aangestipt dat België sedert zijn ontstaan een *koningskwestie* heeft gekend in die zin, dat al in 1834 een conflict ontstond tussen de regering en het staatshoofd, Leopold I, over het commando van het leger en de bevoegdheid en verantwoordelijkheid van vorst en regering inzake het defensiebeleid. Er is in de Belgische politieke geschiedenis een continu interpretatieconflict aan te wijzen in verband met het opperbevelhebberschap van de Koning en in verband met de draagwijdte van de koninklijke eed, de onafhankelijkheid en integriteit van het grondgebied te vrijwaren.

Het kan hier niet de bedoeling zijn dit grondwettelijk interpretatieconflict juridisch of zelfs maar historisch te behandelen, maar eens dat wij over het bestaan ervan akkoord zijn, moeten wij veronderstellen dat de koningskwestie van Leopold III niet als een uniek conflict kan worden beschouwd dat uitsluitend te wijten zou zijn aan het karakter, de opvattingen of het optreden van Leopold III en van de



regeringen die met hem samenwerkten, maar veeleer moet worden gezien als één van meerdere acute fases van een sedert lang latent aanwezige conflicttaard tussen staatshoofd en regering.

De Belgische vorsten hebben inzake de militaire politiek blijk gegeven van een merkwaardige « esprit de suite ». De continuïteit van het koninklijk optreden inzake het defensiebeleid komt vooral tot uiting wanneer men de houding van koning Albert tijdens en na WO I vergelijkt met de houding die Leopold III vanaf 1934 aanneemt.

Koning Albert en de Belgische exilregering te Le Havre hadden het probleem van de verantwoordelijkheid voor de militaire operaties tijdens WO I op een vrij pragmatische manier opgelost en hadden de onbetwistbaar aanwezige meningsverschillen ter zake door juridische kunstgreepjes weggewerkt. De Generale Staf van het Belgische leger was tijdens de oorlog de commandostaf van de Koning geworden en het is wel opvallend dat Koning Albert er in januari 1920 t.o.v. de Franse militaire attaché zijn ongenoegen over uitsprak dat de Generale Staf bij KB van 4 december 1919 terug organiek ingeschakeld was geworden in het departement van oorlog (1). Tot 1926 heeft koning Albert zijn persoonlijke greep op het leger wat gelost; alleen kwam hij tussen wanneer bij de liquidatie van het oorlogsleger en het terugbrengen van de effectieven naar vredessterkte, naar zijn oordeel onder socialistische druk te ver werd gegaan. Zo komt hij eind mei 1923 op een door de BWP scherp gekritiseerde en constitutioneel erg betwistbare manier tussen als minister Devèze als gevolg van België's deelname aan de Ruhrbezetting de diensttijd moet verlengen. In een open brief die meteen aan de pers werd bekendgemaakt sprak hij zich uit ten gunste van het voorstel-Devèze onder verwijzing naar zijn persoonlijke verantwoordelijkheid voor de onafhankelijkheid en de integriteit van het land.

Pas vanaf 1926, wanneer Charles de Broqueville de portefeuille van Landsverdediging terug opneemt en zijn persoonlijke militaire adviseur, kolonel Emile Galet, stafchef wordt, zal Koning Albert zijn greep op het defensiebeleid versterken. En dit met het doel de opvattingen van de school-Galet inzake de defensieve organisatie van het land tegen de school van de grensdefensie te doen zegeviereren. Op het ogenblik dat Emile Galet, als man van de Koning, Stafchef werd, werd zijn jongere vriend en geestesgenoot, Kolonel Nuyten, adjunct-kabinetschef van de nieuwe Minister van Landsverdediging de Broqueville, terwijl majoor Van Overstraeten vanuit het koninklijk kabinet met zijn beide beschermers en vrienden Galet en Nuyten voortdurend contact onderhield.

(1) A.Q.O., Europe 1918-1929, Belgique, dossier 73, Generaal Serot Almeras-Latour aan 2e Bureau, 29 januari 1920.



Onder de politieke verantwoordelijkheid van minister de Broqueville werkte stafchef Galet vanaf 1927 een defensiestelsel uit dat kaderde in de koninklijke opvattingen over de internationaal-politieke en militaire situatie en rol van België. In die opvattingen was onder meer geen plaats voor de eenzijdige afspraken van het Frans-Belgisch militair akkoord van 1920. Het primordiale doel van de buitenlandse en militaire politiek van België moest volgens de Koning en zijn militaire adviseurs — Galet, Nuyten en Van Overstraeten — die een ware militaire machtsclan vormden, immers zijn het land buiten elk conflict te houden en te voorkomen dat het opnieuw het Europees slagveld werd.

Om de regering die Galet en Nuyten op het militaire voorplan bracht in het zadel te helpen, intervenueerde Koning Albert trouwens opnieuw op een grondwettelijk betwistbare manier. Nog vóór het parlement zijn vertrouwen had uitgesproken over de regering Jaspar-Francqui, schreef Albert I aan Jaspar op 24 mei 1926 een open brief waarin hij de natie opriep zich eendrachtig te scharen achter de regering ten einde de financieel-economische crisis te overwinnen. Zo zijn er nog een hele reeks interventies van Albert I aan te wijzen die constitutionele bezwaren oproepen, waartegen in de oppositiepers wel werd gereageerd, maar die de opeenvolgende regeringen ter versterking van hun politieke positie in dank aanvaardden, verre van er constitutionele bezwaren tegen te formuleren.

Elders werd aangetoond (2) dat vanaf 1932 de Koning en de Generale Staf die door de door hem vertrouwde figuren Galet en Nuyten werd geleid, tegen de verantwoordelijke minister van Landsverdediging een machtsstrijd hebben ingezet die zij uiteindelijk ook hebben gewonnen. In de loop van 1925 al lieten de Fransen in hun interne militaire correspondentie duidelijk hun wantrouwen blijken over de clan Galet-Nuyten. Zo schreef de Franse adjunct-militaire attaché op 10 april 1925 aan het Deuxième Bureau over de defensiestrategie van Galet en Nuyten: « *l'emploi des forces serait basé sur le rapport des forces ; il reposerait donc sur une stratégie essentiellement défensive, défensive pure si le rapport est de 3 à 4, défensive de retraite si le rapport est inférieur à 3/4. C'est avouer la préméditation d'un nouveau repli sous Anvers...* » (3).

Generaal Galet was pas stafchef geworden of er ontstond in militaire kringen al een heftige polemiek over zijn opvattingen. Al in juni 1926

---

(2) Zie ons doctoraatsproefschrift: *Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen. Het frans-belgisch militair akkoord van 1920*, Leuven, Davidsfonds, 1976-1977, 80, bibl., ind., 2 vols.

(3) SHAF, section contemporaine, Att. Mil., Carton 2, Capitaine Hary aan Franse militaire attaché te Brussel, 10 april 1925.



liet generaal Hellebaut in *La Revue Belge* een bijdrage verschijnen waarin hij frontaal stelling nam tegen Galets plannen en stelde dat de taak van het leger er vooral in moest bestaan het hele grondgebied kost wat kost tegen een nieuwe overrompeling te beschermen door het organiseren van een massale grensverdediging. Het conflict tussen enerzijds de voorstanders van een grensverdedigingsstelsel dat de vijand op de grens zelf of minstens in het grensgebied de toegang zou ontzeggen en anderzijds Galet, Nuyten en Van Overstraeten en de Koning, die een verdediging in de diepte gesteund op de verdedigingslijnen van Maas en Schelde voorstonden, zal de Belgische militaire politiek vanaf 1926 en gedurende de ganse tussenoorlog determineren en vergiftigen.

Het conflict kwam tot uiting in de Fortencommissies die op 21 oktober 1926 en op 21 maart 1927 werden opgericht om een advies te verstrekken over de defensieve organisatie van het grondgebied in de diepte, met aanwending van de oude forten van Luik, Namen, Antwerpen en Gent. Het kwam in de Gemengde Militaire Commissie van parlementsleden en militaire technici, van december 1927 tot april 1928, tot ongezouten polemische discussies tussen de generaals Galet, Borremans en Hellebaut. Galet won er het pleit en de plannen van de Fortencommissie-Borremans die de opvattingen van Galet en Nuyten uitwerkten, werden goedgekeurd. Het plan-Galet-Borremans werd in de pers echter heftig aangevallen in anonieme bijdragen waarin de leer van Galet en Nuyten « *une conception spéciale acquise loin de la troupe et dans le professorat* » werd genoemd en waarin de « *Conseillers tout-puissants du Roi* » ervan beschuldigd werden « *un simulacre d'organisation défensive* » te organiseren (4).

Men moet zich inderdaad zeer goed voor ogen houden dat er over de Belgische defensiestrategie vanaf 1926 een laaiend meningsverschil bestond dat de militaire technici en de schaarse politici die voor de defensievraagstukken belangstelling toonden, in twee fel tegenover elkaar staande clans heeft verdeeld. Het Hof, d.w.z. de Koning en zijn militaire raadgevers, hadden in die polemieken meteen de zijde van Galet-Nuyten gekozen, meer nog, behoorden in de machtsstrijd tot de groep Galet-Nuyten. Zoals verder zal vastgesteld worden was dit in acute mate ook het geval toen koning Albert overleed en door Leopold III werd opgevolgd, zodat deze laatste midden in dit conflict tussen Generale Staf en Minister van Landsverdediging zal terechtkomen.

Maar nu — vanaf 1930 — moeten we onze aandacht even van de militaire naar de buitenlandse politiek verleggen. In de literatuur over de

---

(4) XYZ, *La Question militaire et la Commission mixte*, *La Revue Belge*, 15 april 1928, blz. 108.

koningskwes­tie en over de Belgische buitenlandse politiek der tus­sen­oorlog wordt dikwijls — onzes inziens ten onrechte — beweerd dat koning Leopold, onder flamingantische druk, de onafhankelijkheids­politiek die in 1936 via de redevoeringen van Van Zeeland, Spaak en Leopold III zelf werd afgekondigd, zou hebben gecon­cipieerd of er minstens een groot aandeel zou hebben in gehad. Dit is onjuist. Zoals P.H. Spaak in 1965 op een huldiging van Paul Hymans duidelijk uiteenzette, werd de onafhankelijkheids­politiek in 1930 al in zijn tota­liteit geformuleerd door de liberale minister van Buitenlandse Zaken Paul Hymans.

Al in januari 1929 had Prosper Poulllet in de Patria-zaal te Brussel een fel opgemerkte voordracht gehouden waarin hij vrijwillige neutrali­teit als de enige aangewezen politiek bestempelde. Rond het geallieerde ontruimen van de laatste Duitse bezette zone in 1930 en de eerste verkiezingsoverwinning van Hitlers nazipartij, nl. eind oktober 1930, hield Prosper Poulllet te Rome en even druk besproken rede waarin hij vrijwillige neutraliteit voor België bepleitte. Koning Albert liet zich tegenover Aloïs Vandevyvere zeer lovend over Poulllets rede uit.

Niet alleen van katholieke zijde werd in de tweede helft van 1930 gepleit voor wat « neutraliteits­politiek » werd genoemd maar ook van liberale en socialistische zijde. Zo sprak oppositieleider Emile Vandervelde zich in *Le Peuple* op 21 december 1930 — in afspraak met Minister van Buitenlandse Zaken Paul Hymans — uit tegen het Frans-Belgische militaire akkoord en sloot zich aan bij wat Generaal Galet in de Gemengde Militaire Commissie van 1927-1928 had gezegd, nl. : « *que nous avons voulu depuis la guerre être une petite grande puis­sance* ». Door de fransezinde en anti-Galet-clans werd op Vandervelde's uitspraken onmiddellijk gereageerd, o.m. door Albert Devèze die de op­vattingen-Hellebaut over een massale grensverdediging aansluitend op het Franse Maginot-stelsel, genegen was.

In het januari-nummer 1931 van *Le Flambeau* verscheen een felle weer anonieme aanval tegen de zogenaamde neutralisten waartoe sedert kort minister Paul Hymans behoorde : « ... *Je ne ferai pas à nos Affaires Etrangères l'injure de les appeler germanophiles, elles ne le sont pas plus que francophiles ; elles sont restées anglomanes sans voir que le monde a changé. Ces messieurs se déboutonnent rarement, quand ils le font, on s'aperçoit très vite qu'ils raisonnent comme en 1870, lorsque vraiment l'Angleterre nous a sauvé de l'invasion...* ». Daarbij werd duidelijk de verbinding gelegd tussen de « neutralistische » ommezwaai en de vreemde filosofische opvattingen van Galet « *qui a dû lire dans la Grande Pyramide que la victoire française n'était qu'un accident, mais que l'Angleterre est à son apogée...* ». Deze aanval kreeg onmiddellijk



steun van Hellebaut en van Luikse en Waalse kringen die Galet ervan beschuldigden het grootste deel van Wallonië in geval van conflict zonder slag of stoot aan de vijand te willen over leveren.

Eind 1930 kregen de regering en de Generale Staf dus af te rekenen met tegenkantingen uit drie richtingen : de met de dag groeiende campagne van de flaminganten tegen het Frans-Belgisch militair akkoord en vóór neutraliteitspolitiek ; de socialistische oppositie tegen de militaire kredieten nodig voor het realiseren van het defensiestelsel-Galet en de militair-strategische oppositie van de groep-Hellebaut en Waalse actiegroepen tegen het defensieplan-Galet. Vanuit drie richtingen aldus bekritiseerd, kwam de Belgische regering eind 1930 tot de conclusie dat de parlementaire goedkeuring van de kredieten voor het defensiebeleid slechts kon worden verworven zo de dubbelzinnigheid over het Frans-Belgisch militair akkoord werd opgeheven en de Belgische bekommernis buiten conflicten te blijven werd benadrukt. Dat het voor de Belgische regering veel minder moeilijk was tot deze overtuiging te komen dan de flaminganten wel dachten, lag aan het feit dat zowel de Koning, de Generale Staf als de leidende ambtenaren op Buitenlandse Zaken, Van Langenhove en Van Zuylen, gewonnen bleken voor een onafhankelijke buitenlands-politieke koers. Dat was al gebleken toen in de loop van 1930 de economische conventie van Oslo werd ondertekend. De onthutsende verkiezingsoverwinning van Hitlers nazi-partij in september 1930 en de beëindiging van de Rijnbezetting in juni 1930 hebben daarbij ongetwijfeld een grote rol gespeeld, samen met de noodzaak een parlementaire meerderheid te vinden voor de goedkeuring van de militaire kredieten.

Zo werd vanaf november 1930 op Buitenlandse Zaken de onafhankelijkheidspolitiek geformuleerd met zoveel woorden en in identieke termen als de koninklijke rede van oktober 1936 dit deed. Het Comité Diplomatique besliste eerst Engeland te contacteren : « *On décide de faire connaître notre politique de pleine indépendance à l'Angleterre* ». Daarop werd een uitvoerige nota over het Belgisch internationaal statuut aan alle Belgische gezantschappen gestuurd. Daarin werd onderstreept dat het voor België van vitaal belang was te voorkomen in een oorlog te worden meegeleurd of betrokken te worden in de strijd om de herziening van het vredesverdrag van Versailles. De op economisch vlak aangevatte samenwerking met de Oslo-Staten moest op het politieke vlak worden doorgetrokken. De defensiestrategie moest op Engeland afgestemd worden. Het leger moest beschikken over een nationaal réduit dat de verbinding met Engeland openhield, nl. de streek Antwerpen, Gent, kust. Deze beleidsnota werd door Paul Hymans op 1 december 1930 aan de kabinetsraad ter goedkeuring voorgelegd en op verzoek van Koning Albert



gingen Jaspas, de Broqueville en Hymans op 15 december 1930 na wat kon gedaan worden om de Fransen wijs te maken dat België een onafhankelijke koers wilde varen. Bovendien werden Vandervelde en Pouillet in de loop van december 1930 uitgenodigd om hun instemming met de beleidsnota te betuigen. Koning Albert drong intussen bij Paul Hymans aan om het Frans-Belgisch militair akkoord te doen verdwijnen. De onderhandelingen die daartoe met de hulp van oppositieleider Emile Vandervelde in januari-februari 1931 werden gevoerd zijn bekend. Hoezeer Van Langenhove en Generaal Galet hem ook onder druk zetten om het nefast geachte akkoord op te zeggen, toch slaagde Hymans er niet in de kwestie met de Fransen te regelen.

Wel was de regering er in mei 1931 in geslaagd een wankel parlementaire meerderheid te vinden voor het stemmen van de kredieten voor het defensieplan-Galet. De strategische polemiek Galet-Hellebaut laaide naar aanleiding van de parlementaire debatten echter opnieuw op en in de schoot van de regering ageerde Bovesse, daartoe aangepord door Albert Devèze, fel tegen Galet en diens defensieplan. Albert Devèze had de instemming van zijn fractie trouwens slechts verzekerd mits toegevingen aan het systeem van de grensverdediging en de oprichting van een bataljon Ardeense jagers. Van een amendement-Marck maakten Bovesse en Devèze uiteindelijk gebruik om de regering te doen vallen in mei 1931.

Eind 1932 begint dan een ware machtsstrijd tussen de minister van Landsverdediging geworden Albert Devèze enerzijds en de door het Hof onvoorwaardelijk gesteunde Generale Staf anderzijds. Op het moment dat Devèze minister werd, werd generaal Galet als stafchef gepensioneerd. Op zijn afscheidsreceptie zei hij aan de Engelse militaire attaché Frazer dat de ministers van landsverdediging zich de laatste jaren hadden laten op sleeptouw nemen door de bedrieglijke campagne voor de grensverdediging en dat minister Devèze « *would probably be worse than any of the others from this point of view* ». Uiterst belangrijk is naar ons oordeel de volgende uitspraak van Galet tegenover Major Frazer: « *Once mobilization was decreed, however, the general Staff would hold the reins and would take care that common sense and sound military principles were not sacrificed to popular clamour* » (5).

De afscheidnemende stafchef die Devèze's ministerschap zeer duchtte, rekende blijkbaar op de dubbelzinnige interpretatie van de constitutionele bevoegdheidsregeling inzake militair commando in oorlogstijd. Zodra het leger op oorlogsvoet verkeerde zou de Koning persoonlijk het opperbevel opnemen en zou de Generale Staf, in vrede-tijd deeltmakend

---

(5) PRO, FO. 371/16.356, W 14172, Major Frazer te Londen, 23 december 1932.



van het departement van Landsverdediging, het uitvoerend commando-orgaan van de Koning worden. Op dat ogenblik zouden ministers met hun electorale bekommernissen en hun militair-strategisch amateurisme het veld moeten ruimen voor de bevoegde militaire technici.

Generaal Galet werd als stafchef daarbij opgevolgd door zijn vriend en geestesgenoot Generaal Nuyten, die het vertrouwen van het Hof genoot en die bovendien een temperament bezat dat niet tot compromissen geneigd was. Toen de Generale Staf n.a.v. deze opvolging door de voorstanders van de integrale grensverdediging in de pers aangevallen werd, ergerde dit Koning Albert en op 31 december 1932 stuurde hij aan de pasbenoemde minister Devèze al een kordate brief waarin hij de minister verzocht aan deze aanvallen een einde te doen stellen. Zeer belangrijk was de slotparagraaf van de brief van koning Albert aan Devèze. Daarin onderstreepte hij beslist en absoluut zijn grondwettelijk opperbevelhebberschap en zijn persoonlijke verantwoordelijkheid buiten elke ministeriële tussenkomst : « *Il convient de remarquer que les pouvoirs spéciaux que la Constitution confère au Roi en tant que Commandant en Chef, entraînent pour lui de graves responsabilités morales, d'un ordre différent de celles qui découlent des actes proprement dits du pouvoir exécutif, où le Souverain est couvert par le contreséing ministériel. Je vois une autre raison de ces responsabilités particulières dans la formule du serment constitutionnel du Roi qui, chose remarquable, jure non seulement d'observer la constitution et les lois, mais encore " de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire "* ». Ces termes ont incontestablement trait à la défense. J'ai le devoir de ne pas l'oublier et de veiller à ce qu'on ne l'oublie pas » (6). Kan het harder t.o.v. een verantwoordelijke minister ?

Toen Devèze in januari 1933 al een *Commandement des Troupes de Défense du Luxembourg et de Namur* oprichtte, was meteen duidelijk dat een harde confrontatie Devèze-Nuyten-Koning Albert onafwendbaar werd. In juli 1933 werd door Devèze aan de Koning een aanvullend defensieplan voor de oostergrens voorgelegd waarbij garnizoenen te Aarlen, Bastogne en Vielsalm zouden worden gelegerd. Nuyten verzette zich daar heftig tegen en kreeg daarbij de steun van de Koning die oordeelde dat het plan-Devèze het resultaat was van de electorale ijver van enkele Waalse liberale leiders en van de intriges van enkele ambitieuze generaals die stafchef wilden worden. Toen de Koning eind juli 1933 bovendien vernam dat Devèze's plan in overleg met de Franse Generaal Weygand werd opgesteld, stuurde hij een tweede vermanende missive aan Devèze. Toch kwam men in september-oktober 1933 tot een compromis omdat

(6) Général VAN OVERSTRAETEN, *Albert I-Léopold III*, blz. 82-83.

kolonel Van Overstraeten de Koning aanraade Devèze's plan te aanvaarden omdat het uiteindelijk het militaire apparaat toch versterkte. Stafchef Nuyten herhaalde trouwens in december 1933 t.o.v. Major Frazer wat Galet hem al had gezegd: in oorlogstijd wordt de Koning oppermachtig inzake de militaire operaties en dan kan hij Devèze's Ardeense Jagers aanwenden op de manier die hij verkiest. Devèze's buitengewone kredieten werden in december 1933 goedgekeurd.

Het conflict tussen Devèze en de Generale Staf zou pas in volle hevigheid losbarsten toen de minister onmiddellijk na het overlijden van Koning Albert definitief wilde afrekenen met Nuyten. Om te beginnen ging hij, onder scherp verzet van de minister van Buitenlandse Zaken, zijn partijgenoot Paul Hymans, en van de Generale Staf, op 4 maart 1934 al naar Parijs om de door de Generale Staf onderbroken Frans-Belgische stafbesprekingen persoonlijk te gaan hervatten. Stafchef Nuyten alarmeerde onmiddellijk Koning Leopold en schreef hem dat de minister zijn bevoegdheid te buiten ging door zich te mengen « *dans la conduite des opérations, pour laquelle il n'avait ni mandat, ni compétence* » (7).

Begin april 1934 was tussen de jonge koning Leopold en Devèze al meningsverschil ontstaan over de benoeming van Van Overstraeten tot « *aide de camp de liaison avec l'armée* ». Devèze weigerde het benoemingsbesluit te ondertekenen. Hij eiste dat de vleugeladjudanten Van Overstraeten en Six de verbinding met de *minister* zouden verzekeren. Er werd een voorzichtig compromis gevonden: Van Overstraeten werd « *aide de camp de liaison avec le ministère... non pas avec le ministre!* ».

Van Overstraeten gaf Koning Leopold de raad minister Devèze met fluwelen handschoenen aan te pakken. Trouwens het conflict Devèze-Nuyten ging viel dieper dan de personen: « *En fait, ce sont les bases de notre politique étrangère et militaire qui sont en jeu...* » (8). Buitenlandse Zaken redigeerde op 22 maart 1934 nochtans een scherpe nota waarin de *onafhankelijkheidspolitiek* opnieuw werd geformuleerd en waarin Devèze's *démarches* te Parijs werden veroordeeld.

Koning Leopold riep op 28 maart 1934 dan maar de Broqueville, Devèze, Paul Hymans, Henri Jaspar en Frans Van Cauwelaert samen. Hij sprak hen toe over de Belgische buitenlandse en militaire politiek. Alleen Devèze gaf zich niet gewonnen. Hij stuurde aan eerste-minister de Broqueville integendeel op 3 april 1934 een uitvoerige nota waarin hij de Generale Staf van tegenwerking en inertie beschuldigde. Bovendien raakte hij het bevoegdheidsconflict tussen hem en de Generale

---

(7) R. CAPELLE, *Dix-huit ans auprès du Roi Léopold*, blz. 37-38.

(8) Général VAN OVERSTRAETEN, *Albert I-Léopold III*, blz. 106-107.



Staf aan : « *L'Etat-major tend à considérer le ministre comme un administrateur et non comme un chef, les questions d'organisation et de défense du pays devant être résolues par des techniciens, dont les décisions, prises indépendamment de lui, feraient loi* » (9). Devèze omschreef de positie van de stafchef die moest optreden binnen de directieven hem verstrekt door de regering en de minister van landsverdediging.

Nu werd het buigen of barsten. Devèze werd in de francofiele pers met alle middelen gesteund ten voordele van een grensdefensieplan dat aansluiten zou met de Maginot-linie en nauwe samenwerking met de Franse Generale Staf voorzag. De Koning en de stafchef werden in *L'Indépendance Belge*, in *La Métropole*, in *La Gazette de Charleroi*, in heftige termen aangevallen : de Koning moest zijn grondwettelijke eed gestand doen en dus het integraal grensdefensieplan doen uitvoeren en de stafchef moest leren gehoorzamen aan de minister : « *Si c'est M. Devèze qui doit être la victime de ce conflit, nous nous permettrons de dire au jeune roi Léopold III qu'il commence fort mal son règne...* » (10).

In de schoot van de liberale partij ageerde Devèze bovendien tegen zijn partijgenoot minister van Buitenlandse Zaken Paul Hymans, die een al te neutralistische koers begon te varen. Toen de regering op 6 juni 1934 door afvalligheid van 12 liberalen plots in de minderheid werd gesteld, wijzigde de Broqueville de samenstelling van zijn regering : François Bovesse, de francofiele verdediger van het militair akkoord en van de integrale grensdefensie, werd in de regering opgenomen en Paul Hymans werd op een erg onelegante manier aan de deur gezet.

Nu hij Paul Hymans had kleingekregen zou minister Devèze stafchef Nuyten aanpakken en de Frans-Belgische stafbesprekingen intensiveren. In juli 1934 kreeg de nieuwe regering-de Broqueville van het parlement volmachten om de economische en financiële crisis op te lossen. De nieuwe minister van Financiën Gustaaf Sap liet de Broqueville bij de koning aandringen om Devèze tot budgetbeperking aan te zetten. Via Van Overstraeten — en na overleg met koning Leopold — liet stafchef Nuyten eind juli 1934 aan eerste-minister de Broqueville — buiten medeweten van Devèze — een besparingsnota geworden die hierop neerkwam dat vitale onderdelen van Devèze's grensdefensieplan, nl. de versterking van het Herve-plateau en het grenskorps cyclisten werden uitgesteld. Ingenbleek had nochtans verwittigd dat Devèze's positie op dat moment veel te sterk was : « *C'est l'as du libéralisme !* » (11).

Devèze reageerde prompt in de pers : hij zou geen enkele besnoeiing toestaan en stafchef Nuyten moest verdwijnen. Koning Leopold III

(9) A.R.A., *Papieren Charles de Broqueville*, bundel 700, Devèze aan de Broqueville, 3 april 1934.

(10) *Gazette de Charleroi*, 23 mei 1934.

(11) Général VAN OVERSTRAETEN, *Albert I-Léopold III*, blz. 124.



stuurde op 5 oktober 1934 een brief aan eerste-minister de Broqueville om de stafchef te dekken : « *Je ne puis tolérer que le Chef d'EMGA, investi dans ses fonctions par la confiance du Chef de l'Armée, soit l'objet... d'attaques mettant publiquement en cause son intégrité et son respect de la discipline* » (12). Devèze bleef bij zijn besluit : Nuyten moest weg en op 12 oktober 1934 deelde hij in de kabinetsraad mee dat generaal Vandenbergen tot stafchef zou benoemd worden. Bovendien liet hij — zonder de goedkeuring van de koning — een perscommuniqué over de benoeming verspreiden. Koning Leopold III moest zich, onder de dreiging van regeringscrisis, gewonnen geven. Maar hij was woedend op Devèze en op 14 oktober 1934 vertrok uit het Paleis een harde missive aan eerste-minister de Broqueville : « *Je viens d'être forcé d'accomplir un acte qui m'a été particulièrement pénible : laisser peser le discrédit sur un officier d'élite, serviteur éminent du pays et que mon père honorait de sa confiance... Le maintien des prérogatives de la Couronne me fait un devoir de m'élever aussi contre la forme intolérable sous laquelle il a été fait part au Conseil et au public de mon acceptation de la démission du Lt-Gén. Nuyten, ainsi que des décisions que je n'ai nullement prises quant à ses fonctions nouvelles ou la désignation de son successeur. Mes prédécesseurs ont toujours considéré le respect de notre pacte constitutionnel comme la base des relations entre le gouvernement et le chef de l'Etat...* » (13).

Devèze had de invloedsstrijd met de Generale Staf en het Hof dus gewonnen. Bovendien had hij Paul Hymans, die als minister van Buitenlandse Zaken sedert 1930 voor de onafhankelijkheidspolitiek gewonnen was en in de loop van 1933-1934 zelfs een limitatieve interpretatie van het Locarnopact had voorgestaan, uit de regering gewerkt. Verder had hij de Frans-Belgische stafbesprekingen doen hervatten en in december 1934 en april 1935 werden te Parijs zeer effectieve stafbesprekingen gevoerd. Koning Leopold was nochtans bij Jaspar tussengekomen om te verkrijgen dat te Parijs geen enkele verbintenis werd aangegaan en dat de besprekingen zich zouden beperken tot « *l'étude exclusivement technique d'une intervention française subordonnée à une autorisation préalable du gouvernement belge...* » (14). Bovendien werd niet Vandenbergen maar wel Cumont tot stafchef genoemd.

Maar keren wij even naar Buitenlandse Zaken terug. Terwijl Devèze in volle machtsstrijd gewikkeld was met het Hof en de Generale Staf en op militaire samenwerking met Frankrijk aanstuurde, ging het op Buitenlandse Zaken de tegenovergestelde richting uit, vooral na de mis-

(12) R. CAPELLE, *Dix-huit ans auprès du Roi Léopold*, blz. 42.

(13) G. PROVOOST, *op. cit.*, vol. 2, blz. 98-99.

(14) R. CAPELLE, *Au Service du Roi*, vol. 2, blz. 28-29.



lukking van de ontwapeningsbesprekingen door het terugtrekken van Duitsland uit de conferentie en uit de Volkenbond eind 1933. Paul Hymans was in januari-maart 1933 al gealarmeerd door uitspraken van Pétain en Daladier waaruit bleek dat Frankrijk « *dès la période de tension diplomatique* » België wilde betreden en hij had er toen alles op gezet om de Fransen erop te wijzen dat deze Franse pretenties het Locarnopact ver te buiten gingen. Bovendien vreesde men op Buitenslandse Zaken, vooral na de intriges van de Dorlodot-Barthou van februari 1934, voor een preventieve oorlog van Frankrijk tegen nazi-Duitsland. Hymans ging zelfs zover van Engeland en Frankrijk een restrictieve interpretatie van de Belgische Locarnoverbintenissen te vragen en toen dit niet lukte zocht hij een Engels-Belgisch militair akkoord af te sluiten, maar ook dit botste op Britse weigerachtigheid.

Terwijl in Vlaanderen een massacampagne onder het motto « Los van Frankrijk » onder impuls van V.O.S hoe langer hoe meer aanhang won, verbrak minister Devèze in mei 1935 — onmiddellijk na de ondertekening van het Frans-Russisch bijstandspact van 2 mei 1935 — het militair status quo dat in de eerste regering-Van Zeeland was afgesproken: hij drong aan om de dienstdtijd te verlengen. De socialisten dreigden met een regeringscrisis en koning Leopold vroeg aan Devèze om geduld te oefenen. Wel werd de kandidaat van Devèze, generaal Vandenberghe, in september 1935 stafchef, terwijl Van Overstraeten Devèzes voorstel om hem tot onderstafchef te benoemen interpreteerde als een poging om hem onder controle te krijgen en van bij de koning weg te halen. In januari 1936 kwam men in de regering tot overeenstemming: het dekkingsplan-Devèze zou door de Vlaamse katholieken en de socialisten aanvaard worden op voorwaarde dat het Frans-Belgisch militair akkoord werd opgezegd. De Franse militaire attaché had trouwens op 17 januari 1936 al duidelijk laten verstaan dat de Vlaamse « Los van Frankrijk » — campagne zo gevaarlijk was dat het beter was aan de Franse regering te vragen het militair akkoord te beëindigen.

Na moeizame onderhandelingen te Parijs werd het akkoord van 1920 voor beëindigd verklaard maar werd meteen een nieuw akkoord afgesloten over de stafbesprekingen. Na de Duitse Rijncoup van 6 maart 1936 werden — in afwachting van de vervanging van het ineengestorte Locarnostelsel — Frans-Belgische stafbesprekingen gehouden in mei en juli 1936. Uit deze stafbesprekingen bleek dat de Fransen hoe langer hoe meer de strategische opvattingen van de Koning en van de groep-Nuyten deelden: ze legden de nadruk op het gevaar uit het noorden en dus op de verdediging van het Albertkanaal. Het Herve-plateau en het grensdefensiesysteem-Devèze werden gevaarlijk bevonden en de Fransen suggereerden zelf de organisatie van de Dijle- en Scheldelinies.



Dit samen met het verwerpen van het ontwerp-Devèze op de dienstdag door de Kamerafdelingen op 27 februari 1936 verzwakte reeds de positie van Devèze. Toen stafchef Vandenbergen in maart 1936 zijn steun aan Devèzes grensdefensieplan na een onderhoud met de Koning en Van Overstraeten introk, werd Devèzes positie hachelijk en moest de minister terugkrabbelen. Buset ironiseerde in de Kamer dat van het ontwerp-Devèze alleen de naam van de auteur overbleef: « *que nous ne pouvions tout de même pas supprimer par voie d'amendement* » (15).

Na de verkiezingen van mei 1936 werd Devèze geen minister meer. Baron Capelle had eind mei 1936 t.o.v. de Engelse ambassadeur Ovey trouwens erg kleinerend over Devèze gesproken: zijn ijdelheid was eindelijk ontmaskerd nu duidelijk gebleken was dat hij miljoenen had verspild aan nutteloze weestandsnesten in de Ardennen, terwijl niets was gedaan om het land tegen luchtaanvallen te beschermen.

Uit het dagboek van Van Overstraeten leren we trouwens dat koning Leopold een grote rol speelde bij het uitrangeren van Devèze. Het was de Koning die Van Zeeland ervan overtuigde een generaal te nemen als minister van Landsverdediging. Hij suggereerde de Grox of Denis die allebei met Galet en Nuyten hadden samengewerkt. In de gemengde Militaire Commissie van april-september 1936 werd door de gepensioneerde generaal Galet en door generaal Nuyten in genadeloze termen het proces van de grensdefensietheorie en van minister Devèze gemaakt. De neutralistische strekking won in de commissie het pleit dankzij de tussenkomst van kolonel Van Overstraeten die een aantal neutralistische resoluties suggereerde zoals de verdediging van de zuidergrens. De clan Galet-Nuyten-Van Overstraeten heeft in de commissie Devèzes overwinning van 1934 gewroken en van in den beginne de boventoon gevoerd.

In juli-oktober 1936 werd achtereenvolgens door Spaak, Van Zeeland en Koning Leopold de onafhankelijkheidspolitiek afgekondigd zoals ze sedert 1930 door de opeenvolgende regeringen — onder impuls van Paul Hymans, Van Langenhove en Van Zeeland — was voorbereid geworden. Onmiddellijk daarop werden moeizame onderhandelingen aangevat om van de Locarnoverbintenissen af te geraken.

Dat de tussenoorlogse regeringen het constitutioneel probleem van de herhaalde koninklijke interventies — zoals de koninklijke toespraak van 14 oktober 1936 — wel degelijk onderkennen blijkt uit de mémoires van minister Van Isacker. Daarin verhaalt Van Isacker dat hij toen op vraag van Vandervelde als zijn mening te kennen gaf dat het koninklijk optreden moest geregulariseerd worden door de rede onder de verantwoordelijkheid van de regering te publiceren.

(15) *Parlementaire Handelingen, Kamer*, 3 april 1936, blz. 1159-1160.



Het militair-politieke resultaat van de afkondiging van de onafhankelijkheidspolitiek was in ieder geval de moeiteloze goedkeuring van de nieuwe militiewet in december 1936.

Intussen had koning Leopold zijn dominante invloed op de defensiepolitiek stevig gevestigd. Generaal Nuyten werd enkele weken na het verdwijnen van Van Zeeland benoemd tot Hoofd van het Militair Huis van de koning en de tandem Nuyten-Van Overstraeten herstelde de suprematie van het Hof. De Franse militaire attaché generaal Riedinger schreef op 7 januari 1937 aan Parijs: « *que l'entourage militaire du Palais veut supprimer la ligne de repli en direction de la France...* ». Onder impuls van het Hof werden de stafbesprekingen opgeschort tot aan het verwerven van de Frans-Engelse en Duitse waarborgverklaringen van april-oktober 1937.

In ieder geval maakte generaal Van Overstraeten er in zijn dagboek geen geheim van dat hij vanaf 1936, in het kader van de koninklijke opvatting over de militaire bevoegdheidsverdeling, de feitelijke militaire bewindvoerder was. Voor de bevoegdheid inzake de militaire operaties verwees Van Overstraeten instemmend naar de toestand onder koning Albert: « *le Roi Albert a fait participer intimement son Conseiller Militaire à la conduite des opérations ; sur le même pied que le Chef d'Etat-Major de l'armée : à ce dernier n'incombait que l'exécution ; au Conseil Militaire appartenait la conception ; le Roi, Commandant en Chef, se réservait la décision...* ».

De Belgische regering hoefde in mei 1940 dus helemaal niet verbaasd te zijn dat ze over de militaire operaties ternauwernood werd ingelicht. De suprematie van het Hof inzake het militaire beleid werd tussen de twee wereldoorlogen slechts ten gunste van de verantwoordelijke minister verbroken van 1919 tot 1926 en van 1933 tot 1936. De tussenoorlogse regeringen onderkenden het probleem zeer goed en buiten Albert Devèze hebben ze weinig of niets gedaan om het op te lossen.

#### **Summary : Belgium's international and military policy from 1934 till 1937.**

*Studying the Belgian military and foreign policy from 1934 till 1937, one can conclude to the following working hypotheses. The conflict between the King (and His entourage) and the Cabinet about the competency over military policy and military command has had a large influence on the acute phase of the Question Royale 1940-1950.*

*The policy of independence of 1936 which has been imputed later on to the King and for which He has been blamed, is rather contained in the military and foreign policy of the successive Belgian governments from 1930 on, inspired by Paul Hymans, minister of foreign affairs at that time.*



## Les relations Léopold III - Henri De Man (1938 - 1940)

---

par Eric-John NACHTERGAELE,

Licencié en Sciences Politiques.

★

Wynendaele, la rupture de Léopold III et de ses Ministres, le 25 mai 1940, sont les images que l'on évoque lorsqu'il est question des relations du souverain avec le Président du Parti Ouvrier Belge. Henri De Man reste, avant tout, dans les esprits, l'homme de confiance, le conseiller politique de Léopold III lors de la campagne des dix-huit jours et des quelques mois d'incertitude qui le suivirent. Ce penseur socialiste, successeur d'Emile Vandervelde à la tête du mouvement ouvrier socialiste, n'est pas à proprement parler le prototype d'homme que d'aucuns s'attendaient à voir à côté du Chef de l'Etat belge durant cette période trouble, ne fut-ce par ses appartenances politiques, sa position personnelle, son hyperneutralisme... Est-ce par un hasard fortuit que les deux hommes sont en ces circonstances réunis ? Il est clair qu'il ne peut être répondu à pareille question que par des présomptions.

Outre Wynendaele, ce que l'on évoque moins souvent, au sujet des relations Léopold III - Henri De Man, c'est le rôle que joua ce dernier en tant qu'agent de la politique parallèle (à celle de ses Ministres) du Roi, en faveur du maintien de la Paix. D'autre part, il n'a jamais été fait de comparaison entre les conceptions des deux hommes en matière de gestion de l'Etat. A la lumière de celle-ci, il sera peut-être plus aisé de comprendre le fossé existant entre le Roi et ses Ministres, la nuit du 25 mai, et l'attitude du Roi et de son Conseiller durant les premiers mois d'occupation. Si certes, il n'est pas possible de tirer des conclusions irréfutables de cette comparaison, de fortes présomptions peuvent être établies.



### La préservation de la paix.

Henri De Man, peu après sa démission du gouvernement Janson le 12 mars 1938, faisait savoir au Roi et à quelques personnalités qu'il renonçait désormais à toute tâche ministérielle. Il émettait cependant une réserve à cette décision, en cas de guerre. Cette attitude était due aux déceptions et échecs qu'il avait subis tout au long de son expérience gouvernementale. D'aucuns affirment même qu'il garda un portefeuille dans les gouvernements van Zeeland II et Janson par volonté de défendre la paix à tout prix et servir la communauté face aux tensions internationales (1).

Pacifiste avant et surtout depuis son expérience de la guerre de 1914-1918, Henri De Man voulait à tout prix éviter à la Belgique un nouveau conflit et c'est ce qui en avait fait un partisan acharné de la politique d'indépendance prônée par le Roi Léopold III dans son discours du 14 octobre 1936.

Après les accords de Munich en septembre 1938, consacrant un équilibre européen précaire entre les démocraties et les régimes autoritaires, De Man voulut profiter de l'euphorie passagère qui les suivit afin de convoquer une conférence générale de la Paix. Il exposa les principes et thèses guidant cette idée dans des articles écrits pour le journal *L'Oeuvre* de Paris et édités ensuite sous le titre « Une Offensive pour la Paix ». De Man y condamnait le pacifisme belliqueux des démocraties. Il fallait, selon lui, construire une paix nouvelle basée sur « une solution d'ensemble pour éliminer les causes des antagonismes existants au lieu de n'agir que sur les symptômes » qui étaient les fascismes (2). Les causes des antagonismes étaient principalement les Traités de 1919. De nouveaux accords librement acceptés devaient les remplacer.

Soulignons que Henri De Man considérait les régimes en place à Berlin et à Rome comme définitivement installés, cela transparaisait clairement dans ses articles : « les Etats totalitaires ont le même intérêt que tous les autres à faire la paix, d'abord pour éviter la guerre que tous les peuples ont en horreur, ensuite pour éviter la crise économique » (3).

---

(1) NAESENS M., *Actes du colloque international sur l'oeuvre d'Henri De Man*, Genève, Faculté de droit de l'Université de Genève, 1974, p. 152. Pour un avis différent : RENS I., in *id.*, p. 155. Ce dernier ne pense pas que la préoccupation de la paix ait joué un rôle sur l'entrée de De Man dans ces deux gouvernements, elle ne serait apparue, selon lui, que lorsqu'il en est sorti. Dans le même ordre d'idées que NAESENS (c'est-à-dire jouer un rôle international) cf VANDERVELDE E., *Carnets 1934-1938*, Paris, Editions Internationales, 1966, pp. 68 et s.

(2) DE MAN H., *Une offensive pour la Paix*, Paris-Bruxelles, Labor, 1938, p. 16.

(3) *Id.*, pp. 28 et s.

De Man a cru en la volonté de ces Etats d'aspirer à la paix et à la stabilité et c'est pourquoi il proposait « sa » conférence de paix, dont l'initiative ne viendrait non pas des vainqueurs ou des vaincus de Munich, mais bien des Chefs d'Etat des pays du groupe d'Oslo (4). Cette idée allait à l'encontre d'un grand courant de l'opinion publique et aussi d'une grande majorité du POB, et ce notamment en Wallonie. Les régimes de Berlin et de Rome étant considérés par leur essence même, comme des menaces pour les démocraties, et donc comme fauteurs de guerre (5). Loin de vouloir la guerre, cette majorité ne croyait cependant pas en la politique d'indépendance et en l'alliance des neutres d'Oslo : il fallait prévoir le pire et se concerter militairement avec des pays tels que la France. Henri De Man était conscient de l'isolement de son point de vue, il écrira à ce sujet qu'il n'était « suivi que par une minorité du POB où (il) avait suffisamment à faire pour maintenir un minimum d'influence contre les bellicistes » (6).

Il entreprit, malgré cet environnement hostile, en décembre 1938 d'intéresser P.H. Spaak, alors Premier Ministre, et le Roi Léopold III à son projet de Conférence de Paix (7). Si le premier, tout en étant particulièrement attaché à la paix lui donna son accord, ce qui signifiait une « aide technique indispensable », il restait néanmoins sceptique quant aux chances de réussite. Celles-ci paraissaient hypothétiques surtout auprès des allemands et des italiens. D'autre part, il fut bien précisé que la mission ne revêtait qu'un caractère purement officieux.

L'accueil que fit Léopold III à l'initiative de De Man fut beaucoup plus encourageant pour ce dernier. Le Roi, qui avait lu certains de ses articles parus dans *L'Oeuvre* (8) le reçut au Palais le 23 décembre 1938 et lui fit part du grand intérêt qu'il portait pour pareille mission. Le Souverain ne semblait pas, outre mesure, tenir compte du climat de désapprobation qui régnait vis-à-vis de cette politique menée par De Man, ainsi que de ce qu'elle impliquait. L'identité de vue qu'avaient les deux hommes pour les problèmes de politique extérieure et de préservation de la paix ne faisait que se confirmer. Léopold III, fort du soutien officieux de son Premier Ministre pour la mission, pouvait donc se

---

(4) *Id.*, p. 29. Les pays du groupe d'Oslo sont : la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, la Norvège.

(5) VANDERVELDE E., *La politique internationale*, 57<sup>e</sup> Congrès du POB, Bruxelles, Secrétariat du POB, 1938, p. 20.

(6) Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (dorénavant CRSGM), Arch. HDM, 3/40 (mémoire sur la Mission de Paix de l'hiver 1938-1939).

(7) DE MAN H., *Cavalier seul. Quarante années de socialisme européen*, Genève, Le Cheval Ailé, 1948, p. 203 et CRSGM, Arch. HDM, 3/40.

(8) CRSGM, Arch. HDM, 3/46 (Robert Capelle, secrétaire du Roi, à Henri de Man).



permettre de l'appuyer, mais pas plus que Spaak, il n'entendait s'y immiscer (9), ce qui n'est qu'euphémisme.

La mission s'étala de la mi-décembre 1938 à la mi-février 1939. Son objet n'était pas la préparation d'une Conférence de Paix, mais bien de sonder officieusement les puissances de Munich pour savoir quel accueil elles réserveraient à une initiative des Etats d'Oslo visant la discussion de tout ce dont pouvait dépendre le maintien de la paix (10).

L'initiative échouait en février 1939 parce que les puissances de l'Axe, Rome et Berlin, ne voulaient en entendre parler (11). Déjà, à la fin janvier 1939, Henri De Man avait fait rapport au Roi et au Premier Ministre des difficultés qu'il avait rencontrées à Rome et de l'impasse allemande. Alarmé, le Souverain fit intervenir la machine diplomatique belge pour ménager à De Man une entrevue avec Hitler et Mussolini. Par l'initiative du Roi, le gouvernement était indirectement obligé d'appuyer la démarche. Celle-ci était considérée avec scepticisme et hostilité aux Affaires étrangères. Le département n'appréciait pas ce genre de diplomatie parallèle. Le Roi, à nouveau, insista pour que son nom ne soit pas prononcé (12).

Fait significatif, Léopold III soutint jusqu'au bout Henri De Man dans sa mission. Il devait donc compter fortement sur celle-ci, et avoir une énorme confiance en celui qui la menait, pour aller jusqu'à essayer de lui faire obtenir par la voie diplomatique officielle des entrevues avec les Chefs d'Etat de deux puissances fascistes, pour ce qui n'était tout compte fait qu'une mission officieuse. De Man expliquera quant à lui brièvement son action, en 1941, dans ses mémoires « Après Coup ». Il y dit en substance qu'il avait entrepris la mission de paix pour aider le Roi — « incarnant le devoir et l'honneur » — qui tâchait d'éviter à la Belgique la menace d'une guerre européenne (13).

Le 3 septembre 1939, Henri De Man devenait Ministre sans portefeuille dans le gouvernement Pierlot — coalition Catholique-Libérale s'élargissant aux Socialistes. C'était ce que l'on peut appeler un cabinet de guerre — C'est ce qui y motivait son entrée.

De Man fut, cependant, vite dégoûté par les pratiques régnant dans ce cabinet et par sa « faiblesse irrémédiable à l'égard du Parlement, de la presse et des puissances occultes qui tiraient les ficelles des marionnettes politiques » (14). Dès lors, il se consacra quasi exclusivement à

(9) VANWELKENHUYZEN J., *Un mystère Léopold III ?* in *Histoire de notre temps*, n° 5, Paris, Plon, 1968, p. 67.

(10) DE MAN H., *Cavalier seul*, pp. 203-212.

(11) CRSGM, Arch. HDM, 3/82 (Le Ghait, chef de cabinet de P.H. Spaak à HDM).

(12) *Id.*, 3/77.

(13) DE MAN H., *Après coup*, Bruxelles, Ed. Toison d'Or, 1941, p. 310.

(14) *Ibidem*, p. 317 et *Cavalier seul*, p. 213.



l'Œuvre Elisabeth « Pour nos soldats », qu'il présidait. On peut s'interroger sur le bien-fondé de la décision de confier à De Man le moral de la troupe alors qu'il était un neutraliste acharné (15). Certes, la Belgique était neutre, mais ses soldats devaient rester un tant soit peu combattifs... (16).

Henri De Man avait peu après son entrée au gouvernement donné son point de vue sur la conception qu'il avait de la neutralité belge. En octobre 1939 paraissait dans *Leiding* l'article « Genoeg sabotage van de onzijdigheid ! », signé de trois étoiles (17). S'il ne signait pas l'article de son nom en raison de ses fonctions officielles, De Man fit en sorte que l'on sache qu'il en était l'auteur. Ce fut le coup d'envoi d'une polémique opposant De Man (« Trois étoiles ») à, entre autres, Buset, le directeur de *la Revue socialiste*, qui était en quelque sorte le porte-parole de l'aile wallonne du POB hostile à la politique de neutralité (18).

L'article de *Leiding* regrettait que la majeure partie de la presse belge donnât l'impression que le gouvernement était neutre tandis que l'opinion publique aurait été d'un avis opposé. Or, cette impression était fautive et dangereuse, pour son auteur, le peuple ne voulant pas la guerre. La neutralité, c'était choisir « le parti de la paix contre la guerre » (19). En écrivant ces lignes De Man développait le thème du discours prononcé par le Roi le 4 septembre 1939 et particulièrement la mise en garde du Souverain à ses compatriotes, face aux violences de langage se manifestant dans la presse : « en ces moments graves où une parole, un acte, un écrit inconsidéré peut nuire aux intérêts du pays, je demande à chacun de s'imposer, dans l'expression de ses sentiments, la rigoureuse discipline qu'exige une stricte neutralité ».

Les thèses de stricte observance neutraliste développées par De Man allaient à l'encontre de l'opinion de ses collègues au gouvernement, ceux-ci voyant la nécessité de se protéger militairement vis-à-vis du Reich. L'alerte du 6 novembre 1939, faisant croire à une attaque imminente des troupes allemandes contre la Belgique et les Pays-Bas, ne faisait que renforcer leurs appréhensions. Le neutralisme intégral n'était plus à la mode. Le Roi lui-même se trouvait en désaccord avec ses Ministres sous

(15) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *L'an 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1970, p. 23.

(16) De Man rapporte dans *Cavalier seul*, p. 220, que le 11 mai 1940 il donnait ordre pour que l'on change le caractère des journaux : « Le Barbelé » et « De Pinne-kensdraad » distribués à toutes les unités de l'armée, de façon suivante : « Combattivité au lieu de neutralité ».

(17)\*\*\*, *Genoeg sabotage van de onzijdigheid*, in *Leiding*, n° 10 (octobre 1939), pp. 605-612. *Leiding* était une revue socialiste flamande dont De Man assurait la direction.

(18) *La Revue socialiste* était le pendant francophone de *Leiding*.

(19)\*\*\*, *art. cit.*, p. 607.



l'apparence d'une adhésion commune à la politique de neutralité (20). Le gouvernement penchait alors pour une prise de contact au niveau des Etats-majors avec la France et la Grande-Bretagne. Malgré cela, le 22 novembre 1939, Léopold III écrivait à P.H. Spaak pour insister sur l'absolue nécessité de suivre une politique scrupuleusement neutre dont dépendait le sort du pays (21). Cet attachement à la politique de neutralité, le Roi le garda jusqu'aux heures fatidiques du 10 mai 1940. Ce qui n'ira pas sans provoquer des heurts entre lui et son gouvernement et ce de plus en plus fréquemment (22).

Henri De Man, tout comme son souverain, gardait foi dans la politique de neutralité. Il ne semblait pas réaliser l'enjeu du combat, à savoir l'opposition entre les démocraties, ayant des défauts, mais garantes de certaines règles fondamentales de l'humanité et de la morale face à la barbarie déployée par les nazis. Buset, dans sa deuxième réponse à De Man, mettait en garde que n'arrive à la Belgique le sort de la Pologne qui aurait pour conséquence « les arrestations en masse, exécutions sommaires, camps de concentration, déportations, pillages des magasins et des usines, confiscations au profit de l'Allemagne de nos marchandises, de notre cheptel, de nos machines » (23).

Inéluctablement, la position de De Man au sein du POB — dont il était Président depuis le 24 mai 1939 — allait en s'affaiblissant. Au Congrès de son parti à la Noël 1939 il recevait même indirectement un blâme puisque les orientations défendues par ses adversaires étaient approuvées et adoptées en résolutions. Dès ce moment il laisse en fait la Présidence du POB au Vice-Président A. Delattre, un wallon opposé à ses idées (24).

Le 5 janvier 1940 il démissionnait du gouvernement Pierlot. Le fit-il de plein gré, comme il l'affirme, ou lui fit-on comprendre qu'il n'y était plus à sa place ? Ce qui est certain, c'est qu'il y était « mal vu des partis bourgeois, et en raison de sa manie de neutralité, des franco-et anglophiles de tous les partis » (25). Henri De Man était totalement isolé. Il réintégra alors l'armée en tant que capitaine-commandant de réserve, et continua à présider aux destinées de l'Oeuvre Elisabeth. Ses

(20) ARON R., *Léopold III ou le choix impossible*, Paris, Plon, 1977, pp. 207-211.

(21) *Id.*, p. 215.

(22) *Id.*, p. 289.

(23) BUSET M., *Deuxième réponse à Leiding*, in *La Revue socialiste*, n° 1 (janvier 1940), p. 22.

(24) CLAEYS-VAN HAEGENDOREN M., *25 jaar belgisch socialisme*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1967, p. 401, et *id.*, *Hendrik De Man*, Antwerpen-Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1972, p. 287.

(25) HÖJER C.H., *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Uppsala, Almqvist & Weksells Boktryckeri A.B., 1946, p. 306.

activités à cet organisme, rattaché (à sa demande) à l'Etat-major de l'Armée, lui permettaient de rester en contact avec le Souverain.

Léopold III chargea De Man, à la mi-janvier 1940, d'une mission en Italie auprès de Ciano, le ministre des Affaires étrangères du Duce. Il devait vérifier les informations que celui-ci aurait confiées à Marie-José — sœur de Léopold III et bru du Roi d'Italie — à savoir qu'aux environs du 15 janvier la Belgique devait s'attendre à être attaquée (26). De Man, après une entrevue avec chacun des intéressés, revint sans plus de précisions, si ce n'est que l'Allemagne entraînait l'Italie plus loin que cette dernière ne voulait aller : vers la guerre.

Le Roi avait fait à nouveau appel à De Man — qui était déjà un personnage controversé — sans doute parce qu'il le savait tout aussi acharné que lui, dans la défense de la politique de neutralité. Léopold III, malgré toutes les alarmes dont il avait pris connaissance, telles entre autres l'incident de Mechelen sur Meuse, restait convaincu du bien-fondé de la neutralité belge et De Man n'était certainement pas homme à l'en dissuader, son point de vue étant identique. Ceci était peut-être un des prémices de la rupture de Wynendaele.

### Le fonctionnement de l'Etat.

La démocratie parlementaire en Belgique fut affublée par d'aucuns, dans les années qui précédèrent la guerre de 1940, du nom de « démocratie bloquée ». Nombreux étaient ceux qui en Belgique, tout comme en France et en Grande-Bretagne, dénonçaient le mauvais fonctionnement des constitutions parlementaires et leur incapacité à régler les problèmes issus de la crise économique. La collusion entre les parlementaires et les puissances d'argent était aussi la cible favorite de l'époque. Nombreux aussi étaient ceux qui échafaudaient des projets de réforme des institutions.

Léopold III assistait à la dégradation des institutions non sans quelque inquiétude. Fidèle au serment qu'il avait prêté, il tenta, à plusieurs reprises de rappeler à leur devoir les politiciens. C'est en 1939 que le Roi fit le plus nettement part de ses sentiments quant à sa conception du fonctionnement de l'Etat.

Après le remaniement du Gouvernement Spaak, le Souverain critiqua la crise d'autorité dont souffrait le régime et ce lors du Conseil des Ministres du 2 février 1939 : « Aux pouvoirs constitutionnels se substitue

---

(26) DE MAN H., *Cavalier seul*, pp. 214-216 et CRSGM, Arch. HDM, 3/102 et 3/103 (notes concernant les entretiens de HDM en Italie et Mémoire concernant la mission en Italie, début 1940).



l'influence grandissante des partis politiques. Les Ministres deviennent les mandataires de leur parti, les gouvernements se disloquent et démissionnent sans être renversés par le Parlement... Les responsabilités sont déplacées ; c'est la crise de l'autorité... ». Au Conseil des Ministres du 7 février 1939, suite à l'affaire Martens, il rappelait aux Ministres qu'ils étaient exclusivement les agents du Pouvoir exécutif et qu'ils devaient agir pour le bien du pays : « Le Roi, dit l'article 65 de la Constitution, nomme et révoque ses Ministres. Dans l'exercice de ce droit, il tient évidemment compte de l'état de l'opinion. Mais une fois nommés, les Ministres sont exclusivement les agents du Pouvoir Exécutif. Ils ne sont ni les délégués d'un parti, ni les représentants d'une région... Le Pays attend des Ministres qu'ils exercent leurs fonctions au seul service des intérêts de l'Etat ».

Enfin après les élections du 2 avril 1939, confronté avec les difficultés de constituer un gouvernement, il convoque un groupe d'hommes représentatif, auxquels il réitéra ses inquiétudes face aux dangers de chaos qui menaçaient le pays : « La Monarchie constitutionnelle est bâtie sur le principe d'une rigoureuse séparation des pouvoirs. Elle suppose à côté du Parlement qui légifère et qui contrôle, un pouvoir exécutif qui gouverne. Le Pouvoir exécutif appartient au Roi (art. 29 de la Constitution) qui nomme et révoque ses ministres (art. 65) seuls responsables devant le Parlement (art. 63)... La première condition qui s'impose, celle dont dépend, je n'hésite pas à l'affirmer, le sort même de notre régime, c'est la *restauration*, dans toute son indépendance et dans toute sa capacité d'action, d'un *pouvoir exécutif* vraiment responsable, c'est-à-dire formé d'hommes qui puissent assurer le gouvernement du pays pendant toute une législature si possible, sans se trouver entravés dans leur action par des mots d'ordre de partis, par des décisions de groupes et de sous-groupes politiques ou par des préoccupations électorales ».

L'idée clé de ces interventions est le renforcement de l'exécutif dans le cadre de la Constitution, et aussi un assainissement des mœurs politiques.

Henri De Man publia dans *Leiding*, en février, mars, avril 1939, trois articles concernant la crise de la démocratie et portait ses griefs contre l'outil politique tout en proposant des réformes. Il désirait voir concorder la durée d'un gouvernement avec la durée constitutionnelle du Parlement. Dans la pratique cela eut permis aux ministres d'accomplir un travail meilleur et des réformes plus sérieuses (27). Ainsi ils seraient à l'abri des pouvoirs

---

(27) DE MAN H., *Regering en Parlement*, in *Leiding*, 1<sup>e</sup> jaargang, n<sup>o</sup> 3 (mars 1939), p. 147.



extraparlémentaires (28). D'autre part De Man tenait à ce que le Gouvernement s'affirmât en tant que pouvoir à part entière. C'est-à-dire qu'il ne soit plus considéré comme une excroissance du Parlement (29). Pour ce faire il fallait déparlementariser sa composition : « organiser le gouvernement à l'intérieur, de façon qu'il soit un exécutif homogène au lieu d'être un Parlement en petit format » (30). Les opinions partisans devaient être exclues en son sein, « les ministres étant responsables devant le Parlement mais nullement ailleurs » (31).

À côté de l'exécutif qui dirige, le législatif doit contrôler. Pour De Man, cela signifiait une redéfinition du rôle du Parlement. Le système bicaméral, mettant côte à côte des organes ayant pratiquement la même fonction, a pour conséquence une perte de temps. La suppression d'une de ces chambres s'imposait. En outre le recours au référendum à l'initiative de l'exécutif était prévu (32). Commentant ses projets de réforme, De Man insistait sur le fait qu'il ne considérait pas l'exécutif comme une extension du législatif mais bien comme une fonction essentielle, à l'instar du judiciaire (33). Henri De Man estimait qu'il fallait rompre avec la vieille démocratie héritée du libéralisme et inadaptée aux réalités du moment.

Dans l'argumentation de De Man en faveur d'un gouvernement de législature, il fut relevé à l'époque la phrase suivante : « la Constitution n'empêche... pas le Roi de nommer ses Ministres pour un certain temps » (34). Ce qui constitue une hérésie juridique. En effet, « le résidu de souveraineté ne réside pas chez le Roi mais aux Chambres... ce qui veut dire que le Roi peut non pas faire tout ce que la Constitution ne lui interdit pas, mais seulement ce que la Constitution lui permet précisément » (35). Une telle interprétation de notre Loi fondamentale dans le chef de celui qui allait être le conseiller du Roi notamment à Wynendaele peut paraître pour le moins inquiétant.

Le parallèle fait entre les conceptions, en matière de gestion de l'Etat, de Léopold III et Henri De Man, fait apparaître que celles-ci avaient des traits communs. La quasi-identité de vues qu'avaient les deux hommes de la situation politique intérieure belge et de la manière d'y pallier

(28) *Id.*, *Oude en Nieuwe Democratie*, in *Leiding*, 1<sup>o</sup> jaargang, n<sup>o</sup> 5 (mai 1939), p. 301.

(29) *Id.*, *Regering en Parlement*, in *Leiding*, p. 151.

(30) *Ibidem*, p. 152.

(31) *Ibidem*.

(32) *Id.*, *Hervorming van het Parlement*, in *Leiding*, 1<sup>o</sup> jaargang, n<sup>o</sup> 4 (avril 1939), pp. 202 et s.

(33) *Ibidem*, p. 203.

(34) *Id.*, *Regering en Parlement*, in *Leiding*, p. 147.

(35) VOS H., *Regering en Parlement*, in *Leiding*, 1<sup>o</sup> jaargang, n<sup>o</sup> 8 (août 1939), p. 328.



ne devait que les rapprocher encore plus étroitement, puisqu'ils partageaient déjà des opinions similaires en politique étrangère. Ceci n'est peut-être que présomption, mais sans doute a dû compter dans une certaine mesure lors des événements qui précédèrent et suivirent Wynendaele.

### Wynendaele.

A la déclaration de la guerre, l'Oeuvre Elisabeth n'ayant plus de fonction immédiate à remplir, Henri De Man se vit confier par Léopold III la mission de veiller à la sécurité de la Reine-mère Elisabeth. Il devait durant toute la campagne rester à ses côtés (36). Déjà lié au Roi, cette fonction renforçait sa position et le désignait comme conseiller politique du Souverain. Conformément à l'article 68 de la Constitution, ce dernier avait pris le commandement de l'armée. Le Roi était de fait presque complètement coupé de ses Ministres et n'avait avec eux plus que des contacts occasionnels. Dans ces circonstances De Man prit une place de plus en plus importante au côté du Roi. C'est notamment lui qui rédigea la lettre envoyée par Léopold III au Roi Georges VI d'Angleterre, le 25 mai 1940. Celle-ci annonce la capitulation de l'armée belge à brève échéance et la décision du Souverain de rester en Belgique occupée pour mieux aider son peuple.

Cette vision des choses n'était pas partagée par les membres du gouvernement. Déjà au fil des événements militaires, des divergences de vues entre le Roi et ses Ministres avaient fait jour. Léopold III désirait rester avec son armée. Le gouvernement voulait qu'il assume plutôt que son rôle de Chef de l'Armée celui de Chef de l'Etat (37). Les Ministres désiraient qu'il les accompagne en France pour continuer la lutte, et dans le cas où le Souverain resterait en Belgique occupée, ils considéraient que la légitimité constitutionnelle leur reviendrait. L'entourage du Roi — Henri De Man et Raoul Van Overstraeten (38) — leur paraissait suspect et ils le sentaient enclin à ne pas capituler sans prendre des mesures quasi gouvernementales quitte à instaurer un régime autoritaire basé sur la personne royale et ce sous la coupe de l'Allemagne nazie.

A Wynendaele, le 25 mai, eut lieu la dernière entrevue de Léopold III et de ses principaux ministres. Pierlot, Spaak, Denis et Vanderpoorten essayèrent en vain de le convaincre par tous les moyens de quitter le

(36) DE MAN H., *Cavalier seul*, pp. 219-247 (récit de la campagne des 18 jours).

(37) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, pp. 98-104.

(38) Le général-major Raoul Van Overstraeten était le conseiller militaire du Roi et *en fait* le vrai Chef de l'Armée.

territoire national pour continuer la lutte. C'est de cette époque que remonte l'animosité générale à l'égard d'Henri De Man qui présent à Wynendaele ne fit rien pour convaincre le Roi à les suivre alors qu'à cette époque il était de fait le principal conseiller politique du Souverain (39).

L'« affaire du blanc-seing » confirma les ministres dans leurs soupçons à l'égard de De Man. En effet, M. Pierlot reçut à Paris le 26 mai par le biais de l'Ambassade de Belgique à Londres une note du Roi formulée par Henri De Man et Willy de Grunne (Grand-Maître de la Maison de la Reine Elisabeth) demandant la signature d'un ministre afin qu'elle « puisse figurer sur l'acte de démission des ministres actuellement en fonction et la nomination d'un ministre nouveau » (40). La réponse du Gouvernement fut négative. Pour celui-ci, il était clair que certaines personnes dans l'entourage du Roi désiraient à tout prix former un gouvernement en Belgique occupée et les noms de De Man et Van Overstraeten étaient les plus cités (41).

La signature d'un ministre réclamée par le Roi faisait suite à une consultation que celui-ci avait eue avec l'Avocat général à la Cour de Cassation : Hayoit de Termicourt, qui lui avait indiqué que cette solution pouvait être uniquement envisagée afin de pouvoir entamer des négociations préliminaires avec l'ennemi (42). Ne cherchons pas plus loin les motifs qui avaient poussé le Roi à faire cette démarche, mais attachons-nous à l'avis qu'avait son conseiller politique sur la question. Cela semble révélateur. Le Roi, d'après De Man, pouvait nommer en cas de besoin de nouveaux ministres et faire contresigner leur nomination par eux-mêmes (43). Il interprétait l'article 64 de la Constitution (« le Roi nomme et révoque ses ministres ») de la façon suivante : « l'article 64 ne vise pas à assurer la permanence des fonctions ministérielles contre la volonté du Roi, mais seulement à empêcher le Roi de gouverner sans ministres responsables » (44).

Et dans ce cas particulier : « Le Roi aurait donc parfaitement pu, dans les circonstances, prendre un arrêté, contresigné par au moins un nouveau ministre révoquant les anciens et nommant les nouveaux » (45).

Cette conception du rôle du Roi rappelle celle qui était développée dans Leiding quant à la nomination des ministres pour une durée de quatre

(39) VAN PESKI A.M., *Hendrik De Man*, Brugge-Utrecht, Desclée De Brouwer, 1969, p. 138.

(40) CRSGM, Arch. HDM, 5/B/132.

(41) PIRENNE J., *Mémoires et Notes politiques*, Verviers, André Gérard, 1975, p. 179.

(42) CRSGM, Arch. HDM, 5/A/120.

(43) CRSGM, Arch. HDM, 5/A/118, p. 22.

(44) et (45) CRSGM, Arch. HDM, 5/A/118, p. 22.



ans où il semblait aussi oublier que le résidu de souveraineté ne réside non pas chez le Roi mais dans la Nation et ses Représentants.

De Man espérait-il constituer un gouvernement en Belgique ? Avait-il l'appui du Roi pour ce faire ? Il semble que l'on puisse répondre affirmativement à ces deux suppositions. Témoins, la visite de De Man faite au gouverneur de la Société Générale M. Galopin et son voyage à Liège et Louvain. Ces deux missions ont été effectuées à la demande du Roi, afin de lui faire rapport sur la situation dans le pays. Témoins aussi, ce qu'écrivait un dignitaire du Palais, le 3 juin 1940, à sa femme : « Mon patron (= Le Roi) est admirable de courage, de dignité et de foi. Comme moi, il dit que c'est une rupture complète avec un passé de politiciens et de maçons qui ne revivra plus » (46).

D'autre part, Léopold III, le 30 mai 1940, reçoit la visite de l'Ambassadeur d'Italie en présence d'un diplomate allemand. Ce dernier fit un rapport au Ministre des Affaires étrangères du Reich, de l'entrevue. Il en ressort que le Roi ne devait pas exclure complètement de reprendre certaines de ses prérogatives de Chef de l'Etat dans un avenir proche (47).

### Les premiers mois de l'occupation.

Après la capitulation, la décision du Roi Léopold III de rester en Belgique en tant que prisonnier de guerre fut accueillie avec enthousiasme par la population et comme l'écrit P. Struye : « le pays tout entier se rallia autour du Roi » (48). Ce sentiment de loyalisme dynastique se vit renforcé par l'attitude hostile du gouvernement à l'égard du Souverain. Le pays, de plus, avait été traumatisé par la fuite des « notables » devant l'invasion allemande. Une certaine presse et les allemands ne manquèrent pas d'exploiter le fait, ce qui eut pour conséquence de faire apparaître en même temps que les manifestations de loyalisme envers le Roi un courant nettement anti-gouvernemental qui devait déboucher sur une fureur anti-parlementaire (49).

Le spectacle de la débâcle française, et les offres de collaboration du Maréchal Pétain, faisaient envisager une cessation des hostilités à court terme. Dans cette optique, il était à envisager que la Belgique recouvrerait, si pas son indépendance totale, du moins une partie et garderait à sa tête le Roi. A ce sujet, citons encore P. Struye : « la population

(46) ARON R., *op. cit.*, p. 303.

(47) ARON R., *op. cit.*, pp. 304-307.

(48) STRUYE P., *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Bruxelles, Lumière, 1945, p. 18.

(49) STRUYE P., *op. cit.*, p. 20.



belge donna alors l'opinion d'être, aux trois quarts peut-être, ralliée ou largement résignée à l'ordre nouveau et il est permis de croire que si l'Allemagne avait choisi ce moment pour proclamer solennellement qu'elle entendait maintenir le Roi sur le Trône, faire la paix avec la Belgique et lui reconnaître un statut d'indépendance à la manière slovaque, la grosse majorité de l'opinion publique aurait marqué une satisfaction profonde » (50).

Dans le courant du mois de juin, des personnalités se mirent à envisager l'hypothèse d'un gouvernement en Belgique occupée : parmi celles-ci Paul Tschoffen, ancien ministre catholique et le Comte Lippens, Ministre d'Etat, libéral (51). La caractéristique commune de ces projets était l'instauration d'un nouveau gouvernement reposant sur une autorité royale forte regroupant en ses mains le pouvoir exécutif et législatif, la nation n'étant représentée que par une chambre corporative.

Henri De Man ne pouvait échapper à ce courant d'idées puisque déjà avant la guerre, il avait défini ses conceptions de la démocratie « renforcée ». Or à l'époque, De Man, insistent sur le fait, était le principal conseiller politique de Léopold III. Le Souverain l'avait informé, le 1er juin, de la décision allemande de remettre « la solution de la question de l'administration de la Belgique jusqu'à la fin des opérations militaires continentales » (52). Il était aussi sans nul doute au courant de l'offre d'entretien avec Hitler qui avait été apportée par deux émissaires allemands au Souverain le 31 mai et de la réponse positive de celui-ci (53). Le Roi confirma le 26 juin sa disposition à rencontrer Hitler.

Ces circonstances ajoutées au sentiment généralement répandu d'une fin prochaine des hostilités avaient dû faire naître un espoir chez Léopold III et son conseiller quant au statut politique futur du pays. De Man aurait reçu, de plus, des assurances du Gouverneur militaire de la Belgique et du Nord de la France, le Général von Falkenhausen, quant aux intentions allemandes face aux problèmes intérieurs belges et aux organisations socialistes et qui peuvent se résumer ainsi : non intervention de l'autorité occupante dans la mesure où les activités belges ne leur nuisent pas ; ce qui sera démenti par la suite (54).

En conséquence, Henri De Man mit au point une série de programmes sur base de discussions qu'il eut avec le Roi (55). Parmi ceux-ci, il y a

(50) STRUYE P., *op. cit.*, p. 20.

(51) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, pp. 203-210.

(52) DE MAN H., *Cavalier seul*, p. 247.

(53) DE JONGHE A., *Hitler en het politieke lot van België (1940-1941)*, Antwerpen-Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1973, p. 144.

(54) DE MAN H., *Cavalier seul*, pp. 251 et s.

(55) DE JONGHE A., *op. cit.*, p. 142



le programme du 19 juin 1940, rédigé à la demande du Roi Léopold (56) et contenant les principes suivants : « consolidation de la monarchie constitutionnelle » et « constitution d'un gouvernement chargé temporairement de tout le pouvoir législatif et exécutif » ; par voie de plébiscite « remplacement des Chambres par des institutions consultatives à base corporative » ; « suppression des partis en faveur d'un parti unique » dans le domaine syndical, mutualiste, coopératif, pour le gouvernement de la jeunesse, des anciens combattants, etc... » ; « protection de la race » en respectant les commandements de l'humanité ; « régime économique et social basé sur obligation pour tous de travailler », et « abolition des privilèges de la fortune, diminution des inégalités sociales ».

Le contenu du texte rappelle dans les grandes lignes ce que De Man avait déjà développé dans *Leiding*.

La différence résidant entre les principes développés dans *Leiding* et le programme du 19 juin, est que ce dernier ne tient plus compte des institutions de l'Etat telles qu'elles existaient auparavant. Expliquons-nous, l'armature de l'Etat d'avant-guerre étant disloquée et le sentiment populaire fortement anti-parlementaire, qui se ralliait autour de la personne du Roi, étaient des éléments favorables pour pouvoir faire des réformes sans tenir compte des obstacles qui étaient les structures anciennes et auxquelles se heurtaient les projets exposés dans *Leiding*. S'ajoutait à cela la conception qu'avait De Man de l'autorité royale ; or en juin-juillet 1940, la position du Roi qui était dans la Belgique de l'époque le dernier élément d'autorité respectée, cadre absolument avec ces velléités de réformes.

En effet Henri De Man, en mai 1938, alors encore seulement vice-président du POB, écrivait les lignes suivantes, inédites, concernant le rôle qu'il espérait voir jouer par la monarchie :

« Le manque d'autorité qui caractérise la plupart des régimes démocratiques actuels est l'une des causes psychologiques profondes des progrès du fascisme. Là où la faiblesse de l'autorité s'est fait ressentir plus fort que l'attachement à la démocratie, le fascisme est arrivé au pouvoir. Les autres démocraties, ou bien tombent en décadence, comme ce fut le cas en Espagne, et comme ce sera peut-être le cas en France, ou bien

---

(56) CRSGM, Arch. HDM, 5/C/142. Peter Dodge annexe ce document à son œuvre (p. 240) en omettant de citer la notation manuscrite « rédigé à la demande de R.L. ». A. De Jonghe met en doute l'authenticité de celle-ci (*op. cit.*, p. 143). Yves Lecocq, beau-fils de H. De Man, écrit à ce sujet : « Un soir de juin, De Man me demanda de lui dactylographier un texte d'une page intitulé « 19 juin 1940 : Programme de restructuration politique rédigé à la demande de R.L. », qu'il devait porter le lendemain à Laeken, in *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri De Man*, Genève, n° 3, juin 1975, p. 9.

elles s'attachent à une autorité d'ancienne origine, comme la monarchie constitutionnelle » (57).

Le Manifeste du 28 juin 1940 aux membres du POB fut le fruit d'une collaboration entre le Roi et le Président du POB. Ce dernier devait à ce sujet écrire, par après, qu'il (le programme) « a été soumis au Roi qui en a discuté les termes avec moi et n'a proposé que deux légères modifications aussitôt acceptées » (58).

Moins technique que le programme du 19 juin dont il reprenait cependant certains thèmes, nous croyons pouvoir dire que le manifeste du 28 faisait figure d'appel vers un but non encore complètement défini (incertitude de la situation) mais qui aurait pu être justement ce programme du 19 juin. Plus qu'un manifeste limité aux seuls membres du POB dont il estime le rôle politique utile et glorieux mais néanmoins terminé, il s'adressait à l'ensemble de la nation.

On y relève les mots clefs suivants (59) :

- le rôle du chef et d'une élite,
- l'Etat autoritaire générateur de justice sociale fondée sur l'obligation pour tous de travailler,
- l'ordre socialiste sous le régime d'une solidarité nationale groupant les forces vives du peuple belge dans un parti unique autour du Roi.

Le fait de la victoire allemande y était clairement accepté : « la guerre ayant amené la débâcle du régime parlementaire et de la plutocratie capitaliste dans les soi-disant démocraties » (60).

Ce manifeste aurait donc pu avoir pour but d'ouvrir la voie à un programme tel que celui du 19 août 1940, si pas à celui-ci même. D'après A. De Jonghe, la publication du manifeste début juillet avait été en fait concertée avec la réaffirmation de Léopold III, le 26 juin, de son désir de rencontrer Hitler en vue de discuter du problème du statut futur de la Belgique (61). De fait, les affirmations de De Man selon lesquelles c'était « par une série de hasards qu'il (le manifeste) se trouvât néanmoins imprimé (...)

(57) Extrait de DE MAN H., *Réflexions sur la monarchie constitutionnelle*, texte dactylographié inédit, daté du 23 mai 1938 et cité par DODGE P., *op. cit.*, p. 192, note 2.

(58) POULET R., *Une lettre à Léopold III d'Henri De Man*, Bruxelles-Liège, Ed. Nationales, 1971, p. 41.

(59) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 221 et BALTHAZAR H., *Henri De Man dans la « Révolution avortée »*, in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, T. XII, n° 31, Genève, Droz, 1974, p. 207.

(60) CRSGM, Arch. HDM, 10/389 (Manifeste aux membres du POB).

(61) DE JONGHE A., *op. cit.*, p. 144. L'auteur réfute la thèse léopoldiste d'un roi-prisonnier de guerre étranger à toute tractation politique.



plusieurs jours après, alors que l'éventualité qui avait provoqué sa rédaction avait disparu et que je n'y pensais déjà plus » (62), sont contredites par différents éléments :

1. Le texte du manifeste avait été déposé par De Man lui-même à l'administration militaire allemande le 25 juin pour autorisation de publier et lorsqu'il parut c'était sans l'avoir reçue, mais De Man s'en excusa immédiatement « invoquant un malentendu, ses hommes de confiance ayant cru — indûment mais de bonne foi — que la permission avait été accordée » (63). Selon les auteurs de l'an 40, il semble certain que De Man ait veillé à sa publication dans la Gazette de Charleroi et Vooruit (64). Le manifeste parut donc le 3 juillet dans La Gazette de Charleroi, le 5 juillet dans Le Soir, le 6 dans Volks en Staat et le 9 dans Vooruit. Ensuite, l'autorité allemande s'y opposa parce que le ton du texte était trop belgiciste et déplaisait aux groupes flamands (65).

A noter que dans le courant du mois d'avril 1941, le journal « Le Travail » le reproduisait dans un numéro spécial de propagande (66).

2. De Man fait allusion à une éventualité qui avait disparu (67), il ne pouvait viser indirectement le veto de Hitler concernant les activités politiques en Belgique puisqu'il mena la politique développée dans le manifeste dans le courant du mois et bien plus longtemps encore puisqu'il écrivit : « mon manifeste de juin 1940, dont mon attitude jusqu'en juin 1941 a, en effet, découlé » (68). Notons encore que le Palais et De Man ne prirent connaissance des intentions de Hitler que le 25 juillet puisque celles-ci, interdisant au Roi toute activité politique et contrôlant sévèrement ses contacts, dataient du 20 juillet ; or 3 semaines s'étaient alors écoulées depuis la publication (69).

Fort de l'appui du Roi, on peut présumer que De Man avait cru son heure arrivée avant qu'il n'ait eu pris connaissance des intentions du Führer. L'occasion se prêtait à la réalisation des objectifs qu'il avait depuis longtemps définis mais que maintenant il pouvait exposer plus radicalement qu'avant-guerre (70). L'accueil fait au manifeste fut cepen-

(62) DE MAN H., *Cavalier seul*, p. 254.

(63) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 224.

(64) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 223.

(65) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, pp. 224 et s.

(66) CRSGM, Arch. HDM, 9/10.385.

(67) DE MAN H., *Cavalier seul*, p. 254.

(68) POULET R., *op. cit.*, p. 41.

(69) DE JONGHE A., *op. cit.*, p. 147.

(70) Camille Huysmans, dans une lettre, « relie le manifeste du 28 juin au socialisme autoritaire prôné dans la revue *Leidting* », cf GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 406.

dant très mitigé : ni enthousiasme, ni indignation — signe caractéristique de l'atmosphère de l'époque (71).

Il reste encore un point obscur. Henri De Man aurait effectué en août 1940 un voyage à Berlin. Il le niera après la guerre. Les témoignages manquent à ce sujet. Le voyage aurait eu pour objet, entre autres, le rétablissement du Roi dans ses hautes fonctions (72). Or il est peu probable que le Roi ne l'eut pas informé du veto du 20 juillet 1940 alors qu'il était son principal conseiller politique. De même, si De Man a effectué un voyage à Berlin, il ne peut en avoir caché l'objet au Souverain. Si le voyage a eu lieu, on est en droit de se poser certaines questions. De Man tenta-t-il de faire ramener les instructions de Hitler en se rendant à Berlin ? Fut-il seulement pris en considération ? Les questions restent posées. Mais il nous paraît bon de rappeler ce que De Man écrivait au sujet de la demande d'entrevue à Hitler lors de sa mission de paix en 1939 : « le Roi Léopold tenait beaucoup à cette dernière, en raison de sa conviction que les contacts personnels seuls permettaient d'exercer auprès de Hitler une influence sérieuse » (73). Léopold III se rendit lui aussi chez Hitler en novembre 1940, mais ceci est une autre histoire.

### Présomptions

Un gouvernement fort appuyé sur l'autorité royale était pour Henri De Man la planche de salut de la Belgique face au chaos intérieur et à la tourmente régnant en Europe. En 1938, il avait remis une note en ce sens au Roi. On peut se demander si celui-ci partageait ce point de vue.

En faisant le tracé des relations Léopold III - Henri De Man entre 1938-1940 on peut dégager les idées qui présidaient à celles-ci. Elles sont révélatrices. Il y a d'abord entre eux une commune identité de vues en matière de politique étrangère et plus particulièrement en ce qui concerne la façon de maintenir la Belgique dans une stricte neutralité. D'autre part il y a un dépit commun face au mauvais fonctionnement des institutions. Les responsables de cette situation étaient pour tous deux les mêmes, à savoir les politiciens, les partis et toutes les autres forces extra-parlementaires. La crise de l'autorité était un de leur principal souci. La défense de ces positions valut à De Man de se retrouver isolé

---

(71) Ce que, dans l'An 40, on appelle l'« air du temps » ayant des symptômes de désarroi, décomposition et hésitation, cf GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 398 et BALTHAZAR H., *art. cité*, p. 200.

(72) GERARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *op. cit.*, p. 231.

(73) DE MAN H., *Cavalier seul*, p. 208.



dans son propre parti. Le Souverain, quant à lui, s'il avait fait part de ses idées avec la réserve due à ses fonctions, était loin d'entretenir des relations des plus sereines avec son gouvernement, pour les raisons exposées ci-dessus.

C'est placé dans cette situation inconfortable que réagirent les deux hommes face aux événements de mai 1940. Confrontés au désastre des opérations militaires, il ne se présenta à leur esprit qu'une seule solution : la capitulation et le retour du Roi à Bruxelles avec l'éventualité de reprise par celui-ci de ses prérogatives constitutionnelles. Le Roi était acquis à cette vision des choses lors de la dernière confrontation qu'il eut avec ses ministres à Wynendaele. De là découle la rupture entre eux et leur Souverain mais aussi entre eux et De Man.

La défaite et l'occupation de la Belgique firent envisager, au Roi et à son conseiller, l'éventualité d'instaurer en Belgique un régime nouveau débarrassé des éléments paralysants qu'étaient l'institution parlementaire, la particratie et les politiciens... Le pouvoir royal devait y jouer un rôle déterminant, le manifeste du 28 juin en est la preuve éclatante.

De Man écrira qu'il voyait dans la royauté face à une société démagogique où n'existaient plus que des valeurs matérielles : « le dernier et précieux vestige d'une autorité basée sur la foi jurée, les obligations de la naissance, et une hiérarchie des valeurs indépendante de l'argent (74). Le Roi partageait-il ce point de vue ? Il faut croire que oui. Dans une lettre de De Man adressée au Roi en novembre 1946, suite au jugement dont il avait été l'objet, on relève ceci : « La pierre angulaire du réquisitoire et du jugement était mon manifeste de juin 1940. Qu'en resterait-il si l'on savait que ce manifeste a été soumis au Roi qui en a discuté les termes avec moi... ? ».

#### Summary :

#### The relationship Leopold III - Henri De Man (1938-1940).

*During the campaign of may 1940 and the following month, King Leopold III had as principal political counsellor Henri De Man. He played a primordial role during that period, which was rich with extremely important events for the future of Belgium, such as the surrender of the army and the problem of the King reassuming or not his constitutional prerogative during the occupation.*

*The former socialist minister did not accidentally hold the situation of confident of the King. Indeed, both men became friends before the war.*

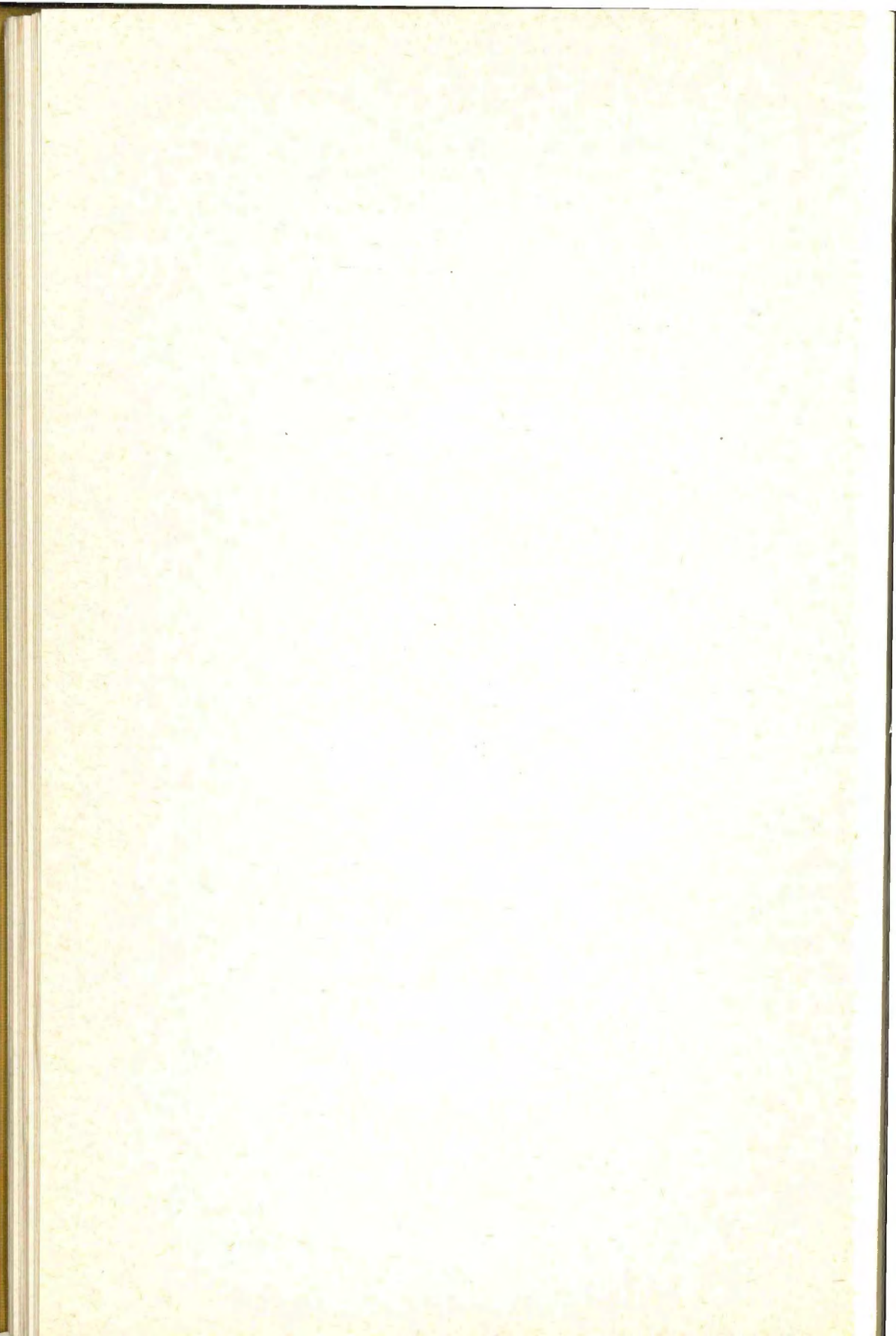
---

(74) DE MAN H., *Après Coup*, p. 310.

*They shared similar conceptions about interior and foreign policy-problems. In fact, Leopold III supported De Man in his attempt, during the winter 1938-1939, to convoke a peace conference. On the other end early 1939 they both expressed rather similar conceptions on the functioning of the Belgian institutions and especially on the lack of authority of the executive power. The projects of manifestoes by De Man concerning the political future of Belgium were grounded on a reinforcement of the executive power. So the manifesto of June 1940, a consequence of De Man's contacts with the King, reveals the role which the King should or could have assumed if Hitler had permitted it.*







## Berchtesgaden (19 november 1940) voorgeschiedenis, inhoud en resultaat \*

---

door Dr. Albert DE JONGHE.

\*

De koningskwesitie gedurende de bezetting vertoont verscheidene aspecten. Ik beperk mij tot één ervan : de politieke betrekkingen tussen Leopold III en Hitler van de capitulatie tot Berchtesgaden. De politieke betrekkingen tussen de koning en de regering Pierlot blijven, op één uitzondering na, onbesproken.

Ik besef dat het onderwerp fel omstrede is. Ik wil proberen het zo zakelijk mogelijk, op grond van het thans beschikbare bronnenmateriaal, te behandelen. Verwacht van mij geen waardeoordeel over het beleid van de koning. Ik acht mij niet bevoegd als aanklager of als verdediger op te treden. Ik beperk mijn taak tot die van de onderzoeksrechter die eerlijk en volhardend tracht zijn dossier zo volledig mogelijk samen te stellen. Die taak is, in de gegeven omstandigheden, al moeilijk genoeg. Bij gebrek aan bronnen blijft veel in het duister.

Spreek ik geen oordeel uit over het beleid van koning Leopold III, ik schroom niet mij uit te spreken tegen de geloofwaardigheid van de leopoldistische versie. Ik meen dat het zinloos is de benaming : leopoldistische versie tussen aanhalingstekens (ironiserende of andere) te plaatsen. Die benaming is juist en adequaat. De l.v.\*\* waarover ik het hier herhaaldelijk zal hebben is immers de authentieke en de orthodoxe. Men vindt ze uitvoerig geformuleerd in het Witboek, voorbereid en uitgegeven door het secretariaat van de koning, en in het

---

\* Eerste deel van de mededeling over de politieke betrekkingen Hitler-Leopold III van 28 mei 1940 tot 7 juni 1944 voor het colloquium over de koningskwesitie. Voor de bewijsvoering wordt verwezen naar mijn boek : *Hitler en het politieke lot van België (1940-1944) deel I : Koningskwesitie en bezettingsregime van de kapitulatie tot Berchtesgaden (28 mei - 19 november 1940)*, Antwerpen-Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1972, 488 blz.

\*\* Voortaan wordt leopoldistische versie afgekort tot l.v.



Verslag van de Commissie van Voorlichting, waarvan de leden door koning Leopold zelf werden benoemd.

De koningskwestie gedurende de bezetting is de politieke kwestie gesteld door de aanwezigheid van het als krijgsgevangen beschouwde staats- en legerhoofd in het bezette land. Chronologisch én wezenlijk vindt zij haar oorsprong in de beslissing van de koning zijn regering niet naar het buitenland te volgen. Zij riep automatisch de vraag op hoe de vorst, ofschoon krijgsgevangene, zou handelen indien de omstandigheden hem de kans boden nog een politieke rol te spelen.

Voor de Duitse legerleiding kwam de beslissing van de koning als een volkomen verrassing. Voor Hitler rees toen de vraag, die meteen voor hem de koningskwestie schiep: wat met Leopold III, staatshoofd en opperbevelhebber, die weigert zijn regering naar het buitenland te volgen omdat deze van daaruit de oorlog wenst voort te zetten? Viel er met die vorst geen politiek te voeren? Hitlers beleid ten opzichte van koning Leopold III bij het begin van de bezetting staat in het teken van die vraag.

Om te beginnen laat hij toe dat de krijgsgevangen koning niet naar Duitsland wordt overgebracht. Hier gaf Hitler gehoor aan de Italiaanse voorsprekers, meer bepaald de zuster van de koning, Marie José, kroonprinses van Italië. Anders dan de l.v. het wil doen geloven besloot koning Leopold, vrij van Duitse druk, het kasteel te Laken als residentie te aanvaarden.

Voor de krijgsgevangen koning was het alternatief niet: België of Duitsland; maar in België: een bescheiden villa in Tervuren of het kasteel van Laken.

Hitler verleent zijn voorname krijgsgevangene ook de politiek berekende toelating kardinaal Van Roey op 31 mei in Laken te ontvangen. (De koning had er de Führer om verzocht.) Het resultaat was het herderlijk schrijven van de kardinaal (2 juni) waarin de capitulatie gerechtvaardigd en de « zaak van de koning » vereenzelvigd werd met het heil van het vaderland. Toen Hitler de toelating tot het onderhoud gaf, wist hij nauwkeurig in welke zin de kardinaal tot de katholieken zou spreken: tegen de regering Pierlot. Niets kon de Führer welgevalliger zijn dan de kardinaal voor de koning en tegen de regering in het strijdperk te zien treden. Geen wonder dat de Duitsers toen de vergelijking maakten tussen Van Roey en Mercier. Hoe hard de slag aankwam voor de zwaar geblameerde katholiek Pierlot en zijn ministers, leest men in de gedenkschriften van M.H. Jaspas: « A la capitulation des soldats, le cardinal joignait la capitulation des âmes ».

Spoedig biedt Hitler de koning een mogelijkheid zich in te schakelen in de politiek.

Op 31 mei 1940, in de loop van de vroege namiddag, verschenen twee geheime zendboden van Hitler te Laken. Zij brachten de koning de uitnodiging tot een onderhoud met de Führer. Die twee zendboden waren staatsminister Otto Meissner en een privé persoon, Karl Gebhardt. Dat Meissner drager was van de verrassende uitnodiging, kan men als normaal beschouwen: als chef van de Präsidialkanzlei vertegenwoordigde hij Hitler als staatshoofd. Maar Gebhardt? Waarom werd hij, die geen openbare functie bekleedde, bij die gewichtige zending betrokken? Geen woord daarover in de l.v. — tenzij dat Gebhardt « een intiem medewerker van Himmler » was.

Prof. dr. med. SS-Gruppenführer Karl Gebhardt was inderdaad een vriend en politiek medewerker van de Reichsführer SS. Als beroemd osteoloog telde hij onder zijn patiënten koning Leopold zelf, twee van 's konings kinderen en een reeks Belgische vooraanstaanden uit de rechtstreekse omgeving van de vorst. Uit de teruggevonden brieven van Gebhardt aan Himmler blijkt dat de professor van zijn medicale reizen naar België vóór de oorlog gebruik gemaakt heeft om politieke inlichtingen over de koning en zijn entourage in te winnen. Die informatie hebben ongetwijfeld het beeld helpen bepalen dat Hitler en Himmler zich vóór 10 mei 1940 van de politieke bruikbaarheid van Leopold III hadden gemaakt. Zij verklaren waarom Hitlers keuze viel op Gebhardt om hem, naast Meissner, de kiese zending toe te vertrouwen, drie dagen na de capitulatie, de krijgsgevangen koning tot een politiek gesprek uit te nodigen.

Over de besprekingen te Laken in de namiddag van 31 mei verneemt men in de l.v. slechts dat de koning beslist weigerde op Hitlers uitnodiging in te gaan. De bewijsvoering is verre van overtuigend. Volgens generaal Van Overstraeten, de toenmalige militaire raadgever van de koning, was het antwoord van de koning echter een principieel ja. Maar de vorst stelde het incognito voor « comme répondant aux circonstances ». Ik hecht groot belang aan het getuigenis van Van Overstraeten omdat het volledig bevestigd wordt door de gebeurtenissen na 31 mei 1940.

Hitler, aldus de l.v., zou zich geërgerd hebben aan de weigering van Leopold en met weerwraakmaatregelen bedreigd. Gebiedend ontbood hij de koning naar Berchtesgaden. Zonderling genoeg: nagenoeg vier en een halve maand na de weigering van 31 mei.

De waarheid is totaal anders. Hitler antwoordde al op 4 juni 1940. Hij verklaarde zich verheugd om het principieële ja, zei echter het incognito onaanvaardbaar te achten en stelde voor het einde van de militaire operaties in Frankrijk af te wachten. (Op 4 juni, na Duinkerken, was de tweede fase van het Duitse offensief in Frankrijk begonnen.) Zal Van



Overstraeten dat zakelijke antwoord van Hitler in drie punten zomaar verzonden hebben? De feiten spreken een duidelijke taal en bevestigen de versie-Van Overstraeten. Op 26 juni wordt de tekst van de Duits-Franse en van de Italiaans-Franse wapenstilstandsverdragen officieel bekend gemaakt. Diezelfde dag doet koning Leopold een lange wandeling met kolonel Kiewitz, zijn vriendelijke bewaker, in het park van het kasteel te Laken. Na de wandeling gaat een telex van Kiewitz aan Meissner, de politieke contactinstantie tussen de koning en Hitler. De inhoud van de telex is voor de Führer bestemd.

Kiewitz meldt: « Koning... verzoekt U [Meissner] de Führer opnieuw (erneut) ervan te verzekeren dat hij steeds bereid is hem, wanneer en waar ook voor een onderhoud te ontmoeten. » Men stelt dus vast dat de koning zich houdt aan Hitlers timing van 4 mei, zoals men die geformuleerd vindt bij Van Overstraeten: kom op de kwestie terug na het einde van de militaire operaties in Frankrijk. Ik ga niet in op de andere in de telex aangeroerde kwesties: krijgsgevangenen, distantiëring ten aanzien van de regering Pierlot, het Belgische goud (7 miljard) dat, volgens de koning, door de Duitsers « onmiddellijk » van Frankrijk teruggeëist zou moeten worden (het mag niet ter beschikking komen van de regering Pierlot).

Voor de kennis van de verhouding koning-Hitler is de telex van 26 juni 1940 een document van kapitaal belang. Er rijzen twee vragen:

1. Is het document authentiek?
2. Is het geloofwaardig?

Op die twee vragen is het antwoord ja. Ik wacht nog altijd (dat is sedert november 1972) op een weerlegging van de bewijsvoering in mijn boek.

Ik resumeer straks het antwoord van Hitler op de boodschap van de koning via Kiewitz. Wij moeten nu eerst de blik richten op de regering-Pierlot in Frankrijk.

Men weet dat zij, onder de indruk van de Franse ineenstorting, gedurende enkele weken (meer bepaald tot eind juli) de oorlog als geëindigd heeft beschouwd. Op 26 juni — men lette op de datum — vertrekt uit Sauveterre-de-Guyenne, een dorpje in het zuidwesten van Frankrijk waar de regering een voorlopig onderkomen heeft gevonden, een Belgisch diplomaat, Berryer, naar Laken. Hij brengt een verzoenende boodschap van de Belgische regering voor koning Leopold. Dringend nodig is het, betoogt hij, met de Duitsers onderhandelingen aan te knopen over twee kwesties:



- a) de terugkeer van de Belgen (burgers en militairen) uit Frankrijk ;
- b) een wapenstilstand of een « andere overeenkomst » (een vrede ?) met Duitsland.

Wat de tweede kwestie betreft verklaart de regering niets te zullen ondernemen zonder het advies van de koning. Oordeelt hij dat het nuttig en mogelijk is dat de regering ontslag neemt, dan is zij daartoe bereid.

Men kent de verontwaardigde commentaar van de l.v. : de regering was dus bereid de weg van de politieke capitulatie op te gaan. Ik stel de vraag : dacht de koning zelf toen aan een andere weg ? Volstrekt onafhankelijk van elkaar stelden de koning te Laken, de regering te Sauveterre-de-Guyanne, op dezelfde dag (26 juni 1940) een gekarakteriseerde politieke daad. Beiden beschouwden de Duitse militaire overwinning als een onomkeerbare gebeurtenis waarvan zij bereid waren de politieke gevolgen te aanvaarden — om te beginnen, contacten leggen met de overwinnaar. Welke partij mag hier, hoog van de toren blazend, de andere bereidheid tot politieke capitulatie verwijten ? Is er een essentieel verschil tussen, enerzijds, de regering die op 26 juni de koning wijst op de dringende noodzakelijkheid politieke onderhandelingen met de overwinnaar aan te vatten en, anderzijds, de koning die uitgerekend dezelfde dag Hitler opnieuw laat weten tot een politiek gesprek bereid te zijn ? Ik zie er geen, tenzij dat de koning zich rechtstreeks tot Hitler wendt, de regering slechts tot het Belgische staats-hoofd.

Op de verzoenende boodschap van de regering volgde op 4 juli een kil afwijzend antwoord uit Laken. De koning, aldus kabinetschef Fredericq, onthoudt zich van elke politieke daad. Hij ontvangt geen politieke persoonlijkheden. Spaak heeft in dit verband geschreven : « le silence du roi nous a sauvés. » Er is méér dan een « silence du roi ». De koning weigert duidelijk het aangeboden contact met de regering.

De vraag is : waarom ?

Het gaat niet op de afwijzende houding van de koning te verklaren door zijn besef dat hij zich als krijgsgevangene tot politieke passiviteit verplicht weet. Men stelt immers vast dat wanneer hij op 4 juli neen zegt tot de regering, hij al tweemaal ja gezegd heeft tot Hitler (op 31 mei en op 26 juni). Wanneer de koning door Fredericq doet schrijven dat hij geen politieke persoonlijkheden ontvangt, heeft hij al tweemaal aan Hitler laten weten tot een politiek gesprek met hem bereid te zijn. Er moet dus, ter verklaring van de houding van Leopold ten opzichte van de regering, naar een andere oorzaak dan zijn status van krijgsgevangene gezocht worden. Sedert de koning op 31 mei in beginsel aanvaard heeft Hitler te ontmoeten, en vooral sedert de telex van 26 juni, beschikt hij



niet meer over enige vrijheid van beweging : hij wacht op het antwoord van Hitler of, en zo ja, wanneer deze hem ontvangen wil. Hier ligt ook, meen ik, de verklaring waarom hij in de zomer van 1940 niet ingegaan is op herhaalde voorstellen van Belgische zijde, een regering te vormen : wachtend op het antwoord van Hitler kan hij op die voorstellen niet ingaan. Als hij in het bezit is van Hitlers antwoord, later, kan hij dat evenmin, omdat de Führer hem elke politieke activiteit verbiedt. Het beroep op zijn status van krijgsgevangene is dan niets meer dan een geschikt voorwendsel om zijn neen ogenschijnlijk te rechtvaardigen. Anders uitgedrukt : de koning is eind mei en in juni-juli 1940 tot een politiek gesprek met de overwinnaar bereid. Daarom kan hij, voorlopig, geen politieke daad stellen als het vormen van een nieuwe regering. Om zijn afwijzende houding ten aanzien van Belgische suggesties, een nieuwe regering te vormen, te rechtvaardigen, verbergt hij zich achter het voorwendsel dat hij krijgsgevangene is. Maar die status belet hem niet ja te zeggen tot Hitler.

\*  
\*\*

Na die omweg is het wellicht niet overbodig, alvorens verder te gaan, nog eens te herinneren aan de chronologische volgorde van de gebeurtenissen. Op 31 mei 1940 verklaart de koning zich in beginsel bereid tot een gesprek met Hitler, maar stelt het incognito voor. Hitlers antwoord volgt op 4 juni : hij zegt verheugd te zijn om het principiële ja, acht het incognito echter onaanvaardbaar en stelt voor op de kwestie terug te komen na het einde van de militaire operaties op het vasteland.

Op 26 juni doen zich gelijktijdig twee gelijkaardige gebeurtenissen voor :

*a)* per telex meldt Kiewitz, namens Leopold III, dat deze « opnieuw » uiting gegeven heeft aan zijn bereidheid de Führer te ontmoeten ;

*b)* uit Sauveterre-de-Guyanne vertrekt Berryer met een verzoenende boodschap van de regering die aandringt op politieke onderhandelingen met de overwinnaar. Het afwijzend antwoord van de koning dateert van 4 juli.

De aandacht dient nu gevestigd op het antwoord van Hitler op *a)* de boodschap van Leopold via de telex van 26 juni, *b)* de pogingen van de regering, na het afwijzend antwoord van de koning, toch het contact tot stand te brengen, rechtstreeks en onrechtstreeks, met de bevoegde Duitse instanties met het oog op een terugkeer naar België.

Hitlers antwoord aan de koning en aan de regering-Pierlot, vindt men vastgelegd in zijn drie instructies van 14, 17 en 30 juli 1940. Zij han-

delen, *uiterst beknopt*, over de politieke toekomst van België, de Flamenpolitiek, de aard van het bezettingsregime en de regering-Pierlot, maar *opvallend gedetailleerd* over de « politieke behandeling van de koning der Belgen ».

Wat de regering betreft, stelt Hitler ijzig vast dat er geen Belgische regering bestaat. De ministers wordt de toegang tot het bezette land uitdrukkelijk verboden.

De instructie betreffende de politieke behandeling van de krijgsgevangen koning wordt ingeleid door een opsomming van feiten : de Belgische koning heeft ettelijke pogingen ondernomen om voor zijn land en volk faciliteiten te bekomen ; hij heeft herhaaldelijk om een ontvangst door de Führer verzocht ; tenslotte heeft hij tweemaal gezant Kiewitz met verscheidene wensen bij de Führer afgevaardigd, bijvoorbeeld vrijlating van *alle* krijgsgevangenen, toekenning van een bepaalde zeggenschap in de administratie van het land, betrekkingen met Belgische autoriteiten enz. De Führer heeft geen beslissing getroffen en instructie gegeven al die kwesties dilatorisch te behandelen. Een beleefde weigering dus. Zakelijk komt de eigenlijke inhoud van Hitlers instructie hierop neer : welkdanige politieke bedrijvigheid van de koning moet worden verhinderd. (« Eine politische Betätigung des Königs der Belgier ist zu unterbinden. ») von Falkenhausen wordt opgedragen, in samenwerking met Kiewitz, de passende maatregelen te treffen. De Führer wenst rapport van de Militärbefehlshaber zodra er waarnemingen gedaan, of feiten vastgesteld worden die een gevaar voor de bezettende macht of voor de politieke ontwikkeling opleveren. Voortdurend contact van de Militärbefehlshaber met gezant Kiewitz wordt verondersteld.

Wat was er gebeurd ? Hoe was Hitlers aanvankelijk vertrouwen in de politieke bruikbaarheid van koning Leopold omgeslagen in diep wantrouwen ? Men kent niet al de informaties, schriftelijke en mondelinge, die Hitler en zijn rechtstreekse omgeving aangaande de Koning bereikt hebben. Eén althans, en van uitzonderlijk belang, is bewaard gebleven. Op 7 juli, dat is precies een week vóór de eerste instructie van Hitler, ondertekende Reeder, *Militärverwaltungschef* te Brussel, een geheim politiek verslag aan het opperbevel van het landleger (*Oberkommando des Heeres*). Het handelt over « die Königsfrage » (de term is er al). Ik citeer uit het slot : « De buitengewoon populaire vorst is het kristallisatiepunt geworden van de Belgische stabiliseringsplannen. Zijn aanwezigheid in het land wordt hier geïnterpreteerd als het bewijs dat de Duitse leiding het inzicht heeft de koning een bijzondere taak toe te vertrouwen in de nieuwe politieke ordening van West-Europa. » Dan volgde Reeders voorzichtige geformuleerde bedenking die tevens een vraag was : « Van hieruit kan niet beoordeeld worden



of zulk een resultaat van het verblijf van de koning in België bedoeld werd. »

Hitlers instructie leverde het antwoord : geen onderhoud van de koning met de Führer. Integendeel, hij wordt onder strenge controle geplaatst. (Hitler vermoedde toen nog niet dat Kiewitz en von Falkenhausen zich niet als bewaker en toezichter, maar als vrienden van Leopold zouden gedragen.) Men stelt dus vast dat Hitler ongeveer gelijktijdig zowel de koning als de regering Pierlot in de kou laat staan. Hij weigert de uitgestoken handen te drukken. Ik besef dat de geschiedschrijving niet gemaakt wordt met « indien », maar men stelle zich een ogenblik de vraag : had Hitler in juni-juli 40 positief gereageerd op de bereidheid van de koning tot een onderhoud én op de herhaalde verzoeken van de regering-Pierlot naar België te mogen terugkeren, of op één van beide, hoe zou de geschiedenis van België zich gedurende de bezetting ontwikkeld hebben ? Wellicht zou men hier een regime « à la Pétain » gekend hebben. En welk lot het staatshoofd en zijn ministers na de geallieerde overwinning zou beschoren geweest zijn, kan men slechts per analogie gissen.

Het verdient opmerking dat er in de l.v. met geen enkel woord sprake is van Hitlers strenge juli-instructies. Bevreemdend stilzwijgen op het eerste gezicht : het diepe wantrouwen van Hitler ten opzichte van de koning reeds in juli 1940 zou, na de oorlog, een niet te versmaden argument ter verdediging van koning Leopold geweest zijn. Dat men er in het leopoldistische kamp niet naar gegrepen heeft, vindt wellicht zijn verklaring in het feit dat Hitlers instructie het bewijs levert dat Leopold in het voorjaar van 1940 bereid was tot een politiek gesprek met de overwinnaar, en dat het Hitler was die het geweigerd heeft. Dat Leopold Hitlers instructies niet zou gekend hebben is hoogst onwaarschijnlijk. Daarom is het interessant te vernemen hoe Laken gereageerd heeft. Ik laat de reactie van de diep ontgoochelde Kiewitz — zij spreekt boekdelen — buiten beschouwing. Op 29 juli 1940 (dat is enkele dagen nadat Hitlers instructies de bezettingsadministratie te Brussel hadden bereikt) ontbood de koning von Falkenhausen naar Laken. Over het onderhoud koning-Militärbefehlshaber bestaat er een eigenhandige aantekening van laatstgenoemde. De koning, noteert von Falkenhausen, heeft zijn hofhouding streng bevolen « zich van alle politieke gesprekken en activiteiten te onthouden ». Ik heb, aldus von Falkenhausen verder, « de koning ronduit verklaard dat het nodig is, niet alleen zich van iedere politieke activiteit te onthouden, maar dat hij veel eerder beslist alles moet vermijden dat de schijn of de indruk van politieke activiteit verwekken kan ». In een officieel geheim verslag van enkele dagen later (begin augustus 1940)



aan het opperbevel van het landleger kwam von Falkenhausen nog eens op zijn onderhoud met de koning terug. Hij beklemtoonde geruststellend dat de koning zich volledig afzijdig hield. Betekenisvol is de laatste zin van het verslag : ik heb, schreef von Falkenhausen, de koning « geen twijfel over de toestand gelaten » en volledig begrip vastgesteld. Anders uitgedrukt — en ik acht mijn interpretatie niet gewaagd — von Falkenhausen besefte onaangenaam en ontgoochelend nieuws te brengen, en de koning berustte in een niet verwachte toestand.

Politiek beschouwd was de toestand voor koning Leopold in juli-augustus 1940 kritiek geworden. Men mag dan ook de vraag opperen of het besef dat Hitler hem wantrouwde voor de koning niet beslissend was om te pogen de Führer toch te ontmoeten.

Het zou nog ruim drie maanden duren eer hij in zijn opzet slaagde. Immers indien de koning op 19 november 1940 door Hitler te Berchtesgaden ontvangen werd, dan was het omdat hij erom verzocht had. Anders dan de l.v. met zoveel moeite wil doen geloven werd Leopold niet dringend door Hitler tot een onderhoud ontboden. Hij deed zich uitnodigen. Met die opdracht gelaste hij zijn zuster Marie-José, de toenmalige kroonprinses van Italië. Zij vertrok uit Laken naar Berchtesgaden, waar zij op 17 oktober Hitler ontmoette. Zij kwam naar Laken terug in het bezit van de verlangde uitnodiging. Alleen de plaats en de datum van de ontmoeting stonden toen nog niet vast.

Van de voorgeschiedenis van Berchtesgaden zou een onvolledig beeld geschetst zijn indien het volgende werd verzwegen. Toen Marie-José medio oktober, in opdracht van haar broer, naar Berchtesgaden vertrok, was Hitler bezig met een plan tot het vormen van een continentaal front, met inbegrip van de Sovjetunie, Frankrijk en Spanje, tegen Engeland. Of België in de ontworpen coalitie een rol zou te spelen krijgen is onbekend en het lijkt onwaarschijnlijk. Door zijn verklaring aan Marie-José : « Ik wens uw broer te spreken », gaf Hitler de indruk het in het vooruitzicht gestelde onderhoud in de ruimere samenhang te betrekken met de belangrijke besprekingen die hij in een nabije toekomst met andere staatslieden (Franco, Pétain, Laval, en Molotov) zou voeren.

De l.v. onthoudt enkel die uitnodiging van Hitler aan Leopold via Marie-José, maar zij verzwijgt dat de prinses, in opdracht van haar broer vertrokken was om de uitnodiging tot een gesprek met Hitler te gaan halen zonder dat men te Laken iets afwist van Hitlers plannen. Zodoende wordt het initiatief van Leopold handig weggemoffeld en is er nog enkel sprake van een uitnodiging van Hitler.

Nog weze hier opgemerkt dat de Führer, in oktober 1940, door het aanvaarden van een politiek onderhoud met Leopold impliciet afweek van de gedragslijn die hij in zijn juli-instructie had vastgelegd : welkdanige



politieke activiteit van de koning moet verhinderd worden. De afwijking zou slechts tijdelijk zijn.

Over de bedoeling van de tocht naar Berchtesgaden is er geen twijfel mogelijk : zij was van humanitaire en politieke aard. De koning zou Hitler om een verklaring verzoeken betreffende de waarborg van de politieke onafhankelijkheid van België na de oorlog, verklaring die ter geruststelling van de Belgische publieke opinie zou gepubliceerd worden.

Indien de woorden nog enige betekenis hebben, dan geloofde koning Leopold in november 1940 in een Duitse overwinning of tenminste in een vrede door vergelijk die het Hitler zou mogelijk maken over het politieke lot van België te beslissen. Indien de koning zich in november 1940 tot Hitler wendt met de vraag om een waarborg van de politieke onafhankelijkheid van het land na de oorlog, dan moet men redelijkerwijze veronderstellen dat hij toen dacht : Hitler zal het na de oorlog voor het zeggen hebben. Men beschouwe dit besluit niet als een verwijt. Maar het mag beklemtoond worden vermits de Commissie van Voorlichting in haar verslag beweert « qu'il serait... parfaitement ridicule de supposer que, en acceptant l'invitation de Hitler, le souverain se serait précipité au secours du vainqueur ».

Zou de politieke démarche van de koning niet veeleer als « belachelijk » moeten bestempeld worden indien de vorst uit Laken naar Beieren vertrokken was met de overtuiging dat hij zijn opwachting ging maken bij de toekomstige overwonnenen ?

Ik wens hier nu reeds een opwerping te voorkomen : ook koning Albert heeft gedurende de Eerste Wereldoorlog doen informeren naar het politieke lot van België in de eventualiteit van een vrede door vergelijk. Dat is inderdaad juist. Dan stel ik de vraag : waarom is er, in de authentieke l.v. geen plaats voor een redelijke verklaring van Berchtesgaden ? Essentieel in die versie is toch dat de koning nooit zou getwijfeld hebben aan de Duitse nederlaag.

Indien Leopold III niet gerekend had met de eventualiteit van een Duitse overwinning of van een vrede door vergelijk die het Hitler zou mogelijk maken over de politieke toekomst van België te beslissen, dan was de tocht naar Berchtesgaden politiek een zinloze onderneming, waartoe de koning door Hitler niet gedwongen werd. Integendeel, wij weten dat hij zich door Hitler deed uitnodigen met de bedoeling o.m. van de overwinnaar een waarborg betreffende de politieke onafhankelijkheid van het land na de oorlog te bekommen.

De enig zinvolle verklaring van Berchtesgaden heeft Capelle, wellicht in een onbewaakt ogenblik, aldus kernachtig geformuleerd : « En automne 1940, la carte de guerre était favorable à l'Allemagne et rien ne faisait prévoir une amélioration. » Het was, aldus nog de toenmalige

secretaris van Leopold III, de plicht van het staatshoofd rekening te houden met al de eventualiteiten. Voor zulk een aanvaardbare verklaring van Berchtesgaden is er in de l.v. geen plaats.

Voor de kennis van het verloop der bespreking te Berchtesgaden op 19 november 1940 beschikt de geschiedschrijver niet over een door de twee partijen getekend proces-verbaal. Hij moet zich tevreden stellen met twee aantekeningen :

- Een Belgische, sterk beknopt, waarvan Capelle beweert dat zij door hem geredigeerd werd nadat de koning, die geen notities had kunnen maken, hem (Capelle) het onderhoud had « verteld » (« raconté »). Het stuk staat bekend als « le rapport du roi ».
- Een Duitse, veel uitvoeriger en vollediger door Paul Schmidt, Hitlers bekende tolk, twee dagen na de ontmoeting definitief geredigeerd op grond van eigen stenogrammen. Het is het document-Schmidt.

Nagenoeg volledige overeenstemming tussen de twee documenten heerst er over de vier besproken kwesties : krijgsgevangenen, bevoorrading, bezettingskosten, politieke onafhankelijkheid van België na de oorlog.

Het grote twistpunt is te weten wat de koning gezegd heeft of zou gezegd hebben in verband met zijn herhaald aandringen bij Hitler op de waarborg van de Belgische onafhankelijkheid na het einde der vijandelijkheden. Volgens Schmidt gaf de koning toe dat België, als tegenprestatie, bepaalde beperkende akkoorden op het gebied van de buitenlandse en de militaire politiek zou moeten aanvaarden. Antwoord van de koning : Schmidt maakt zich hier schuldig aan transpositie, hij legt mij woorden in de mond die door Hitler werden uitgesproken. Schmidt zou zich dus schuldig gemaakt hebben aan vervalsing. Volgens de l.v. heeft het document-Schmidt dan ook geen enkele waarde, tenzij die welke de koning er zelf aan toekent. Die waarde is uiterst gering. Het document-Schmidt is « nullement une version fidèle mais un véritable habillage de l'entretien ».

Met zulk een a-priorisme komt men nergens. Na rijp overleg acht ik het document-Schmidt, om meer dan één reden, geloofwaardiger dan het verslag van de koning. 'Waarom zou Schmidt zich *in november 1940* aan een vervalsing hebben schuldig gemaakt ? Om de koning te compromitteren ? Hij kon toen toch de koningskwestie in het na-oorlogse België niet voorzien ? Over de zakelijke resultaten van Berchtesgaden valt er weinig te zeggen. Hitler weigerde de verlangde verklaring over de onafhankelijkheid. Hij zei te vrezen dat de vijand daarin een teken van zwakheid zou zien. Hij weigerde eveneens de invrijheidstelling van de Waalse krijgsgevan-



genen. Wat de bevoorrading aangaat deed hij slechts een vage belofte. Het blijkt niet dat er over de bezettingskosten gesproken werd. Een mager resultaat, tenzij men aanneemt dat Hitlers verklaring, bij het einde van het onderhoud, over het voortbestaan van het vorstenhuis geen ijdel woord was.

Ter rechtvaardiging van de tocht naar Berchtesgaden heeft de koning aangevoerd dat hem slechts humanitaire overwegingen hadden geleid. « Ik heb geen politieke onderhandelingen aangeknoopt. » Dat werd de koning nooit verweten, wel politieke besprekingen met Hitler gevoerd te hebben. « Ik ben teruggekeerd », betoogt hij nog, « zonder enige verbintenis te hebben aangegaan, zonder van iets afstand te hebben gedaan. » Een subtiele maar grondige vertekening van de waarheid. In de drie humanitaire kwesties waartoe, volgens de koning, het onderhoud zich zou beperkt hebben, werd hem niet gevraagd enige verbintenis aan te gaan of van iets afstand te doen. Hoe kon hij, als vragende partij, Hitler het hoofd bieden waar deze hem om geen tegenprestatie vroeg? Waarom verzwijgt de koning in zijn open schrijven aan Pirenne van 25 oktober 1945, dat het onderhoud van het begin tot het einde beheerst werd door *zijn* aandringen op een verklaring van Hitler betreffende de Belgische onafhankelijkheid na de oorlog?

Is het juist, zoals de l.v. beweert, dat Hitler noch de koning tevreden waren over het resultaat van Berchtesgaden? Ik acht het best mogelijk. Leopold had de verlangde verklaring van Hitler niet bekomen. De stemming te Laken na Berchtesgaden lijkt evenwel optimistisch te zijn geweest.

Von Bargen, de vertegenwoordiger van de Wilhelmstrasse bij het bezettingsbestuur, rapporteerde begin december over de informatie die uit de hofkringen was doorgesijpeld. Hij meende ze te mogen samenvatten in de geruststellende formulering die hij had opgevangen: « que la Belgique, ou son roi, aura sa place dans la nouvelle Europe. » Het werd als een gunstig voorteken beschouwd dat de Führer een tegenbezoek in het vooruitzicht had gesteld. Die Duitse informatie wordt in wezen bevestigd door eigentijds Belgische. Het gaat hier om twee aantekeningen van Pierre Daye, vóór de oorlog rexistisch senator, gedurende de bezetting medewerker aan *Le Nouveau Journal*. Zowel vóór als na de capitulatie ontmoette Daye herhaaldelijk Capelle.

Op 26 november 1940 noteerde hij na een ontmoeting met de secretaris van de koning: « *Le Roi est revenu très satisfait de sa visite. Son secrétaire me dit même: « Il a sauvé la Belgique ». Il aurait obtenu trois garanties: a) l'indépendance de la Belgique (avec quelques limites), b) unité de la Belgique, c) maintien de la dynastie.* » (Capelle vergiste zich of overdreef bij opzettelijk?)

Op 5 december ontmoet Daye Davignon, gewezen ambassadeur van België te Berlijn die met Capelle de koning naar Berchtesgaden vergezeld had. « *Davignon me confirme* », aldus Daye « *en tout point ce que le comte Capelle m'avait dit de l'entrevue heureuse... Il me dit : « au fond, M. Staf De Clercq ... est le grand vaincu de la journée.* »

Laat ons aannemen dat het een tikje overdreven is, meer wens dan werkelijkheid. Te onthouden valt dat persoonlijkheden uit de onmiddellijke omgeving van de koning na Berchtesgaden optimistische geruchten hebben verspreid. De ontgoocheling te Laken was wellicht niet zo groot als de l.v. wil doen aanvaarden.

Voor Hitler was het gesprek in Berchtesgaden in werkelijkheid een maat voor niets. Dat blijkt uit zijn instructie van 28 november 1940, negen dagen na het onderhoud. « In de verhouding tot België, leest men, is er geen wijziging ingetreden. Er bestaat dus geen aanleiding om de vroegere instructies te wijzigen. Bij het bezoek van de Koning der Belgen aan de Führer zijn er over de toekomst van België of de krijgsgevangenen geen toezeggingen gedaan. » (Een bewijs dat ze er door de koning wel gevraagd werden.)

Ik merkte het reeds op : toen Hitler medio oktober, op aandringen van Marie-José, het gesprek met Leopold over de toekomstige Duits-Belgische betrekkingen aanvaardde, week hij impliciet af van zijn door wantrouwen geïnspireerde juli-instructies. De parentheses wordt na Berchtesgaden gesloten. Net als voorheen kwam de vorst toen onder politieke controle. Mettertijd zal Hitler de aanwezigheid van het krijgsgevangen staatshoofd in het land als een politieke hinder ervaren waaraan hij zich des te meer ergert daar hij beseft er zelf schuld aan te dragen.

**Summary : Berchtesgaden (november 1940) : previous history, substance and results.**

*The leopoldistic version of the events before Berchtesgaden — politically the most important period in the Question Royale during the occupation — is from the start till the end historically not grounded. The known facts prove that the King was absolutely not passive in political matters. He doesn't reject the proposal for a meeting with Hitler. Already on May 31 he declares to agree in principle to meet the Führer. On June 26 he again expresses this willingness. In October he sends his sister Marie-José, crownprincess of Italy, to Hitler, collecting the requested invitation for a meeting. The meeting Hitler-Leopold III at Berchtesgaden (November 19) reveals not only a humanitarian, but also an undeniable political character.*



*There is too great a difference between the leopoldistic version and the facts — as far as known at this moment and from limited sources. One is inclined to ask oneself if the editors of the Whitebook (J. Pirenne, secretary of the King) and of the report of the Servais-commission, had knowledge of all the facts, which normally should have been at their disposal. If the answer is no, than one has to assume « a secret of the King ».*



# L'opinion et le Roi, 1940-1944

---

par José GOTOVITCH,

Assistant au Centre de recherches et d'études historiques  
de la seconde guerre mondiale.  
Assistant à l'Université Libre de Bruxelles.

★

## 1. En guise d'introduction, d'avertissement et de commentaire sur les sources

Malgré l'usage des techniques les plus sophistiquées, rendre un compte exact de l'opinion demeure aujourd'hui encore une gageure. Avoir cette ambition pour une période où l'expression d'une pensée libre exposait à la répression tiendrait ainsi de la chimère. Plus modestement donc notre propos se limitera à tenter d'ordonner les éléments qu'il a été possible de retrouver et qui constituent sans contestation possible l'expression d'une opinion. Nous nous efforcerons d'en situer au mieux les tenants et aboutissants afin de permettre la pondération indispensable.

Cette tentative ne revendique qu'une seule originalité, celle de dégager quelques lignes de force par le regroupement d'une série d'éléments épars, pour beaucoup déjà connus.

Conscient de l'importance du phénomène, nous n'avons pu cependant, faute de temps, traiter de l'opinion de la collaboration envers le Roi. Cette limitation toute arbitraire du champ de nos investigations plaçait alors la presse clandestine aux premiers rangs des sources disponibles.

A son propos, le vieux débat — la presse fait-elle ou reflète-t-elle l'opinion — se pose en de tout autres termes, qui tiennent à la nature même du journal clandestin. Ce n'est pas un mince paradoxe de constater que — toutes questions de courage et danger mises à part — il fut plus aisé de publier un clandestin et de lui assurer un public durant les cinq années de l'occupation qu'il n'est possible de lancer un périodique en temps de paix. La rentabilité, la densité du réseau de presse et des journalistes déjà en place rendent aléatoire l'insertion d'un nouveau venu. De plus, la possibilité de signer un éditorial n'échoit qu'à quelques journalistes confirmés.



Le phénomène presse clandestine dans notre pays (plus de 560 titres repérés, de la dactylographie à l'impression en couleur) prouve que ces freins n'ont pas joué. L'étude des structures de la presse clandestine fait apparaître la diversité des équipes promotrices : de l'individu isolé aux grands mouvements organisés (1). Ce qui nous permet d'affirmer que beaucoup plus de personnes ont pu et s'y sont effectivement exprimées que dans la presse classique. Par la motivation même de leur création, ces journaux furent des journaux d'opinion. Et, argument non négligeable, l'anonymat forcé et l'amateurisme permirent l'expression la plus crue des opinions des rédacteurs. En ne perdant à aucun moment de vue que ceux qui s'expriment ici ne constituent qu'un secteur limité de la population — celui qui a choisi de s'exposer à de très gros risques pour marquer son opposition à l'occupant —, on peut penser à juste titre que leurs sentiments se trouvent être reflétés correctement par ce mode d'expression. Dans ces limites, la presse clandestine nous paraît être un instrument approprié d'étude de l'opinion.

Destinés à des cercles restreints ou établis pour l'édification du gouvernement de Londres, de nombreux rapports d'opinion ont été rédigés sous l'occupation. Leur valeur est déterminée par la personnalité de l'auteur, son insertion sociale et l'aire géographique de son information. Le hasard a permis d'en réunir un certain nombre sans qu'il soit possible de déterminer la part qu'ils représentent dans l'ensemble. En les utilisant, nous avons essayé de situer leur origine tant sociale que géographique pour en peser la portée.

Il nous faut cependant placer hors pair la série de sept rapports établis par Paul Struye, alors avocat influent, chroniqueur de *La Libre Belgique* et cheville ouvrière du clandestin du même nom. Ils furent publiés à la libération mais l'auteur les amputa alors des paragraphes consacrés au Roi (2). Nous avons pu en retrouver la version intégrale et elle forme la trame de cet essai (3). Avec l'autorisation de M. Pierre-

---

(1) J. DUJARDIN, *Inventaire de la presse clandestine Négeoise*, dans *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1967, pp. 34-94. Léo LEJEUNE, *Historiques des journaux clandestins*, ronéotypé au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), 5 vol. J. GOTOVITCH, *Photographie de la presse clandestine de 1940*, dans *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1972, pp. 113-156. B. DENECKERE, *De Westvlaamse klandestine pers tijdens de tweede wereldoorlog*, mémoire de licence, Louvain, K.U.L., 1976, Ron.

(2) Paul STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*. Ed. Lumière, Bruxelles, 1945.

(3) CREHSGM, Archives An 40, W3, n° 39 : L'opinion publique en Belgique après sept, vingt, trente-six, quarante-quatre et durant les derniers mois de l'occupation ; JP n° 187, L'opinion publique après un an d'occupation. Archives Générales du Royaume, Papiers Orts, n° 480, L'opinion publique après deux ans et demi d'occupation. Nous devons la communication de ce dernier rapport à M. Stengers que nous remercions bien sincèrement ici.



Paul Struye, son fils, nous publions en annexe les passages inédits. Le rédacteur a lui-même révélé les limites de son information : la bourgeoisie intellectuelle de Bruxelles et des paysans d'une région ardennaise. Mais nous verrons combien les analyses de Paul Struye se trouvent corroborées par d'autres sources (3 bis).

Une précaution encore s'avère indispensable. Il ne sera jamais question ici des attitudes prises et des actes posés *effectivement* par le Roi, mais exclusivement de leur perception et représentation dans différents courants de l'opinion. Loin de limiter le sujet, nous pensons le cerner mieux ainsi car c'est avec les convictions — vraies ou fausses — forgées sous l'occupation que se heurtèrent jusqu'en 1950 adversaires et partisans du Roi.

## 2. Au Roi !

S'il est un moment béni de communion entre la population et le Roi, d'exaltation dynastique peu commune dans l'histoire du pays, les quelques semaines qui suivent la capitulation en offrent de multiples et vibrants témoignages.

C'est un correspondant italien — politiquement intéressé il est vrai — qui signale le « frémissement d'émotion profonde » qui traverse la foule à l'écoute de la lettre pastorale du Cardinal Van Roey du 31 mai, particulièrement au passage affirmant foi et fidélité au Roi (4). Le retour feutré et les déclarations d'allégeance de la plupart des parlementaires de Limoges, l'adresse au Roi signée par 2.441 bourgmestres à l'initiative de celui de Bruxelles, les messages des Académies, tout manifeste le ralliement de l'*establishment* autour de Léopold III (5).

(3bis) Dans la presse clandestine, nous n'avons relevé qu'une seule allusion critique à ces rapports. *Justice Libre* (n° 8, juin 1942) reproche notamment à leur auteur d'attribuer à l'opinion publique une hostilité envers les attentats contre l'appareil militaire allemand. Plus généralement, il lui conseille de prêter l'oreille aux sentiments des couches populaires.

(4) Relevons au passage — car nous n'en traiterons pas — que c'est le gouvernement belge alors à Poitiers qui adresse à tous les postes diplomatiques belges la circulaire reprenant l'article du *Messagero* / Limoges date de quelques jours à peine. CREHSGM, Papiers de Gruben, n° 49. Ministère des Affaires étrangères de Belgique, Poitiers. Circulaire d'Information n° 7.

(5) Secrétariat du Roi, *Recueil de Documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949*. Luxembourg, 1946 (cité ci-après *Recueil*), pp. 473-474. *Contribution à l'étude de la question royale. Événements - documents*, Ed. GNB, Bruxelles, 1946-1947 (cité ci-après *La question royale*), p. 226.

A propos des messages des Académies, le hasard nous a mis en présence d'un cas sans doute exemplaire du ralliement au Roi d'une personnalité que la capitulation avait dressée violemment contre lui. Dans un journal personnel, rédigé *in tempore non suspecto*, un familier d'un signataire éminent de ces messages, note sa réaction au lendemain du 28 mai, à Bruxelles. Le Roi est voué « à la strangulation ou à la pendaison ». En décembre, une adresse de loyalisme porte sa signature en tête de liste. (CREHSGM, JP 210.)



Les boutonnères ornées des cocardes royales, les fleurs amoncelées aux grilles des Palais royaux d'Anvers et de Bruxelles le 21 juillet (6), et jusqu'au témoignage, peu suspect de sympathie envers le Roi, de René Thone, lors de sa mission à Vichy en septembre 1940 (7), traduisent la profondeur de ce sentiment dans l'ensemble de la population. Ne voit-on pas affirmer froidement dans un « Appel aux Belges » tendant à réunir divers concours pour réaliser un film à la gloire de la dynastie : « La question d'ardente actualité pour les Belges n'est pas l'occupation du pays par les troupes allemandes, mais celle de son Roi... » (8). La proposition ne surgit-elle pas de créer un « Centre de vie dynastique » (9). Cette adhésion s'explique aisément. Face à l'effondrement de toutes les autorités légales et morales, le Roi apparaît comme le seul protecteur possible dans cette Europe germanisée que la guerre, perdue aux yeux du plus grand nombre, rend inévitable.

Mais il serait téméraire de conclure à l'unanimité dans le temps et dans l'espace (10). Quoique seuls les sentiments favorables au Roi aient trouvé la force et les moyens de s'exprimer en cette année 1940, des réserves s'inscrivent en filigranes, plus tangibles à mesure qu'on avance dans le temps.

Terminé le 15 décembre, le premier rapport d'opinion de Paul Struye (11) relève en effet que « l'attitude prise par le Souverain sur le plan militaire *n'est plus* (12)... discutée par personne ». Mais il ajoute surtout :

« Ce serait cependant manquer à la fois d'objectivité et de courage que de celer que, dans certains milieux foncièrement patriotes et royalistes (anciens combattants et éléments liégeois notamment) la position du Roi, tout en demeurant exceptionnellement forte, marque une légère tendance à s'« user ». On entend parfois aujourd'hui exprimer le regret que le Roi ne soit pas à Londres pour y diriger la poursuite de la guerre contre l'ennemi... »

---

(6) J. GERARD-LIBOIS et José GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, CRISP, Bruxelles, 1971, pp. 348-349 (cité ci-après *L'An 40*).

(7) Le très francophile et anti-léopoldiste René Thone, approchant les autorités de Vichy en septembre 1940, admettait en effet : « ...Après le 28 mai, le Roi a regagné une grande partie de son prestige... », *Recueil*, p. 350.

(8) CREHSGM, Collection de tracts, série Léopold III.

(9) *La Question Royale*, p. 217. Le but en est de « Promouvoir par les moyens les plus divers le sentiment populaire et celui des élites en faveur de la dynastie régnante et de l'unité nationale... ».

(10) Privilégiant la trace écrite et explicite, nous avons sans doute, dans *L'An 40*, commis nous-même cette erreur.

(11) *L'opinion publique en Belgique après sept mois d'occupation*, p. 10. Cité ci-après : *Après... d'occupation*.

(12) Souligné par nous.

Les signes concrets de cette « usure » ne foisonnent pas. D'ailleurs nous le verrons, ils sont parallèles d'une exaltation dynastique qui se poursuit et parfois même s'amplifie dans la forme. Il est donc plus facile d'en deviner les raisons que d'en découvrir les manifestations.

Logiquement ces raisons correspondent à deux niveaux de préoccupations. L'espoir d'un bénéfice matériel qu'apporterait la présence du Roi en pays occupé est déçu par la dureté de l'hiver 1940-1941 et la rarefaction des denrées alimentaires. Le retour escompté des Prisonniers de Guerre tarde trop aux yeux des familles. La déception définitive en Wallonie aura ultérieurement d'importantes retombées. Mais sans doute, c'est le déroulement même de la guerre qui conditionne chez beaucoup une évolution rapide. La Bataille d'Angleterre brise le mythe de l'invincibilité des armées hitlériennes. Il est possible d'espérer, la guerre n'est peut-être pas gagnée définitivement par le Reich. Dès lors que s'ouvre cette hypothèse, les données qui fondaient la présence royale en pays occupé peuvent apparaître modifiées.

Ainsi, depuis le 28 juillet, la Reine Wilhelmine parle aux micros de Radio Oranje, à Londres et, par ses discours — écrit L. De Jong —, elle se place aux côtés de ceux qui refusent de croire au triomphe du Troisième Reich (13). Paul Struye signale l'impression produite en Belgique et le regret exprimé que le Roi ne puisse s'adresser ainsi à son peuple (14). Ce même regret, une crainte certaine, ne traversent-ils pas la respectueuse mise en garde des douze juristes, adressée le 2 novembre au chef de cabinet du Roi, contre toute tentation de conclure un traité de Paix avec le Reich (15).

Trace d'une sensibilité différenciée dans le pays, la lettre pastorale du 6 juin 1940 de l'évêque de Liège constitue en fait une mise au point de celle du Cardinal, le 31 mai. Plusieurs interventions auprès de lui ont confirmé le prélat liégeois dans ce qui paraît bien être sa conviction intime et celle de son entourage (16). Mortification et résignation pré-

(13) L. DE JONG, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de tweede wereldoorlog*, La Haye, 1972, vol. 4, t. 1, p. 303.

(14) *Après sept mois d'occupation*, p. 10.

(15) *Recueil*, pp. 330-331. Il s'agissait de MM. Graux, Struye, C. de Visscher, F. de Visscher, Renkin, Marcq, De Smet, Servais, Janssen, Delacroix, Orts. J. Pholien s'y était associé. Dans une lettre à Van Acker du 21 juillet 1945, Paul Struye, promoteur et principal rédacteur de la lettre soulignait qu'elle avait été rédigée avant la connaissance de la visite projetée à Berchtesgaden. Elle avait pour but essentiel de prévenir le courant qui se manifestait en faveur de la constitution d'un gouvernement qui traiterait avec le Reich, constitution qui ne pouvait être accomplie sans l'assentiment royal. *Recueil*, p. 413.

(16) Chanoine LECLEF, *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, 1945, p. 22. Lettre pastorale du 31 mai 1940, lue le 2 et le 9 juin 1940.

Léon PAPELEUX, *L'évolution de l'esprit public dans la région verviétoise (10 mai - 31 décembre 1940)* dans *La Vie Wallonne*, 1971, pp. 141 et suivantes. Ce dernier auteur



che le Cardinal, dont l'objectif est essentiellement de laver le Roi des calomnies et d'exalter sa personne. Espoir et confiance dans les destinées de la patrie, rétorque implicitement Mgr Kerkhofs. Au Roi dont « la plus grande douleur aujourd'hui sera sans doute de ne plus pouvoir, après l'aliénation de sa liberté, servir comme il l'eut désiré, ce peuple qui est le sien à tant de titres » (17), il associe « le Gouvernement du Roi » et « tous ceux qui avec lui sont au service de la Patrie ». L'opposition entre les deux textes est transparente. Et les témoignages recueillis dans l'entourage du prélat liégeois au moment même (18) permettent de lui attribuer le regret que « le Roi ne puisse plus servir son peuple ».

Mais de la réserve de milieux syndicalistes et universitaires chrétiens, de personnalités wallonnes, de militants socialistes, il n'est resté trace que dans les mémoires. Trop de témoignages concordants nous le rapportent pour qu'on puisse en douter. Mais qui ? comment ? quand ? : tous les problèmes relatifs à la mémoire se posent ici. C'est pourquoi le texte de l'évêque de Liège est à ce point précieux car il en est l'unique signe contemporain (18 *bis*).

---

cite le témoignage du Professeur Léon-Ernest Halkin qui intervint auprès de Mgr Kerkhofs. Léopold Levaux, autre professeur catholique de l'université de Liège avait fait de même.

(17) CREHSGM, Papiers Fafchamps, Louis Joseph, évêque de Liège, Liège, 6 juin 1940.

(18) Interview de M. J. Fafchamps, 5 avril 1977.

(18*bis*) Dans une réponse à un questionnaire, sur le modèle de ceux envoyés de Londres et se préoccupant de l'état d'esprit de la classe ouvrière en Wallonie, on trouve confirmation de cette réserve. Etabli, d'après le contenu, fin janvier 1941, il figure dans les papiers Fafchamps (CREHSGM, PF 2, n° 79) ce qui en laisse deviner l'origine chrétienne. On peut y lire :

« ... Certes la ferveur envers le Roi qui se manifesta au lendemain de la capitulation hante encore beaucoup d'esprits particulièrement dans le monde féminin. Mais, de jour en jour, on a entendu émettre des avis tranchant singulièrement sur cette ferveur admirative du début de l'été.

Nombreux sont ceux qui estiment que le Roi aurait mieux fait de suivre ses ministres en Angleterre, certains considèrent même qu'en prenant lui-même la responsabilité de la capitulation le roi a trahi son serment constitutionnel. On affirme même que le Roi a misé sur la victoire de l'Allemagne ; on veut en voir la preuve dans le fait que le Roi a refusé de suivre ses ministres, qu'il a même tenté de les retenir pour continuer à gouverner sous l'occupation et qu'il a pensé — un moment après la capitulation — à constituer un nouveau gouvernement.

...

Le Roi a eu — semble-t-il — le tort de s'entourer de personnages germanophiles. Sont généralement considérés comme tels : De Man, le général Van Overstraeten et le Comte Capelle.

...

Toutefois, l'attitude actuellement passive du Roi est quasi unanimement louée et on formule le vœu qu'il conserve cette attitude jusqu'à la fin des hostilités.

On reste fermement attaché à l'institution monarchique que l'on considère comme le meilleur ciment de l'unité nationale. Il semble bien que l'on assisterait à de vives réactions si le Roi tentait d'un pouvoir personnel ; mais s'il reste le roi constitutionnel, tel que le prévoit notre charte fondamentale, il ne paraît pas que la personne du Roi

Si nous interrogeons la presse clandestine, il faut relever que la majorité de ses titres naissent à partir de novembre 1940 seulement (19), c'est dire qu'elle ne nous apprend rien sur la période du grand flux dynastique. L'examen des 170 numéros connus de clandestins parus cette année ne livre que 28 mentions relatives au Roi, alors que le gouvernement Pierlot, tant honni en juin, fait l'objet — déjà — de 14 mentions favorables. Nous pensons pouvoir y déceler une certaine réserve parmi ceux qui entament le combat clandestin. Par contre l'hommage que lui rendent certains est d'une intensité vibrante. Il n'est pas sans intérêt de souligner qu'il s'agit essentiellement de feuilles dont le caractère catholique est nettement affirmé (20).

A chaque instant de cet exposé, il nous faut prendre garde aux anachronismes. Ainsi ce qui fut l'un des éléments qui alimentèrent la campagne contre Léopold III, l'entrevue de Berchtesgaden, n'a provoqué que peu de commentaires dans les clandestins. Mis à part *Wallonie Libre*, cas particulier évoqué plus loin, trois périodiques prêchent la confiance au Roi et l'attente d'informations précises. *La Libre Belgique* fait bien état de l'émotion provoquée mais la juge tout à fait injustifiée. Nous avons toute raison de croire que l'entrevue ne fut connue que dans quelques cercles restreints de notables (21).

### 3. Le tournant de 1941

Mais si la fin de l'année 1940 voit se manifester les signes tangibles d'une évolution, le tournant essentiel et sans doute définitif se produit à nos yeux en 1941.

Les contraintes de l'exposé nous forcent à isoler successivement les éléments du problème. Or les phénomènes décrits agissent dans des sphères

---

puisse — malgré les erreurs passées — constituer un obstacle pour l'organisation de l'après-guerre... ».

On voit que si la conclusion rejoint celle de P. Struye, la réserve y est plus accentuée.

(19) José GOTOVITCH, *Photographie de la presse clandestine de 1940*, dans *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1972, pp. 140-141.

Mademoiselle Libon, assistante de l'UCL, a bien voulu nous communiquer le résultat de quelques dépouillements pour les années 1941-1944. Nous l'en remercions bien vivement.

(20) *La Libre Belgique ressuscitée en 40* ; *La Belgique Indépendante*, *Pour Dieu Le Roi La Patrie* ; *La Flandre Fidèle*...

(21) *La Libre Belgique* (Peter Pan), n° 5, décembre 1940. Autour de Paul Struye, il s'agit surtout d'avocats et magistrats de Bruxelles. Le journal est à ce moment encore ronéotypé et ne doit pas avoir atteint un très nombreux public. Les autres clandestins concernés ne connaissent également qu'une faible diffusion : *La Belgique Libre*, n° 9, 20 novembre 1940 (sic), est rédigé à Verviers par une seule personne ; *Pourquoi pas ?*, février 1942, interrompt rapidement sa parution.



res différentes, à des niveaux différents mais ils se conjuguent chronologiquement et interfèrent.

Les mêmes mots prennent des significations contradictoires selon qui les manie. Robert Poulet et Pierre Daye le soulignaient à juste titre dans une note grinçante du 10 août 1941 destinée au souverain (22).

« ... Le prestige de la personne royale est partout considérable sauf dans certains milieux dirigeants du VNV, chez quelques ex-parlementaires wallons et dans les régions contaminées par le communisme. La plupart des Belges de toute condition se déclarent disposés à obéir inconditionnellement aux ordres du ROI. Cependant, beaucoup sous-entendent que ces ordres éventuels ne sauraient être que conformes aux thèses anglophiles les plus radicales. Le 21 juillet, les plus turbulents des manifestants promenaient des portraits du Roi. C'est au nom du Roi, audacieusement invoqué, que ces énergiques tentaient de provoquer des troubles graves. La pensée que l'auguste Prisonnier pourrait ne pas désapprouver une tout autre politique, non exclusive d'une certaine « collaboration », n'effleure qu'un très petit nombre de gens... »

L'ambiguïté est donc constante et il restera impossible de donner des contours précis aux différents courants qui traversent l'opinion.

Aucun événement particulier ne marque la première partie de l'année. Le 15 juin, établissant son second bilan, Paul Struye résume la situation :

« Le pays dans son ensemble continue à faire confiance au Roi et à voir dans Sa personne aussi bien que dans l'institution monarchique elle-même le symbole et la garantie de son unité, de son indépendance et de sa restauration. La position du Roi n'est cependant plus entièrement ce qu'elle était en juin-juillet 1940... » (23).

A l'occasion du 28 mai, sous le patronage du Cardinal, une adresse de loyauté et d'approbation tant de la capitulation que du choix de demeurer en Belgique, établit par les signatures apposées, un véritable répertoire de l'*establishment* du pays occupé : Secrétaires Généraux, Gouverneurs de province, Hauts Magistrats, industriels et financiers, Anciens Combattants, recteurs, quelques syndicalistes chrétiens, hommes politiques. Parmi ces derniers, aux côtés de Lippens, Deveze, P. Segers, relevons les noms des socialistes Louis Bertrand et Emile Brunet (24).

(22) Robert POULET et Pierre DAYE, *Note sur la situation intérieure du pays*, 10 août 1941, dactylographiée, 7 pages, CREHSGM, Archives Pierre Daye. Le document porte une mention manuscrite de P. Daye : « Remise le 14 août 1941 au Vicomte Jacques Davignon pour le Roi. Une copie au Comte Capelle ».

(23) *Après un an d'occupation*, p. 23.

(24) *Supplément au Recueil de Documents*, p. 86.

L'adhésion recueillie par ce message confirme bien la remarque de Paul Struye dans ce même rapport du 15 juin 1941 :

... « Par un curieux renversement des positions, alors qu'en mai-juin 1940 c'est le peuple qui d'instinct et immédiatement avait acclamé le geste du Roi, tandis qu'il y avait au premier moment des hésitations ou des dissidences chez les intellectuels, aujourd'hui c'est plutôt dans la masse qu'on sent un certain fléchissement tandis que les intellectuels comprennent mieux les avantages qui, du point de vue belge, s'attachent à la présence du Roi à Bruxelles. L'opinion qui, dans ces milieux, semble l'emporter est que en dépit des apparences, la présence du Roi gêne l'occupant et que nous lui devons le maintien d'une situation plus favorable que celle de la France occupée et de la Hollande pourvue d'un Gauleiter... »

Dans la seconde partie de l'année, s'assemblent peu à peu les éléments décisifs. Rappelons, pour ne point y revenir, que le déroulement général de la guerre joue ici aussi un rôle certain mais non délimitable. L'entrée en scène, parmi les nations belligérantes, de l'Union Soviétique modifie les données militaires et idéologiques du conflit, y compris dans les pays occupés par le Reich.

Ce que nous appelons le tournant de 1941 nous paraît avoir été déterminé par deux éléments dont le premier peut être formulé ainsi : Léopold III apparaît comme la caution et le point de convergence des projets autoritaires, voire dictatoriaux qui fleurissent à cette période. Le mariage royal constitue évidemment le second.

#### UNE DICTATURE ROYALE ?

L'incidence des programmes « à poigne » se marque à un triple niveau pour notre étude. Pour peu que ces projets aient un sens, leurs auteurs et partisans estiment que Léopold III est susceptible de jouer le rôle autoritaire ou dictatorial qu'ils lui assignent. De plus, entre 1945 et 1950 — car c'est bien sur la compréhension de cette période qu'il faut déboucher — ces groupes fourniront des militants passionnés de la cause royale.

Mais en développant ces idées, ils dotent Léopold III d'une image de marque qui, par réaction, crée, développe ou justifie l'opposition à celui-ci à l'autre bout de l'échiquier politique.

La conviction démocratique qui présida à la libération a très fortement « gommé » le souvenir des aspirations autoritaires qui s'exprimaient alors. Or « l'air du temps » de 1940 s'est institutionnalisé en 1941, les textes abondent. Mais leur dénominateur commun est invariablement le rôle attribué au Roi et l'antiparlementarisme.



Malgré la multiplicité des initiatives, il est remarquable de constater combien — finalement — le personnel concerné se recrutera dans un même monde et combien les imbrications seront étroites entre les diverses tentatives.

Par sa précocité et sa vigueur, le manifeste lancé le 15 septembre 1940 par le lieutenant-général e.r. Biebuyck, aide de camp honoraire d'Albert et de Léopold III, constitue un excellent lever de rideau. Son appel en vue de la constitution d'un « Rassemblement national et social des anciens combattants autour du Roi » proclame en effet :

« Pour galvaniser les masses, pour leur faire donner l'effort nécessaire à leur relèvement, il est indispensable de concrétiser cet idéal en une mystique plus accessible, à savoir : l'exaltation de la personnalité du Roi et de notre devoir d'obéissance envers lui. Qui pensera pour nous, Qui voudra pour nous et Qui nous conduira vers des jours meilleurs. (...) » (25).

Ce style « alerte » témoigne bien et du moment où il éclôt et de l'atmosphère dans laquelle baignent ses promoteurs. Il désigne d'entrée de jeu l'un des milieux qui constituera le fer de lance de ces mouvements : militaires de l'active ou de la réserve, anciens combattants (26).

Mais ce sont des civils qui en établiront d'abord les fondements doctrinaux (27). Précoce dans sa constitution et remarquable par les personnalités qui le composent (28), le CERE (Comité d'étude pour la réforme de l'Etat), mouture de guerre due à l'initiative du comte Lipens, entame en août 1940 des travaux qui le conduiront à présenter en 1942 un projet complet de constitution nouvelle.

La démocratie parlementaire créée en 1831 étant « actuellement dépassée » (29), il s'agit de prévoir un exécutif fort, basé sur le régime représentatif, c'est-à-dire corporatiste. Le terme en sera l'organisation d'un

(25) *La Question Royale*, p. 227.

(26) Constituée en « Rassemblement Moral des Anciens Combattants autour du Roi (asbl en formation) » avec pignon sur rue, 12 rue du Marquis à Bruxelles, et dotée de délégués provinciaux, l'association sera un lieu de rencontre des protagonistes d'autres initiatives plus discrètes. L'article 3 de ses statuts définissait son objet : « ... constituer une force morale au service du Roi, en vue de la rénovation nationale » (CREHSGM, Tracts, Mouvements). C'est en juin 1942 que l'administration militaire découvrira qu'elle a été créée sans autorisation et l'interdira formellement en même temps que tous les autres mouvements à caractère unitaire belge et royaliste.

(27) Pour une description plus détaillée de certaines de ces initiatives, nous renvoyons à *L'An 40*. Pour le CERE, pp. 307 et suivantes ; le groupe *Demain*, pp. 473-474. Pour les documents émanant de ces groupes : CREHSGM, Archives An 40, n° 43-49.

(28) On y relève notamment les noms de MM. Velge, Houtart, Houben, Hayoit de Termicourt, Camu, Tschoffen, de Staercke, Lefébure, Wigny, Snoy, Cornil.

(29) Procès-verbal de la réunion du 20 août 1940. Archives An 40, n° 43.

pouvoir royal autoritaire sous la forme d'un « Gouvernement à Grand Conseil » calqué explicitement sur le système de Louis XIV ! (30).

Deux remarques s'imposent au niveau des personnalités concernées. Plusieurs d'entre elles rejoindront Londres par la suite où elles collaboreront à des projets allant dans le sens opposé. Par ailleurs, si le futur secrétaire du Régent y joue le rôle de coordinateur, y figurent également quelques dirigeants importants du PSC en 1945.

Même constatation en ce qui concerne « Demain », groupe de concertation qui publie sous ce titre, à l'été 1941, une brochure de 96 pages. Profondément unitaire, le programme élaboré dans ce cénacle offrait au « Roi seul » l'intégrité du pouvoir exécutif et le monopole de l'initiative législative et politique (31).

Avec « Demain », nous franchissons cependant une étape : il ne s'agit pas seulement d'un programme ou d'un projet de constitution future. Pour l'application des principes définis, il faut construire — secrètement — un « Mouvement national » fondé sur la « mystique de l'ordre », composé d'une élite soigneusement recrutée qui n'agira qu'à la libération du territoire, répudiant « l'emploi de la violence, ajoutaient les auteurs : « nous ne tremblerons pas — et nous ne reculerons pas — devant elle » (32).

Avant d'enchaîner sur cet aspect de la question, citons pour mémoire d'autres projets dont l'optique est semblable : le Roi seul, autorité, corporatisme. Ainsi un « Mouvement belge de Reconstruction Nationale » dont nous ne connaissons que le manifeste (33); *Le Parti Belge* dont le recrutement s'effectue également dans les milieux des officiers de réserve et qui se fonda dans l'Armée Secrète en 1942 (34); ainsi

(30) *Idem*, n° 44.

(31) S'y rencontrent, notamment, le groupe constitué autour de Tony Herbert, avec Théo Lefèvre et Vandekerkhove, et J. Meurice, A. Lohest, Duvieusart, Moreau de Melen, Guy de Pierpont. Ces deux derniers cités figurent déjà au nombre des adhérents de la Légion Belge. Mertens de Wilmars, que nous retrouvons plus loin, participe également à *Demain*. An 40, p. 474. Voir également M. VANDEN WIJNGAERT, *Ontstaan en stichting van de CVP-PSC*, Anvers, 1976, pp. 13-22.

(32) *Demain*, chapitre IV, *Mystique de l'Ordre*.

(33) CREHSGM, *Papiers Delsinne*, n° 68.

(...) II. *Le roi exercera le pouvoir législatif*.

Dès que le Pays aura retrouvé sa liberté, le Roi Léopold III, Chef suprême de l'Etat, seule autorité dont les pouvoirs restent intacts, nommera un gouvernement de reconstruction nationale. Lorsque l'heure sonnera pour Lui d'assumer cette tâche importante, Il entreprendra la réorganisation du Pays, en s'inspirant de l'esprit de la constitution, suspendue par l'état de siège.

(...) Pour accomplir cette tâche de reconstruction nationale, le Roi s'entourera de ministres qui assumeront la responsabilité directe des lois et décrets qu'Il promulguera. Il les choisira et les nommera Lui-même...

(34) CREHSGM, *Collection W7*, n° 40. Ce parti est en liaison avec le colonel Lentz, que l'on retrouvera ci-après.



encore *Position*, brochure imprimée anonyme (35) ; l'énumération est incomplète...

Il nous faut, en effet, aborder maintenant les projets où la doctrine importe moins que la constitution d'une force armée clandestine à mettre à la disposition du Roi pour contenir la subversion et asseoir un pouvoir autoritaire, mais uniquement dans la perspective d'une indépendance retrouvée du pays. Bien que les moyens de ce retour à l'indépendance ne soient point indiqués ; cette dernière réserve est évidemment capitale. Elle sépare tout ce que nous décrivons des organismes collaborateurs d'Ordre Nouveau.

C'est à cette définition que répond exactement l'« Ordonnance générale n° 1 » de la Légion Belge du commandant Claser, future Armée Secrète, dont le préambule affirmait :

« ... Nous avons la chance exceptionnelle d'avoir en Belgique un chef qui rallie tous les suffrages.

C'est à lui que nous offrirons, au moment voulu, notre force et notre travail pour que vive plus belle que jamais et sous son égide la Belgique libre, unie, prospère et propre... »

Et l'article II spécifiait :

« La LEGION BELGE a comme mission : avoir préparé, dans l'éventualité d'un retour à notre indépendance, une force à mettre à la disposition du Roi, si besoin en est, pour que notre souverain puisse entreprendre dans l'ordre et malgré l'opposition possible de certains, une œuvre de rénovation nationale.

Dans l'éventualité où l'indépendance ne nous serait pas rendue en principe, LA LEGION BELGE n'aurait plus de raison d'être et se dissocierait automatiquement. » (36)

Privilégiant la notion d'élite, tout comme *Demain* parlait d'aristocratie, la Légion Belge se donnait comme intention, pour faire pénétrer son idéal dans les masses d'organiser ouvertement un

« Mouvement Léopoldiste » en dehors du cadre de La Légion Belge et n'ayant en apparence aucun lien avec elle » (37).

---

(35) Papiers Delsinne, n° 72.

... « Le Roi n'est pas justiciable. Il gouverne, par ses ministres, responsables de ses actes politiques et librement choisis par Lui de manière à assurer au gouvernement le concours de la nation.

... Le gouvernement est assisté dans son travail législatif par des conseils nationaux, qu'il consulte sur les projets de lois de leur compétence. (...) »

(36) CREHSGM, Archives 2R.

(37) *Idem*.

Nourri du même esprit, habité des mêmes intentions, le Mouvement National Royaliste bénéficie cependant de l'appui d'intellectuels qui lui façonnent une doctrine plus étoffée. Il est tenu sur les fonds baptismaux par un professeur de Louvain, E. Mertens de Wilmars qui a quitté Rex en 1938 (38) et se développe d'ailleurs en premier lieu à Aarschot au sein de jeunes issus de *Rex Vlaanderen* (39). C'est devant ces jeunes que Mertens de Wilmars développe le 15 février 1941 les thèses fondamentales du mouvement. Nous ne connaissons ce document que par une version ultérieure, diffusée en 1943, que l'historique officiel du mouvement qualifie lui-même de « moins tranchante » (40). Développant la nécessaire mystique royale, elle expose le besoin d'un état fort, la « forclusion » de la lutte de classe, le retour au vote plural en faveur des pères de famille. C'est explicitement, la révision de certaines notions très « factices érigées en dogmes par la Révolution de 1789 ». Son objet immédiat est de constituer une force à mettre à la disposition du Roi. Deux formes de troupes royales seront mises sur pied. L'une d'elles est destinée au maintien de l'ordre menacé soit par l'action des collaborateurs, soit par un éventuel coup de main communiste.

Si par la suite une sourdine fut mise à ces accents et objectifs, leur netteté était encore suffisante pour qu'en septembre 1944, concluant un rapport établi à la demande du gouvernement, Paul Struye pensât devoir établir une nette « distinction entre les buts poursuivis par le MNR et l'activité dont ses membres ont fait preuve » (41). En octobre 1944, le chef du Mouvement, le général Graff décrira lui-même, en termes élégants, l'évolution suivie par son mouvement :

« Certes, à l'époque, nous déplorions la politique sans énergie de nos dernières années de paix. Et le besoin d'action que nous con-

(38) Présent également à *Demain*.

(39) Daniel PIETTE, *Le MNR au cours de la Deuxième Guerre mondiale*, Ecole Royale Militaire, Travail de fin d'études, 1974-1975, dactylographié, pp. 8-10.

(40) *Principes fondamentaux du MNR*, I, 24 pages. *Historique résumé du QG-MNR*, dactylographié, p. 13, CREHSGM, Fonds Lejeune, n° 79. La version originale fut publiée sous le nom de l'auteur en mai 1941. Elle fut interdite et saisie par l'occupant en juillet 1941. La deuxième édition fut préparée par MM. Naus et Snaps. Il est intéressant de relever combien dans *Demain et au MNR* on insiste sur les vertus de la famille qu'il s'agit de restaurer comme « élément de base de la Nation ». La parenté idéologique avec la Révolution Nationale de Pétain est évidente, l'idéologie est commune. On retrouve dans le groupe du « Ralliement Social Belge » (brochure de 36 pages éditée en août 1943, Papiers Delsinne, n° 76) quelques-uns des principaux idéologues de *Demain* et des dirigeants du MNR : le professeur Haustrate, J. Meurice, Naus, Jo Gérard. L'historique officiel du MNR inclut d'ailleurs *Demain* dans la liste des publications du MNR.

(41) P. STRUYE au Premier Ministre Pierlot, 22 septembre 1944, Fonds Lejeune, n° 78. Il expose les actions effectivement menées par des groupes MNR. Pour de plus amples détails, voir PIETTE, *op. cit.*



tenions mal en venait à souhaiter, pour être mieux utilisé à l'avenir, moins de détours dans l'exercice du pouvoir et plus d'autorité chez les responsables.

Mais si telle semblait être la leçon de nos expériences, nous avons appris déjà une autre leçon qui devait hélas ! se vérifier chez nous aussi : le terrible danger, et, inéluctablement, le sanglant échec des régimes autoritaires.

Avec une absolue franchise alors, nous voulûmes nous tenir également loin d'une réforme de la Constitution et de sa routine. Nous proposons une application prudente, ferme et intelligente de ses normes. C'était prôner un retour à l'esprit de la Constitution. Et nous en pensions ainsi comme le Roi lui-même.

Telle a été notre évolution idéologique. » (42).

#### LA BELGIQUE LOYALE

Fin août-septembre 1941, une épaisse brochure de 168 pages en format de poche est abondamment diffusée dans tout le pays. Envoyée par la poste, remise par porteur, vendue parfois, elle affecte cependant une allure clandestine (42 bis). Elle s'intitule : *La Belgique Loyale. Que penser, que dire, que faire ? La réponse d'un groupe de combattants des deux guerres.*

Par l'ampleur des réactions qu'elle va soulever, *La Belgique Loyale* constitue pour nous le plus précieux des révélateurs. Sans vouloir en résumer trop longuement le contenu, la bonne compréhension de ce qui suit nécessite cependant qu'on en précise quelques lignes de force. Retraçant le passé immédiat et les péripéties de la campagne des 18 jours, elle dresse un tableau de l'oppression morale et matérielle que l'occupant impose à la Belgique. La politique de neutralité est défendue avec passion et posée comme un objectif pour l'avenir : la Belgique doit se tenir à égale distance de Londres et de Berlin. Le gouvernement Pierlot est furieusement condamné car il est attaché au char anglais et lui vend la Belgique. Après un examen des problèmes que posera la Belgique nouvelle, autoritaire, corporatiste et chrétienne dans les deux éventualités envisagées concurremment, victoire anglo-saxonne ou des puissances de l'axe, c'est l'exaltation sans retenue de Léopold III qui seul décidera et choisira. Et si par malheur une force s'avisait de vouloir « mettre obstacle à l'exécution des décisions du Roi, Notre Force

(42) 25 octobre 1944, allocution du général-major Graff in *Perspectives MNR-NKB*, Bruxelles (1945), Editions Draps, p. 18.

(42b) OOMS et DELANDSHEERE affirment qu'elle est déposée nuitamment dans les boîtes aux lettres. T. I, p. 458.

surgira d'un bout à l'autre du pays et écrasera sans pitié l'ennemi de l'intérieur » (43).

Un aspect non négligeable de la brochure consistait en la dénonciation — noms à l'appui — d'un complot carliste. De même étaient présentées avec sympathie quelques figures marquantes de la collaboration : Robert Poulet, Raymond De Becker, Henri De Man. Le général Van Overstraeten, les secrétaires généraux Romsée et Leemans, le bourgmestre Teughels (44) de Charleroi étaient l'objet de vigoureux plaidoyers. L'action de la résistance était condamnée tandis que de nombreuses personnalités citées nommément se voyaient mettre en garde soit parce que trop ouvertes aux accents londoniens soit parce que trop tièdes envers le Roi (45).

Devant pareil factum, l'émotion fut vive, les réactions violentes et diverses. Le cours ultérieur de la guerre, la fin tragique du promoteur et l'évolution de ses sympathisants avaient concouru à en estomper le souvenir. Et en 1949, évoquant l'affaire dans ses Mémoires, le comte Capelle crut pouvoir écrire « Ces discussions n'intéressent pas la population qui ignore d'ailleurs « La Belgique Loyale » (46). Une vigoureuse mise au point parut alors dans *Le Soir*. Le colonel Jean Marissal y rendait publics deux documents, apportait son propre témoignage et rendait à l'entreprise l'ampleur et les répercussions qu'elle avait eues (47). L'analyse confirme bien sa version.

Responsable désigné, auteur revendiqué de *La Belgique Loyale* (48), le comte Xavier de Henricourt de Grunne était né en 1894. Officier valeureux des deux guerres, blessé à chaque fois, alpiniste audacieux et comme tel membre du « Club Alpin » (49), il avait rejoint Degrelle

(43) *La Belgique Loyale*, p. 146.

(44) Député rexiste de 1936 à 1939, non réélu à cette date il a démissionné du mouvement en février 1940. Il revient à Rex sous l'occupation et sera nommé bourgmestre du Grand Charleroi. Il est abattu par les Partisans Armés le 19 novembre 1942.

(45) Une annexe « Avant de mettre sous presse (21 juillet 1941) » révélait que rédigé en avril-mai 1941, le document avait commencé à être imprimé à ce moment. L'auteur y revenait sur certaines appréciations des personnes, notamment Romsée, mais confirmait l'essentiel de son propos. *La Belgique Loyale*, pp. 160 et suivantes.

(46) Comte CAPELLE, *Au service du Roi*, Bruxelles (1949), vol. 2, p. 158.

(47) *Le Soir*, 3 et 12 février 1950. Le colonel Jean Marissal avait occupé les fonctions de chef de la deuxième Direction du Ministère de la Défense nationale à Londres. Il rappelait comment il avait été approché en 1941 par un colonel X... qui lui proposa l'adhésion au mouvement de X. de Grunne et en publiait le programme jugé par lui anti-constitutionnel. Le 12 février, la Comtesse de Grunne répondait dans le même journal, se faisant garante de l'honneur et de l'honnêteté de son mari décédé en captivité (voir plus loin).

(48) Les chroniqueurs qui l'évoquent la lui attribuent (Capelle, Ooms-Delandsheere). Sa veuve, écrivait dans *Le Soir* du 12 février 1950 : « Mon mari, je tiens à le dire, fut seul à concevoir et écrire « *La Belgique Loyale* ». Il est vrai que cette polémique avec J. Marissal se situe dans le cadre de la question royale et qu'il s'agissait avant tout de dégager — de près ou de loin — la personne royale de l'affaire.

(49) Lieu de rencontre d'une certaine élite, dont faisait partie, entre autres Henri de Man mais aussi le colonel Lentz, fondateur de la Légion Belge. Xavier de Grunne



dès la première heure. Sénateur en 1936, il siège comme indépendant depuis décembre 1937, ayant, l'un des premiers, démissionné de REX avec fracas.

Le 22 juin 1940, il se signale publiquement à l'attention en lançant dans *Le Soir* un appel « aux camarades qui ont combattu ». Une œuvre de redressement doit être entreprise. Que les anciens se regroupent par régiment afin de former une phalange dont le but n'est pas autrement défini.

Un certain mystère entoure encore l'existence réelle ou supposée de cette Phalange. Son chef a été souvent décrit comme un exalté nourri de phantasmes. Et ces appréciations tendaient à montrer l'inanité de ses projets. Dans *La Cobue de 40*, Degrelle, qui a le sens de la formule, définit son ancien compagnon comme « un noble et pur Paladin de la Lune » (50). Mais il le décrit également « comme hanté par l'obsession du péril communiste et parcourant le pays pour rassembler et cacher des armes pour faire face aux bandes de Moscou ». Le témoignage de Jean Marissal, et le programme de la Phalange qu'il reçut en 1941 de la main-même (50 bis) de Xavier de Grunne tendraient à prouver que les phantasmes ont eu une certaine consistance. Un historique de l'Armée secrète nous apprend que, forte de 1.100 personnes environ en novembre 1940, la Phalange fut absorbée par l'Armée Belge

avait, en 1932, escaladé le Ruwenzori avec une mission scientifique belge et conduit des cordées avec Albert I et Léopold III.

(50) Ed. Crausaz, Lausanne, pp. 16-18.

(50b) *Le Soir*, 3 février 1950 :

« Quant au document relatif à la « Phalange », voici ce qu'il contenait :

Le but : Constituer une force prête à soutenir sans discussion le pouvoir compétent désigné librement par S.M. le roi Léopold III.

#### OBSERVATIONS

A. La P. n'a pas d'existence juridique. Elle ne réunit pas de membres. C'est l'expression d'une volonté. Elle ne compte que des *adhérents* et un *cadre* d'action morale.

B. Pour être admis comme adhérent, il faut :

1. Avoir appartenu à une formation de guerre entre le 10 et le 28 mai 1940.
2. Avoir montré un comportement courageux devant le danger militaire.
3. Avoir été accepté par un représentant responsable du cadre.
4. Etre prêt à obéir sans discussion aux directives données par le chef hiérarchique.

C. L'adhésion est subordonnée aux conditions suivantes :

1. Existence d'une souveraineté belge dans son extension actuelle (moins les territoires dits « rédimés ») ou éventuellement agrandie.
2. Suspension des lois constitutionnelles ou des organismes *imitant* le choix et les décisions du roi Léopold III.
3. La P. s'interdit de proposer comme telle au Roi, une équipe gouvernementale ou un programme politique.
4. Elle interdit dans son sein toute propagande en faveur d'un mouvement politique.

D. Les cadres supérieurs ne peuvent appartenir à la Loge. Ils ne peuvent être ministres d'un culte. Ils ne peuvent occuper une fonction en vue dans un parti politique. »

Reconstituée du colonel Lentz en mars 1941 (51). C'est le moment même où de Grunne entame la rédaction de *La Belgique Loyale*. Ainsi cette chronologie accrédite la version d'un auteur isolé, dont l'organisation initiale s'est séparée de son fondateur et chef.

Certains indices permettent cependant de penser que la réalité fut plus nuancée. En premier lieu, le milieu dans lequel éclosent et recrutent Phalange, Légion Belge, Armée Belge Reconstituée, Mouvements des Fraternelles constitue un ensemble où les points de rencontre sont nombreux : le Club Alpin, le Cercle Mars et Mercure, le Rassemblement moral, la Légion Nationale, la multitude d'organismes sociaux militaires (52).

Au sein de ce monde d'anciens combattants, les liens sont solides, les lignes de démarcations difficiles à tracer. Les circonstances même de l'arrestation en août 1942, de Xavier de Grunne (armes stockées), son jugement à Essen en même temps que plusieurs responsables du mouvement des Grenadiers tendent à nuancer déjà son isolement (53).

Le financement important nécessaire à l'impression (54) de pareil ouvrage et le caractère massif de sa diffusion concourent de manière plus déterminante encore à le mettre en doute.

Le hasard, il faut bien le dire, nous a mis entre les mains un dossier curieux. Totalement anonyme, quant à son origine et aux documents qu'il renferme, il est constitué d'une série de rapports dactylographiés et annotés qui font état, à l'intention de l'auteur de *La Belgique Loyale*, des réactions en différents points du pays : Bruxelles, Liège, Verviers, Gand, Mons et Charleroi (55). Ils sont datés de septembre et octobre 1941 et témoignent au moins de l'existence d'un réseau coordonné lié directement à de Grunne. De nombreuses objections sont faites sur divers aspects de la brochure mais l'existence d'un milieu favorable apparaît clairement bien que l'anonymat des documents rende difficile leur localisation.

Ainsi les remarques de « Bruxelles » s'achèvent sur ces lignes :

« En conclusion : dans le milieu d'où émane ce rapport, la thèse de BL n'a trouvé qu'approbation — nous étions d'ailleurs gagnés

(51) Guy BASTIEN, *L'Armée Secrète. Commandement. Historique général. Services. Réserve Mobile*, Ecole Royale Militaire, mémoire ronéotypé, 1965, pp. 6-7.

(52) Voir le tissu extrêmement serré décrit par Georges RHODIUS, *L'œuvre nationale de service social aux familles de militaires*, Gembloux, s.d., particulièrement aux pages 102-107.

(53) Acquitté au procès mais déporté, il mourra au camp de concentration de Gross Strelitz le 4 juillet 1944.

(54) Plusieurs noms de bailleur de fonds ont été évoqués mais aucune donnée précise ne nous permet d'en citer.

(55) Ce dossier faisait partie d'un lot de documents du dépôt des AGR à Saint-Hubert et versés au CREHSGM où il porte aujourd'hui la cote PD 22.



d'avance à l'idée d'un pouvoir royal fort —, mais BL elle-même a été jugée souvent peu propre à atteindre le but qu'elle se propose : préparer l'opinion » (56).

Le correspondant liégeois lui, qui évoque le 21 octobre 1941, les « quelques adhérents de la P. » trace un tableau général de l'opinion :

« Quoiqu'il soit fort difficile de faire un classement bien précis, on peut dire que la brochure a été accueillie favorablement :

- 1° par la majorité des combattants de 1918 et 1940,
- 2° le monde des médecins,
- 3° quelques avocats (la majorité du Barreau réserve son opinion),
- 4° par le milieu enseignant universitaire,
- 5° par la Légion Nationale.

Parmi les opposants irréductibles, on peut noter :

- 1° certains avocats (en général Francs-Maçons),
- 2° les anglophiles et francophiles,
- 3° les partisans de l'ancien régime. » (57).

Le plus précis et le plus long des rapports émane de Verviers. Et celui qui tient la plume pense aux étapes ultérieures et s'exprime sans ambages :

« ... Quelles que soient les idées émises au public, celui-ci n'en est me semble-t-il profondément pénétré que si ces idées lui sont transmises de façon très simple et très brutale. Il faut donc maintenant que l'opinion y est préparée, extraire de la brochure des *idées-chocs* si je puis dire, en nombre très réduit. Ces idées seront les premières expressions du programme à réaliser dans l'avenir. Ne craignons pas de *transformer* ces idées simples, de les camoufler si je puis dire afin de les rendre *populaires* car je pense que la masse n'a pas tellement besoin de vérité, elle demande surtout à être conduite. Ceci implique la sincérité parfaite des convictions des chefs. La masse repoussera les vérités qui lui déplairont sans vouloir juger du fondé de la cause. Par contre, elle acceptera toute nouvelle réforme à condition que l'on sache donner à ses réformes d'autres noms que ceux qui déplaisent à la foule. C'est toujours le même raisonnement. Ne parlons jamais par exemple de dictature, les mots « pouvoir renforcé » sont déjà admis. Les mots « Ordre Nouveau » doivent trouver un équivalent dans une autre formule telle que la vôtre « Ordre de l'avenir ». Donnons à ces mots des formes populaires. Notez bien qu'en ce faisant, je ne prévois aucun changement dans les principes, il s'agit uniquement de transformer la façade pour le public. »

(56) PD 22, Bruxelles, 18 octobre 1941.

(57) PD 22, le 21 octobre 1941.

Très inventif, il propose un plan d'action visant à semer la confusion dans l'esprit de la « masse » : répandre dans un style tout différent les idées de la brochure (« sans la mentionner »). Simuler même des tracts venant d'autres organisations, formulant certaines réserves. Et, prévoyant des scrupules constitutionnels, le correspondant verviétois écrit tranquillement :

« ... Il faut à mon avis qu'on laisse croire également qu'en cas d'instauration d'un pouvoir renforcé, cette opération pourrait avoir lieu de façon constitutionnelle (amendements, ratification, etc.) » (58).

Il expose certains contacts pris dans la région à l'intention de de Grunne. Au détour d'une phrase, on saisit ce qu'était la Phalange à ses yeux :

« Il ne s'agit plus maintenant d'une formation militaire idéologique, mais d'un mouvement qui peut prendre une ampleur insoupçonnée. »

Mais par la même occasion, il fait état de l'hostilité à *La Belgique Loyale* de la Légion Belge, première indication qui nous permette de discerner une ligne de séparation dans le milieu concerné (59). L'anglophobie, la louange des journalistes collaborateurs, le passé rexiste de son auteur présumé, déterminent une hostilité qui ira jusqu'à la destruction systématique d'une centaine d'exemplaires (60).

Ainsi nous semble-t-il possible d'établir que par le tissu de relations formé dans son milieu naturel et idéologique, l'auteur de *La Belgique Loyale* n'était pas un homme seul et isolé. Mais la nature des réactions provoquées à l'intérieur même de ce milieu montre qu'un mouvement de recul s'est produit devant les conséquences qu'il a cru pouvoir tirer de sa volonté — partagée par tous — d'établir ce pouvoir royal fort. Le jugement favorable porté sur des chantages de la col-

(58) PD 22, 16 septembre 1941.

(59) La Légion Belge, dirigée par le commandant BEM Claser, est l'autre élément originel de l'Armée Secrète. En rassemblant les données des rapports du dossier de Grunne et les historiques de l'AS élaborés à l'ERM, il est possible de distinguer des attitudes différentes par rapport à *La Belgique Loyale*. Pour Verviers, c'est particulièrement clair. Alors que des liens existent entre le chef de l'Armée Belge Reconstituée, le colonel Lentz et de Grunne (tous les deux au Club Alpin), le milieu verviétois et liégeois de la Légion Belge, où l'on retrouve d'anciens militants de la Légion nationale traditionnellement hostiles au rexisme, adopte l'attitude décrite envers *La Belgique Loyale* et son promoteur. Des points de contacts existent cependant, notamment auprès des jésuites de Verviers. Guy BASTIEN, *op. cit.*, pp. 7-8 ; Roland LECOCQ, *L'Armée Secrète. Historique de la Zone V*, Ecole Royale Militaire, 1965, pp. 62-63.

(60) Le renseignement, contenu dans la lettre de « Verviers » (PD 22), est confirmé par un rapport émanant du « Service des Renseignements Politiques de la Légion Belge » du 12 septembre 1941 aimablement communiqué par le professeur Charles que nous remercions ici.



laboration, l'anglophobie déclarée devaient heurter le sentiment patriotique de ces anciens de 14-18. Hostiles par ailleurs à « la politique », ils devaient sans doute reculer devant un programme trop précis. Leur attachement à la personne royale impliquait également la dévolution au chef de l'Etat seul de la définition des objectifs. D'où l'éloignement perceptible peu à peu des mouvements royalistes de quelques personnalités civiles politisées comme le professeur Terlingen (60 bis), et la prise en mains des organisations par les militaires uniquement. Ainsi peut-on considérer vraisemblablement que d'un point de vue interne *La Belgique Loyale* marqua, contrairement aux intentions de son auteur et de ses sympathisants, la fin et non le lancement d'un mouvement. Tout autre allait être son destin public.

Sitôt lancée dans le public, la brochure provoque une intense émotion qui se traduira par la diffusion « d'un grand nombre de réponses stencillées ou imprimées qui s'exprimaient souvent de façon fort vive ». Paul Struye à qui nous empruntons ces lignes en tirait la conclusion évidente :

« L'incident a démontré de façon typique que, même sous le régime de l'occupation, l'opinion publique n'entend pas laisser sans réaction et sans riposte les thèses qui vont à l'encontre de ses sentiments profonds » (61).

Nous avons pu en effet dénombrer plus de 10 textes différents, eux-mêmes reproduits sous des formes diverses : de la brochure imprimée de format identique à la *Belgique Loyale* au tract dactylographié, en passant par des réflexions à diffusion restreinte (62). On peut y distinguer trois types d'argumentation. Plusieurs de ces libelles appuient l'intention générale de l'auteur, se reconnaissent dans sa critique du régime parlementaire mais en déplorent la maladresse, principalement la

---

(60bis) En juin 1940, celui-ci avait lancé une pétition « boule de neige » de loyauté à la personne royale. La Légion Nationale en assura sous son égide une diffusion partielle. *La Question Royale*, t. I, p. 212. CREHSGM, Collection Tracts, Verviers et Fonds Légion Nationale, n° 14.

(61) STRUYE, *op. cit.*, pp. 89-90.

(62) *La Vraie Belgique. Réponse à « La Belgique Loyale »*, I, s.d., in 16°, 32 pages ; *Lettre d'un oncle à son neveu sur « La Belgique Loyale » et sur quelques autres sujets*. 20 août 1941, ronéotypé 2 pages ; *Que penser de la brochure : La Belgique Loyale ?* s.d., ronéotypé, 6 pages ; *La Belgique Loyale. Que penser — que dire — que faire ? La réponse d'un groupe de combattants des deux guerres*, 1 septembre 1941, ronéotypé, 4 pages ; *Un pamphlet odieux : « La Belgique Loyale »*. Pour une dictature des généraux vaincus (s) Spartacus, s.d., ronéotypé, 2 pages ; *Belgique loyale ou Belgique félonne ? Réponse d'un groupe de « combattants des deux guerres », fidèles à la constitution*. I, 1 page, s.d. (repré- prend au verso un article du clandestin socialiste *L'Espoir*, d'août 1941 et est manifestement tiré sur les mêmes presses) ; *Commentaires sur une brochure heureuse et malheureuse*, s.d., ronéotypé, 4 pages ; *Commentaires sur « La Belgique loyale »*, s.d., ronéotypé, 7 pages.

complaisance envers les collaborateurs de l'ennemi, mais aussi le caractère aventureux de l'entreprise.

L'un de ces auteurs anonymes, en conclusion de sa démonstration, se définit ainsi :

« ... un Belge, combattant lui aussi, ennemi du régime d'avant le 10 mai, rêvant d'une « révolution nationale » radicale sous la direction effective du Roi dans une Belgique ayant recouvré sa pleine indépendance, mais qui redoute pour la Belgique et pour la révolution et pour le Roi, une folle entreprise conçue par un noyau de doctrinaires fanatiques et dont le traditionnel bon sens, le goût naturel de la mesure, l'atavique esprit frondeur de ses concitoyens feraient vite bonne justice. » (63)

Opposés à la perspective dictatoriale, dénonçant le caractère « pétiniste » du document et combattant toute neutralité envers l'Allemagne, une autre catégorie de réponses dénie aux auteurs le droit d'annexer le Roi à leur entreprise :

« Mais nous vous entendons : c'est à l'appel du Roi que vous répondrez. C'est sur Lui que vous comptez pour réaliser votre programme. C'est même, nous dites-vous, « sa liberté » que vous prétendez protéger en organisant « à l'heure fixée » la répression de toute résistance à vos projets. »

« Ici, Messieurs, nous vous arrêtons net. Vous touchez à Celui qui, à ces heures tragiques doit rester la personnification de la Patrie. Le Roi prisonnier est condamné au silence. Aucun désaveu ne peut vous être opposé. Nous vous contestons formellement le droit d'associer son nom à une propagande qui ne cesse d'être trouble que pour devenir odieuse.

« L'attachement du Pays à la Monarchie a des sources autrement respectables que celles que suggèrent vos brutales consignes. Son loyalisme est raisonné, parce qu'il est conscient de la haute signification nationale de l'institution. Il est profond, parce qu'il repose sur le souvenir des vertus politiques et militaires de nos rois. Le peuple belge ne sépare pas l'attachement qu'il porte à ses Souverains de leur dévouement à la chose publique et à la défense de la Patrie. » (64)

On sent discrètement dans ces pages la patte des juristes qui en sont probablement les rédacteurs (65). A cette lignée, et la parenté est com-

*La Belgique Légale*, 15 novembre 1941, ronéotypé, 22 pages (Bibliothèque Royale IV.20.921.B), une version dactylographiée du même texte porte la date du 1<sup>er</sup> octobre 1941. Ces documents figurent tous au CREHSGM, PD 22 ou Collection Tracts.

(63) *Commentaires sur une brochure heureuse et malheureuse*, doc. cit., p. 4.

(64) *La Vraie Belgique*, doc. cit., pp. 26-27. Une ligne identique est perceptible dans la *Lettre d'un oncle à son neveu*, doc. cit.

(65) *La lettre d'un oncle* pourrait être due à P. Struye. Sur un exemplaire de *La*



mune, se rattache la position de *La Libre Belgique* clandestine exprimée dès septembre 1941 (66).

Mais c'est dans un troisième type de réactions que réside l'original et, à nos yeux, l'important. C'est, en effet, à cette occasion qu'est lancé publiquement le thème de « l'Entourage » royal auquel est endossée la paternité de *La Belgique Loyale*. Ce thème est le plus clairement, et brutalement, exprimé par un titre du *Courrier de la Meuse*, clandestin liégeois où se côtoient libéraux et démocrates-chrétiens : « Une singulière brochure où l'on voit à l'œuvre une dangereuse camarilla » (67). *La Voix des Belges* qui a rendu hommage au Roi dans son premier numéro et approuvé la capitulation (68) publie un violent article, « Bas les Masques », que l'on retrouvera diffusé sous forme de tract (69). Cet organe modéré et de grande diffusion pose assez bien le problème tel qu'il est exprimé également ailleurs :

« Pas un instant la pensée n'a pu nous effleurer que le Roi, qui prêta solennellement serment de fidélité absolue à la Constitution, aurait les intentions autocratiques lui attribuées dans cette brochure. Mais peut-on avoir les mêmes apaisements au sujet de l'orthodoxie de certains personnages de l'entourage royal ? Les renseignements qui nous sont parvenus depuis ne nous permettent malheureusement pas de l'affirmer.

» Voici quelques mois, un haut dignitaire de la Cour s'était évertué, avec l'approbation tacite de l'occupant, à provoquer un « Rassemblement autour du Roi ». Cette initiative, apparemment sentimentale, tendait à créer un renouveau de sympathie en faveur de notre Souverain, après les avanies dont il avait été l'objet en France, l'an dernier ; elle trouva un accueil relativement chaleureux dans divers milieux.

» Or la publication « LA BELGIQUE LOYALE » vient d'ouvrir opportunément tous les yeux. Au loyalisme raisonné de nos populations, on veut substituer à présent une idolâtrie aveugle. Des pacifiques adhérents à ce « Rassemblement autour du Roi », on cherche à faire des troupes de choc contre l'immense majorité des Belges. Et, dans ce but, quelques officiers supérieurs sont actuellement occupés en province — à l'insu du Roi, nous n'en voulons

---

*Vraie Belgique* conservé dans le Fonds Lejeune (n° 421), il est mentionné que les auteurs en sont A. De Staercke, F. De Kinder et Ch. De Visscher.

*La Lanterne*, clandestin qui se place sous l'invocation « Dieu Roi Patrie », après avoir condamné *La Belgique Loyale* en octobre (n° 6, 10 octobre 1941) condamne à son tour une des réponses en décembre (n° 8, 10 décembre 1941). Il reproche à *La Belgique Légale* de diviser les Belges qui doivent sans souci d'étiquettes politiques s'unir contre l'occupant.

(66) *La Libre Belgique* (Peter Pan), n° 18, 1<sup>er</sup> septembre 1941, p. 7.

(67) *Le Courrier de la Meuse*, n° 27, 1941, p. 1.

(68) *La Voix des Belges*, n° 1, 10 août 1941, « Le Roi », p. 6.

(69) *La Voix des Belges*, n° 3, 25 septembre 1941, p. 3.

pas douter — au recrutement de hordes de condottieri de cette aventure à la manière d'Hitler. »

Cette allusion au mouvement du Lt-Général Biebuyck indique également l'amalgame que réalisent certaines couches de l'opinion entre tous les mouvements décrits plus haut qui finissent à leurs yeux par former un tout, œuvrant pour un même objectif sous une même idéologie que l'on rattache explicitement aux idées d'un Robert Poulet ou de Paul Colin. Ainsi à Liège encore, *La Meuse*, organe du Front de l'Indépendance, titrant « contre une dictature royale éventuelle » fait appel aux traditions démocratiques des wallons, et, revenant à trois reprises successives sur la question, dénonce une brochette de militaires qui sous le couvert de Fraternelles régimentaires œuvrent à l'établissement d'une telle dictature (70).

Mais les noms les plus communément cités dans cette presse clandestine se situent auprès du Roi lui-même : le comte Capelle, le général Van Overstraeten. On retrouve également les professeurs Terlinden et Mertens de Wilmars, sans compter à plusieurs reprises le nom de l'auteur réel, dont l'anonymat a donc bien vite été percé, Xavier de Grunne. Plus discrètes sont les allusions aux bâilleurs de fonds éventuels si ce n'est la description transparente « d'un baron récent et fort encombrant dans la finance, l'industrie et les expositions » (71).

---

(70) *La Meuse*, organe du Front wallon pour l'indépendance, n° 2, novembre 1941 ; n° 3, décembre 1941 ; n° 4, janvier 1942. Ce dernier numéro publie notamment le texte suivant :

« Pour prévenir une dictature royale,  
Combattants avec nous !

Un extrait de la circulaire suivante émanant de la Fraternelle Régimentaire des douzième, vingt et unième, quarante deuxième et soixante deuxième Régiments de Ligue vous convaincra du danger de l'établissement dans notre pays d'un système d'autorité royale anticonstitutionnelle et de la nécessité de contrecarrer dès maintenant de tels projets.

Cette circulaire finit par ces mots :

« Demandez-vous en âme et conscience si vous connaissez quelqu'un d'autre que le ROI capable de diriger le PAYS, qui présente les mêmes garanties, ayant les mêmes compétences et en qui vous pouvez placer votre confiance, SANS CONDITIONS.

Demandez-vous si vous êtes prêts à faire au ROI cet ACTE de FOI, cet ACTE d'HUMILITE, ce SERMENT d'OBEISSANCE SANS CONDITIONS qu'il est en droit d'attendre de vous.

SI oui, remplissez et signez le bulletin d'adhésion ci-joint, afin que nous puissions LUI montrer que nous ne l'abandonnons pas plus qu'il ne nous a abandonnés le 28 mai 1940 ».

Eh bien non, les combattants ne signeront pas ce bulletin d'adhésion et ils rejoindront plutôt le « Front Wallon » et les petits groupes clandestins des Combattants 14-18 et 40 du « Front Wallon ». (...) »

(71) Voici quelques illustrations du vocabulaire employé :

— *La Voix des Belges*, n° 4, 10 octobre 1941 :

« ... Nous pouvons donc dire à nos « putchistes »-salonnards, nos apprentis-aspirants-dictateurs, nos généraux-politiciens, qu'ils font fausse route et qu'il n'y aura jamais de



Ainsi même s'ils sont effectivement étrangers à *La Belgique Loyale*, les noms des inspireurs des initiatives précédentes sont livrés à la connaissance du public, ce qui témoigne au moins du fait que leurs tractions avaient attiré l'attention et suscité la méfiance (72).

Il n'est pas sans intérêt pour l'avenir de noter le caractère principalement liégeois de ces publications, prédominance particulièrement percep-

dictature en Belgique, soi-disant royale ou autre, même si l'on faisait couler des flots de sang belge pour essayer de réaliser d'aussi absurdes et criminelles visées... »

— *La Meuse*, n° 3, décembre 1941 :

« ... Mais il y a, nous le disons, un complot plus insidieux. Officiellement, il est distinct des autres. En fait, il embauche ouvertement, s'imprime quasi publiquement à l'imprimerie dite de la Cour, rue Pacheco. Les recrutements sont de deux sortes. Il y a ceux qui s'affichent : le général Biebuyck, une vieille gloire qui se survit et M. de Grunne, dit le comte sans tête, un aventurier politique.

Mais il y a d'autres meneurs : le général Van Overstraeten, le général Keyaerts, les professeurs Terlinden et Mertens, un magistrat du nom de Devos, un ancien chef de fraternelle, Albéric de Fraipont, des casse-g..., et enfin le comte Capelle.

Ces gens-là veulent une dictature royale ?... »

— *Le Courrier de la Meuse*, n° 27 :

« ... On y croit reconnaître : 1. Un de Grunne, d'une famille d'illuminés ; naguère exististe militant et émeutier lors d'un fiasco célèbre ; 2. Un professeur de Louvain, un ancien combattant qui malheureusement croit que la force peut tout résoudre et qui en dépit d'un nom à coulisse, ne parle que de « casser la g... » à ses contradicteurs.

Derrière eux, les deux hommes néfastes de l'avant-guerre et de la guerre ; le général Van Overstraeten, collaborateur du journal emboché « Cassandre », le comte Capelle et des bailleurs de fonds, pris dans un certain monde de la finance et de l'industrie, parmi lesquels un baron récent et fort encombrant dans la finance, l'industrie et les expositions. (...) »

— *Le Courrier de la Meuse*, n° 29 (octobre 1941) :

« ... Qui est derrière les auteurs ? Les auteurs, on les connaît, on les devine et d'ailleurs certains s'en vantent. Ne voulant pas imiter leur procédé de dénonciation, nous réservons la publicité pour des temps plus libres. Mais derrière le petit groupe de bavards gesticulants, de sabreurs incohérents et d'apprentis sorciers politiques, on soupçonne que la documentation a été fournie par deux personnages plus importants : un civil, comte récent, type de courtisan servile et ambitieux et un général naguère dénoncé comme « le trop puissant chef » de notre armée. (...) »

— *La Belgique Légale* (voir note 62).

« ... Les noms des promoteurs de ce mouvement et des auteurs de ce document sont sur toutes les lèvres. Parmi eux citons le Gl Van Overstraeten, conseiller du Roi, un des hommes les plus néfastes que la Belgique ait connu et que hante le rêve d'une dictature militaire ; le comte Xavier de Grunne, exististe repent, réactionnaire furieux, le vicomte Terlinden, professeur d'Université égaré dans la politique et qui s'est fait depuis des années en Belgique le champion d'une dictature fasciste ; le professeur Mertens ; le conseiller flamingant De Vos, etc. Autour de ces têtes brûlées gravite un clan d'officiers et d'hommes d'affaires tous chevauchant le même dada : une autorité renforcée, confiée à une (...) qui étoufferait dans l'œuf toute tentative d'émancipation des masses. (...) »

(72) Nous devons rencontrer ici l'accusation qui pourrait être portée de dénonciation à l'ennemi. L'argument est implicitement retourné à l'époque même par les rédacteurs clandestins. C'est un motif supplémentaire de méfiance qu'ils trouvent dans le fait qu'une grande partie de cette propagande pro-royaliste est menée au grand jour donc à leurs yeux « surveillée avec indulgence par l'autorité occupante » comme l'écrit l'un d'entre eux (*La Meuse*, n° 4, janvier 1942). Rappelons en effet que c'est au printemps 1942 que seront inquiétés les dirigeants de plusieurs de ces mouvements, que le Rassemblement moral est interdit en juin 1942 (cf note 26), que de Grunne et avec lui plusieurs dirigeants des grenadiers sont arrêtés en août 1942...

tible dans le cas du Front de l'Indépendance dont la presse régionale autre que principautaire est presque muette sur la question (73). Tous ces écrits, selon des intensités variables, contiennent de sérieuses mises en garde au Roi lui-même. Le texte le plus répandu — qui émane de milieux socialistes — est aussi le plus clair à cet égard. Sous le titre « Belgique loyale ou Belgique félonne ? », on y lit notamment :

« ... Nous le déclarons tout net ! Le jour où le Roi écouterait certaines mauvaises sirènes qui miaulent jusque dans son entourage, le jour où il serait traître à son serment constitutionnel, nous cesserons de le considérer comme l'Autorité légitime. Ce jour-là nous, combattants du Roi Albert, nous nous transformerons en adversaires irréductibles de son héritier. La Nation ne peut abdiquer entre les mains du Roi, qu'en toute liberté elle s'est choisi... »

Mais, laissant la porte grande ouverte, il conclut en ces termes :

« ... Aussi, comptons-nous que les premières paroles que Léopold III prononcera à l'issue de sa captivité, seront des paroles de sagesse démocratique, inspirée par l'exemple de son père, des paroles de fidélité aux règles constitutionnelles, dictées par l'honneur d'un homme assermenté.

Que le Souverain agisse de la sorte et c'est tout le Peuple que, librement, il aura derrière lui. Ce Peuple libéré ne se donnera pas un maître en la personne du Roi, mais fera de l'institution monarchique le symbole de sa libération, de son bien-être et de sa vitalité. » (75)

Nous nous trouvons donc en présence d'une mise en cause, cette fois publique et explicite du Roi. Si le jugement reste suspensif quant à la personne royale elle-même, l'entourage est lui clairement dénoncé et c'est un thème qui n'arrêtera pas de rebondir tout au long de la question

(73) Ajoutons à cette énumération *La Libre Belgique ressuscitée en 1940* qui, éditée alors à Liège, consacre dans trois numéros successifs, de longs articles à la brochure (n° 16 à 18, octobre-novembre 1941).

(74) C'est en effet le tract imprimé qui se rencontre le plus fréquemment dans les collections clandestines. Cf note 62.

(75) Autre type de mise en garde, dans le *Courrier de la Meuse* (n° 29) :

« La mémoire respectée de son père, qui résista à toutes les tentations et fut aussi loyal à l'intérieur qu'à l'égard de nos grands alliés de France et d'Angleterre, le souci naturel chez un père d'assurer à son fils un héritage non contesté, pèseront plus lourd que les conseils de ceux qui, trop souvent déjà, lui peignirent fausement ses droits, ses devoirs et les nécessités de l'heure. LE ROI, LA LOI, LA LIBERTE. — Les républicains de ce pays, respectueux de la loi, ont toujours observé à l'égard du roi constitutionnel, gardien de la liberté, le respect dû au premier serviteur de la nation. Ils seraient rejoints par les royalistes constitutionnels, si on voulait sacrifier le droit et la liberté à une idole et cacher sous le manteau royal la défroque des dictateurs.

La Loi ou un homme ? Tel est le dilemme.

Tout peuple digne de la liberté répondra : « la loi ».



royale. Par la presse clandestine et à l'occasion de *La Belgique Loyale*, il a franchi dès septembre 1941 le champ clos des salons évoqués par Paul Struye dans son premier rapport. L'émotion, le malaise note ce dernier en février 1942, se dissipèrent quand on sut que tout parrainage officieux de la *Belgique Loyale* pouvait être démenti (76). Sans doute Paul Struye peut-il parler des mêmes « milieux bien informés » qu'il invoquait dès 1940. Mais à Liège particulièrement et dans de nombreux cercles de tout le pays, l'image d'un entourage où se croisaient courants autoritaires et hostilité aux Alliés, s'inscrit définitivement dans les esprits. Et le doute, jamais clarifié sous l'occupation, planant sur la position exacte du Roi en la matière, installa l'ambiguïté à ce propos. Ses thuriféraires avaient fait trop de bruit pour qu'il put en aller autrement.

Mais sans doute dans les mémoires, *La Belgique Loyale* fut éclipsée par le coup de tonnerre de décembre qui, au-delà du public politisé — donc minoritaire — allait frapper de plein fouet la masse de la population.

#### LE MARIAGE

Rendue publique le 7 décembre 1941 par la lettre du Cardinal Van Roey, la nouvelle du mariage royal provoqua, dit Struye, la stupeur générale (77). « Le pays, dans son ensemble, s'est trouvé pour la première fois en opposition avec son Roi ».

Dans l'évolution du sentiment public, le mariage de Léopold III constitue en effet une étape capitale car il déplace le projecteur de l'entourage vers le Roi lui-même. Plus important encore, les réactions qu'il provoque dépassent le domaine politique pour mettre en cause la personnalité même du souverain. Un changement significatif se produit dans la nature des commentaires : des regrets, des critiques, voire des mises en garde, on passe au mépris, à la moquerie. C'est peut-être l'atteinte la plus sévère et irrémédiable au prestige d'un chef d'Etat, son capital le plus précieux.

Les traces de l'émotion sont innombrables et trouvent confirmation *a contrario* par l'obligation de réagir dans laquelle se sentiront ceux qui défendent le Roi.

Le premier type de commentaires relève de la prudence. Royalistes fervents frappés par la nouvelle, ne se sentant pas à même de défendre Léopold mais ne voulant pas le condamner, quelques clandestins prêchent

(76) *Après vingt mois d'occupation.*

(77) *Idem.*

l'abstention jusqu'à plus ample informé : on jugera quand on saura et « entre nous » (78). Cette position est d'ailleurs prise souvent par la rédaction des journaux et publiée à la suite d'articles prenant brutalement position pour et contre le Roi (79).

L'ironie, elle, éclate en de nombreux titres : « Le Roi s'amuse » (80), « Gai Gai marions-nous ! » (81), « Il y a Prisonnier de guerre et Prisonnier de guerre » (82). Sur ce dernier point, l'ironie se fait grinçante et tous ceux qui s'expriment à ce propos en font leur argument principal : la légende du Roi prisonnier s'écroule ; « Nous vous croyions penché sur nos douleurs et vous l'êtes sur l'épaule d'une femme » (83). En Wallonie, c'est là un aspect qui a des échos douloureux et durables.

Mais dès lors que le Roi est désormais personnellement en cause, le procès fait à *La Belgique Loyale* lui est directement intenté. Reproduit — imprimé et stencilé — sous plusieurs formes, « Un homme à la mer », tract de quatre pages signé « un groupe d'anciens de 1914-1918 », remonte à la politique d'indépendance et dresse un réquisitoire serré de toute la politique royale depuis 1936. L'opposant en ses dernières péripéties au sort de la nation, il appelle à la poursuite de la résistance jusqu'à la libération du pays (84).

Un clandestin syndical liégeois perçoit le mariage comme le prélude à une abdication. Il se félicite qu'il a mis radicalement fin à tout projet de « fascisme royal » (85). C'est également l'avis de Struye et plusieurs commentaires font d'ailleurs allusion à la fameuse brochure.

Si l'exemple du Roi Albert est abondamment évoqué (86), si l'image

(78) Notes de la rédaction : *L'Union Belge*, n° 40, 21 juin 1942 et *La Légion Noire*, n° 12, 1<sup>er</sup> janvier 1942. En 1944, *L'Alouette* (n° 16, 1<sup>er</sup> mars 1944) répète encore le conseil.

(79) *L'Union Belge*, n° 39, 31 mai 1942 ; *La Légion Noire*, même numéro.

(80) *La Légion Noire*, n° 12, 1<sup>er</sup> janvier 1942 : surtitré « En marge d'une opérette ».

(81) *La Voix des Belges*, n° 6, 30 novembre 1941 (antidaté). Ce texte particulièrement sera reproduit sous forme de tracts et fort répandu. *Le Monde du Travail*, n° 50, le reprend également. Cf. CREHSGM, Collection Tracts.

(82) *Le Paysan*, 2<sup>e</sup> année, n° 1, janvier 1942.

(83) « Gai Gai marions-nous », *doc. cit.*

(84) CREHSGM, Papiers De Hulster, n° 40. Collection Tracts. Nous n'examinons ici que les réactions se parant des couleurs nationales. Ce thème est en effet développé plus violemment encore dans les milieux wallingants. Voir plus loin.

(85) *Vaincre*, n° 7 (fin 1941), organe de la CGSLB animé alors par Joseph Bondas.

(86) Tract imprimé : « Anniversaire » transmis à Londres par Zéro, le 30 juin 1942, et dédié au 17 février 1934 :

« ... Notre roi Albert avait porté au plus haut point le prestige de notre pays, prestige hélas aujourd'hui bien terni.

(...)

S'il eut été là, il n'y aurait pas eu le détachement systématique des liens de l'Entente, les discours de 1936, acte de politique intérieure à usage des flamingants antimilitaristes, ni non plus la déclaration antérieure : « La Belgique ne mobilisera pas... et ce, à l'heure où le gouvernement français de Monsieur Sarraut voulait



d'Astrid est pieusement opposée à la nouvelle princesse (87), cette attitude est particulièrement sensible dans la presse qui a encensé Léopold III depuis 1940 et dont l'évolution est donc particulièrement significative. On la perçoit de diverses façons.

Le changement le plus brutal se marque sans doute dans un clandestin verviétois, important tant par sa longévité que sa régularité (88). A l'occasion du 15 novembre 1941, il consacrait deux pages entières avec dessin pour célébrer Léopold III (89), et concluait en ces termes :

« ... l'Histoire dira que Léopold III fut un Roi Humain car il se sacrifia entièrement pour son peuple. »

Deux mois après, sous la forme d'une très longue lettre ouverte au Cardinal Van Roey, « un ancien de 14-18, volontaire de guerre et croix de feu, trois fois blessé et cité, prisonnier en 40 et revenu d'Allemagne parce qu'atteint d'une affection cardiaque incurable, chrétien pratiquant 100 % », reproche au prélat d'avoir justifié le mariage (90). En termes poignants, il évoque le désespoir des prisonniers en Allemagne à l'annonce du mariage alors que l'image du Roi captif atténuait leurs souffrances. Il conclut ainsi :

« ... Rien n'obligeait le Roi à rester prisonnier. Rien ne le forçait à dire qu'il voulait souffrir comme nous et avec nous. Mais une fois cette décision prise, il fallait la tenir jusqu'au bout, sous peine d'être qualifiée : d'abus de confiance.

Léopold III ne saurait plus être NOTRE Roi mais le Roi tout court.

---

répondre à l'occupation de la Rhénanie par les troupes allemandes et que Londres hésitait.

S'il eut été là, il n'y aurait pas eu la mise à égalité de la parole allemande et de la parole anglo-française.

Le drame : c'est que le jeune roi a été mal conseillé, entouré d'une double cabale, civile et militaire qui misait sur la défaite française, ne croyait pas à la résistance anglaise et admirait les régimes autoritaires.

(...)

Le souvenir de sa première femme, l'ombre glorieuse de son père, suspendent notre jugement et ne laissent place qu'à une immense pitié pour celui dont les épaules fléchirent sous le manteau trop lourd de chef d'Etat et dont la vue trop faible ne discerna pas au-delà de Thourout, les milliers de soldats rassemblés en France et au-delà des mers le Congo intact prenant position dans la bataille.

Derrière un règne tragiquement médiocre, grandit la silhouette épique de l'autre roi, celui qui mourut un soir d'hiver au pied d'un calcaire mosan, sur la route historique des invasions germaniques. (...) »

(87) « Gai, Gai, marions-nous ! », *doc. cit.* :

... « Quoi que vous fassiez désormais, les Belges ne retrouveront plus jamais tout à fait leur Roi, à eux, dans le gendre de M. Baels ; c'est que, voyez-vous Sire, les Belges, eux, n'ont pas cessé d'aimer l'Autre, la Douce, la Souriante, l'Inoubliable. (...) »

(88) *Pourquoi Pas Nous !* connu 43 numéros de mai 1941 à la libération.

(89) *Pourquoi Pas Nous !*, n° 5, novembre 1941.

(90) *Pourquoi Pas Nous !*, n° 8, janvier 1942.

Eminence,

J'espère que vous aurez le courage de rectifier votre attitude. Prenez garde ! Sinon après la guerre tout cela retomberait sur l'Eglise belge dont vous êtes le Primat.

Au-dessus du Roi, il y a la Patrie ! Au-dessus et beaucoup plus haut que le droit strict, il y a l'HONNEUR !

Croyez, Eminence, à tout mon respect. »

Désormais le journal fera silence le 15 novembre et s'il réfute en juillet 1944 la thèse allemande de la « mise à l'abri » du souverain, il se croit tenu d'ajouter :

« Comment le Roi aurait-il consenti à abandonner sa famille et son palais, où tout de même il menait une vie relativement heureuse, bien plus heureuse en tout cas que celle de milliers de ses compatriotes et soldats qui depuis plus de quatre ans souffrent dans les stalags teutons. » (91)

L'implicite est parfois plus révélateur encore. Ainsi *La Belgique Indépendante*, sous-titrée *Pour Dieu, le Roi et la Patrie* qui sonne indéfectiblement le ralliement autour de Léopold et associe son image à celle d'Albert en février 1941, conseille à ses lecteurs le 21 juillet 1942 : « les bons Belges exposeront le portrait du Roi Chevalier » (92). Refusant par ailleurs de mettre en cause « la plus haute incarnation de la Belgique », *l'Insoumis* consacre en août 1943, une photo de pleine page et un très long texte d'hommage à la Reine Astrid, « notre regrettée souveraine » (93). *La Belgique Nouvelle* — *L'Echo de Belgique* qui célèbre à l'envi Albert, ne cite plus jamais Léopold III. En Flandre, l'organe du puissant mouvement *Witte Brigade, Steeds Vereenigd* qui jusqu'alors concluait ses éditoriaux par « Leve België — Leve De Koning ! » se limite à « Leve België » à partir de 1942. Des organes aux noms évocateurs : « *La Légion du Roi, Roi et Patrie* » font silence.

Aussi, au plan de la presse clandestine est-on amené à la constatation que la défense explicite et militante du Roi est quasi exclusivement prise en charge par des organes flamands, ceux du FI exceptés.

Ainsi 't *Getrouwe Vlaanderen* — *La Flandre Fidèle*, de Flandre occidentale, qui naît en novembre 1941 rencontre immédiatement les critiques de front :

« ... tout commentaire à ce sujet serait superflu et déplacé. Aujourd'hui comme hier, c'est l'obéissance et le respect que nous devons à notre

(91) *Pourquoi Pas Nous ?*, n° 43, juillet 1944.

(92) *Belgique Indépendante*, n° 9, 17 février 1941 ; n° 29, juillet 1942.

(93) *L'Insoumis*, n° 31, août 1943.



Roi, resté parmi nous pour ne pas abandonner son peuple dans l'épreuve... » (94).

Pour *Vrij Vaderlanders*, le Roi est le vivant symbole de la patrie (95) et son numéro de décembre 1941 clame « Ons België, Ons Volk, onze Koning Vrij ! » (96). L'organe du MNR, *Vrij Volk* affirmera bien entendu tout au long de sa parution son attachement au Roi et à la famille royale, de nombreuses photos à l'appui, et exalte son rôle présent et futur pour le pays (97). *De Vrijschutter*, important organe chrétien, proche des milieux syndicaux, prend un biais original qui doit certainement faire écho à des réactions en milieu populaire flamand : il démontre très longuement le bien fondé du choix d'une roturière ! (98).

Cette différence de tonalité perceptible déjà *a contrario* est particulièrement affirmée par tous ceux qui parlent de la Wallonie ou en son nom.

Ainsi dans un rapport sur la mentalité ouvrière envoyé à Londres, un socialiste hennuyer qui se définit lui-même comme « 100 % unitariste belge » et dont le ton général est très modéré décrit ainsi les réactions dont il fut témoin (99) :

« ... Le 6 décembre 1941, éclata la nouvelle du mariage du Roi. Décrire la stupeur, l'amertume, la colère de l'opinion publique est impossible. Je me trouvais ce dimanche-là, dans une petite ville du Hainaut à l'heure de la sortie de la messe. L'émotion populaire, toutes classes sociales mêlées, était indescriptible. Ceux-là même qui prônaient le plus le Roi jusqu'à ce jour n'avaient pas assez de sarcasme pour l'accabler.

L'emprisonnement, dont on avait fait un martyr, devenait dérisoire. A dater de ce jour, la tâche de ceux qui pensent que le maintien de l'unité nationale exige le maintien de la formule monarchique devint quasi impossible. Il n'y eut plus qu'une tactique possible : laisser se calmer une effervescence dont la force dépassait toute prévision.

Cette effervescence est aujourd'hui calmée. L'opinion ouvrière wallonne ne sait plus avec la même précision pourquoi elle est anti-léopoldienne. Mais une chose est certaine, dans sa très forte majorité elle l'est. »

Moins fréquente et d'autant plus précieuse est la nuance apportée par le même rédacteur à propos des cadres :

(94) 't *Getrouwe Vlaanderen - La Flandre Fidèle*, n° 1, novembre 1941.

(95) *Vrij Vaderlanders*, n° 5, juillet 1941.

(96) *Idem*, n° 7, novembre-décembre 1941.

(97) *Vrij Volk*, avril 1944.

(98) *De Vrijschutter*, 2<sup>e</sup> année, n° 2 (début 1942).

(99) *Rapport sur la mentalité du pays occupé et plus particulièrement de la classe ouvrière belge*, 22 mars 1943, ronéotypé, 13 pages. Archives Camille Huysmans, Anvers.

« ... La réaction des dirigeants vis-à-vis de la question royale notamment, est moins homogène et fort différente de celle de la masse. Les dirigeants se sont moins laissés attendre par la formule du « Roi prisonnier ». Par contre, ils ont moins fortement réagi devant le mariage royal. Leur maturité politique plus grande explique cela. Il n'empêche qu'on peut affirmer qu'il y a, chez un grand nombre de militants wallons et même chez un certain nombre de flamands, un préjugé défavorable au Roi. Le militant approuvant pleinement la politique royale est l'exception. Encore déplore-t-il que le Souverain n'ait pas mesuré la répercussion inévitable de son mariage sur l'affection populaire. Un certain nombre de militants, pourtant, lient avec angoisse la question monarchique à l'unité nationale. »

Exprimée dans une autre famille politique, cette description est assez proche de celle de Struye. Faut-il suivre par contre le futur directeur du *Gaulois*, wallon fervent entre tous, quand il écrit — à destination de Londres également (100) :

« ... Sa politique de neutralité préalablement au 10 mai 1940, sa méfiance à l'égard de la France, son discours en 1936, la capitulation et sa reddition personnelle, finalement son remariage avec Mademoiselle Baels le rendent sympathique au peuple flamand, mais dressent contre lui le peuple et l'élite wallons. »

Sans doute, comme en tout la généralisation trahit ici la réalité, toujours plus complexe. Mais il est clair que cette conviction chemine peu à peu et devient à son tour un élément de la réalité. Et ceci nous conduit à parler d'un groupe qui, s'il est restreint en nombre, déploie par l'écrit depuis 1940 une activité clandestine d'une ampleur et d'une continuité exceptionnelles : près de 170 numéros de son journal, de multiples tracts, plusieurs brochures. Le mouvement Wallonie Libre, né à Bruxelles, étendu à Liège et Charleroi principalement, a pris dès le départ une option anti-Léopold III d'une violence unique dans les écrits d'alors. C'est à lui que sont dus deux tracts que l'on peut dater du printemps et dont le retentissement dépassera de loin le tirage modeste (101). Il s'agit de « Contribution à l'histoire de la Guerre » suivi bientôt d'une « Deuxième Contribution... » (102). Après le procès

---

(100) *Rapport sur la situation politique en Belgique et plus particulièrement en Wallonie*, établi par M. Simon en février 1944. CREHSGM, Fonds Inbel, Papiers Delfosse.

(101) *La Belgique Loyale* qui y répond date le premier de mars 1941. A Londres, un certain Jacques Henry rédigeant des « Ephémérides » sur la situation en Belgique, fait écho aux deux documents en juin 1941 (Archives An 40, n° 112). C'est le second écrit qui révèle le tirage à 2.000 exemplaires du premier.

(102) CREHSGM, Collection Tracts.



virulent de la politique royale depuis 1936, ces pamphlets dénoncent la capitulation, le sort fait aux prisonniers de guerre wallons, dépeignent le Palais comme un centre d'intrigues fascisantes et accusent en toutes lettres le Roi de collaboration. La conclusion : « qu'il s'en aille ». Leur tendresse est d'ailleurs également dispensée au gouvernement de Londres, à Spaak particulièrement — pour être « redevenu le courtisan servile ».

Sur ces thèmes — couplés avec un dénigrement systématique des Flamands, de la Belgique, l'exaltation de la France et de l'autonomie de la Wallonie —, le journal *Wallonie Libre* va s'enfoncer dans une violence délirante à l'adresse de « M. Cobourg-Baels, Prisonnier volontaire, Oflag de Laeken, België » (103), que synthétise sans doute le premier des « Dix commandements » proposés dans son numéro 57 : « Chose III mépriseras, puis détrôneras ». Si cette grossièreté effrayera même les membres liégeois de *Wallonie Libre* qui créeront leur propre organe (104), l'orientation qu'elle exprime fait cependant des adeptes — Struye et d'autres l'admettent — à Liège principalement, où elle réveille chez certains un vieux fond républicain. La participation de *Wallonie Libre* au Front wallon, prédécesseur du FI à Liège, explique sans doute le caractère antiroyaliste plus affiché que prend cette organisation dans la région.

#### CONTRE-ATTAQUE

C'est en prenant appui sur ces outrances et les utilisant comme épouvantail que s'organise la défense du Roi : il s'agit de faire face à deux dangers : les républicains, la fin de la Belgique. D'où émane la contre-offensive ? Dans le monde clandestin, nous avons déjà signalé l'attitude plus généralement favorable des périodiques flamands, mais ceux-ci sont très largement minoritaires. Plusieurs organes catholiques francophones demandent plutôt d'attendre avec confiance.

C'est principalement l'Eglise qui va se porter au secours du Roi dans l'opinion, appuyée par des associations d'anciens combattants comme les Croix du Feu ou encore le général Keyaerts. Ainsi paraît en mai 1942 une brochure sans nom d'auteur ni d'éditeur mais qui, sous le

(103) *Wallonie Libre*, 4<sup>e</sup> année, n° 138.

(104) *Wallonie Libre* - Edition de l'Est. Signalons qu'à Londres, de bonne foi, certains crurent en recevant *Wallonie Libre* à une manipulation de l'occupant et par radio le dénoncèrent. Après-guerre, *Wallonie Libre* eut mille difficultés à se faire reconnaître comme organe résistant. Mais la vitalité du courant qu'elle exprime se marque par la naissance d'autres clandestins du même type : *Sambre et Meuse*, *La Wallonie Indépendante*, *La Wallonie Catholique*.

titre « A Sa Majesté le Roi Léopold III, Roi des Belges », rassemble plusieurs documents signés (textes de sermons, lettre aux Croix du Feu de Namur) mais fournit également une argumentation anonyme (105).

Sur les circonstances du mariage, elle fournit quelques explications parfois embarrassées : le retard mis à l'annoncer serait dû aux difficultés rencontrées pour obtenir certains certificats nécessaires. Mais le mariage est un acte de propreté morale qui lui fait honneur. La brochure se veut également offensive et elle demande à qui profitent les critiques. Question qu'elle résout aussitôt en citant « les antibelges avérés et les sans-patries révolutionnaires », Francs Maçons et communistes sont présentés dans la même charrette. Et elle conclut, avec le Recteur de Saint François Xavier de Verviers :

« Il est grand temps de rétablir chez nous le principe et le sens de l'autorité dans le respect, la discipline, l'amour et le dévouement à la seule autorité capable de sauvegarder l'unité nationale et d'assurer l'avenir de notre patrie.

... ceux qui propagent les critiques craignent de trouver en lui un vrai chef, une autorité forte et une orientation nouvelle de notre pays dans un sens plus chrétien. »

Beaucoup plus efficace, car bien argumentée et modérée de ton, une brochure inspirée des mêmes milieux catholiques, et « accueillie avec faveur » d'après Paul Struye (106), paraît dans la première partie de l'année 1942. Sous une fausse présentation légale, elle est intitulée, les auteurs y insistent, « Léopold III, Roi Belge » (107). Se voulant ni plaidoirie, ni réquisitoire elle rencontre tous les griefs qui peuvent et sont effectivement formulés à l'encontre du Roi : capitulation, maintien en pays occupé, mariage. Très habilement, la brochure admet que même un Roi peut se tromper mais s'attache à montrer que Léopold III a été fidèle à sa parole, à son serment constitutionnel dans chacun des actes reprochés. Abordant de front la question de la croyance en 1940, à la guerre terminée et sans se prononcer sur la pensée réelle du Roi, les auteurs demandent combien ne la partageaient-ils pas à cette période. La grande ligne de défense est constituée par l'affirmation de caractère patriotique « Tout ce qui affaiblit la position du Roi affaiblirait la position de la Belgique ».

(105) Brochure imprimée, 24 pages, mai 1942. (CREHSGM, Collection Tracts.)

(106) *Après deux ans et demi d'occupation.*

(107) A. STEPHAN, *Léopold III Roi Belge*, Les Editions Excelsior, Louvain-Bruxelles-Paris, 1942, 32 pages. Auteur et éditeurs n'existent pas. Le document est transmis à Londres par Zéro le 27 juillet 1942. Comme il est fait allusion au télégramme de Carton de Wiart du 7 mars, on peut situer sa publication entre ces deux dates. Nous n'avons pu percevoir le nom véritable de l'auteur et de l'éditeur. CREHSGM, Collection Tracts.



Nous ne pensons pas faire œuvre d'imagination en supposant que cette argumentation fut surtout efficace pour éclairer les partisans du Roi et raffermir leur conviction un instant ébranlée. Dans l'autre camp en effet, les positions sont, pensons-nous, définitivement arrêtées : l'année 1941 a marqué le tournant décisif. Tous les événements ultérieurs seront perçus comme une confirmation des positions prises alors. Malgré la discrétion qui entoure la personne royale par la suite, les résurgences occasionnelles, dans la presse clandestine, dans les rapports indiquent bien la continuité des opinions (108). Et, l'émotion des grands moments passée, cette discrétion même des partisans de Léopold III indique à suffisance que nul ne se sent motivé à le brandir comme un drapeau. Les commentaires successifs de Paul Struye, qui sans relâche témoigne de l'attachement du pays à la Monarchie, confirmeront ce qu'il affirme dès décembre 1942 : « Il est cependant hors de doute que la prolongation des hostilités affaiblit dans une mesure croissante la position du souverain ».

#### 4. 1942-1944. Le silence

L'année 1941 franchie, et jusqu'au départ forcé pour le Reich en juin 1944, la question du Roi cesse donc de faire l'objet de réactions publiques car lui-même ne pose plus d'acte susceptible d'être commenté. Et c'est précisément ce silence qui désormais va susciter regrets et reproches. En octobre 1942, avec le Travail obligatoire le pays occupé bascule définitivement dans l'hostilité à l'occupant. L'impuissance du Roi à obtenir un allègement des réquisitions de travailleurs, l'absence de protestation éclatante, la répression de plus en plus déterminée de l'occupant ôtent désormais pour beaucoup toute signification à l'argumentation que la présence du Roi atténue la lourdeur de l'occupation.

La conscience de ce fait est très largement répandue et les interventions ne vont pas manquer auprès du souverain pour le presser de saisir l'occasion d'un éclat public (109). Le 4 novembre 1942, on le sait, Léo-

---

(108) Outre les déclarations politiques évoquées ci-après, relevons par exemple un article de *La Voix des Belges*, n° 11 du 22 mars 1942 relatif aux condoléances à de Brinon pour le bombardement des usines Renault.

(109) Sans entrer dans le détail des faits et gestes du Roi, ce que nous avons expressément exclu de notre propos, signalons que dès le 28 octobre 1942, en réponse à une demande de P. Struye formulée le 26, le secrétaire du Roi répondait à ce dernier :

« Dès à présent, je puis vous dire que le Roi s'est préoccupé sans désespérer de l'application de l'ordonnance sur le Travail obligatoire. Il n'est pas resté inactif.

Je ne vois pas comment le Roi pourrait *publiquement* faire connaître Son sentiment sur cette question qui, à juste titre, jette la consternation dans tous les foyers. Le Roi

pold III proteste auprès d'Hitler par une lettre privée. Le 1<sup>er</sup> décembre, quelques personnalités interviennent auprès de Frédéricq, Chef de Cabinet du Roi, insistant non sur l'effet qu'une protestation publique pourrait avoir sur les décisions allemandes mais au contraire « dans la perspective de l'avenir » sur les Belges, particulièrement les ouvriers « victimes presque inconscientes — et ne l'oublions pas, seules victimes d'un malheur immérité... » (110). Le 15 décembre, le Roi convoque alors plusieurs personnalités pour leur faire part de la réponse négative d'Hitler et les consulter sur l'utilité de faire un éclat.

Tous les présents abondent dans le même sens : l'éclat public n'est pas utile mais il faut que la classe ouvrière sache qu'on se préoccupe de son sort (111). On chargera donc — et le Roi interviendra personnellement auprès de son Président — la Croix Rouge de tout faire pour alléger les souffrances de tous les prisonniers, qu'ils soient de guerre, politiques ou du travail obligatoire (112). Il n'est pas sans intérêt de retenir qu'alors que la démarche du 1<sup>er</sup> décembre auprès de Frédéricq avait été posée par ce qu'on pourrait désigner comme des « autorités morales » (113), il s'agit le 15 décembre de dirigeants du monde économique et financier sous la conduite d'Alexandre Galopin. André Huysens, dirigeant des coopératives socialistes, présent aux deux entrevues s'en étonnera d'ailleurs, tout en approuvant la position prise (114). Paul Struye, qui compte parmi les initiateurs de la démarche précédente,

---

ne possède aucun moyen d'agir publiquement ; ni la radio, ni les journaux ne sont à sa disposition.

Comment envisagez-vous que *le Pays* puisse recevoir prochainement connaissance du geste qu'il attend ?

Individuellement nous pouvons affirmer — comme je le fais maintenant — que le Roi agit. Mais je ne vois pas la possibilité d'une proclamation au Pays... »

CREHSGM, Archives P. Struye. Capelle à PS, 28 octobre 1942. Le gouvernement Pierlot lui-même s'adressa alors au souverain dans le même sens. *La Question Royale*, tome I, p. 282.

(110) *Aide-mémoire* de l'entrevue du 1<sup>er</sup> décembre 1942 avec le Chef de Cabinet du Roi, approuvé par MM. L. Bekaert, E. De Bruyne, Ch. De Visscher, W. Ganshof van der Meersch, A. Huysens, P. Struye, L. Greiner et J. Pauwels.

CREHSGM, Papiers Huysens.

(111) CREHSGM, Interview de A. Huysens, Papiers Huysens.

(112) Lettres du 17 décembre 1942 et 12 janvier 1943 du Roi au Président de la Croix Rouge (*Question Royale*, passim).

(113) Cf note 110.

(114) Lettre d'André Huysens à Van Acker, 18 octobre 1945 (Archives Huysens, n° 2). Cette lettre fait suite à un incident au Parlement. L'opposition catholique reprochait au Premier Ministre de n'avoir pas cité la présence d'un socialiste à cette entrevue. Gestionnaire important du monde socialiste, spécialiste des problèmes du ravitaillement, A. Huysens n'avait aucune fonction politique ni syndicale. Il se défend d'ailleurs d'avoir jamais engagé ni le Parti ni les syndicats. *Annales Parlementaires, Chambre*, 16 octobre 1945.



traduit sans doute également sa propre conviction quand il écrit que « le pays s'attendait à davantage » (115).

Six mois plus tard, revenant sur la question il signale que certains sont passés du regret au reproche. Il rend compte cependant de l'argumentation des défenseurs du Roi, « minorité d'esprits pondérés » qui concluent que la « véritable grandeur consiste à s'abstenir de gestes faciles qui seraient "populaires", mais sans efficacité pratique... ». Dès lors il constate « l'incontestable malaise auquel donne lieu l'attitude du Roi qui est un sujet de division pénible entre Belges... » (116).

Mais il est un fait que cette division ne s'étale pas en public et si la logique nous pousse à porter crédit aux dires de P. Struye, peu d'éléments nous permettent de les illustrer. Ainsi un test d'opinion réalisé à Lisbonne en 1942 et 1943, portant sur 120 personnes interrogées à ce propos par les services belges indique que 75 % sont favorables au Roi. La question n'était posée à vrai dire qu'en termes d'abdication. Et le rédacteur du rapport indique dans ses commentaires que si l'abdication jugée fatale au lendemain du mariage ne s'impose plus guère, « il n'y a pas de vraie reprise d'affection » (117).

Peut-on voir un écho de l'opinion en pays occupé dans le refus de la majorité des Belges captifs de s'associer à une manifestation royaliste le 21 juillet 1942 au camp de Miranda ? (118).

On le constate, nos indications restent fort maigres : au silence du Roi répond le mutisme de la population. Mais rappelons la transformation profonde que l'évolution de la guerre a provoquée dans les esprits. Phénomène minoritaire à ses débuts, la résistance est désormais portée par la majorité de la population. La répression qu'elle déclenche fortifie la haine de l'occupant et de ses alliés belges. Et Struye se fait à plusieurs reprises l'écho du regret de ne pas voir le Roi incarner cette Résistance. La cote du gouvernement de Londres n'a cessé par contre de grimper.

Et, les émotions violentes calmées, un journal modéré, mais qui n'a pas mâché ses mots précédemment, *La Voix des Belges*, prêche en 1943 ce qui paraît être le vœu de beaucoup : l'union autour du Roi et du

(115) *Après deux ans et demi d'occupation*, p. 11.

L'écho de la réunion du 15 décembre se traduit dans le monde patronal par une note du Comité Central Industriel du 17 février 1943 exposant la nécessité d'une action de soutien à exercer par les chefs d'entreprise en faveur des travailleurs soumis au Travail obligatoire en Allemagne.

CREHSGM, Service Marc, Courrier H2.

(116) *Après trois ans d'occupation*, p. 15.

(117) CREHSGM, Archives Octors. Dépouillement des entretiens d'août à décembre 1942 et 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1943. Document aimablement signalé par M. H. Fassbender que nous remercions ici.

(118) CREHSGM, JP 054.

Gouvernement. Il regrette le rôle militaire assumé personnellement par le Roi, Chef de l'Etat qui a conduit au malentendu de mai 1940, fait le compte des désillusions et souffrances qui ont dû être les siennes s'il escomptait adoucir le sort du pays par sa présence. Et à quelques illusions près (119), il rejoint dans ses vœux, la formulation de Paul Struye, quelques mois avant que le conflit prenne un cours définitif :

« Il n'existe pas à l'heure actuelle de danger sérieux de voir les Belges se diviser au lendemain de la Guerre sur la question du régime... « Pour que se dissipe le malaise » il suffira que le Roi fasse entendre les paroles et prenne les décisions qui correspondent aux aspirations et aux sentiments de la nation... » (120).

La déportation du Roi en juin 1944 offre un dernier test possible de l'état des sentiments de la population à son égard. Si le texte du message au peuple belge connaît de multiples reproductions, il ne suscite que peu de commentaires. Seul le MNR y consacre un tract imprimé, indigné et glorificateur. Bien des clandestins par contre n'en soufflent mot. *Le Peuple* réitère sous le titre irrévérencieux « Le Roi vraiment prisonnier » ses avertissements « aux troublions qui s'agitent depuis longtemps en invoquant le patronage royal » (121).

S'il perçoit une « vive émotion dans certains milieux », Paul Struye confirme « l'indifférence d'une grande partie de la population » (122). Il relève cependant que la position du Souverain s'en est trouvée quelque peu « améliorée ».

Désormais que le débarquement polarise toute l'attention, la question du Roi a cessé de faire partie des préoccupations. Elle prend par contre plus d'acuité pour ceux qui, très bientôt cette fois, vont devoir conduire le pays.

(119) *La Voix des Belges*, n° 24, mars 1943. « Notre Roi et notre gouvernement ». Les vœux du clandestin quant à l'attitude de Léopold III envers les ministres s'avèreront quelque peu optimistes. Qu'on en juge :

« ... Formons simplement ici le vœu qu'après la Victoire, le Roi, Son Gouvernement et les Représentants de la Nation se trouveront réunis. Alors, chacun, reprenant le mot d'Albert I<sup>er</sup> que nous citions (n° 23, de février 1943), « rendra compte de ses actes », dissipant en une fois tous les malentendus, toutes les incompréhensions. Ce jour-là, le Roi anoblira sans doute Ses Ministres qui ont si fidèlement répondu à Ses désirs profonds, rendant d'inappréciables services à la Belgique à laquelle, pour reprendre la formule du serment constitutionnel de 1934, « Il s'est donné tout entier ». En attendant, nous n'avons qu'un seul Gouvernement réunissant la plénitude du pouvoir exécutif et législatif : à lui l'obéissance et le dévouement de tous les Belges. »

(120) *Après quarante-quatre mois d'occupation*, p. 15.

(121) *Le Peuple*, juin 1944. *Le Monde du Travail*, n° 85, juin 1944 reprend ce titre en assurant que la population n'en a pas été affectée outre mesure. Ce seront les seules mentions du Roi dans ces deux clandestins en 1944.

(122) *L'opinion publique en Belgique durant les derniers mois de l'occupation*, p. 4.



## 5. L'attitude du monde politique

Par le rôle qu'ils vont être appelés à jouer dans la prise de décision, les partis et groupes politiques nécessitent à ce stade une attention plus systématique. Evoquée déjà dans le cours de cette étude, leur attitude se doit d'être ici synthétisée si l'on veut tenter de déceler la part qu'ils allaient être susceptibles de prendre dans le déroulement de la question royale. Reflets mais aussi indicateurs d'opinion, les partis, à la différence de la presse clandestine ou de groupes extraparlimentaires, devaient conjuguer les sentiments des populations qui leur donnaient leur force avec les responsabilités du pouvoir.

Si les liens n'avaient jamais été rompus entre les formations politiques sous l'occupation, la nouvelle répartition des forces qui sortirait de la guerre constituait une inconnue totale. La répression et la montée de cadres nouveaux avaient ou allaient provoquer une mutation dans le personnel politique.

Les partis, ou les groupes qui en tenaient lieu, prenaient donc là des positions autonomes d'autant plus spécifiques qu'ils tentaient de se doter chacun d'un nouveau visage tout en se gardant d'effrayer l'électeur futur.

Le profond élan qui portait la Belgique vers le retour aux libertés constitutionnelles, « comme avant, mais en mieux », explique sans doute partiellement qu'aucun des partis en cause ne posait, comme le soulignait Struye dans chacun de ses rapports, la question du régime, c'est-à-dire le principe de la monarchie parlementaire. Mais ceci établi, les différences étaient marquantes.

Bloc composite par nature, les catholiques n'avaient pas reconstitué sous l'occupation une structure politique unique. Par affinité idéologique, sociale ou géographique, différents groupes s'étaient formés (123). Or nous l'avons vu beaucoup de futurs dirigeants du PSC avaient joué un rôle important dans les différents projets autoritaires qui communiaient dans la personne royale. De plus, la hiérarchie catholique s'était avérée le rempart le plus résolu du souverain. Il ne faisait pas de doute que l'expression politique qui en résulterait appuyerait farouchement Léopold III. Mais dès les premiers mois de la guerre, ce concert n'était pas unanime. A Liège notamment, autour de l'Armée de la Libération et du clandestin *La Vérité*, mais aussi plus généralement dans les milieux syndicaux chrétiens wallons, une frange minoritaire du monde catholique s'était très nettement distancée de Léopold III. L'option antiléopoldiste que prendrait l'UDB trouvait là ses racines.

---

(123) VAN DEN WYNGAERT, *op. cit.*, *passim*.

Autre formation sans contours organiques précis sous l'occupation, le parti libéral n'avait pas de doctrine établie en la matière. La participation de certains membres éminents du parti à un organe clandestin comme *L'Express* de Liège témoigne d'une hostilité très nette envers Léopold III dans cette partie du pays. Par ailleurs, un écho parvenu à Londres sur l'attitude du sénateur Demets, leader officieux du parti et résistant engagé, indiquait une méfiance expectante, mais prête à s'effacer si les intentions du souverain s'avéraient strictement constitutionnelles à la libération du territoire (124).

Vient ensuite « l'inconnue communiste » comme l'intitule Paul Struye (125). Chacun est convaincu de l'irruption en force de ce parti sur le terrain politique à la libération. Certains redoutent même la prise de pouvoir et sur la question du Roi les intentions les plus extrêmes lui ont été attribuées. Or si son opposition au souverain paraît aller de soi et si divers organes clandestins qu'il influence l'ont clairement affichée, il faut relever la relative modération des organes officiels du Parti communiste et du Front de l'Indépendance. Le mariage bien sûr a donné lieu à un article du *Drapeau Rouge*, mais il insiste sur la faillite des espoirs de « ceux qui voulaient utiliser ce qui restait de prestige à la monarchie pour nous imposer une dictature » (126). Quelques mois plus tard, il est fait écho aux condoléances à de Brinon (127). Ensuite, c'est le silence, ni le Roi ni la monarchie ne sont plus évoqués. Les résolutions sur l'avenir insistent fortement sur la volonté démocratique des communistes (128) sans faire allusion au problème des institutions. Quant à *Front*, organe national du FI, dont la parution débute en octobre 1943, il n'y sera pas fait mention une seule fois du Roi. Le PC s'est donné comme consigne de ne soulever aucun problème qui divise ou puisse distraire de l'action directe contre l'occupant.

Mais à la veille ultime de la libération — prévu pour le clandestin le texte paraît dans le 1<sup>er</sup> numéro légal du *Drapeau Rouge* — la direction du Parti fait connaître sa position à l'égard des problèmes généraux du moment. Consacrée essentiellement à la question du gouvernement et de la place qui y revient à la résistance, cette très longue résolution évoque assez brièvement la conduite à tenir envers le Roi :

(124) Archives Camille Huysmans, Anvers. d/132. « En Belgique du 10 au 15 octobre 1942 » rapport non signé.

(125) *L'opinion publique en Belgique durant les derniers mois de l'occupation*.

(126) *Le Drapeau Rouge*, n° 16, janvier 1942 « Le Château de Laeken n'a rien d'un Stalag ! »

(127) *Le Drapeau Rouge*, n° 23, avril 1942. « L'incartade de Léopold III ».

(128) *Le Drapeau Rouge*, n° 55, octobre 1943. « Les communistes au lendemain de la libération ».



« ... On dirait que d'aucuns ne se rendent pas compte de la marche des aiguilles au cadran de l'Histoire. Ils feignent d'ignorer que le problème de la responsabilité du Roi, qui est d'ailleurs interné en Allemagne, a été posé et devra être résolu. Ils feignent de croire que, depuis cinq ans, rien n'a bougé, que le Parlement élu en 1939 — en veilleuse depuis 1940 — et le gouvernement qui en était issu, représentent toujours l'opinion du pays... » (129)

Rien de précis ni de définitif donc. Pour les communistes tout reste donc également possible, l'oubli pur et simple excepté.

Mais le parti-clé de la période qui s'ouvre — à la fois par son audience et par le rôle qu'il jouera au gouvernement — est à nos yeux le Parti Socialiste reconstitué dans la clandestinité. De nombreuses commissions y ont préparé l'après-guerre et les textes ne manquent donc pas sur ses intentions dans tous les domaines.

C'est de ce côté que sont venues les mises en garde les plus formelles quant à l'avenir et de la personne royale et même de la monarchie. Publiquement, si le *Monde du Travail* liégeois n'a relâché à aucun moment sa vigilance et réagit vivement à certains discours « loyalistes » du Gouvernement belge de Londres (130), *L'Espoir* publié à Bruxelles et réputé plus modéré n'en a pas moins émis dès mai 1942 quelques considérations très claires et solidement argumentées (131). Enu-

(129) *Le Drapeau Rouge*, 1<sup>er</sup> numéro légal, 3 septembre 1944. « Le Gouvernement belge et la Résistance », (s). Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique.

(130) Particulièrement clairs sont l'article du 1<sup>er</sup> mai 1943 (*Le Monde du Travail*, n° 70. « A bon entendeur salut ! A propos du Roi ») et celui de novembre 1943 (*Monde du Travail*, n° 79. « Le pavé de l'ours »).

Dans le premier, on pouvait lire l'avertissement-programme suivant :

« ... La dictature royale, Messieurs ! Vous viendrez au lendemain de la guerre, la défendre devant les masses assemblées sur nos forums pour acclamer nos libérateurs et l'idée qu'ils incarnent : la démocratie.

Ce jour-là, nous vous promettons une splendide réception. Le Parti Socialiste ne négligera rien pour vous assurer un triomphe complet et définitif.

A son appel, des centaines de milliers d'hommes et de femmes descendront dans la rue.

Ils seront, du reste, accompagnés, nous osons l'affirmer par d'autres centaines de milliers de Belges qui, non socialistes, n'en seront pas moins attachés aux libertés démocratiques. Et cette marée humaine, dans un élan irrésistible, soyez-en persuadés, étouffera dans l'œuf toute velléité de dictature et châtiéra exemplairement les liberticides, qu'ils se réclament ou non de la royauté. A bon entendeur, salut...

En écrivant ces lignes, nous voulons simplement exprimer le sentiment du Parti qui tout en restant, en principe, fidèle au régime républicain veut en ce qui concerne le Roi prendre une position claire et honnête.

Pour les actes passés : examen approfondi et contradictoire, pour les actes futurs : attente vigilante tout en affirmant qu'il postule au minimum le retour au pur régime constitutionnel, lequel a pu, dans le passé, sous le règne du Roi Albert faire dire que nous vivions en « monarchie républicaine ». « ...

(131) *L'Espoir*, organe de combat et de libération nationale, n° 17, mai 1942. « Le Roi et le Gouvernement ». Il s'agit, à nos yeux, d'un texte prémonitoire en ce qui concerne les difficultés dans lesquelles la question royale plongera le pays après 1945.

mérant tous ceux qui auraient intérêt à pousser le Roi à pratiquer une politique personnelle après la guerre, le journal soulignait que « l'attachement de la population à la dynastie n'est pas aussi grand que certains aiment à le dire ».

Publiquement affirmées, ces positions constituaient avant tout un avertissement. Sur le plan interne en effet, le Parti socialiste se montre plus nuancé. Ainsi dans un rapport sur la tactique, élaboré après avril 1943 et dû vraisemblablement à Victor Larock (132), ce dernier, faisant état de mises en cause radicales du Roi par certains membres du Parti et laissant la question ouverte, posait cependant quatre points sur lesquels un accord intérieur semblait possible :

« ... 1° Il est indispensable que la politique étrangère, inspirée par le roi, avant mai 1940, et que son attitude avant, pendant et après la capitulation fassent publiquement l'objet d'un examen approfondi.

2° Les membres de l'actuel cabinet ayant leurs responsabilités engagées au même titre que celle du roi, les mêmes éclaircissements s'imposent à leur sujet : il conviendra donc qu'en attendant, ils s'abstiennent de faire partie du gouvernement.

3° Les questions devront être réglées dans les délais les plus courts, de façon que le retour à la stabilité en soit le moins possible contrarié.

4° En tout état de cause, le roi Léopold ayant manifesté dans le passé des velléités de pouvoir personnel, les attributions de l'Exécutif devront être strictement délimitées, dans l'esprit de la Constitution. » (132).

Mais dans son « Programme d'action immédiate » publié en novembre 1943, qui insiste très fortement sur la volonté démocratique et constitutionnelle du PSB — à l'encontre de certains « troubles » qui rêvent de dictature — il n'est pas fait allusion à la personne royale. Et à la veille de la libération la position du Parti socialiste ne peut être définie avec plus d'autorité et de clarté que dans les instructions envoyées par la direction nationale « aux bourgmestres, échevins et conseillers socialistes ». Un paragraphe précise en effet :

« *Proclamation* : L'attitude du Roi au cours de la guerre est diversement appréciée parmi la population. C'est pourquoi il y a lieu d'éviter que dans l'appel ou la proclamation que les autorités communales lanceront, dès la libération, il y ait une allusion au Roi.

---

(132) *Rapport au sujet de la Tactique*, R. p. 3. CREHSGM, Archives Delsinne, n° 34. Interrogé par l'auteur, V. Larock sans pouvoir l'assurer, pensait bien reconnaître là sa plume.



C'est dans la liberté et lorsque nous posséderons tous les éléments nécessaires que le Parti définira son attitude dans cette question.

En attendant, il faut éviter tout engagement dans un sens ou dans l'autre. » (133).

S'il est donc clair dès l'occupation que le PSB posera des conditions à la reprise de l'exercice de ses fonctions par le Roi, il désire agir avec toute la prudence nécessaire pour éviter un éclat préjudiciable au bon fonctionnement de la démocratie retrouvée. A aucun moment de l'occupation, un document autorisé n'a donc prôné l'effacement de Léopold III (134).

## 6. Conclusions

A la veille de la libération, dans le pays et chez ceux qui auront la parole — partis politiques et résistance — la division règne à l'égard du Roi. « La personne du Roi n'est pas populaire dans certaines régions et dans certaines couches de la population » écrit Struye dans son dernier rapport daté du 1<sup>er</sup> septembre 1944. Si l'Eglise et la droite le soutiennent sans réserve, ajoute-t-il, dans certains milieux de gauche règne à son égard « une sourde méfiance qui va parfois jusqu'à l'hostilité déclarée ». L'analyse confirme bien ces vues encore qu'il nous semble que la méfiance dépasse la gauche proprement dite et englobe une partie notable de la résistance.

Il faut constater également que dès l'occupation l'argumentation générale — si pas les faits pour beaucoup inconnus — de la question royale d'après-guerre a été largement exprimée. La répartition tant sociale que régionale des sentiments favorables ou hostiles au Roi s'est également manifestée. Comme le dit encore très justement Paul Struye, en termes quelque peu euphémiques, « le Souverain ne paraît pas disposer de l'autorité qui lui permettrait de rallier tous les Belges dans un grand élan de confiance et d'unanimité autour d'un programme de rénovation qui lui serait personnel » (135).

---

(133) Parti Socialiste Belge. Direction Nationale. Aux Bourgmestre-échevins et conseillers socialistes. (s) L'Exécutif du PSB. CREHSGM, Archives Sonnevile (PS 7), n° 2.

(134) Nous étant limité, faute de place à la situation en pays occupé, nous n'abordons pas ici la position des socialistes à Londres. Nous dirons cependant que leur attitude à l'égard du Roi est parallèle à celle de leurs camarades de Belgique occupée. Voir H. BALTHAZAR et J. GOTOVITCH, *Camille Huysmans te Londen*, Standaard Uitg. (sous presse).

(135) *L'opinion publique durant les derniers mois de l'occupation*, p. 7.

Pouvons-nous tenter de comprendre l'évolution des sentiments de la population au cours de ces cinq années sans tomber dans les schémas que la polémique d'après-guerre a mis en avant ?

Quelques points nous semblent acquis.

Ayant choisi de demeurer à la tête de son armée captive et de s'abstenir de tout geste politique, le Roi — du moins publiquement ce qui importe ici — ne s'est pas départi de son attitude tout au long de la guerre. C'est en fonction même de ce choix qu'il y eut en 1940 conjonction entre lui et la majorité de la population. Mais dans les années qui suivirent, cette dernière a progressivement évolué. La guerre avait perdu en Belgique occupée son caractère purement militaire pour devenir politique. Pour une partie importante du pays, une réponse *politique* du Chef de l'Etat paraissait donc indispensable pour que la communion persiste. Elle ne vint pas, alors que la notion du Prisonnier de Guerre avait perdu une grande partie de sa signification et subi l'atteinte ineffaçable du mariage.

De plus, avec l'évolution de la guerre, le vent souffla avec une force croissante dans le sens démocratique. Au contraire, l'image créée par son entourage semblait inscrire le Roi dans le courant inverse. Une partie de la population attendait donc au moins des explications et la profondeur de ce sentiment indiquait bien qu'il ne serait pas possible de refermer simplement la parenthèse.

Mais la conscience des difficultés qui attendaient le pays à la libération imposait à chacun la modération et personne (136) ne voulait la rupture, nul n'exigea l'abdication. Dans l'autre camp, le contexte même de la libération poussait à la discrétion.

Ainsi donc, nourri dans les années de l'occupation, l'accident politique qui enclencha le déferlement de la question royale doit être recherché dans l'immédiat après-guerre. C'est un sujet capital qui reste à traiter.

#### **Summary : The public opinion and the King from 1940 to 1945 in Belgium.**

*This present study tries to encircle the image of King Leopold III as it was fashioned by public opinion during the occupation. It excludes the collaborationist movements and the exiled Belgians in London. Different sources have been interrogated : reports on public opinion destined to the Cabinet-in-exile in London, available diaries and most of all underground leaflets and newspapers.*

---

(136) A l'exception cependant de Wallonie Libre.



*The public opinion underwent a strong evolution from 1940 till 1944 and changed according to social classes. The author particularly describes some significant moments : the surrender of the army, the King's marriage, the forced labour. After a highly pronounced admiration during 1940, a very clear turn is already palpable at the end of 1941. This reverse is due to regained confidence in democracy. It translates the refusal of dictatorial projects formulated in certain circles, intending to invest the King with absolute power in a corporative society, which should be rid of parliament and political parties. The image of the Royal prisoner of war received a decisive blow by his marriage. This deconsacration was reinforced by the germanophile sentiments, imputed to His court, and by the royal silence kept about some methods of the occupational power.*

*The Church however proved to be a resolute defender of the King. On the other hand, Flanders and Wallonia react differently. At Liège, the hostility even spreads among some christian-democratic circles.*

*Gradually the Royal Question, which has agitated the opinion from 1940-1942, fades away, and the deportation of Leopold III took place in a climate of indifference.*

*However, not a single authorized voice of the underground movement demands the retirement of the King at the moment of the liberation. For all groups and parties it remains an open question, their only wish being to obtain explanations.*

*Thus, the Royal Question, based on the positions adopted during the occupation, can only be explained by the circumstances which happened after the war.*



# L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande

Paul STRUYE (†)

---

Paragraphe inédits, publiés en annexe à l'article de José GOTOVITCH :  
*L'opinion et le Roi, 1940-1914*

★

## 1. L'opinion publique en Belgique après sept mois d'occupation, 15 décembre 1940, pp. 9-11 (1)

Dans sa quasi unanimité, le pays demeure fermement rallié autour du Roi. Le sentiment général que certains expriment avec exaltation (« il faut suivre aveuglément le Roi »), d'autres avec résignation (« La Dynastie est la seule carte qui nous reste »), mais la plupart avec une conviction raisonnée est que seul le Roi peut maintenir et galvaniser l'unité et la cohésion nationale.

L'attitude prise par le Souverain sur le plan militaire n'est plus, à de négligeables exceptions près, discutée par personne.

L'unanimité n'est pas aussi complète en ce qui concerne son attitude politique. Certains regrettent qu'il n'ait pas pris l'initiative de former un Gouvernement et de traiter avec l'Allemagne. Ce courant s'exprime avec plus ou moins de discrétion dans les journaux paraissant sous la censure. Quelques personnalités politiques ou économiques paraissent s'y être rangées.

La très grosse majorité de l'opinion, au contraire, sait gré au Souverain de la réserve qu'il a observée. L'émotion, rapidement dissipée d'ailleurs, qui s'est répandue lors de l'annonce du départ du Roi pour Berchtesgaden a établi avec une netteté nouvelle que la plupart des Belges sont demeurés ou devenus — hostiles à une politique actuelle de collaboration avec l'Axe.

---

(1) CREHSGM, W3, n° 39.



Ce serait cependant manquer à la fois d'objectivité et de courage que de celer que, dans certains milieux foncièrement patriotes et royalistes (anciens combattants et éléments liégeois notamment) la position du Roi, tout en demeurant exceptionnellement forte, marque une *légère* tendance à s'« user ». On entend parfois aujourd'hui exprimer le regret que le Roi ne soit pas à Londres pour y diriger la poursuite de la guerre contre l'ennemi.

En raison de la gravité que pourrait présenter cette « usure » si elle venait à s'accuser dans l'avenir — car rien n'indique qu'il existe actuellement le moindre danger à cet égard — il est bon d'en rechercher actuellement les causes.

Elles peuvent, semble-t-il, être résumées comme suit :

a) la déception de ceux qui avaient espéré que le retour du Roi à Bruxelles vaudrait à la Belgique une atténuation des rigueurs de l'occupation ;

b) l'impression produite par les discours radiodiffusés de la Reine Wilhelmine qui est en mesure de parler à son peuple alors que le Roi est obligé de garder le silence, et qui peut incarner le principe de la souveraineté et la résistance du peuple hollandais à l'occupant, alors que le Roi, prisonnier de guerre, s'est interdit une telle activité ;

c) les rumeurs sans cesse renaissantes — bien que ne se trouvant jamais fondées sur des faits vérifiés — suivant lesquelles des influences favorables de l'« Ordre Nouveau » s'exerceraient dans l'entourage immédiat du Souverain ;

d) le malaise provoqué par le zèle royaliste des journaux paraissant sous la censure et par certaines mesures de l'occupant telle l'ordonnance interdisant la célébration du 11 novembre mais autorisant celle du 15 novembre, fête du Roi.

Une enquête menée récemment dans une région mi-agricole mi-industrielle du pays wallon a révélé que ces sentiments se retrouvaient, mais de façon isolée, dans les différentes couches de la population.

Par contre, la réserve observée par le Souverain en matière politique a dissipé les préventions de beaucoup de ceux qui redoutaient de le voir s'engager dans la voie tracée par le Maréchal Pétain. Il est hors de doute que le contraste entre cette réserve et l'attitude des dirigeants français a contribué, dans les milieux « flottants » à grandir l'autorité du Roi.

(Bien que la question sorte du sujet traité, on signalera ici que le sentiment de l'opinion belge à l'égard des Chefs de la France Nouvelle

semble pouvoir se résumer ainsi : on est à peu près unanime à respecter la figure du Maréchal Pétain et à rendre hommage à son souci de servir les intérêts de son pays — mais on a tendance à le plaindre plutôt qu'à approuver sa politique. Quant à M. Laval, il est de façon très générale, fort sévèrement jugé et sa personnalité n'inspire aucune confiance à la grosse masse des Belges ; l'action du Général de Gaulle est très diversement appréciée : les uns voient en lui le mainteneur des traditions d'honneur militaire et le futur sauveur de la France ; les autres lui reprochent son manque de discipline, voire sa « trahison » et regrettent en particulier ses attaques contre le Maréchal : il est impossible que l'on se fasse une idée exacte de l'importance respective de ces différents courants ».)

## 2. L'opinion publique en Belgique après un an d'occupation, 15 juin 1941, pp. 23-25 (2)

Le pays, dans son ensemble, continue à faire confiance au Roi et à voir dans Sa personne aussi bien que dans l'institution monarchique elle-même le symbole et la garantie de son unité, de son indépendance et de sa restauration.

La position du Roi n'est cependant plus entièrement ce qu'elle était en juin-juillet 1940.

L'attitude nettement antibelge du VNV a rompu l'unanimité qui s'était manifestée, dans les premiers jours, autour du Souverain. Des leaders nationalistes flamands faisaient alors montre d'un loyalisme parfois tapageur. Aujourd'hui, ils ignorent le Roi. S'ils font allusion à lui, dans leurs meetings, ils se gardent de l'attaquer de front — ce qui ne serait pas du goût de la majorité de leurs auditeurs — mais ils déclarent que « le Roi n'a fait le 28 mai 1940 que son devoir et que le peuple flamand doit poursuivre sa voie propre sans se laisser aller à la sentimentalité ».

Par ailleurs, certains milieux ouvriers sont l'objet d'une propagande communiste qui, sous forme de tracts et de libellés s'en prend à la fois aux allemands et aux anglais mais qui attaque aussi, avec violence, la Monarchie et la personne du Roi.

A ces deux réserves près, on peut affirmer que la grande masse, aussi bien en pays flamand qu'en Wallonie, reste profondément attachée au Roi et à la Dynastie. Cette grande masse présente cette particularité de comprendre à la fois presque tous les adversaires du régime actuel et une fraction des zéloteurs de l'Ordre nouveau.

---

(2) CREHSGM, JP 187.



Certes l'élan d'enthousiasme qui avait soulevé le pays au lendemain de la capitulation, du discours de M. Reynaud et de l'assemblée parlementaire de Limoges, s'est quelque peu essouffé. L'exaltation est tombée et, chez ceux qui avaient cru que le retour du Roi à Bruxelles marquait le retour à une vie à peu près normale et à peu près libre, on peut observer une certaine déception.

Il était fatal que l'« explosion » de loyalisme ne se prolongeât pas avec la même fougue. Par définition, une explosion ne dure pas des mois ou des années. Par ailleurs, l'épreuve qui a frappé le pays et l'hostilité croissante à l'occupant ont amené quelques-uns de nos compatriotes à regretter, après coup, que la Belgique ait pratiqué à l'appel du Roi la politique dite d'indépendance.

Le nombre de Belges qui préféreraient que le Roi fût à Londres « où il pourrait guider la résistance et donner des mots d'ordre », est incontestablement en progression, légère peut-être, mais constante.

Dans le peuple, certains comprennent mal un Roi « qui n'agit pas ». Autant l'action personnelle du Souverain le 28 mai avait provoqué l'admiration et la gratitude générale, autant son « inaction » prolongée depuis lors fait-elle peser dans certains milieux un véritable malaise. Quant à la presse censurée, elle donne périodiquement à entendre qu'à son estime le Roi aurait dû depuis longtemps pratiquer une politique collaborationniste et constituer un gouvernement sous l'occupation.

Par un curieux renversement des positions, alors qu'en mai-juin 1940 c'est le peuple qui d'instinct et immédiatement avait acclamé le geste du Roi, tandis qu'il y avait au premier moment des hésitations ou des dissidences chez les intellectuels, aujourd'hui c'est plutôt dans la masse qu'on sent un certain fléchissement tandis que les intellectuels comprennent mieux les avantages qui, du point de vue belge, s'attachent à la présence du Roi à Bruxelles. L'opinion qui, dans ces milieux, semble l'emporter est que, en dépit des apparences, la présence du Roi gêne l'occupant et que nous lui devons le maintien d'une situation plus favorable que celle de la France occupée et de la Hollande pourvue d'un Gauleiter. On ajoute que cette présence, même muette, est une affirmation permanente de l'indépendance et de l'unité du pays. On est convaincu qu'elle facilitera la transition entre l'état de guerre et le régime qui suivra. On oppose la dignité et la réserve d'attitude du Roi à la politique de collaboration pratiquée par le Maréchal Pétain et ce contraste contribue encore à grandir la figure et l'autorité du Souverain.

On reconnaît pourtant communément que la présence du Roi n'est pas sans inconvénient, que l'esprit de résistance et la cohésion des Belges seraient plus forts si le Roi leur adressait des directives de Londres ou du Congo, que les éloges dont la presse censurée et les journaux

allemands entourent parfois le Souverain créent un malaise et desservent la cause de la Dynastie, que la présence du Roi à Bruxelles permet de lui attribuer faussement tel propos ou telle attitude qu'on commentera à l'infini, sans qu'un démenti ou qu'une précision soit possible, ce qui trouble et désoriente souvent une partie de l'opinion. Enfin, dans certains milieux à Bruxelles et en province, c'est devenu un lieu commun que d'affirmer que « le Roi est mal entouré » et que « des influences germanophiles s'exercent autour de lui ».

Toutes ces réactions sont citées ici à raison de l'importance extrême que présente en pareille matière l'observation des plus légères oscillations de l'opinion publique.

Mais elles sont, de toute évidence, dominée par deux faits essentiels :

1. A de négligeables exceptions près, le « problème » du séjour du Roi à Bruxelles, s'il est encore beaucoup discuté, est, à présent, toujours discuté *sans passion* et la population est, pratiquement parlant, unanime à rendre hommage à la noblesse et au sens élevé du devoir envers le pays qui a inspiré la conduite du Souverain, si bien que les réserves s'expriment plutôt sous forme de *regrets* que de *critiques* ou de *reproches*.

2. Si le loyalisme de la population est moins enthousiaste qu'au début et a moins tendance à s'extérioriser, il a certainement gagné en *profondeur*. L'exaltation du lendemain du 28 mai était pour parties à base *sentimentale*, c'est-à-dire fragile. La conviction loyaliste d'aujourd'hui est *raisonnée* et, par conséquent, plus forte. En juin 1940 on voyait surtout dans le Roi « celui qui avait épargné des vies humaines ». Aujourd'hui on voit surtout en Lui la personnification de la Patrie une et souveraine et Celui qui pourra, par-dessus les partis et les races, présider à la restauration du pays.

En résumé, les controverses qui se prolongent au sujet de l'attitude du Roi provoquent à la surface certains *remous* dans l'opinion publique, mais la *vague de fond* reste nettement et puissamment loyaliste. Tout permet de croire que le jour où le pays aurait retrouvé son indépendance, ce courant entraînera irrésistiblement la population tout entière.

### 3. L'opinion publique en Belgique après vingt mois d'occupation, 15 février 1942, pp. 18-20 (3).

En dépit de controverses généralement limitées à des cercles restreints et portant sur des faits ou des considérations accessoires on peut affir-

(3) CREHSGM, W3, n° 39.



mer que, de juin à décembre 1941, la population est restée quasiment unanime à se grouper autour du Souverain et à lui faire confiance pour la Restauration du pays après la guerre. Elle lui savait tout spécialement gré de la réserve, de la dignité de son attitude de prisonnier de guerre, refusant tout contact et toute collaboration avec l'occupant, malgré les invites que lui faisaient périodiquement les journaux censurés.

La publication de la « Belgique Loyale » avait cependant, vers le mois d'août, créé un certain malaise. Ses auteurs défendaient avec tant d'assurance l'idée de la nécessité d'une « dictature royale » qu'on eut, au début, l'impression que leur campagne était inspirée par ce qu'on appelle « le Palais » ou « l'entourage » du Souverain. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la brochure provoqua de vives et nombreuses réactions, notamment dans les milieux universitaires de Bruxelles et de Louvain et dans les cercles intellectuels liégeois. Mais on sut bientôt que le tract n'engageait que ses auteurs et que tout parrainage officiel pouvait être démenti de la façon la plus catégorique. Dès lors, l'émotion ressentie dans certaine fraction de l'opinion ne tarda pas à se dissiper.

Des remous auxquels la « Belgique Loyale » donna lieu, on peut tirer la conclusion qu'il existait à ce moment, parmi les Belges animés de sentiments sincèrement patriotiques et loyalistes, deux courants très distincts. L'un, minoritaire, composé surtout de membres de l'aristocratie, d'anciens officiers, de jeunes gens et de femmes, tous convaincus de la nécessité, dans l'intérêt supérieur du pays, de reconnaître au Roi un pouvoir absolu. L'autre courant, fortement majoritaire, composé de la masse des ouvriers, de la quasi unanimité des intellectuels et de tout le personnel politique de l'« Ancien Régime » hostile à toute forme de dictature et persuadé que l'intérêt de la Dynastie et celui de la Nation exigent, au contraire, le maintien du rôle traditionnel du Souverain, tel qu'on le conçoit dans une Monarchie constitutionnelle.

La Fête du Roi, le 15 novembre, a fourni à la population, notamment à Sainte-Gudule, l'occasion de manifester son loyalisme avec une spontanéité et un enthousiasme extraordinaires.

La nouvelle du remariage du Roi, qui fut rendue publique le 7 décembre par une lettre du Cardinal, provoqua un grand trouble dans l'opinion.

On eût préféré ne pas devoir faire mention, dans cet exposé, d'un acte auquel le Souverain a entendu garder un caractère purement privé. Mais il est impossible de nier qu'il ait, en fait, exercé une influence sur l'état d'esprit de la population. Dès lors, le tableau qu'on s'est proposé de brosser de l'évolution de l'opinion publique serait infidèle et incomplet si l'événement était passé sous silence.

Le pays ne s'attendait pas à la nouvelle. Ce fut une stupeur générale. Dans quelques milieux, notamment à la campagne et dans de petites villes, le sentiment dominant fut une joie sincère de savoir qu'après les malheurs qui l'avaient si cruellement frappé, le souverain avait pu retrouver le bonheur.

Mais, dans l'ensemble du pays, cette réaction ne fut qu'exceptionnelle. La très grosse majorité de la population éprouva, au contraire, une réaction toute différente et nettement défavorable, le mariage étant jugé inconciliable avec la conception qu'on s'était plu à se faire du rôle et de la vie d'un prisonnier de guerre.

On a pu observer que ce sentiment de désapprobation, perceptible dans toutes les classes et dans toutes les régions du pays, était particulièrement vif chez ceux qui, jusqu'alors, avaient fait preuve du loyalisme le plus exalté et, notamment, dans certains milieux féminins et groupements d'anciens combattants. Et l'on a cru voir dans leur environnement une application nouvelle de la devise des anciens reîtres : « *Sei der König absolut, Dass er uns' ren willen tut* ».

Beaucoup avaient pensé et espéré que les choses se « tasseraient » rapidement. Mais jusqu'à présent l'émotion, quoique déjà sensiblement atténuée, est lente à se dissiper. Il faudra sans doute attendre quelques temps encore avant de pouvoir apprécier la persistance et la profondeur des répercussions du mariage royal.

Mais on peut, dès à présent, faire en toute objectivité de premières constatations.

D'une part, il n'est pas contestable que le pays, dans son ensemble, s'est trouvé pour la première fois en opposition avec son Roi.

D'autre part, la violence même de la réaction populaire et le fait qu'on ait refusé de reconnaître au mariage royal son caractère d'acte privé défini par le souverain, prouvent en dernière analyse à quel point le pays considère que la vie de la Dynastie est intimement liée à la sienne. Ce n'est donc point un paradoxe que de voir dans ce premier conflit — conflit qui est d'ordre moral et non politique — entre le Roi et le peuple, un témoignage de la profondeur du sentiment monarchique en Belgique. Sur le plan sentimental, la position du Roi n'est certainement pas ce qu'elle était avant le 7 décembre. Sur le plan politique, l'événement a fait renaître dans certains milieux toutes les critiques et les polémiques auxquelles avaient donné lieu la capitulation de l'armée belge et même la politique « royale » d'indépendance. Mais l'immense majorité de la population demeure indifférente à cette exhumation d'un conflit qu'elle estime, quant à elle, définitivement tranché. Elle avait approuvé le Roi et elle reste fidèle à son point de vue.



Le trouble provoqué dans l'opinion a eu, sans conteste, aussi pour effet de mettre un terme à la campagne du petit groupe des « ultras » en faveur d'une dictature royale. L'idée n'est plus, à l'heure actuelle défendue par personne.

Un certain nombre de Belges enfin, avaient vu, le 7 décembre, dans l'annonce du mariage, le prélude d'une abdication. Mais rares sont ceux qui lui attribuent encore aujourd'hui cette portée. Il semble bien que la grosse majorité soit toujours convaincue que le Roi demeure le symbole de l'unité nationale et que l'intérêt supérieur et la Destinée du pays restent étroitement associés à ceux de la Dynastie. On ne trouve en tout cas aucune trace ni aucune ébauche dans le pays entier ni d'un mouvement républicain, ni même du prétendu mouvement « carliste » que les auteurs de « La Belgique loyale » avaient déjà, sans aucun fondement, cru devoir dénoncer comme un danger national.

En bref, si l'exaltation loyaliste, à base sentimentale, a présentement disparu, le loyalisme traditionnel, fondé sur l'histoire et sur la raison, paraît sortir à peu près intact des remous des trois derniers mois.

#### 4. L'opinion publique en Belgique après deux ans et demi d'occupation, 1<sup>er</sup> décembre 1942, pp. 10-12 (4).

La très vive émotion qu'avait provoquée l'annonce inopinée du mariage du Roi s'est progressivement dissipée. Certes, ce mariage est resté « impopulaire », notamment dans les milieux ouvriers et villageois. Mais la réflexion aidant, beaucoup reconnaissent à présent que le Souverain a accompli un acte de caractère absolument privé, qui doit rester sans influence sur les relations traditionnelles du pays avec la Dynastie. Le clergé a beaucoup contribué à ramener le calme dans les esprits. Une brochure imprimée « Léopold III, Roi des Belges », a indiqué de façon vivante les raisons que la nation avait de rester fidèle à son Roi et a répondu aux griefs formulés par une partie de l'opinion. Cette brochure, qui fut assez largement répandue sous une forme qui a paru semi-clandestine, a été dans l'ensemble accueillie avec faveur, bien que certains passages aient froissé certaines susceptibilités. Elle a aussi contribué à l'apaisement.

Le pays demeure, dans ses couches profondes, inébranlablement loyaliste et ceux-là mêmes qui regrettent certaines attitudes ou certains silences du Souverain sont presque unanimes à admettre que l'intérêt national exige que la nation fasse bloc autour du Chef de l'Etat.

---

(4) AGR, Papiers Orts, n° 480.

Il est cependant hors de doute que la prolongation des hostilités affaiblit dans une mesure croissante la position du Souverain. La majorité des Belges, après s'être félicités de voir le Roi demeuré au pays, préférerait aujourd'hui le savoir à Londres ou au Congo. D'autre part, il circule, périodiquement, sur les faits et gestes du « Palais » des échos généralement incontrôlables, mais qui réussissent à créer du malaise ; certains dignitaires de l'« entourage » du Souverain sont l'objet de très vives critiques et l'on entend couramment, même parmi les milieux « modérés » affirmer que tel d'entre eux devra être « liquidé » (*sic*) après la guerre.

Certains articles du « Nouveau Journal », insinuant que la presse censurée jouirait de l'approbation du « Palais », ont fait une impression pénible.

Enfin, l'absence de protestation publique du Roi contre les déportations a provoqué, tout particulièrement dans les milieux ouvriers, une douloureuse déception. Sans doute on commence à savoir que le Souverain a adressé une protestation au Führer. Mais le pays s'attendait à davantage. On continue d'ailleurs à espérer que les sentiments déjà exprimés par le Roi ne tarderont plus à être rendus publics.

Dans un rapport mensuel daté du 18 août, M. Pierre de Ligne, Chef du service d'information du *Soir*, écrivait que l'« indifférence va croissante à l'égard sinon de la monarchie, tout au moins de la personne royale ». Cette appréciation n'est que partiellement exacte. S'il est vrai que l'exaltation loyaliste du début de l'occupation a disparu, le fait que l'opinion est restée extrêmement sensible à tout ce qu'elle sait, ou croit savoir, de l'attitude du souverain ou de son entourage, et que ses réactions sont très vives lorsqu'elle croit y découvrir un manque d'harmonie avec ses propres sentiments, suffit à prouver qu'elle est fort loin d'y être indifférente.

Mais les remous fâcheux qui se produisent dans certains milieux n'empêchent pas le pays de demeurer, dans son ensemble, profondément attaché à la Monarchie. Au dernier *Te Deum* de Sainte-Gudule, auquel assistait, le 15 novembre, une foule énorme, les cris de « Vive le Roi », qui se mêlaient aux cris de « Vive la Belgique » (et aussi pour la première fois, à des cris nouveaux tels que : « Confiance ! Confiance ! ») n'étaient pas sensiblement moins nombreux ou moins vibrants que les années précédentes. Le succès remporté par l'œuvre de la « Gerbe du Roi », qui trouve dans d'innombrables villages — tant flamands que wallons — des collaborateurs dévoués et enthousiastes, et la popularité des « Petits Princes » qui s'atteste par les portraits qu'on aperçoit partout aux étalages ou dans les foyers, sont des indices certains de la constance du sentiment populaire.



La faillite de la politique poursuivie par le Maréchal Pétain a contribué — par contraste — à mettre en lumière la dignité de l'attitude du Roi, se refusant à collaborer avec l'occupant et, bien qu'on manque de précision à ce sujet, on n'ignore pas qu'en de multiples domaines — persécution antisémite, condamnations à mort, etc. — l'action du Souverain et de la Reine Elisabeth a pu s'exercer efficacement, dans certains cas, en faveur de Belges menacés dans leur vie.

Il semble qu'on puisse résumer fidèlement le sentiment de la population en constatant que tout en étant parfois troublée par des circonstances ou des faits qu'elle comprend mal, elle ne demande qu'à crier « Vive le Roi ».

On peut, en tout cas, affirmer qu'on ne trouve dans le pays aucune trace d'un mouvement républicain ou d'une campagne « carliste » ; la question du régime ne se pose pas en Belgique.

##### 5. L'opinion publique en Belgique après trois ans d'occupation, 25 juin 1943, pp. 14-15 (5).

Bien que l'ensemble du pays demeure fidèle au Roi, sa popularité a sensiblement diminué.

Si les échos fâcheux qu'avait provoqué son mariage se sont apaisés chez les intellectuels, on est surpris de constater combien l'émotion persiste, notamment dans les milieux ouvriers, dans les villages d'Ardenne et dans des cercles d'anciens combattants de 1914-1918.

La population dans sa majorité regrette que le Souverain n'ait pas formulé une protestation spectaculaire contre les déportations et, sur un plan plus large, qu'il n'ait pas pris nettement position contre l'occupant. Ce regret, qui n'est chez la plupart qu'un regret, prend chez certains le caractère d'un reproche exprimé avec plus ou moins de discrétion ou de violence suivant les tempéraments et suivant les régions. A Liège, en particulier, le « climat » est peu favorable à la Personne royale.

D'une façon générale, le pays avait d'abord espéré que le retour du Roi à Bruxelles — qui avait été salué avec enthousiasme — lui vaudrait une atténuation de ses souffrances. Ce premier espoir ayant été déçu, il s'attendait à voir le Souverain incarner « l'âme de la résistance ». Ce vœu n'était d'ailleurs qu'une manifestation du profond attachement du peuple belge à la Dynastie, vers laquelle il se tourne d'un mouvement instinctif dans l'épreuve et qui est à ses yeux l'interprète naturel

des sentiments de la nation. Le silence du Roi a donc été pour beaucoup une douloureuse déception. On comprend mal que tandis que le pays souffre et se dresse contre l'occupant, le Palais Royal semble seul à ne pas vibrer à l'unisson.

Mais une minorité d'esprits pondérés observent que la situation du Chef de l'Etat, prisonnier de guerre, lui impose logiquement l'attitude de réserve politique dont il ne s'est pas départi. Ils soulignent que cette attitude même, qui équivaut à un refus de collaboration avec l'occupant, est un désaveu permanent et une condamnation implicite des Belges qui ont lié partie avec l'ennemi.

Ils ajoutent que la lettre du Roi au Président de la Croix Rouge — dont le texte n'a malheureusement pas connu une bien large diffusion — exprime une protestation très nette contre les déportations qu'elle qualifie d'injustes — et qu'on ne peut raisonnablement demander davantage.

Ils sont, au surplus, convaincus que, en dépit des apparences, la présence du souverain a évité et évite encore au pays des maux pires que ceux qu'il subit, notamment la division en deux gouvernements flamand et wallon et qu'elle sera infiniment précieuse au moment de la libération. Ils se disent assurés que l'avenir fera la preuve de la sagesse de l'attitude du Roi et concluent que la véritable grandeur consiste à s'abstenir de gestes faciles qui seraient « populaires », mais sans efficacité pratique, pour garder intactes les possibilités d'action lorsque le Chef de l'Etat pourra reprendre l'exercice de son rôle éminent.

L'incontestable malaise auquel donne lieu l'attitude du Roi, qui est un sujet de division pénible entre Belges, se trouve aggravé par les faits, gestes, propos ou intentions qu'on persiste, à tort ou à raison, à attribuer à certains membres de son entourage immédiat — et aussi par le parti que les journaux acquis à la « collaboration » tirent en faveur de leurs thèses de certaines paroles royales et par le souci que prennent parfois ces journaux de « défendre » le Roi contre les « politiciens anglophiles ».

Il convient d'ajouter que ce malaise ne va pas jusqu'à donner naissance à un mouvement antimonarchique. Ceux-là mêmes qui désapprouvent ou critiquent sans ménagement le Souverain sont quasi unanimes à considérer qu'il serait criminel de soulever la question du régime. Le pays ne tolérerait certainement pas qu'elle fût posée.

On est d'ailleurs d'accord pour estimer que la clarté reviendra dès la constitution du premier gouvernement d'après guerre. Ce n'est, ici, qu'une petite minorité qui prédit que le choix du Souverain fera éclater un divorce grave entre le Roi et la Nation. La très grande majorité est au contraire convaincue qu'il n'apparaîtra à ce moment décisif aucun désaccord et que le malentendu actuel sera aisément et rapidement dissipé.



6. L'opinion publique en Belgique après 44 mois d'occupation,  
1<sup>er</sup> février 1944, pp. 13-15 (6).

Il est particulièrement malaisé de se former une conviction sur les sentiments véritables de la population vis-à-vis du Souverain. Les controverses qui subsistent sur ce sujet délicat soulèvent beaucoup de passion et on entend exprimer les opinions les plus diverses et les plus contradictoires.

Deux Parlementaires, appartenant au même parti et à la même région linguistique, et représentant deux arrondissements voisins, affirmaient récemment, avec une égale bonne foi, le premier que dans sa circonscription « tout le monde était loyaliste » et le second que dans la sienne « tout le monde était hostile à la personne du Roi ».

En réalité, entre les deux fractions extrêmes : le petit groupe — à vrai dire très peu important — de ceux qui demeurent ou sont redevenus partisans d'une action personnelle du Roi, en réaction contre l'omnipotence du Parlement et les abus de la démocratie, et le petit groupe — d'importance fort minime, lui aussi — de ceux qui se déclarent hostiles au Souverain au point de prôner un changement de régime, il se classe une infinité de nuances plus modérées.

Un fait est certain : le Roi n'est plus l'incarnation indiscutée des aspirations nationales comme l'avait été le Roi Albert en 1914-1918 et le Roi Léopold lui-même fin mai 1940, et il est devenu un signe de contradiction entre patriotes belges.

Si l'on va au fond des choses, il semble bien que ce soit encore le mariage du Souverain qui demeure à la base de ce malaise subsistant. Certes, il ne reste plus rien, ou plus grand chose, dans les milieux dirigeants, de l'impression fâcheuse qu'avait provoquée cet événement d'ordre privé. Mais le mécontentement n'a pas disparu dans les couches populaires. En juillet 1943 encore, des villageois ardennais qualifiaient le mariage de « mauvais geste » (*sic*).

A ce premier facteur est venue s'ajouter la déception de beaucoup de Belges en face de ce qu'ils appellent « l'inaction » du Souverain. Traditionnellement accoutumés à voir ses Rois étroitement associés à la vie du pays, à ses aspirations profondes, à ses joies et à ses épreuves, une partie de l'opinion s'étonne et souffre de ne pas voir le Souverain incarner et diriger la résistance à l'occupant. Aussi n'est-ce pas un paradoxe que d'affirmer que le mécontentement qu'on observe dans certaines couches de la population n'est en dernière analyse qu'une manifestation

de son attachement à la Dynastie et du rôle élevé qu'elle lui attribue dans la vie nationale.

Le malaise se trouve accentué par une série de petits faits en eux-mêmes d'importance réduite, mais qui sont exploités dans certains milieux et empoisonnent l'atmosphère. Telle démarche, tel fait ou geste attribué — souvent à tort — à l'un ou l'autre membre de l'« entourage du Roi » est colporté et commenté avec aigreur. On en vient à perdre de vue les données essentielles du problème — tel le refus du Souverain de collaborer en quoi que ce soit avec l'occupant — pour s'attacher à des « infiniments petits ».

La presse clandestine est en majorité peu favorable au Roi ; certains de ses organes observent à son égard une sorte de neutralité. La presse censurée continue à s'abriter parfois derrière les consignes qu'aurait, d'après elle, données le Souverain notamment lorsqu'il invita les Belges à « se remettre au travail ».

Tous ces éléments contribuent à créer autour de la Personne Royale un halo assez trouble et il est hors de doute que le temps n'a pas « travaillé pour Elle ».

Il convient cependant de ne pas verser dans l'exagération et de ne pas confondre les réactions défavorables de certains milieux remuants avec le sentiment profond de la nation.

Il n'est pas niable tout d'abord que le pays flamand dans son immense majorité reste fidèle au Roi. Ce n'est guère que dans les cercles socialistes de Gand, d'Anvers et de l'un ou l'autre centre urbain qu'on rencontre des exceptions à cette règle restée générale.

La situation est très différente dans les régions wallonnes. A Liège notamment le climat est resté plutôt défavorable à la Personne Royale — encore qu'il serait excessif de parler d'un sentiment unanime ou quasi unanime.

A Bruxelles, l'opinion est divisée.

Mais il est capital de noter que, même là où il y a un mécontentement caractérisé, on entend rarement des personnalités disposant d'un poste de commande ou appelées à en occuper un après la guerre, se prononcer en faveur d'un mouvement antimonarchique ou même « antiléopoldien ». Les critiques les plus tapageuses émanent d'hommes qui n'ont ou n'auront pas de responsabilité à exercer. Au contraire, ceux qui savent qu'ils auront des mots d'ordre à donner, se rendent généralement compte du tort qu'ils feraient au pays en soulevant la question du régime à un moment où les efforts de tous les bons citoyens devront s'unir pour relever le pays de ses ruines.

Il est caractéristique à cet égard que les programmes élaborés — officieusement ainsi qu'il s'entend — par les trois grands partis traditionnels



s'accordent pour admettre, de façon expresse ou tacite, que la Belgique doit demeurer une monarchie constitutionnelle.

L'Eglise de Belgique, d'autre part, demeure un rempart de la Royauté.

La jeunesse universitaire, notamment à Liège et à Louvain, demeure fidèle à la personne du Roi. Il en va de même, croit-on, des milieux militaires et spécialement de nos prisonniers.

On a assisté le 21 juillet et le 15 novembre, à Sainte-Gudule notamment, à des démonstrations de loyalisme excédant en ampleur et en enthousiasme ce qu'on avait vu précédemment en des circonstances semblables. Pour la première fois depuis l'occupation, une jeunesse ardente a parcouru les rues de Bruxelles aux cris de « Vive le Roi ! Vive la Belgique ! ». Sans exagérer la portée de cette manifestation, il est raisonnable d'y voir l'expression d'un courant de loyalisme resté vivace parmi les couches profondes de la population de la capitale.

Notons aussi que les avis mortuaires annonçant la mort de Belges tombés dans les rangs de l'aviation britannique ou fusillés par l'occupant portent la mention : « mort pour le Roi et la Belgique » ce qui indique combien, dans les milieux les plus ardemment patriotes le loyalisme demeure indissolublement lié à la fidélité à la Patrie.

Aussi peut-on conclure qu'il n'existe pas, à l'heure présente, de danger sérieux de voir les Belges se diviser au lendemain de la guerre sur la question du régime. On entend fréquemment exprimer l'opinion et le confiant espoir « qu'il suffira que dans les premières heures qui suivront la libération, le Roi fasse entendre les paroles et prenne les décisions qui correspondent aux aspirations et aux sentiments de la nation » pour que le malaise actuel s'évanouisse dans une atmosphère d'enthousiasme patriotique.

Et peut-être pourrait-on résumer d'un mot la situation qui s'observe présentement en parlant d'une incontestable « *mauvaise humeur* » vis-à-vis du Souverain, mais d'une mauvaise humeur qui, si elle va jusqu'à une certaine méfiance ne traduit pas une véritable « *opposition* ».

## 7. L'opinion publique en Belgique durant les derniers mois d'occupation, 1<sup>er</sup> septembre 1944 (7).

Pour la publication de ce rapport, Paul Struye a fait sauter quelques phrases dans deux paragraphes de son texte. Nous publions donc en italiques ce qui entoure les passages omis pour permettre aux lecteurs de les resituer dans le contexte.

IV. *La déportation du Roi* (p. 4).

(...)

*L'émotion — et l'indignation — se sont accrues lorsqu'on a appris que les enfants royaux (auxquels la population est très attachée), avaient eux aussi été emmenés en captivité en Allemagne.*

Bien que des écrits clandestins, à tendance communiste — aient insinué que le Roi avait provoqué lui-même sa déportation, l'opinion est, pratiquement parlant, unanimement convaincue qu'il s'est agi, au contraire, d'une mesure imposée au Souverain par l'occupant, comme suite au débarquement des alliés en France.

*Personne n'a cru à l'explication allemande suivant laquelle c'est pour le protéger contre les bombardements aériens qu'on l'avait emmené en Allemagne.*

(...)

*Elle a fait taire ce qui subsistait de critiques à l'endroit de la précédente intervention du Primat et a été considérée comme un heureux redressement, mettant définitivement fin à un malaise qui avait désorienté et troublé une partie de l'opinion publique.*

La déportation du Roi a ranimé les controverses sur l'attitude adoptée par le Souverain, en mai 1940. Ceux qui avaient regretté son refus d'accompagner le gouvernement en Angleterre — ou de se rendre au Congo — ont tout naturellement triomphé et déclarent que l'exil forcé du Roi marque la « faillite » de sa politique de « présence ». Par contre, la contrainte exercée sur le Souverain et sa famille, a fait apparaître clairement au pays que l'occupant le traitait en ennemi et la conviction de la solidarité qui existe entre le Roi et la Nation s'en est trouvée singulièrement renforcée. Tout compte fait, l'événement a « amélioré » la position morale du Souverain.

*Dans les sphères politiques et juridiques...*

X. *Les problèmes de demain* (p. 7).

(...)

A. *La « remise en marche de l'Etat ».*

*Le malaise qui règne dans de nombreuses sphères trouve son origine dans le fait qu'il n'existe présentement aucune autorité indiscutée, capable de s'imposer à l'ensemble des Belges.*

La personne du Roi n'est pas populaire dans certaines régions et dans certaines couches de la population. L'ensemble du pays lui reste fidèle. L'Eglise et les milieux de droite le soutiennent sans réserve, à bien peu



d'exceptions près. Mais dans beaucoup de milieux de gauche, il règne à son égard une sourde méfiance qui va parfois jusqu'à l'hostilité déclarée. Il est impossible de mesurer la profondeur de ces divers courants. On peut noter, à titre indicatif, que le *Te Deum* du 21 juillet, à Sainte-Gudule, a donné lieu à une démonstration patriotique impressionnante où les cris enthousiastes de « Vive le Roi » dominaient notamment tous les autres.

Il convient de répéter aussi qu'on ne connaît pas de personnalité notoire qui manifeste l'intention de soulever la question du régime. Il n'en reste pas moins que le Souverain ne paraît pas disposer de l'autorité qui lui permettrait de rallier tous les Belges dans un grand élan de confiance et d'unanimité autour d'un programme de rénovation qui lui serait personnel.

*Le gouvernement belge jouit de sympathies nombreuses et le pays...*



## Belgian socialism at the liberation : 1944 - 1950\*

---

by Steven Philip KRAMER,

Assistant Professor at the University of New Mexico.

★

The general trend of social-democratic parties in many countries of Western Europe since World War I has been towards increasing integration within the political system (1). To be sure, this tendency has been matched by a corresponding evolution of political, economic, and social structures in such a way as to accommodate the interests of the working class. The evolution of social-democracy and of society have thus been reciprocal.

This phenomenon has certainly occurred in Belgium. During and after World War I socialists participated in governments ; between 1935-1939 they played an important role leading or participating in several governments. Hendrik de Man developed a theoretical justification for « governmental socialism ». But the experiments of the 1930's proved abortive ; Belgium could not escape from the outside world, and De Man's efforts were poisoned in part by his declining faith in political democracy.

Out of the occupation came a new impetus towards socialist integration into the political system. The *pacte de solidarité sociale*, made in 1944 under the occupation, marked the beginning of a consensus on the welfare state ; in a sense, the socialist program on social policy became

---

\* The author would like to thank Professors Herman Balthazar of the University of Ghent and Charles McClelland of the University of New Mexico for their comments on the first draft of this manuscript. Dr. Denise de Weerdts provided valuable assistance concerning bibliography, as did Jules Gérard-Libois. Dr. Jef Rens provided invaluable background material. The following people kindly consented to be interviewed or speak informally with me : Nic Bal, Henri Fayat, André Genot, Georges Goriély, the late Victor Larock, Leo Magits, Louis Major, Marc-Antoine Pierson, Raymond Rifflet, and Léon-Elie Troclet. The Research Allocation Committee of the University of New Mexico provided me with a grant without which this research could not have been done.

(1) Cf Val LORWIN, « Working-Class Politics and Economic Developments in Western Europe », *American Historical Review*, January 1958.



the Belgian program (2). Belgian socialists spearheaded the economic reconstruction. There was no sharp break between the party of the post and pre-war years, now however, conditions facilitated, rather than hampered, its development as a partner within a consensus society.

The years 1944-1950 constitute a logical framework for analysis. These were years of economic reconstruction. Politically, they were years in which unfinished business of the occupation was liquidated — in particular, the Royal Question.

This study of the PSB is thematic rather than chronological, i.e., chronological treatment occurs within each subsection. The first section deals with the party in terms of ideology, structure, and leadership — the basic question is to what extent the party changed in the post-war years. The second section considers the policies supported and implemented by the PSB in the economic and social realm, and the party's attitude towards the outbreak of the Cold War. The third section concentrates on the political activity of the party, and ends with a brief assessment of the party's role in the Royal Question.

## I. Continuity and change in the PSB.

### *Doctrine.*

The period of 1944-1950 represents a time of relative somnolence in terms of theory and doctrine. Whereas in the 1930's, the party was wracked by debates between those supporting Hendrik de Man and Paul Henri Spaak's new versions of socialism, and those supporting the traditional Belgian reformist synthesis, the period following the war witnessed no such animation. The 1930's had been exceptional — the amplitude of the crisis was such that the party was forced into rethinking socialist doctrine. The PSB has always been, by the admission of its leaders, a party more concerned with practice than with pure theory. Unlike the French socialists, it was not a party of intellectuals, nor was it especially successful in attracting intellectuals after the war.

Ironically, the increased tendencies towards governmental participation were not reflected by a modification of party doctrine in that direction

---

(2) For the work of the Comité d'Etudes des Problèmes d'Après Guerre, cf Kapitein R. PERNET, *Algemene Politieke Voorbereiding van de Bevrijding van België door de regering te Londen*, Krijgsschool/91 Division, February 1975, pp. 21-24. For material on the party during the occupation, Jan REGNAERTS, «De Illegale Aktie van de BWP tijdens de Tweede Wereldoorlog», Documentation de l'Institut Emile Vandervelde, January 1974 and Nic BAL, «De Illegale partij van 1940 tot 1944» in *Geschiedenis van de socialistische arbeiderbeweging in België*, Antwerp, 1960. On the activity of the trade union movement, Dore SMETS and Jef RENS, *Historique du Centre Syndical Belge à Londres 1941-1944*, FGTB, 1976.

but rather by a rigidification. The more theory and practice diverged, the more adherence to the old doctrine seemed necessary. During the Resistance, there had been discussion about replacing or modifying the Charter of Quaregnon. But by the time of the first party congress after the war in June 1945, the idea was rejected (3).

The federation of Liège had wanted to modify the charter, but a commission under Victor Larock advocated retention in a report to the first post-war congress. There were others who supported change. The federation of Ghent called for discussion on the basis of the Liège proposal. Herman Vos declared that the present charter was not likely to gain the support of all those who might be attracted to socialism. He particularly criticized its exclusive concern with the proletariat. Vos was strongly applauded by the Congress, but it was old Louis de Brouckère who carried the day: « You think you are confronting innocent novelties. Beware, they may lead to fascism ». In the end the Charter was unanimously maintained, but following a suggestion of the Brussels federation, a preface was attached to satisfy some complaints, in particular to emphasize the universal message of socialism.

Refusal to alter the Charter was in part the result of a backlash against De Man. It was De Man's political evolution during and after the defeat that seemed to substantiate the charge that doctrinal change could lead to fascism. The tragedy was, that for many militants, the De Man case probably demonstrated that any innovation in the realm of doctrine was dangerous. For Larock and Buset, the Charter represented the position of orthodox reformism they had advocated against De Man and Spaak. But whereas for these two, the doctrinal issue was highly significant in terms of what they felt to be the party's proper orientation, this was probably not the case for most participants at the Congress. For them, the Charter was probably a kind of talisman that guaranteed the party's faith in its past. Others doubtless shared the point of view of one speaker, who commented: « Like De Brouckère (sic) I am disappointed to hear you discuss formulas and commas ! » In a way, the party was resolving definitively the doctrinal debate of the 1930's, rather than examining new post-war realities.

An examination of subsequent party meetings indicates little concern about doctrine or long-range program. Although the issue of participation was frequently discussed, it was no longer considered a matter of abstract importance, but a practical question in terms of current politics.

One of the few occasions when a discussion touching on doctrine did take place was at the Congress of November 1949 (4). Significantly,

---

(3) For the debate on Quaregnon, cf *Peuple*, June 12, 1945.

(4) *Peuple*, November 7, 1949.



this Congress followed an electoral defeat; the party was now out of the government. Léo Collard remarked that the party should direct more attention to the middle classes; Leburton discoursed at greater length on the need to ponder method, organization, and doctrine. The party had to define its vision of socialism more clearly, and distinguish it from the *dirigisme* which followed the war. « Do we want to become the vast popular party of wage-earners and the self-employed, or shall we be a class party including only the mass of wage-earners ? ».

This theme was taken up by Spaak, who complained that the previous session of the Congress had been overly concerned with specifics: « ... we cannot have powerful movements unless we have a clear and enthusiastic doctrine... People are not very anxious to speak of doctrinal revision in the party. We should however have the courage to examine in depth certain points. » Spaak then went on to tell the Congress that he had just read the *Communist Manifesto* for the first time (eliciting some ironic comments from the audience), and concluded that its schema was out of date. Socialism had a message for the entire world.

The problem was, of course, that Belgium was too compartmentalized a society for the party to hope to make a great electoral breakthrough by means of a change of doctrine. So long as it could not hope to make significant inroads into Catholic or Liberal strength, it was far easier and safer to attempt to mobilize its own clientele using familiar slogans. The disastrous electoral failure of the Union Démocratique Belge (UDB) in 1946 indicates how little the war-time experience had changed the voting behavior of the population (5).

Whatever doctrinal discussion did take place at this time took place in the pages of the *Cahiers socialistes*, a review published independently of the party, although most of its editors, like Raymond Rifflet, were party members. The *Cahiers* refused to become an organ of the party; not until 1953 did the *Cahiers* fuse with *Socialisme* (6).

The group of the *Cahiers* was not monolithic, and the articles are relatively heterogeneous. Although each author was free to publish what he wanted, the articles were discussed and criticized before publication. Thus, there was a real *esprit d'équipe* animating the review. The *Cahiers* cannot easily be placed within the traditional left-right spectrum. Their frequent stress on moral values identifies them with socialist humanism (a natural response of intellectuals to the highly bureaucratic PSB), but their emphasis on worker participation in management of

(5) On UDB, J.C. WILLIAME, *L'Union démocratique belge (UDB), Essai de création « travailliste »*, CRISP, *Courrier Hebdomadaire*, 743-744, 26 November 1976.

(6) Interviews with Georges Goriély and Raymond Rifflet.

business places them on the left. They stressed « autogestion » before the word had come into being.

In summary, the review stressed the importance of the socialist ideal. The *Cahiers* saw its goal, not as the creation of a party, but as a means of « shaking the general apathy and aiding in the assembling of men of good will around the socialist mystique » (7). The *Cahiers* opposed the tendency of the trade unions to integrate themselves into society : « It must be admitted that trade-unionism has failed in its mission, which was to provide the workers with an organization which was not a means of channeling their discontent, but on the contrary, an instrument of emancipation, education, and active participation in the economic life of the nation » (8). It criticized the retention of Quaregnon, and the pragmatic opportunism of the party. But instead of advocating revolution, as did the Action Socialiste before the war, it called for *comités d'entreprise* to create worker participation in the management of factories as a first step towards socialist society.

The *Cahiers* took an iconoclastic position on the Royal Question : « *Struggle is justified only when it is at the same time edification...* Now, what do we see ? That the first crystallization of public opinion — of socialist opinion in particular — is based on the royal question, whose solution, no matter how radical, will do nothing to advance the cause of socialism in the least » (9).

Another important role of the *Cahiers* was the creation of the Belgian branch of the Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis de l'Europe in 1947. The *Cahiers* consistently stressed the European idea — which was then considered to be « on the left » — at a time when it was still not a matter of concern for most Belgian socialists (10).

The *Cahiers Socialistes* did not have much influence on specific decisions by the PSB. It did, however, have considerable indirect influence on the party and beyond, for example, on left-wing Christians. Many of the *Cahiers'* positions were close to those of the left-wing syndicalism represented by André Renard ; it is not coincidental that Raymond Rifflet was named editor of Renard's weekly *La Volonté* in late 1946. In addition, there were contacts with Spaak's entourage and with Maurice Lambiotte, editor of *Synthèse*. Nevertheless, the whole direction of the review was contrary to the tradition of the PSB. The vast majority of the party and its leadership acted as if they believed that by slow piecemeal reforms the condition of the working class

(7) *Cahiers socialistes*, no. 1, November 1944, p. 37.

(8) *Ibid.*, no. 8, October-November 1945, p. 30.

(9) *Ibid.*, no. 5, July-August 1945, p. 42.

(10) On European integration, vide G. MARCHAL-VAN BELLE, *Les Socialistes belges et l'intégration européenne*, Institut de Sociologie, ULB, 1968.



could be improved. As Léo Collard pointed out : « The political struggle in Belgium is more a struggle of positions than of movement » (11). This approach had borne fruit in the past ; there were few who did not favor employing it in the future. This was a journal of intellectuals, and no socialist party in Europe had less room for intellectuals than the PSB.

#### *Structure.*

Unlike the relative immobilism in the realm of theory, there was considerable change in party structure after the war. This took the form of the abolition of the principle of collective affiliation, by which members of socialist trade unions, cooperatives, and mutual societies had been automatically party members. The abolition of collective affiliation raised the issue of the nature of the relationship between these four movements. By the end of the period, however, the cohesion of the movement was largely restored, thanks to the development of L'Action Commune. The change in structure turned out to be more a change in form than in content.

It seems that the desire to end collective affiliation emerged in both the party and trade-unions during the war. Party leaders felt that the preponderance of trade union votes had forced the party into participation during the 1930's, with the added consequence of the « politique d'indépendance ». Trade union leaders had a variety of motives. Some undoubtedly felt, as one person aptly put it, that the party was « un pouce sur les syndicats ». André Renard and his supporters, deeply influenced by French syndicalism, wanted to create a trade union movement independent from politics, which would also help unite the working class. Other leaders, who were dedicated party members, like Louis Major, were doubtless influenced by tactical considerations. After the war, the communists were strong. In order to keep hold of the communist workers, trade-unionism had to be separated from the PSB. But later, when communist strength waned, such leaders were more than happy to reestablish close ties (although not collective affiliation).

The questions of administrative structure were discussed at a special party congress in October 1945. Unanimously, the congress ratified a decision that had already been made during the Resistance to change the party's name to *Parti Socialiste Belge*. There were several reasons. The name « socialist » no longer frightened people as it had a century before. « Socialist » seemed more universal than « worker ». The Congress was faced with two demands for a party structure based more clearly

---

(11) *Peuple*, July 11, 1949.

on regions. Liège, the center of Walloon sentiment, wanted an organization based on three regional centrals; Antwerp a congress for each of the two regions. In the ensuing discussion, it became clear that these ideas were distinctly in the minority. Collard rejected Liège's proposal on behalf of the Borinage; the delegate from Ghent did likewise with regard to that of Antwerp: « The Ghent socialists... reject all separatism. The PSB must remain the cement of Belgian unity, necessary for the working class and for socialism. » Such was also the opinion of Charleroi and Brussels. The motion was defeated by an « enormous » majority. The Congress chose a bureau composed of seven francophones, seven neerlandaphones; four members were elected without distinction. Thus, both regional ties and national unity were respected (12).

The Congress also voted the principle of individual affiliation, although permitting organizations to pay for the party cards of their members. These cards would have to be delivered by the local branch of the party, however. In fact, the Congress was doing little more than ratifying the decisions of the FGTB's congress of December 1944. There, Paul Finet's report calling for trade union autonomy had run into considerable resistance. Sonnevile (Mouscron) declared that the unions should remain a branch of the PSB, as did Arthur Gailly. Finet made it clear that independence did not mean an end to parallel action. The closeness of the vote (74:61:2) indicates how much resistance there was to put an end to the old system (13).

By 1947, the four movements were coming closer together. The Congress of Cooperatives of that year voted for adhesion with the party, the mutual societies did likewise the next year. The situation was less clear with respect to the trade unions, where *unitaires* and *apolitiques* opposed intimate relations. This was less true in Flanders than in Wallonia. Collective adhesion, by which organizations could pay all or part of their members dues to the party, was seen as a « pact of friendship and mutual assistance, conceived between autonomous organizations » (14).

The Congress of 1947 discussed the idea of socialist *groupes d'entreprise*, an idea which was opposed by Liège. Merlot felt that at Liège, where the communists were strong, it would lead to the creation of communist cells. He argued that whereas it was supported by all political

---

(12) *Peuple*, October 8, 1945.

(13) *Peuple*, December 27, 1944. On the situation of the trade unions of Achille DELATTRE, *Souvenirs*, Impricoop, 1957, Joseph BONDAS, *Un Demi siècle d'action Syndicale 1898-1948*, Imprimerie « Excelsior », n.d. I made use of interviews with Louis Major, André Genot, and Léon-Elie Troclet.

(14) Parti Socialiste Belge, *Rapports présentés au Congrès des 25, 26, 27 octobre 1947*, Nivelles, n.d. p. 25.



militants, it was opposed by all trade union militants. Buset strongly supported the idea, but proposed that the party take into account the special situation in Liège. « We consider the apolitical character of the trade union movement to be an error. The working-class forces are barely sufficient to bring about its goal ». The motion was unanimously passed (15).

In the next few years, relations between party and trade unions became closer. This was due to the habits of the past, to the close interlocking relationship of party and union leaderships, and to the decline of the communist party, which by 1949 had lost its positions of power in the trade union hierarchy. In Flanders, where the left was weak, the need for close cooperation was much stronger than in the south. Finally, the Royal Affair was instrumental in drawing together the various parts of the socialist labor movement (16).

In a society dominated by *verzuiling*, such close relationships were not surprising. The constituents of the four socialist organizations were basically the same. There was little to be gained by removing the appellation « socialist » from an organization recruiting almost exclusively from that *zuil*. Although the post-war communist upsurge had temporarily made it tactically necessary to separate party from trade unions in order to hold onto communist rank and file, the upsurge proved remarkably short-lived. The only impediment to close relations of party and unions was the syndicalist tendency in Liège represented by Renard. But that was not so easy to eliminate.

#### *Leadership.*

There was a considerable change in the personnel of party leadership after the War. Vandervelde had already died in 1938 ; De Man had been discredited, some of the older generation had died naturally in the course of time, several younger leaders, like Delbrouck and Truffaut had died heroically in the Resistance.

The older generation was still represented in the public eye by De Brouckère and Huysmans, two members of « a generation when every one was stubborn » as Huysmans once put it when he and De Brouckère were on opposite sides of a debate. De Brouckère, despite his keen intelligence, had always been a doctrinaire. He was revered, but politically isolated. Huysmans found the consecration of his career in 1946 when he became Prime Minister (17).

(15) *Peuple*, October 28, 1947.

(16) On the reactions of organizations, cf Victor LAROCK, « Naissance de l'Action Commune », in *Les Fastes du parti 1885-1960*, Parti Socialiste Belge, n.d.

(17) On Camille HUYSMANS, cf *Etudes de la Personnalité de Camille Huysmans*, Antwerp, 1971.

The three most important people in the party organization were probably Achille Van Acker, Max Buset, and Paul-Henri Spaak. Unlike the period of the 1920's, there was no single « Patron ». Max Buset became President of the party in 1945, succeeding Achille Delattre, who had replaced Achille Van Acker, head of the underground party, in 1944. Buset played a crucial role in the party. Before the war, he had been strongly anti-neutralist; an early supporter of the Plan, he soon became an opponent of De Man. He was determined that the party should not become a party of the petite-bourgeoisie. Asked at the Liberation whether he wanted to become Minister, he answered jokingly: « I prefer to be Commissaire du Peuple ». It wasn't completely a joke. One reason that Buset commanded such authority in the party was that he devoted himself completely to the party, never becoming a minister. This gave him a moral weight in the bureau that neither Spaak nor Van Acker wanted to oppose. Politically, Buset was of the center left in the Vandervelde tradition — he was one of those strongly committed to maintaining Quaregnon.

Achille Van Acker had emerged as a major leader during the resistance. After the Liberation, he took charge of the economic reconstruction and social reforms emerging from the *pacte social*. Van Acker was uninterested in principles; he was the total pragmatist, but a pragmatist who had a sense of the man in the street and the confidence of the working class, in part because he had been a worker (18). Paul-Henri Spaak was also a pragmatist, but his pragmatism was more focused on the exercise of political power than in concrete programs. For him, politics was the pursuit of the possible. He had an extraordinary capacity to synthesize ideas, even concerning subjects of which he was totally ignorant. It has been said that he welcomed differences of opinion because they gave him greater flexibility to maneuver. He was also a powerful orator. The war had done much to eliminate memories of Spaak's conduct during the 1930's. He was indispensable in any socialist government (19).

Victor Larock and Herman Vos were two outstanding party intellectuals. Larock was political director of the *Peuple*, and later became the leading party spokesman on the Royal Question. Vos, a former Flemish nationalist, had become a socialist before the war. Léon-Elie

---

(18) On Achille VAN ACKER, Jan GROOTAERS, *Achiel Van Acker in het parlement, 1927-1974*, Belgisch Instituut voor Wetenschap der Politiek, 1975.

(19) On SPAAK, aside from *Combats Inachevés*, Paris, 1971, cf J.H. HUIZINGA, *Mr. Europe, A Political Biography of Paul-Henri Spaak*, London, 1961, and Jacques WILLEQUET, *Paul-Henri Spaak; un homme, des combats*, Brussels, 1974.



Troclet, long-time Minister of Social Affairs, was a lawyer, son of one of the founding fathers of the party.

Among trade union leaders who played a role within the party were Louis Major, who became secretary-general of the FGTB. A pragmatist, highly anti-communist and rather anti-intellectual, Major was an indefatigable organizer and speaker. Paul Finet also played an important role after the war.

Many people exercised an important role in party deliberations as a result of their local political or trade union positions, membership in Parliament, or direction of a socialist organization. Antoine Spinoy was burgomaster of Mechelen, Edouard Anseele was leader of the Ghent machine, Henry Fayat and Henri Rolin were leading members of Parliament, Isabelle Blume was president of the Femmes Socialistes.

Examination of the composition of the Bureau of the PSB after the war affirms the contention that there had been considerable change in the leadership personnel. The Bureau of 1938 included six francophone and six Dutch-speaking members. Of the former, Vandervelde had died, Wauters had ceased to play a direct role in the party, Gailly was not reelected. Although Delattre was elected to the Bureau of 1945, he retired in 1947. Spaak and Buset alone continued either as members of the bureau or the executive. The two francophone *suppléants* of 1938, Merlot and Rolin, however, were elected as full members in 1945. De Brouckère, who rarely remained long in an official leadership position, was elected in 1945 but resigned in protest over the creation of a coalition with the PSC in 1947. Of the six Dutch-speaking members, only one, Van Acker, served in the post-war Bureau.

Thus, of the twelve full members of 1938, only four continued in the post-war Bureau, and one of those only for a single term. If *suppléants* are included, the figure is six out of fourteen.

The composition of the new Bureau indicates that power had by and large shifted to a younger generation, a generation generally identified with the internal resistance (Spaak and Rolin, who were in London, constitute the main exceptions). The Bureau elected in 1945 remained virtually unchanged throughout the 1940's and 1950's. The change in composition of the leadership however, did not imply any significant change in political orientation, although the stability of the post-war Bureau does indeed indicate a stability in political orientation as well.

One striking difference between the 1930's and the post-war period was the lack of factionalization. Although there were differences over specific issues, there was no fundamental ideological conflict in the immediate post-war years. The relative tranquillity of the PSB was not really challenged until after 1958.



## II. The PSB and major policy options.

### *Economic and social policies.*

The party's main concern following the war was reconstruction. Indeed, the main reason for bringing down the Pierlot government in 1945 was the feeling that reconstruction was not proceeding with sufficient energy. In Achille Van Acker, the party found a Prime Minister who centered his administration on «The Battle of Coal», and who maintained close relations with the English. In stating that the party's main concerns involved reconstruction, one might ask, to what extent was the party simply reconstructing capitalism? To what extent was it creating something new?

The economic and social policies of post-war Belgium would seem to present a study in contrast. Social reforms were large and important, and emerged through a general consensus attained during the war between business and labor. Fiscal measures, implemented by Camille Gutt were radical in method if not in purpose, and were fully supported by the PSB. *Dirigisme* was a necessity, in Belgium as elsewhere in order to cope with enormous dislocation. Yet the socialist call for structural reforms remained almost completely ineffective. Whereas France by 1946 had nationalized its key industries and had established the Monnet plan, Belgium remained a country of free enterprise (20).

This seeming paradox can be explained, at least in part, by the strong tendencies towards consensus politics in Belgium. The First World War, which had polarized politics in many countries, had brought the parties in Belgium closer together. The Union Sacrée met with virtually no opposition from the POB, and the party remained in government after the end of the war. A series of social reforms was the result. The same thing happened after World War II. At least in terms of class relations, the war produced increased solidarity. The *pacte de solidarité sociale* of 1944 outlined a series of important social measures, which were largely implemented by Van Acker and Troclet after the war. In the realm of structural reforms, however, there was no such consensus. Neither Catholics nor Liberals supported nationalizations (whereas the MRP in France did). Unlike in France, there was little feeling that «all was possible». Belgium seemed to experience neither the passionate hopes that characterized the Liberation of France, nor the bitter disappointment that followed. Although at the beginning, some socialists may

---

(20) For the official party view on economic reconstruction, cf Edmond LEBURTON, «L'Œuvre de Redressement», *Les Fastes du Parti*, op. cit., pp. 183-201. On Gutt's financial policies, Camille GUTT, *La Belgique au Carrefour*, Paris, 1971, pp. 169-185.



have hoped that fundamental reforms were possible, it soon became clear that they could only be a long-term aim. The main goal was thus to get the country back on its feet, and to achieve social progress. By supporting Van Acker, the party made it clear that bread and butter issues were paramount.

As in most European countries after the war, *dirigisme* was necessary. The shortage of commodities, the destruction of the war, the need to ration an inadequate amount of food made a return to the free market out of the question. The socialists supported *dirigisme*, although well aware that *dirigisme* was not the same thing as socialism. But if *dirigisme* was accepted, grosso modo, by all the parties, it was conceived as a temporary expedient. Their goal was a return to economic liberalism. In a certain sense, it can be argued that the PSB's success in managing the economy after the war (and controlling working class demands for salary increases) made possible an ultimate return to liberalism. The party's economic policies were predicated on strong support for Camille Gutt's financial program, the goal of which was to maintain the stability of the franc, by cutting down on excess monetary circulation. This policy had much in common with that of Mendès-France's program, which De Gaulle decided ultimately not to implement. The PSB had always opposed devaluation, on the grounds that the working class suffered most from it. This position was reiterated by Victor Larock, Max Buset, and Louis de Brouckère, who asserted that the most important problem of the day was maintaining the value of the franc.

The logical result of the Gutt program was the need for a policy of wage and price controls. This was a policy followed by Van Acker and his successors. It was not an easy task. Van Acker hoped that by granting initial wage increases of around 40 %, and by implementing the great reforms of social security, he could then hold the line. He naturally faced some trade union opposition, especially from the heavily communist *Comités de Lutte syndicale* (CLS), but with the PCB in the government, such opposition was unlikely to be wholehearted. On 18 May 1945 Van Acker declared to the Senate that civil mobilization would soon be extended to the whole country « ... a miner must remain a miner, a baker a baker ». No strikes would be tolerated ; their leaders would be arrested. The newspaper *Le Travailleur* was closed for calling for a general strike. Van Acker even suggested a kind of conspiracy theory to explain why strikes were taking place : « The strikes we are witnessing have not been ordered by the trade unions. But the leaders haven't had the courage to tell the truth. A stranger was travelling around the country and the strikes followed him » (21). If civil mobi-

---

(21) *Peuple*, May 19, 1945.

lization represented the stick, social reforms represented the carrot for the working class. Van Acker was determined to win the « Battle of Coal » and attain economic recovery, and he would let nothing stand in his way. The policy followed by Van Acker was pretty much that followed by all succeeding socialist governments in this period. The fact that it succeeded indicated the enormous discipline of the Belgian working class. The socialists were lucky that the communists supported this policy when they were strongest. By 1947, when they began systematic opposition, they had lost most of their influence on the working class.

If the economic policies followed had not created the ideal, they had at least averted the worst. As the Report to the Congress of 1947 indicated: « This is not to say that the situation of the workers is enviable, or even satisfactory. But it shows at least that the Party, the trade unions, and the government, equally concerned in the interest of the workers not to open the sluice-gates of inflation, have done their best under very difficult circumstances » (22). Spaak observed at the Congress that if the socialists had not been in power, it wouldn't have been possible to reconstruct the country.

The achievements in social policy, which represented a great breakthrough for the Belgian working class, cannot be detailed here. There is no question, however, that many socialists shared Max Buset's feeling that « the social security we have created will be the great accomplishment of the century » (23).

The deterioration of the economic situation in 1948, before the Marshall Plan could have much effect, led to attempts by the communists to foment strikes whose real purpose was political. Such was the case of the Gazelco strike of February 1948, which led to Van Acker's reimposition (as Minister of Labor) of civil mobilization, and the revocation of some workers (for which he was criticized by Anseele). In a sense, the party escaped from its difficult position when it was forced back into the opposition.

At the same time as the socialist ministers pursued their pragmatic economic policies, the party put great apparent stress on the importance of structural reforms. In December 1944 Louis de Brouckère had written that the powers of High Finance had been able to overthrow the Pouillet-Vandervelde government, the French Popular Front, and the

---

(22) *Rapports, op. cit.*, p. 62.

(23) *Peuple*, September 22-23, 1946. For the details of social legislation, *De Sociale Vooruitgang in België sedert de Bevrijding*, Brussels, 1949.



English Labor government. He concluded that the PSB had to proceed to major socialization or renounce socialism (24).

In early 1945, the socialist deputy Craeybeckx (Antwerp) deposed three projects for the nationalization of armaments, electricity, and credit. These projects naturally remained abortive. They did provide the basis for a large number of articles stressing the importance of nationalizations. But as the Report to the Congress of 1947 stated: « From the socialist point of view, it (the government) has not brought about the reforms of structure we should have liked to see implemented. But a certain impulse has been given in that direction. But one might also ask: where is the current of opinion, where is the political majority that would have been necessary to transform the economy » (25). The party could claim little more than the municipalization of the Brussels and Antwerp tramways, and certain reforms in the coal industry as structural reforms.

Periodically, discontent arose against socialist ministers for not having accomplished more. In January 1948, at a meeting of the General Council Spinoy criticized Spaak's economic program for not creating « the instruments necessary for the realization of the structural reforms we want, and which imply the transformation of the regime of property ». Ansele asked whether Belgium would remain the only country with a liberal economy. Spaak replied that the party had no choice, that new elections would not change the balance of forces. What Spinoy wanted required a majority which did not yet exist (26). The fall of the Spaak government put an end, at least temporarily, to the debate.

In the course of half a decade in government, the PSB had accomplished virtually nothing in the way of structural reforms. It was argued that the party could do nothing, because there was no national consensus on the issue, because the other parties were opposed, because coalition governments are governments of compromise. But the compromise works both ways. It is clear that the PSB was not prepared to make structural reforms a precondition for government participation because it considered other issues priorities: economic reconstruction, the Royal Question, etc. In addition, many party and trade-union leaders (like Van Acker and Louis Major) simply didn't take the matter very seriously. In practice, the party traded the support of the working class in reconstruction for tangible social benefits. That should surprise no one — the PSB was simply being faithful to its reformist tradition. What would have been surprising would have been any other conduct.

---

(24) *Peuple*, December 4-5, 1944.

(25) *Rapports, op. cit.*, p. 59.

(26) *Peuple*, January 23, 1948.

*The PSB and the Cold War.*

The socialist dream of a just peace based on international organization proved just as impossible after World War I as after War II. Opposed to the division of the world into two blocs, the party struggled against the tide of the Cold War, as long as it was possible.

At the political congress of the party in September 1946, Spaak argued that international organization was the only way of saving the peace, but complained that the domination of the world by the Big Powers, and their veto power in the U.N. Security Council, made any constructive action impossible. He stressed the dangers of the developing fear and incomprehension between the « anglo-saxons » and the Soviets. All the blame was not on one side. The Iron Curtain was not a fiction, but there was the danger of individuals on the other side who contemplated a war. The role of the social-democrats was to provide a bridge between the two worlds. For this reason, it was necessary to reconstruct the socialist international (it was typical of the PSB to put untoward faith in the possibilities of a socialist international — which had repeatedly proven itself ineffective) (27).

In April 1947 Victor Larock wrote in the *Peuple* that both the US and USSR were imperialistic. The danger was not that of a sudden attack of one against the other, but of an antagonism which could eventually degenerate into armed conflict. Europe was becoming increasingly divided. If the US wanted to help restore peace in Europe, it should try to assist rather than dominate. It should support the democratic forces, not the conservatives and reactionaries as in France and Italy. The article concluded in a rather utopian fashion that only an international socialist program could resolve these problems (28). In July, Buset minced no words when he wrote: « If the Marshall Plan were to be present only in the form of economic collaboration, it could be a great hope. But it is to be feared that it comes in the stride of dangerous and stupid politics of Truman » (29). A few months later, he declared that he didn't foresee the danger of war, and that Belgium did not belong to any bloc (30). Nevertheless, it proved more and more difficult not to choose between the two superpowers. At the Congress of October 1947, the tensions of the Cold War were manifested in a debate on foreign policy.

Isabelle Blume praised what the social-democrats of Eastern Europe were doing for the cause of peace, and claimed that the truth of what

---

(27) *Peuple*, October 1, 1946.

(28) *Peuple*, April 20-21, 1947.

(29) *Peuple*, July 30, 1947.

(30) *Peuple*, October 16, 1947.



was going on behind the Iron Curtain was distorted. Nagy, for example, was the « organization of the Hungarian reaction against land reform ». Blume argued that although it wasn't admitting it, Belgium was joining one of the blocs. She criticized the recognition of the Greek government by Belgium and stated that the Marshall Plan could be accepted only with extensive precautions. Wasn't its goal only to preserve capitalism ?

Louis de Brouckère declared that the international situation was grave, two blocs were being constituted. Some Americans felt that the only solution to the economic crisis was war. Blume's position would bring Belgium into the eastern bloc. De Brouckère insisted that it was necessary to constitute an independent force ; what was necessary above all was a strong International — a rather utopian solution.

Spaak strongly attacked Blume, and expressed his astonishment at hearing the positions of the PC integrally defended at a socialist congress. Spaak argued both that Belgium had maintained her independence, and that in fact there was only one bloc, the eastern bloc. The nations of Western Europe, in order not to irritate the USSR, had not organized themselves into a bloc as the eastern European nations had. He defended participation in the Marshall Plan, and the government's policy on Greece. (It should be noted that at this time, the issue of European unity had not become a matter of great interest to the party as a whole) (31).

In the following months, the international situation worsened. The Comintern conference in Warsaw marked a sharp reversal of communist policies in the West. In France, insurrectionary strikes occurred. Similarly in Belgium. Van Acker, per interim Minister of Labor, decreed civil mobilization : « The government can no longer tolerate that by means of certain professional demands anarchy dominates our country and that a minority of trouble-makers might destroy in a few weeks the magnificent efforts accomplished since the liberation to restore our country » (32).

In a major speech at Gouy-les Pieton, Spaak defended governmental economic policy. Communist propaganda was not intended to gain the demands of the workers, but to bring about the failure of the Marshall Plan. But without the Marshall Plan, Belgium would suffer economic collapse. The communists did not want this aid because if Europe could reconstruct itself democratically and with prosperity, communism would disappear (33).

At the Congress of the FGTB in March 1948, the atmosphere was highly charged. The behavior of the PC in promoting strikes was attacked,

---

(31) *Peuple*, October 28, 1947.

(32) *Peuple*, February 16, 1948.

(33) *Ibid.*

the communists were accused of betraying the working class. Dejae, the communist leader, and a member of the secretariat, declared : « We shall bring about unity to realize here the popular democracy instituted in Czechoslovakia ». Libaers threatened the trade unionists with the same kind of fate their counterparts suffered in Czechoslovakia if they didn't face up to what was happening. By reducing the number of secretaries from six to four, and then by electing four non-communists the congress eliminated the communist leaders without losing communist rank and file membership (34). The policy of trade union unity paid off.

Events in Czechoslovakia had their impact on the party as well. At a meeting of the General Council in March, Larock charged the USSR with turning aggressively against the West, and discussed the fate of the socialist parties in Eastern Europe. The communists had won because they controlled the means of repression. The Council unanimously accepted the idea of a Western Union, economic and military (35).

The Congress of November 1948 attested to the fact that the debate on foreign policy was virtually closed. Larock, in his report, pointed out that neither the US nor the USSR were models, but supported the Atlantic Pact, with the understanding that this would not involve Belgium in non-European matters. Baccus argued that the « bolshevik dictatorship and American capitalism were responsible for the present mess » and regretted that Spaak's latest speech at the UN was too indulgent to American capitalism. It became clear that although the party, and Belgium as a whole, might refuse to identify intellectually with one of the two blocs, circumstances forced them politically into the Western bloc. Isabelle Blume once again protested that in choosing the Atlantic pact, Belgium was choosing on which side she would make war. Her hope was that the European working class could act as mediator (36).

Six months later, the FGTB decided to withdraw from the Fédération Syndicale Mondiale (FSM). Ironically, it was André Renard who acted as rapporteur for the motion. Renard, who had hoped to create working class unity, now argued that it was the communists who had killed the FSM by not accepting the democratic tradition of the West. The vote, 612,122 to 78,181 with 5,392 abstentions shows how much communist support had been reduced (37).

Belgium socialism entered the western bloc with its eyes open. It chose what seemed to be the lesser of two evils. Unlike the French socialists, it had maintained its working class base.

---

(34) *Peuple*, March 2, 1948.

(35) *Peuple*, March 16, 1948.

(36) *Peuple*, November 7, 1948.

(37) *Peuple*, May 30, 1949.



### III. The PSB and Belgian politics.

#### *The PSB and Governmental participation.*

The period of 1944-1950 can be divided into three phases in terms of socialist governmental participation. In the initial six months following the liberation, the party participated in a kind of Union Sacrée under the leader of the war-time cabinet, Hubert Pierlot. For the next five years, socialists led every government (Van Acker, Huysmans, Spaak). Following the elections of 1949, as the Royal Question became the center of politics, the party returned to the opposition, where it remained until the elections of 1954. Although the party had been willing to enter governments before World War II, it is certain that the experience of the post-war contributed to making participation seem a normal part of the political game.

The Pierlot ministry was based on the government of 1939 with the addition of the communists and socialists. By the end of 1944, the socialists were showing impatience with the government. On 21 October, an editorial in the *Peuple* entitled « Diriger » complained about the government's lack of leadership. It was followed on 6 December by an article of Victor Larock entitled « Le Regroupement des Forces ». Larock pointed out the danger to political democracy when the government no longer represented the popular will, stressed the desire for major change of the working class, the resistance, and the young, and argued that only the implementation of a socialist program and the creation of a great « Parti du Travail » could bring about these changes. This notwithstanding, there was no point in bringing about the fall of the government, since any new government would be under the control of the same parliament. The socialists should continue to fulfill their responsibilities, and at the same time, plan for the future.

The party's attitude was more militant by February. The party wanted Pierlot to shake up his cabinet. It felt that Pierlot was not showing sufficient leadership in the face of traumatic problems of coal, food supply, and the *épuration*. Moreover, it was hampered by a certain popular resentment against the « men of London ». When the socialists left the government, Pierlot resigned; the Regent called Achille Van Acker as *formateur*. Van Acker formed a government with five socialists, six Catholics, four liberals, and two communists. The party had already made it clear that it would insist on the participation of the Parti Communiste (PC). Anything else would seem directed against the PC and would result in systematic opposition. « The communists could not, as during the first months after the liberation, be involved simultaneously in governmental participation, virtually reduced to a symbolic presence,



and street agitation, where they ran the risk of being *debordé* at any moment » (38).

Faced with the rise of communist influence at the liberation (both politically and through the *Comités de Lutte Syndicale*), in large part due to their resistance role, the socialists adopted a policy which proved to be successful. First they insisted that the communists be associated with the government. The communists would be in no position to systematically attack the government for whatever went wrong. At the same time, the socialists, not the communists, received credit for the great social reforms of the period. Second, elections were postponed until 1946. By that time, the PC received 12 % of the vote and 23 seats. Earlier elections would certainly have registered a stronger communist showing. With time, the experienced socialist trade union leaders were able to regain their positions; unlike in France, the superior organizational experience of the socialists proved decisive. At no time were the communists able to take the initiative. Between the liberation and 1950, the PSB successfully recovered its dominance of the non-Catholic Belgian working class.

The thrust of the Van Acker government was towards economic reconstruction and social reforms. Very soon, however, the government became enmeshed in the Royal Question. On 16 June 1945, when the King announced his intention to return, Van Acker resigned. Attempts by the King to constitute a government failed. On 19 June a law was passed making the two chambers in joint session the judge of when the King's inability to reign had ceased. The identification of the PSC with the King made its continuation in the government impossible: On 2 August 1945 Van Acker constituted a second cabinet, composed of socialists, communists, liberals, and two members of the *Union Démocratique Belge* (UDB), a new party whose weakness would only be discovered in the general elections. In January 1946 parliament was dissolved, the government considering that it had fulfilled its mission. The socialists received 69 seats, the PSC 92, the PC 23, the Liberals 17 (a decline of 16) and the UDB only 1. The elections did not give a clear mandate to any party. The Bureau of the PSB called for another Van Acker government without the PSC. The PSC itself could not constitute a government, and its position on the Royal Question made it very hard to find a coalition partner. There was considerable difficulty in forming a government. An all-socialist minority government under

---

(38) *Peuple*, editorial, « Ce n'est pas l'heure des exclusives », February 9, 1945. The Van Acker government benefited from good relations with the English. More information on the role of the English in Belgian politics at this time will be forthcoming when Jules GERARD-LIBOIS' *L'An 45* is published.



Spaak lasted only 10 days. The confusing political situation led to a serious discussion in the General Council of 28 March 1946.

At the meeting, Van Acker expressed preference for a government of the four major parties, because of the severity of the economic problems facing the country. A left government, he argued, wasn't really left-wing except in its being anticlerical. De Brouckère, on the other hand, strongly opposed a quadrupartite. It represented a renunciation of democracy, moreover, De Brouckère felt that the PSC was dominated by supporters of Leopold, some of whom were fascists. Huysmans, however, felt that it was better to have certain people in the government rather than in the opposition, and supported a Van Acker cabinet. Liège, on the other hand, preferred a left government, or dissolution. Spaak complained that the party had sincerely attempted to establish a left government, but had met resistance. Dissolution would accomplish nothing. To De Brouckère, he replied that no government was just as dangerous to democracy as a quadrupartite. If there were no other way to fill the vacuum, he would support a quadrupartite (39). When on 29 March the PSC refused a quadrupartite, a new Van Acker government with the liberals and communists was formed; Van Acker saw its goal as a battle of coal, prices, and exports.

The government was threatened by the PC's support for strikes in opposition to wage and price controls. On 10-11 June, Victor Larock wrote in the *Peuple* that the PSC had thought the government wouldn't last long. Now it wanted the PSB to drop the PC. But even though the PC's positions were determined by supranational considerations, the socialists would support communist participation so long as they didn't play a double game. In the end, the government fell because of Henri Rolin's interpellation of the Liberal Minister of Justice, Van Glabbeke. By this time, Van Acker had had enough of the PC and of the left formula. On 22 July he declared: « How do you hope to accomplish structural reforms with a government that doesn't have a sufficient majority ?... as for me, I would prefer to work in the galleys than to direct a left government. I have warned you. If it is necessary, I will return to the ranks like a disciplined soldier » (40). But agreement with the Catholics was impossible, and Camille Huysmans formed another left government.

The Huysmans government was not a particularly strong government, since Huysmans, unlike Van Acker, gave much greater freedom to his ministers. It continued the same basic policies as the previous government.

---

(39) *Peuple*, March 29, 1946.

(40) *Peuple*, July 23, 1946.

The main surprise was that it lasted as long as it did, since its majority in the Senate was highly precarious. The possibilities for a left government were constantly decreasing, as the international situation worsened. Spaak had said in October 1946 that the role of Belgium was to be an element of comprehension between the East and the West. So long as that was possible, the PSB could also be a link between the communists and the bourgeois parties within Belgium. This became more and more difficult. On 12 March 1947 the government fell when the communists refused to accept an increase in the price of coal to 629 francs per ton. It did not seem at first that this was necessarily the end of communist participation, only later did the event seem decisive, especially when seen in the light of the end of communist participation in France and Italy. In an editorial of 21 March 1947 in the *Peuple*, Larock conjectured that the communists wanted to enter the opposition, not as the PSC argued, because they were told by Moscow, but because the experience of power is difficult for a party whose members consider themselves revolutionaries.

When Spaak made it clear that he wanted to establish a government with the PSC and the Liberals, he unleashed one of the hottest debates of the post-war period in the General Council. The idea of joining with the party which had been its main adversary of the Royal Question did not set well with many members. Buset, Larock, and De Brouckère opposed the move, preferring another démarche to the communists. De Brouckère felt the PSC had never really deconfessionalized and was proto-fascist. A majority of socialists from Flanders and the PSC could impose their views on the Walloon socialists. De Brouckère threatened to quit his position in the party leadership and return to the ranks if the party voted to collaborate with the PSC. Nevertheless, a motion favoring collaboration with the PSC was passed 122:65:1 (41).

Collaboration with the PSC was only possible so long as the Royal Question was kept in the background and the status quo maintained. The main source of conflict so long as the Royal Question was latent was the school issue. In May 1948 a dispute over subsidies for technical education led to the resignation of the government, which was then reconstructed. Nevertheless, the issue was far from passé in the party; a motion supporting a Spaak compromise with the PSC won out 145:72:5 (42). In a country where a party was more concerned about rallying its own potential supporters than in getting support from other groups, the issue of schools was not an easy one on which to compromise.

---

(41) *Peuple*, March 19, 1947.

(42) *Peuple*, May 16-17, 1948.



The socialists were in no rush to call new elections before autumn 1949, but collaboration between PSC and PSB became increasingly difficult. The budget provided the immediate cause of the breakup of the government, and the calling of elections. These elections constituted a major defeat for the PSB (43). The PSC came close to a majority, close enough so that it was tempted to try for an absolute majority the next year, when it succeeded.

The PSB went from 31.59 % to 29.64 % of the total vote; the combined vote of the PSB and PC declined from 44.27 % to 37.24 %. The report to the Congress of 1949 explained this defeat as follows: « Thus the Belgian bourgeoisie, following the example of other European countries, has shown its determination to put an end to the concessions following the war, and to take back control in its class interests of the economic and social orientation of the country » (44). The PSC lacked only two votes for an absolute majority in the lower house, but it had an absolute majority of nine in the Senate. Thus, in a joint session it would have a majority of seven.

The situation was now reversed: « If, for the four years following the liberation, it was we who made demands in the name of the working class in all ministerial negotiations, it is no longer so » (45). The PSB was condemned to opposition until 1954. Ironically, it was as a party of opposition that it won one of its greatest victories — that of preventing the return to the throne of Leopold III. This in turn prepared the way for an electoral comeback in 1954.

#### *The PSB and the Royal Question.*

This is not the place to retrace in detail the history of the Royal Question. Our consideration must be restricted to the discussion of certain aspects of the relationship of the PSB to the problem (46).

It would be a mistake to believe that the intransigent position of the PSB in 1950, when it was prepared to use almost revolutionary means to prevent the return of the King, corresponded to its position in 1945. To be sure, in 1945, many socialists were not prepared to accept the return of the King *sine conditione*. Van Acker and Spaak were probably willing to accept Leopold's return provided that he renewed his oath to the Constitution, declared that a state of war had never ceased to exist between Belgium and Germany, and got rid of his

---

(43) For an analysis of the cause of the defeat, cf Parti Socialiste Belge, *Rapports présentés au Congrès des 5 et 6 novembre 1949*, pp. 42-49.

(44) *Ibid.*, p. 15.

(45) *Ibid.*, p. 22.

(46) I am indebted to the late Victor Larock for having allowed me to interview him on the subject.

entourage. Certainly, there were many who preferred abdication. When Van Acker, Spaak and other ministers went to see Leopold on 12 May 1945, it seems that most of the government preferred abdication, but held as a substitute settlement the above conditions. In addition, Leopold's wife would be made a countess by the Regent, and not reign as queen (nor would their children).

Why did the Royal Question become so important for the PSB ? It must first be noted that it was Leopold's obduracy which made a compromise settlement impossible in 1945. Men like Van Acker and Spaak were forced into a hard-line position. Second, when the King's cause became the PSC's cause, when the Catholic ministers left the Van Acker government, the issue became a partisan one. Third, for those who had participated in the resistance, the King's behavior seemed indecent. Either Leopold was right, or the Resistance was right. Fourth, was the increasing identification of the King with the extreme right and the Flemish Catholics, what the PSB called the *Léo-rexistes*. Socialists accepted the monarchy as a symbol of national unity, but Leopold was now becoming a cause of national disunity.

Another major factor was the fact that the behavior of the PSC and of Leopold went counter to the basic rules of Belgian politics. Belgium had been evolving into a consensus society, in which all fundamental issues which involved an alteration of the status quo were decided through consultation of all major groups. An arithmetic majority, in other words, was not sufficient for major changes. When the PSC, by virtue of a few extra seats in Parliament (which the socialists believed came from the fascist right anyway) attempted to resolve the Royal Question, and to foist Leopold on the country, the socialists reacted as if legality had been tampered with. Indeed, the tacit constitution of Belgium, if not the official constitution, *had been* tampered with. This seemed to justify an extraordinary reaction. In other words, if the PSB seemed willing to use revolutionary means, its goal was really more conservative — the preservation of the existing unofficial system of consensus politics which it had followed in the past five years.

One might say, rather ironically, that the PSB never better showed how much it had integrated itself in the Belgian political system than when it stood up against the King in 1950.



How successful was the PSB between 1944 and 1950 ? If the primary goal of the party leadership was reconstruction — of the party organization and of Belgian society in general — the results were probably



satisfactory. If on the other hand, success meant a renewal of the party and the creation of a different kind of society, the verdict must be negative.

At the Liberation, the PSB was faced with the problem of rebuilding its organization, severely damaged by the events of the last five years. It had to confront the consequences of the end of collective affiliation, and the loss of cohesion between the four organizations formerly united. It had to contain a serious communist advance into its former bailiwicks. By 1950, the party had long since reestablished itself on a sound organizational basis, relations with the FGTB, mutual societies and cooperatives had been resoldered, and the Communist party had ceased to be of much consequence. The Royal Affair had helped recreate solidarity in the movement. Indeed, the degree of unity within the party was much greater than before the war; factionalism was non-existent.

In electoral terms, the party had regained its pre-war strength, but did not surpass it. If the Royal Affair had helped to rally the party's traditional clientele, it had not helped much in attracting new constituents. Likewise, the FGTB grew much more slowly than the Catholic unions in the post-war period.

The PSB approached the problem of national reconstruction as if its main goal was to rebuild Belgium as it had been before the war but with increased welfare programs. The party felt that it had done its duty in helping to get the Belgian economy back on the tracks, but was not particularly concerned that what was restored was an essentially liberal economy. The party was in large part dominated by the spirit of Van Acker, who was determined to « get on with the job », barely questioning the nature of the job. With the exception of a few proposals which seem not to have been taken very seriously, the PSB held out no alternatives to the *status quo ante*.

Where the party was most militant, it was militant about issues that were not quintessentially socialist, but rather were related to the radical political tradition. Such was the case with the schools issue, even more so with the Royal Question. In other words, the party was most militant when it came to issues that united its members on political ideology but repelled most others. It is not unlikely that a more imaginative political and social program might have attracted members of the intelligentsia and the christian left.

The party responded to issues that arose, but showed little prescience about the issues that would emerge in the late 1950's or early 1960's. Thus, the Congo and the possibility of a federal system in Belgium were largely ignored. Likewise, with the exception of André Renard and his friends (who were not always *personnae gratae* in the party),

the idea of planning was barely discussed — this at a time when Jean Monnet had established the Commissariat du Plan in France.

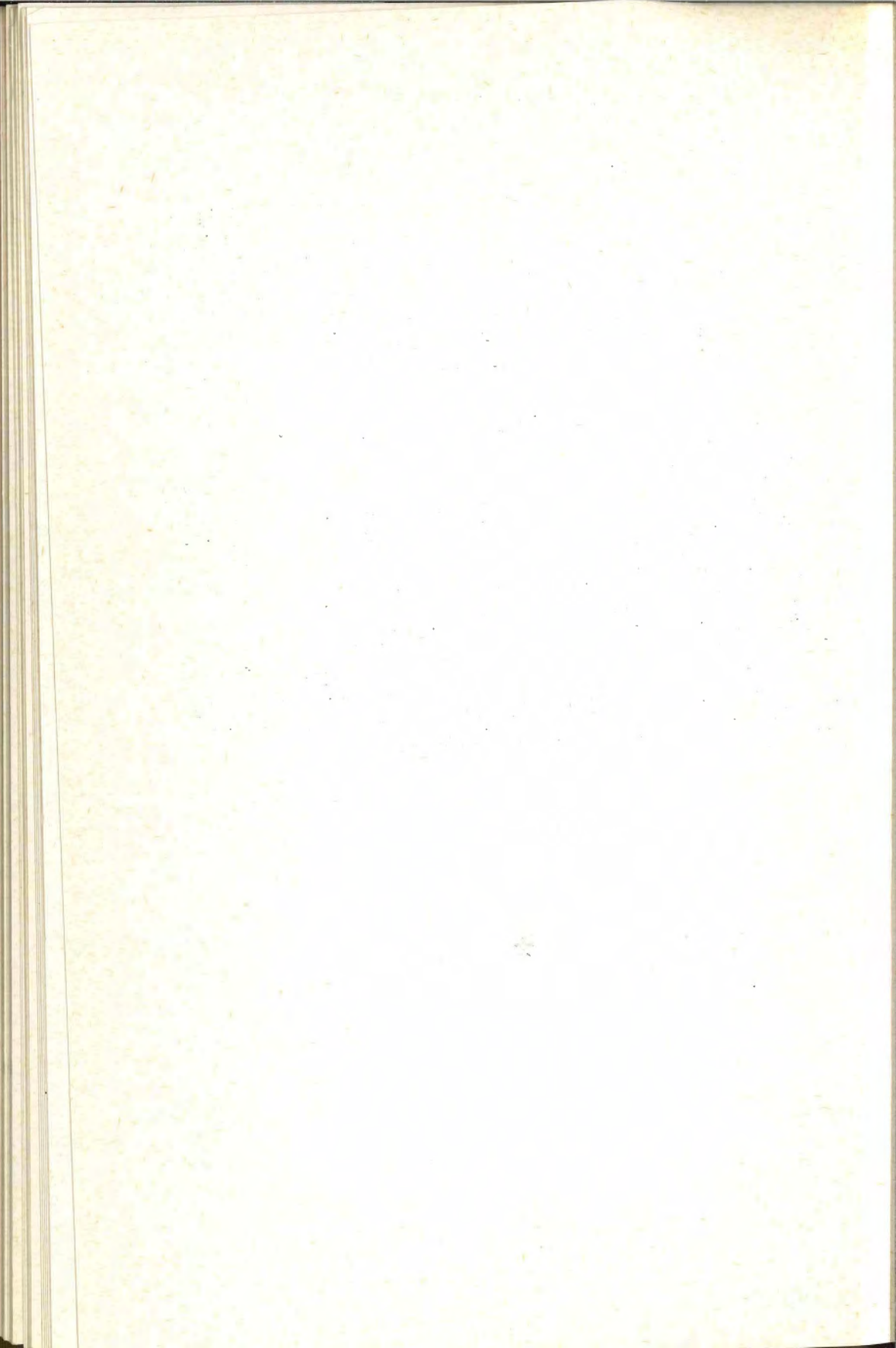
The restraint and « modest egoism » of the PSB have been held as examples of political maturity and wisdom, but they may well have represented an intellectual hardening of the arteries. The men dominating the party shared neither the doctrinal background of the generation before them, nor the technocratic training of the generation after them. Under their guidance, the PSB might rightly be said to have become one of the three « traditional » parties of the Belgian political system.

**Summary : Belgian socialism at the liberation : 1944-1950.**

*The period 1944-1950 witnessed the successful reconstruction of the Belgian Socialist Party. Despite some modifications of structure and leadership personnel, the party retained many of its pre-war characteristics. There was no significant modernization of doctrine. In particular, its role as a party of government was accentuated. The PSB played a major role in increasing social welfare programs and restoring the Belgian economy, but made few structural reforms. Despite opposition to a division of the world into blocs, it was eventually forced into the American camp. The PSB's main political accomplishment was preventing the return to the throne of Leopold. By the end of this period, the PSB had largely become a party of the status quo.*







# Bureaucratisch patronage en etno-linguïsme

---

door Mark ELCHARDUS\*,

Met medewerking van de Werkgroep Sociologie,  
Vrije Universiteit te Brussel.

\*

## 1. Inleiding.

Velen zien de grote rol die de tegenstelling « nederlandsprekend-franssprekend » sinds het begin der jaren zestig in ons land speelt, als een politiek manifest worden van problemen die België sinds haar bestaan kenmerken. Het ontstaan en de groei van « taalpartijen » is in deze visie het logische gevolg van het manifest worden van traditionele etno-linguïstische conflicten (1). Wij kunnen deze visie niet ongenueanceerd bijtreden.

Allereerst merken wij op dat etno-linguïsme geconstrueerd kan worden wat in België — en vooral dan in Vlaanderen — herhaaldelijk is gebeurd. Taalpartijen hebben er overigens alle belang bij dat de etno-linguïstische conflicten zo actueel mogelijk blijven.

Ten tweede kadert etno-linguïsme, naar onze mening, in het geheel van sociaal-economische veranderingen die het politiek leven beïnvloeden. Het is onze overtuiging dat zich een aantal evoluties in de sociaal-economische omgeving aan het aftekenen zijn die het huidige, traditionele, Belgische systeem van politieke integratie (bureaucratisch patronage) onder druk zetten. In dergelijke situatie is het gebruik van etno-linguïstische identificaties een uitstekend middel om op een nieuwe basis een brede politieke aanhang te recrutereren.

Wij zullen in wat volgt deze theorie uitwerken en proberen de groei en het succes van één van de Belgische « taalpartijen », namelijk het

---

\* Leden van de Werkgroep Sociologie zijn M. Coopman, A. De Kerpel, M. Elchardus, D. Janssen-Van Bael, R. Van Malderghem en D. Wijngaerts.

(1) HUYSE L., *The Language Conflict in Belgium: a Sociological Approach*, *Sociological Contributions from Flanders 1975*, Kluwer, Deurne, 1975, blz. 83-89.



« Front Démocratique des Francophones (FDF) », in het licht ervan te verklaren. Bovendien toetsen we deze theorie aan de hand van de verkiezingsuitslagen van het FDF in de gemeenteraadsverkiezingen van 1970 en 1976.

## 2. Etno-linguïstische identificatie en politieke integratie.

In de meeste staten is de bevolking gedifferentieerd naar ras, godsdienst, taal... Maar niet overal is die bevolking even sterk gesensibiliseerd voor de bestaande culturele verschillen. In het typische geval van etno-linguïstie echter, zijn identificaties met een bepaalde culturele groep van de bevolking — in casu taalgroep — voldoende sterk om hechte sociale gemeenschappen af te bakenen. Uit dergelijke situatie kan politieke munt geslagen worden. Een partij of politieke beweging die erin slaagt zich op te werpen als de ideale vertegenwoordigster van een bepaalde etnische groep, kan binnen die groep een stabiele politieke aanhang vinden ondanks bestaande interne verdeeldheden op andere gebieden van het maatschappelijk leven (bv. verschillen naar klas). Etno-linguïstie laat ook toe de continuïteit en de stabiliteit van een politieke stroming te verzekeren. Identificatie op basis van etno-linguïstische symbolen wordt immers gekenmerkt door een grote inertie. Bovendien zullen de meeste sociaal-economische problemen opgetild worden tot het vlak van tegenstellingen tussen subculturen, wat meteen aanleiding geeft tot meer en intenser beleefde conflicten.

Het verschijnsel etno-linguïstie wordt in de sociologie vaak benaderd vanuit de tegenstelling traditionele versus moderne maatschappij. Uitgangspunt daarbij is de bevinding dat tijdens het moderniseringsproces een verschuiving optreedt in de mechanismen van sociale integratie. De traditionele maatschappij wordt gekenmerkt door het bestaan van kleine gemeenschappen, particularistische en diffuse banden en een belangrijke rol van bloedverwantschap in het structureren van sociale interactie. Vaak symboliseren deze gemeenschappen hun eigen identiteit — en hun afstand van andere gemeenschappen — op basis van een aantal etno-linguïstische karakteristieken en stereotypes. De sociologen die als eersten het moderniseringsproces hebben bestudeerd, voorspelden dat deze traditionele identificaties geleidelijk aan hun bindingskracht zouden verliezen. Aanvankelijk stelde men zich deze veranderingen voor als een evolutie naar een hyper-rationeel, utilitair mensbeeld en levensbeschouwing. Bij de klassieke sociologen, Weber en Durkheim, vinden we reeds een reactie tegen deze visie: zij leggen de nadruk op het belang — ook voor de moderne maatschappij — van een gemeenschappelijke waarde-oriëntering en een gevoel van sociale gemeenschap bij haar burgers.

Naar analogie met deze laatste zienswijze, zou modernisering kunnen worden opgevat als een geleidelijke verschuiving van de identificatie met kleine, traditionele sociale groepen naar identificatie met de moderne staat (2). Volgens deze visie zou men dan moeten kunnen vaststellen dat bij modernisering, identificatie met oudere etno-linguïstische eenheden vervangen wordt door identificatie met de staat of met andere groepen, die nauwer aansluiten bij de realiteit van een geïndustrialiseerde samenleving. Het is nochtans duidelijk dat in een aantal landen (Maleisië, Mali, Nigeria, Libanon) de etnische conflicten zich scherper gaan stellen naarmate de modernisering zich verder heeft gezet (3). Ook in de geïndustrialiseerde landen treden etnische conflicten opnieuw sterk naar voor (cf Spanje, Frankrijk, Verenigd Koninkrijk, Ulster, USSR...).

Landen die erin geslaagd zijn hun interne etnische verdeeldheden te reguleren, hebben dit niet kunnen doen zonder ingrijpende politieke wijzigingen te aanvaarden (4). Als voorbeelden citeren we : het stellen van quota's voor politieke vertegenwoordiging, het tegelijkertijd behandelen van grote bundels van problemen om aldus gemakkelijker tot compromissen te kunnen komen (cf het in België vertrouwde verschijnsel van « paktten », « conclaven » en « gemeenschapsdialogen ») het vermijden van een open electoraal conflict over problemen die niet tot een communautair niveau kunnen verheven worden... Deze wijzigingen zijn lang niet altijd positief te waarden. Zij ontcrachten een aantal fundamentele principes van de moderne maatschappij via de aftakeling van het gelijke stemrecht, het gebruik van ascriptieve criteria bij aanwerving, de belemmering van een efficiënte planning gesteund op specifiek bepaalde behoeften. België is voor de meeste van deze verschijnselen een type-geval.

---

(2) Een overzicht van deze opvattingen kan worden gevonden in : WEINER M., Political Integration and Political Development, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 358 (March 1975), blz. 52-64 ; ADELMAN I., MORRIS C.T., *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*, Stanford University Press, Stanford Cal., 1975, blz. 42-44.

(3) MARIK I.F., *The Ethnic Revolutions in the Middle East*, American Political Association Meeting, New York, 1969, blz. 13 ; SULEIMAN N.W., Elections in a Confessional Democracy, *Journal of Politics*, 1967 nr. 2 ; GEERTZ C., The Integrative Revolution : Primordial Sentiments and Civil Politics in the New States, in : GEERTZ C. (ed.), *Old Societies and New States*, The Free Press, Glencoe Illinois, 1963, blz. 122 ; DEUTSCH K.W., *Nationalism and Social Communication*, MIT Press, Cambridge Mass., 1966 ; DEUTSCH K.W., Nation and World, in : Ithiel Desola Pool, *Contemporary Political Science : Towards Political Theory*, McGraw Hill, New York, 1967, blz. 211.

(4) DAHL R.A. (ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1966, blz. 317 ; CALHOUN J.C., *A Disquisition on Government*, The Liberal Arts Press, New York, 1971 ; NORDLINGER E.A., *Conflict Regulations in Divided Societies*, Occasional Papers in International Affairs, nr. 2, January 1972, Harvard Center for International Affairs, blz. 31.



Het etno-linguïsme dat tijdens het moderniseringsproces opduikt kan echter niet « traditioneel » worden genoemd; het is niet zomaar een overlevering uit het verleden. In de meeste gevallen is het een innoverend fenomeen en een volwaardige component van de intense sociale en economische veranderingen die zich gedurende deze fase van maatschappelijke ontwikkeling voordoen. Dit wordt vaak over het hoofd gezien. Het is onze bedoeling om deze functie van het etno-linguïsme hier nader toe te lichten.

In nieuwe staten treden etnische conflicten reeds op tijdens de eerste fasen van modernisering (5). Dit is te verklaren vanuit het niet gelijktijdig verlopen van twee sociale processen, namelijk sociale mobilisatie en assimilatie (6). Sociale mobilisatie treedt op wanneer een traditioneel levende bevolking door technologische vernieuwing uit haar vertrouwde sociale omgeving wordt gerukt (bv. ontsluiting van een gebied door verstedelijking, uitbouw van infrastructuur en communicatiemediën). Steeds grotere gedeelten van de bevolking zullen zich bevinden in sociale en sociaal-technische omgevingen (bv. de moderne fabriek) in dewelke de van oudsher vertrouwde patronen van integratie hun relevantie verliezen (7). Assimilatie is dan het zich ontwikkelen, bij deze gemobiliseerde bevolking, van nieuwe en beter aangepaste integratiemechanismen. Dit omvat niet alleen de groei van nieuwe vormen van associatie en organisatie, maar ook de ontwikkeling van expressieve symbolen die een identificatie met de moderne staat en moderne groeperingen mogelijk maken. Dit veronderstelt sociologische en culturele verandering; deze verloopt echter trager dan de sociale mobilisering die gevoeliger is aan de gemakkelijker verspreide technologische vernieuwingen.

Door het niet-synchroon verlopen van deze twee processen ontstaat er een zekere ontwrichting. Deze is vooral merkbaar in de grote steden van de Derde Wereld. De oude cultuurpatronen, waarin men blijft geloven, zijn niet langer toepasbaar. De migrant kan blijven geloven dat familieleden mekaar moeten steunen, maar vaak kan hij in zijn nieuwe omgeving geen familielid vinden dat hem effectieve steun kan verlenen (8). Onder deze omstandigheden is de behoefte aan sociale steun, verzorging en verdediging nu juist zeer groot. De bevolkingen die worden samengebracht zijn meestal heterogeen naar waarde-oriënteringen en normen. Het probleem van sociale verzorging stelt zich onder deze omstandigheden

---

(5) GEERTZ C., *op. cit.*

(6) DEUTSCH K.W., *Nationalism and Social Communication, op. cit.*

(7) EISENSTADT S.N., *Modernisation, Protest and Change*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New York, 1966, blz. 71.

(8) WALLERSTEIN I., *Ethnicity and National Integration in West Africa, Cahier d'études africaines*, octobre 1960, nr. 3, blz. 129-138.



dan ook op een bijzonder moeilijke manier: hoe kan men een type van integratie (of van gelegitimeerde organisatie) verwezenlijken in afwezigheid van sterke gemeenschappelijke cultuurpatronen? Voor dit probleem bestaan er een aantal sociologische standaard-oplossingen waaronder « charismatisch leiderschap » en « patronage ».

De charismatische leider kan legitimiteit en autoriteit afdwingen op basis van persoonlijke karakteristieken. In onze hedendaagse politieke taal zou men kunnen spreken van een persoon die als eerlijk, open, integer en bekwaam « overkomt », die « présence » heeft. De specifieke persoonlijke karakteristieken waarop de nadruk wordt gelegd, variëren in tijd en ruimte. Belangrijk is dat de charismatische leider — zelfs in afwezigheid van tradities en geroutiniseerde structuren of organisaties die zijn handelen legitimeren — voldoende autoriteit kan afdwingen om een politieke integratie te verwezenlijken, die toelaat de voorzieningen in een aantal behoeften op regelmatige basis te organiseren. Op die manier kan charismatisch leiderschap het probleem van culturele heterogeniteit overbruggen.

« Patronage » is een patroon van integratie dat steunt op assymetrische, particularistische en diffuse banden tussen enerzijds een patroon en anderzijds een aantal volgelingen (cliënten). De patroon verleent steun, sociale verdediging en verschillende vormen van dienstbetoon aan de cliënt. Deze laatste verbindt zich tot het verlenen van een wederdienst wanneer de patroon daar behoefte aan heeft. We noemen de band tussen patroon en cliënt assymetrisch omdat de patroon een grotere controle heeft over machtsmiddelen dan de cliënt. De band is particularistisch omdat hij bestaat tussen een bepaalde patroon en een bepaalde cliënt. Hij is diffuus omdat de goederen, diensten en informatie die kunnen uitgewisseld worden niet op voorhand gespecificeerd zijn, maar bepaald worden door de behoefte van de partijen (9).

De betekenis van deze adjectieven wordt best belicht door patronage uitwisseling te contrasteren met bureaukratische uitwisseling. In het laatste geval kan een persoon (cliënt) aanspraak maken op bepaalde diensten omdat hij in een categorie valt die op universalistische manier is afgebakend, bv. omdat hij tot een bepaalde leeftijdsgroep behoort of

---

(9) Wat patronage politiek betreft, zie o.m.: LEPSIUS M.R., *Immobilismus: Das System der Sozialen Stagnation in Suditalien*, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 177, 1965, blz. 304-342; WOLF E.R., *Aspects of Group Relationships in a Complex Society: Mexico*, *American Anthropologist*, vol. 58, blz. 1065-1078; WEINGROD A., *Patron, Patronage and Political Parties*, *Comparative Studies in Society and History*, vol. 10, nr. 4, 1968; HOLLNSTEINER M.R., *The Dynamics of Power in a Philippine Municipality*, Community Development Council, Manila, 1963; GALJART B.F., *Patronage als integratiemechanisme in Latijns Amerika*, *Sociologische Gids*, vol. 16, 1969.



kinderen heeft en niet omdat hij een bepaalde verstandhouding heeft met de bureaukraat die verantwoordelijk is om de diensten te verlenen. De diensten die een bepaalde bureaukratische organisatie kan verlenen zijn ook vooraf gespecificeerd en afgebakend.

De culturele voorwaarden die patronagebanden tot een stabiele vorm van interactief handelen kunnen maken zijn quasi-universeel aanwezig. De aard van de patronagebanden volgt het vertrouwde patroon van verwantschapsverplichtingen die eveneens particularistisch en diffuus zijn (10). Verder steunt deze band zeer sterk op de regel van de reciprociteit; dit is een fundamentele component van sociale organisatie die, bij normale ontwikkeling, door het kind geïnternaliseerd wordt bij de groei naar identificatie met de verzorg(st)er.

De patronageverbanden kunnen een netwerk vormen waarbij de cliënt steun vindt en dat aan de patroon de mogelijkheid biedt om geld, politieke invloed en sociaal prestige met mekaar omwisselbaar te maken. Verschillende patronageverbanden kunnen ook worden samengevoegd tot facties die, door middel van meer of minder stabiele allianties, in de behoefte aan politieke integratie op ruimere schaal voorzien (11).

Het is dan ook niet verwonderlijk dat men deze twee typen van integratie aantreft gedurende periodes van intense sociale verandering. De politieke en sociale situatie in ontwikkelingslanden kan dikwijls niet op afdoende wijze geanalyseerd worden zonder rekening te houden met de belangrijke rol die charismatisch leiderschap en patronagenetwerken spelen. Beide typen van integratie hebben echter ook hun beperkingen. Het lot van het charismatisch leiderschap valt samen met dat van de leider zelf. Dikwijls is het dan ook niet mogelijk om aan dit type van integratie een continuïteit te geven dat het leven en het lot van de individuele leider overtreft.

Patronage politiek kan, in het licht van moderne waardepatronen, gezien worden als een vorm van corruptie en nepotisme (12). Het stelt uiterst strikte beperkingen aan de efficiëntie waarmee verschillende diensten kunnen verleend worden. Belangrijk voor de verdere ontwikkeling van integratiepatronen zijn de beperkingen die door de patroons op een vrij rechtstreekse manier worden ervaren. In de politieke context houdt dit integratiemechanisme in dat zij materiële objecten ruilen voor politieke

---

(10) ELCHARDUS M., *Patronage as a mode of Exchange*. Brown University, Department of Sociology, 1975.

(11) HOLLNSTEINER M.R., *op. cit.*

(12) Verschillende auteurs, die de gevolgen van corruptie en nepotisme in de ontwikkelingslanden bestuderen, zijn ook, weliswaar op onrechtstreekse manier, tot het besluit gekomen dat deze fenomenen een rol spelen bij de integratie van deze maatschappijen. (Zie o.m.: NYE J.S., *Corruption and Political Development: a Cost-Benefit Analysis*, *American Political Science Review*, June 1967, blz. 417-427.



aanhang. Meestal zullen de patroons dan ook proberen een grotere waardeconsensus te bereiken, of de loyaliteit van de cliënten met betrekking tot een aantal algemene principes zo te structureren dat zij symbolische munt kunnen gebruiken. Een van de middelen die daartoe wordt aangewend is het benadrukken van etnische identificatie. Op deze manier vormt etnisme eigenlijk een verdere stap in de ontwikkeling van integratiemechanismen. De grote etnische leiders behoren meestal tot de gemoderniseerde segmenten van de bevolking (13). De grote nadruk die ze leggen op etnische identiteit is bijna altijd een middel om politieke aanhang te recruter en een poging om de beperkingen van patronage politiek te overkomen. De gemeenschappen waarop ze zich beroepen zijn al evenmin traditionele eenheden. Het zijn nieuwe sociale gemeenschappen die zich in een gewijzigde omgeving volgens een vertrouwde logica hebben opgebouwd (14). Wallerstein, die deze ontwikkelingen volgde, merkte op dat het mogelijk is dat « ... een immigrant, die zichzelf aanziet als lid van een bepaalde stam, in de stad geen dorpsgenoten vindt. Hij kan zich in dat geval vrij gemakkelijk herdefiniëren als lid van een nieuwe, ruimere groep. In de meeste gevallen stemt deze groep overeen met een (logische) regionale of linguïstische eenheid, die echter niet noodzakelijk tevoren als sociale entiteit bestond » (15). De culturele voorwaarden voor het ontstaan van deze gemeenschappen zijn in de meeste gevallen ook aanwezig: men is meestal vertrouwd met etnische classificaties. De etnische groeperingen vormen echter een nieuwe politieke entiteit die verschillende functies vervult. Ze ontwikkelen criteria voor de verdeling van politieke autoriteit, nemen verantwoordelijkheden van de uitgebreide familie en de patronagenetwerken over en doen dienst als instellingen van hersocialisering, o.a. door er de nadruk op te leggen dat binnen de gemeenschap sociale diensten niet meer kunnen uitgewisseld worden volgens particularistische en diffuse criteria (16).

Deze rol van het etnisme of etno-linguïstie werd hier belicht aan de hand van de sociale veranderingen die kunnen waargenomen worden gedurende acute fasen van de modernisering. Het is onze stelling dat de relevantie van deze verschillende reacties op culturele ontwrichting en onaangepastheid van de politieke structuren — charisma, patronage en etnisme — niet beperkt is tot bepaalde historische momenten van de

---

(13) GEERTZ C., *op. cit.*

(14) MERCIER P., *L'agglomération dakaraise, Etudes Sénégalaises*, nr. 5, 1954; BALANDIER G., *Sociologies des Brazzavilles noires*, PUF, Paris, 1955; BALANDIER G., *Sense et puissance: les dynamiques sociales*, PUF, Paris, 1971, blz. 118. (Deze waarneming stemt overeen met de door Parsons reeds eerder geformuleerde conclusie, namelijk dat de patroonvrijwarende aspecten van culturele systemen minder vlug veranderen dan normen en sociale rollen).

(15) WALLERSTEIN I., *op. cit.*

(16) WALLERSTEIN I., *op. cit.*



maatschappelijke ontwikkeling. Integendeel, het zijn algemene patronen van integratie die, in bepaalde mate, altijd aanwezig zijn en die, onder bepaalde omstandigheden, dominant kunnen worden. Elementen van patronage politiek vindt men in de politieke partijen van alle landen en in de bureaucratische structuren van totalitaire regimes. Patronage (bossism) was een zeer belangrijk element bij de politieke integratie van de immigranten-bevolking in de Amerikaanse steden (17). Zowel het grote belang dat vandaag wordt gehecht aan « persoonlijke ervaring » en « creativiteit » als het afzwakken van specifieke waarde-oriëntaties m.b.t. publieke organisatie en sociaal leven scheppen een klimaat waarin politieke leiders steeds meer op elementen van charismatisch leiderschap zijn aangewezen. De matrijs van hun publiek gedrag wordt het « star-system » uitgewerkt in de massa-cultuur.

Voor het verklaren van etno-linguïsmen in België zijn vooral twee aspecten van deze algemene problematiek van groot belang: ten eerste, patronage politiek en haar beperkingen, ten tweede, de rol van etnisme of etno-linguïsmen in het opvangen en transformeren van druk op de bestaande patronen van politieke integratie. Het zijn deze twee aspecten die we verder zullen uitwerken. Daarvóór echter willen we er de nadruk op leggen dat ook de Belgische « cultuurgemeenschappen » niet als traditionele sociale entiteiten kunnen beschouwd worden.

### 3. Etno-linguïsmen en sociale gemeenschap in België.

Geen enkele van de drie Belgische regio's kan als een traditionele, sterk homogene sociale gemeenschap getypeerd worden. Het begrip « traditioneel » is echter wel het best toepasselijk op Vlaanderen. In niet geringe mate is dit te wijten aan de activiteiten van tal van romantische auteurs (cf H. Conscience, P. Benoit) en geschiedschrijvers die Vlaanderen een meer intens beleefde culturele eenheid en een « eigen verleden » hebben geschonken. Pogingen in die zin worden trouwens ook op Belgisch niveau ondernomen (cf H. Pirenne). Deze activiteiten kaderen in een geheel van doelbewuste constructie van etno-linguïstische identificaties.

Een vaak gehoorde theorie stelt dat de opkomst van een Waalse en Brusselse etno-linguïstische politiek slechts een reactie zou zijn op het succes en de groeiende invloed van het Vlaams nationalisme als politieke beweging en de snelle economische groei van Vlaanderen in het voorbije

---

(17) MERTON R.K., *Social Theory and Social Structure*, Free Press, Glencoe Illinois, 1968, blz. 128-132.

decennium (18). Als deze theorie geldig is, kan nochtans moeilijk verklaard worden waarom dergelijke reactie is uitgebleven in 1919 toen de Vlaams-nationalisten een proportioneel grotere aanhang hadden dan in 1961.

Voor Brussel onderzochten wij empirisch de verklaringskracht van het competitief model. Dat veronderstelt bijvoorbeeld dat verkiezingsresultaten van het « Front Démocratique des Francophones (FDF) » en de « Volksunie (VU) » elkaar positief beïnvloeden; m.a.w. hoe groter het electorale sukses van de VU, hoe groter ook het sukses van het FDF zou zijn. Er zou dus FDF gestemd worden als reactie op het sukses van de VU. Als gegevens gebruikten wij voor Brussel, de uitslagen van respectievelijk :

- de gemeenteraadsverkiezingen in 1970 ;
- de agglomeratieraadsverkiezingen in 1971 ;
- de gemeenteraadsverkiezingen in 1976.

Op basis van de hypothese der competitieve escalatie verwacht men — in termen van een regressie — of padmodel — een positief effect van de FDF-stemmen in 1970 op de VU-stemmen in 1971 enerzijds, van de VU-stemmen in 1970 op de FDF-stemmen in 1971 anderzijds. Alhoewel het voorwerp van deze twee verkiezingen verschillend is, — en de motivaties van het stemgedrag dus enigszins anders kunnen liggen — vormt de vergelijking van de resultaten ervan een goede basis voor het toetsen van hoger vernoemde hypothese, vooral ook omdat beide verkiezingen mekaar zeer dicht in de tijd opvolgen. De hypothese kan eveneens worden getoetst aan de hand van een vergelijking tussen de verkiezingen van 1971 en deze van 1976 ; het langere tijdsinterval maakt deze vergelijking echter minder duidelijk. De resultaten van de analyse worden in tabel I en figuur 1 samengevat voorgesteld.

De proporties verklaarde variantie ( $R^2$ ) maken inderdaad duidelijk dat de verkiezingsuitslagen een grotere predictiekracht bezitten naargelang het tijdsinterval tussen twee verkiezingen korter is.

Een tweede — vrij vanzelfsprekende — bevinding is dat er tussen de uitslagen van eenzelfde partij of gelijkaardige lijst, over de tijd een grote continuïteit bestaat. Dit komt tot uiting in de hoge, positieve en statistisch significante beta-coëfficiënten, die betrekking hebben op de

---

(18) Zie o.m. : VAN RIJN J., Une région qui s'affirme, *Le Soir*, 21 oktober 1976, blz. 1 ; GRÉGOIRE M., Sur les élections, *Le Soir*, 10 oktober 1976, blz. 1 ; LAMPAERT P., Gemeenteverkiezingen : resultaten ; *De Rode Vaan*, 14 oktober 1976, blz. 5 ; FDF en Vlaams radicalisme, *De Nieuwe Gids*, 22 oktober 1976, blz. 2 ; VAN ERPS F., Vlaams onvriendelijk Brussel, *De Nieuwe Gids*, 26 oktober 1976, blz. 1.



TABEL I

Gemiddelden, standaardafwijkingen en correlatiecoëfficiënten van het electorale sukses van etno-linguistische partijen in de 19 gemeenten van Brussel

Variebele	Gemiddelde	Standaardafwijking
VU 70 . . . . .	2.21	2.26
VU 71 . . . . .	6.21	2.37
VU 76 . . . . .	7.99	2.16
FDF 70 . . . . .	27.89	7.98
FDF 71 . . . . .	49.05	10.22
FDF 76 . . . . .	33.73	10.73

## Correlatiematrix

	VU 70	VU 71	VU 76	FDF 70	FDF 71
VU 71 . . . . .	0.69				
VU 76 . . . . .	0.23	0.48			
FDF 70 . . . . .	-0.51	-0.62	0.06		
FDF 71 . . . . .	-0.65	-0.78	-0.20	0.92	
FDF 76 . . . . .	-0.42	-0.57	-0.05	0.85	0.74

## Regressieanalyse in verband met het model van competitieve escalatie

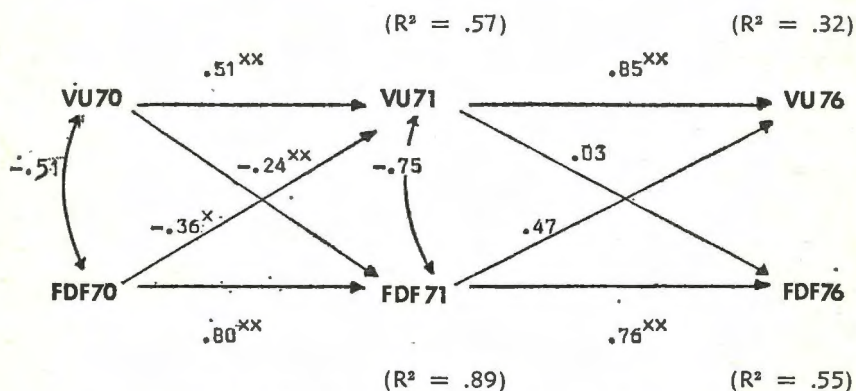
Afhankelijke variabele	Onafhankelijke variabele	b	Betacoëfficiënt	Standaardfout
VU 71 . . . . .	VU 70	0.53	0.51	0.20
	FDF 70	-0.11	-0.36	0.06
	(Constate)	8.01		
FDF 71 . . . . .	VU 70	-1.09	-0.24	0.42
	FDF 71	1.02	0.80	0.12
	(Constate)	22.90		
VU 76 . . . . .	VU 71	0.78	0.85	0.30
	FDF 71	0.10	0.47	0.07
	(Constate)	-1.71		
FDF 76 . . . . .	VU 71	0.12	0.03	1.21
	FDF 71	0.80	0.76	0.28
	(Constate)	-6.28		

VU70, VU71: procentueel aantal stemmen van de Volksunie in de verkiezingen van 1970 respectievelijk 1971 (t.o.v. het aantal geldige stemmen).

VU76: procentueel aantal stemmen van de Vlaamse Lijsten in de verkiezingen van 1976 (t.o.v. het aantal geldige stemmen).

FDF70, FDF71, FDF76: procentueel aantal stemmen van het FDF in de verkiezingen van respectievelijk 1970, 1971 en 1976 (t.o.v. het aantal geldige stemmen).

electorale uitslagen van dezelfde partijen in verschillende verkiezingen. Het patroon van competitieve escalatie wordt in onze bevindingen echter helemaal niet teruggevonden. Voor de periode van 1970 tot 1971 wordt eigenlijk het omgekeerde waargenomen van wat op basis van die hypothese wordt verwacht. De coëfficiënten zijn negatief, tamelijk hoog en statistisch significant. Dit wijst erop dat in de gemeenten waar de VU in 1970 een relatief groter succes behaalde, het succes van het FDF 1971 relatief kleiner was. De hypothese van de competitieve escalatie



- \* Absolute waarde van de coëfficiënt is 1,5 maal de standaardfout.  
 \*\* De absolute waarde van de coëfficiënt is 2 maal de standaardfout.

FIGUUR.

wordt evenmin bevestigd voor de periode van 1971 tot 1976. De relevante coëfficiënten zijn hier weliswaar niet meer negatief, ze zijn echter statistisch insignificant. De beta-coëfficiënt, die het effect mee van de VU-stemmen in 1971 op de FDF-stemmen in 1976, is gelijk aan .02 en heeft een standaardfout die meer dan tien keer zo groot is als de regressiecoëfficiënt. Het is dus duidelijk dat de FDF-stemmen die werden uitgebracht in de gemeenteraadsverkiezingen van 1976 zeker niet moeten worden geïnterpreteerd als een reactie tegen de Vlaamse lijsten die in 1971 waren opgekomen.

Wat het mogelijk effect van de FDF-stemmen in 1971 op het succes van de Vlaamse lijsten in 1976 betreft, kunnen geen even affirmatieve besluiten worden geformuleerd. Het waargenomen effect kan zeker niet als statistisch significant worden aanzien; de beta-coëfficiënt is echter groot (.47). Zelfs indien wordt aanvaard dat dit effect significant is, kan er slechts sprake zijn van een vrij laattijdige reactie van de Vlamingen op de opkomst van het FDF; het succes van een Brussels etno-linguïsme wordt er echter niet door verklaard.



De hypothese van de competitieve escalatie houdt slechts één aanvaardbaar argument in : men kan inderdaad aannemen dat het bestaan van één etno-linguistische partij het waarschijnlijker maakt dat andere politieke reacties eveneens langs etno-linguistische weg zullen tot uiting komen. De hypothese biedt echter geen verklaring voor de electorale draagkracht van deze reactie. Het succes van het FDF moet dan ook gezocht worden in andere factoren dan de opkomst van de Volksunie.

#### 4. Bureaucratisch patronage en etno-linguïsme in België.

Eén van die factoren is ongetwijfeld de druk die de recente sociaal-economische veranderingen uitoefenen op de bestaande Belgische politieke structuur. Deze structuur wordt vaak gezien in termen van « verzuiling ». Eigenlijk is dit een aan de Nederlandse sociologie ontleend begrip waarmee bedoeld wordt : die situatie waarin levensbeschouwelijke en/of ideologische overtuigingen een dominerende invloed uitoefenen op het politieke leven (19). De kern van het begrip « verzuiling » ligt dus in het culturele vlak van beïnvloeding. Volgens L. Huyse wordt zowel het Nederlandse als het Belgische systeem van verzuiling gekenmerkt door het bestaan van een netwerk van organisaties in de meest diverse sectoren van het maatschappelijk leven — economisch, syndikaal, sociaal, caritatief, recreatief. De aantrekkelijkheid van dergelijke zuilen zou — steeds volgens Huyse — liggen in het feit dat de deelorganisaties op bevredigende wijze de profane noden van hun leden opvangen en terzelfdertijd, via dezelfde ondersteunende levensbeschouwing, onderling nauw met elkaar verbonden blijven. Maar volgens deze definitie verschuift de kern van het begrip « verzuiling » van het culturele (filosofische) naar het sociaal-structurele (organisatorische). Het is helemaal niet zeker dat in België de levensbeschouwelijke elementen op zichzelf een voldoende basis vormen voor het bestaan van stabiele politieke strekkingen en « families ». Het is aannemelijker dat de organisatievorm van deze zuilen en politieke families zelf voor haar eigen stabiliteit kan zorgen en een eventuele afzwakking van de oriënterende kracht van levensbeschouwingen kan opvangen.

Hoe kan anders de algemeen positief gewaardeerde politieke passiviteit (apathie !) van de staatsburger begrepen worden (20) ? Of het feit dat

---

(19) HUYSE L., *Passiviteit, pacificatie en verzuiling in de Belgische politiek*, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Antwerpen, 1970, blz. 149-150.

(20) HUYSE L., *De niet-aanwezige staatsburger : de politieke apathie sociologisch in kaart gebracht*, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Antwerpen, 1969. HUYSE L., *Passiviteit...*, op. cit.

principiële belangenconflicten (katholiek/vrijzinnig ; arbeid/kapitaal) reeds jaren gepacificeerd zijn ? Huysse schrijft dit toe aan het bestaan van « dwarsliggende lijnen van potentiële politieke verdeeldheid ». Bepaalde tegenstellingen leiden tot het ontstaan van drukingsgroepen die aanhang recrutereren uit de verschillende bevolkingssegmenten en zich afzetten tegenover andere groepen waarvan de leden ook weer uit diverse segmenten komen. Dergelijke problematiek loopt dus dwars door de bevolkingssegmenten heen. Volgens ons is dergelijke verklaring niet volledig afdoend. Lijnen van potentiële verdeeldheid zijn immers steeds aanwezig. Sub-culturele politiek is precies een middel om die tegenstellingen te minimaliseren en één allesoverheersende conflictlijn naar voren te schuiven. Dit is in het jonge België wel een paar keer gebeurd (confessionele conflict, klassenstrijd) maar bij de instelling van het algemeen stemrecht in 1919 waren deze belangrijke conflicten reeds grotendeels gepacificeerd (21). Er boden zich immers partijen aan die organisatorisch al zeer diep en breed waren uitgebouwd. Niet diegene die erin slaagt de ideale verpersoonlijking van een zuivere, fundamentele levensbeschouwing te zijn, wordt een gezaghebbend machtig politicus maar wel de partijleider, de man aan de top van een zuilenorganisatie (22). Het bestaan van een aantal gevestigde, goed gestructureerde partijen waarin organisatie minstens even belangrijk is, zoniet belangrijker dan ideologie, vormt de kern van het Belgische politieke systeem dat we het best kunnen typeren als bureaukratisch patronage. Hetgeen Huysse beschouwt als zijnde een gevolg van de politiek van pacificatie van dwarsliggende conflicten — onder andere het positief waarderen van de passiviteit der staatsburgers, de discretie rond het optreden van elites, de onduidelijkheid van alternatieven bij een verkiezing — kan evenzeer gezien worden als kenmerkend voor het systeem van bureaukratisch patronage zelf. De essentie van dit systeem is het bestaan van een groot aantal deelorganisaties die massale aanhang mobiliseren voor de politieke partij van dezelfde zuil. Die organisaties zijn immers actief op de meest verscheidene terreinen van het maatschappelijk leven zodat de burger — welk probleem hij ook heeft — altijd wel terecht kan bij één van de nevenorganisaties van een zelfde grote politieke familie. Met andere woorden, de politieke zuil slaagt erin zich voor te doen als

---

(21) LORWIN V.R., Belgium : Religion, Class and Language in National Politics, in : DAHL R.A. (ed.), *Political Opposition...*, *op. cit.* ; LANDAUER C., *European Socialism*, University of California Press, Berkeley Cal., 1919, vol. 1, blz. 476 ; LORWIN V.R., *Labor Organization and Politics in Belgium and France*, in : KASSOLOW E. (ed.), *National Labor Movements in the Post-War World*, Pittsburgh, 1963.

(22) ZOLBERG A.R., *Political Development in Belgium : Crises and Process*, cited by NORDLINGER E.A., *Conflict Regulations...*, *op. cit.*, blz. 183.



totale referentiegroep voor het individu en kan aldus een stabiele politieke aanhang recrutereren (23). De para-politieke nevenorganisaties van een zuil zijn bovendien dikwijls in staat om op zichzelf een grote beslissingsmacht te verwerven binnen de staat, doordat zij voor bepaalde dienstverlening een quasi-monopolie positie innemen. De gevolgen hiervan zijn talrijk (24) :

1. De macht van de staat zelf wordt gebruikt via het systeem van geïnstitutionaliseerde subsidiering om het bureaucratisch patronage in stand te houden (subsidie aan verenigingen op basis van ledenaantal). Dit brengt meteen ook een nieuwe vorm van belangenconflict met zich mee. De vraag kan gesteld worden of de dienstverlening door de zuilen en hun organisaties wel degelijk vooral gericht is op behoeften van de cliënten of daarentegen vooral beïnvloed wordt door de behoefte aan politieke recrutering voor de zuilen.

2. Vaak wordt een rechtstreekse, beslissende controle verworven over benoemingen in de administratie — wat dan weer vrijheid van handelen van heel wat staatsburgers beperkt en dus een aantasting is van de democratie. Dit heeft ook tot gevolg dat bureaurokraten zelden nog onafhankelijk zullen handelen. Het ritualisme en « naar de letter leven » dat ze tegenover de gebruikers aan de dag leggen, verschuift dan weer de behoeften van deze laatsten om langs « een piston » bepaalde zaken

---

(23) MEYNAUD J., LADRIÈRE J. en PERIN F., *La décision politique en Belgique*, Colin, Paris, 1965, blz. 29.

(24) LORWIN V.R., *Segmented Pluralism ; Ideological Cleavages and Political Cohesion in the Smaller European Democracies*, *Cooperative Politics*, nr. 2 (januari 1971), blz. 156.

Citeert een uitspraak van de aalmoezenier van het ACV die deze soort van organisatie uitstekend omschrijft : « A triple idea governs the structure of our great Christian labor organization : that of totality, of complexity and of unity... Our movement must embrace the whole person of the worker, the whole worker's life, the whole family of the worker, all the worker's needs, and the whole working class. We want the working men and women, youth and adult, in coming into our movement, to find everything there ».

Deze gevolgen van een patroon van politieke integratie worden denkkelijk best in de regering zelf aangevoeld.

« Buiten dat parlement staan echter de groepen en de machten die over alles en nog wat hun advies moeten geven. Hoe meer adviezen, hoe minder democratie. Men weet gaandeweg minder waar de verantwoordelijkheid ligt... Ik kan alleen herhalen : in het hele Belgische stelsel is de regering de zwakste schakel ».

Leo Tindemans in vraaggesprek met KNACK (nummer van 22 december 1976 ; blz. 24).

In datzelfde interview verklaarde de premier eveneens « Het normaal parlementaire spel werkt al niet meer, ofschoon ik toegeef dat deze erfenis uit de negentiende eeuw al aangepast had moeten zijn » (blz. 24). Het lijkt ons dat deze aanpassing in de eerste plaats zou moeten betrekking hebben op het patroon van politieke integratie dat ten lande ontstond, eerder dan op de geformaliseerde regels van de parlementaire democratie.



gedaan te krijgen. Dit draagt verder bij tot het in stand houden van het systeem van bureaukratisch patronage (25).

3. Elke alternatieve aanspraak op machtsuitoefening wordt genegeerd of zelfs onderdrukt. Dergelijke aanspraken worden bv. gelanceerd vanuit de « autoriteit van de wetenschap » of de hoge sociale status van « expert ». Vandaar dan ook de uiterst geringe betrokkenheid van wetenschappers en experts bij het bepalen van het beleid in België — tenzij die wetenschappers en experts bewust bereid zijn de status van politicus te aanvaarden en als dusdanig te handelen binnen het kader van hun partij (26).

Het systeem van bureaukratisch patronage laat de politieke stromingen toe hun electorale aanhang te vrijwaren. Maar het systeem heeft ook verschillende beperkingen. Een aantal democratische spelregels worden ontkracht. De dienstverlening wordt sterk beïnvloed door de behoeften van de gebureaukratiseerde patronagenetwerken. Het openbaar handelen, de res publica, zal erg beïnvloed worden door particularistische en diffuse elementen, de « piston », de « lange arm », de « kruiwagen ». Dit ganse patroon van politieke integratie komt onder scherpe druk te staan van een aantal sociale en economische veranderingen die vrij typisch zijn voor landen met een gevorderde industrialisering.

Laten we even nader ingaan op een aantal maatschappelijke veranderingen die de stabiliteit van de politiek van bureaukratisch patronage in het gedrang brengen en daardoor behoefte scheppen aan nieuwe vormen van politieke integratie (o.a. etno-linguïstische politiek).

— De doeltreffendheid van de politiek van bureaukratisch patronage wordt beperkt wanneer de bevolking sterk geografisch mobiel is. Toenemende mobiliteit reduceert immers het belang van een aantal netwerken waarop precies de deelorganisaties van een zuil steunen om aanhang te recrutereren (27). Met migratie naar een andere streek worden veelal de

---

(25) Deze situatie verklaart ook voor een groot deel het personalistisch karakter van handelen in België. « ...in België (woedt) algemeen het gebruik van « le petit chemin », de benoemer, de « piston », de tussenpersoon om iets te bereiken ». R. Fox in een interview met KNACK (nummer van 2 maart 1977, blz. 33).

(26) MEYNAUD J., LADRIÈRE J., PERIN F., *op. cit.*, blz. 370; APOSTEL L., BOTS M., *Pluralisme en verdraagszaamheid*, Nederlandse Boekhandel, Antwerpen, 1966, blz. 247.

(27) HOLDEN D.E.W., *Associations as Reference Groups: An Approach to the Problem*, *Rural Sociology*, XXX, 1965 blz. 63-74; PINARD M., *Man-society and Political Movements: A New Formulation*, *American Journal of Sociology*, vol. 73, nr. 6 (mei 1968), blz. 682-686; CAMPBELL A., *The Passive Citizen*, *Acta Sociologica*, vol. 6, nr. 1/2, blz. 9-21; ROKKAN S., CAMPBELL A., *La participation des citoyens à la vie politique en Norvège et aux Etats-Unis*, *Revue Internationale des Sciences Sociales*, XII, nr. 1, 1960; LIPSET S.M., *Political Man: The Social Basis of Politics*, Doubleday, Garder City, New York, 1963; HUYSE L., *De niet-aanwezige staatsburger...*, *op. cit.*



traditionele organisaties waartoe de persoon in kwestie vroeger behoorde, losgelaten.

— Het begrip « participatie » heeft in het patroon van bureaukratisch patronage een heel andere betekenis dan in het Angelsaksisch democratisch ideaaltype, dat in de sociologie dikwijls als referentiepunt wordt gebruikt. In het geval van bureaukratisch patronage, verwijst participatie vooral naar het betrokken zijn bij de socio-politieke netwerken, het cultiveren van contacten, het verwerven van machtsposities en van autoriteit binnen die netwerken, etc. De mogelijkheid om te participeren wordt aldus in sterke mate verminderd: het aantal personen dat kan deelnemen is beperkt; bovendien worden de alternatieve kanalen van politieke mobiliteit afgesloten. Het is dan ook meer dan waarschijnlijk dat ontevredenheid over de bestaande patronen van integratie het eerst zal ontstaan bij de bevolkingslagen die de grootste behoefte aan of de grootste wil tot participatie vertonen. Uit verscheidene sociologische onderzoeken is gebleken dat de participatie traditioneel hoger ligt bij de hogere socio-professionele groepen en bij de bevolkingslagen met een hoger onderwijsniveau (28). Naarmate deze groepen zich uitbreiden (door een verhoging van het onderwijsniveau of door veranderingen in de beroepsstructuur), mag men aldus verwachten dat het aantal gefrustreerde personen zal toenemen. De frustratie ontstaat omdat de absorptiekracht van de socio-politieke patronagenetwerken niet groot genoeg is. Zij uit zich enerzijds in apathie, anderzijds in het zoeken naar alternatieve kanalen van politieke invloed.

— Een derde factor — die eveneens tot grote sociale druk op de bestaande politieke structuren leidt — ligt in de recente verschuivingen in het organisatiepatroon van de arbeid. Onder een groeiend aantal beroepen treedt momenteel een « collegiale sfeer van organisatie » op (29). Deze wordt gekenmerkt door een veel zwakkere externe controle en een overeenkomstig sterkere controle via internalisatie van normen (30). Dergelijke werksituatie beïnvloedt vanzelfsprekend de algemene waarde-

---

(28) CAMPBELL A., *op. cit.*; ROKKAN S., CAMPBELL A., *op. cit.*; LIPSET S.M., *op. cit.*; HUYSE L., *De niet-aanwezige staatsburger...*, *op. cit.*

(29) « The growth in importance of the professions has also brought about a major change in the nature of instrumentally oriented collectivities, notably in industry and government in such a way as to make obsolete, in important respects, not only Marx's picture of the « capitalistic » firm, but also Weber's of bureaucratic organization and its predominance in both business and government ».

PARSONS T., *Comparative Studies and Evolutionary Change*, in: DE VALLIES (ed.), *Comparative Research Methods*, University of California Press, Berkeley, 1972, blz. 122.

(30) Internalisatie van normen betreft het ervaren van sociale normen als deel van zijn eigen persoonlijkheid. De deontologie van een beroep kan bv. door de beoefenaar ervan ervaren worden als essentieel onderdeel van zijn persoonlijkheid.

oriënteringen van de betrokken personen en derhalve ook hun houding tegenover het systeem van bureaukratisch patronage. Meer bepaald ervaren zij in hun dagelijks handelen en oordeelvormingen een permanente afwijzing van de bestaande politieke structuur. De collegiale sfeer van organisatie reduceert immers het belang van de patroon als beschermer, legt de nadruk op het eigen en vrij handelen en beslissen en vermindert de behoefte tot aansluiting bij bepaalde para-politieke organisaties.

Bovengenoemde sociologische veranderingen kaderen in een geheel van technologische, organisatorische en economische wijzigingen die zouden kunnen wijzen op het geleidelijke groeien van een nieuwe samenleving: een post-of trans-industriële maatschappij (31). Brussel als hoofdstad van het land staat in deze evolutie reeds een stap verder: een aantal socio-economische verschuivingen treden er immers in versneld tempo op. Dat is te wijten aan de sterk centraliserende aantrekkingskracht die Brussel steeds heeft uitgeoefend: concentratie van hoofdzetels van bedrijven, van internationale instellingen, van de overheidsadministratie. De tewerkstellingsfunctie van de Brusselse agglomeratie en de beroepenstructuur in het hoofdstedelijk gebied verschillen fundamenteel van die van de rest van het land. De dienstensector is er in veel grotere mate aanwezig en de hogere socio-economische groepen vertegenwoordigen er een groot aandeel in de beroepsbevolking (32). Kortom, reeds in de jaren zestig, begin der jaren zeventig, zijn in Brussel heel wat voorwaarden van sociale verandering vervuld waardoor het systeem van bureaukratisch patronage onder druk komt te staan. De politiek van etno-linguïsmen zou derhalve bij uitstek in Brussel toepasbaar zijn als middel om de groeiende aantallen politieke marginalen op te vangen en opnieuw te mobiliseren.

De basis van onze theorie betreffende de opkomst en electorale succes van het FDF is derhalve dat etno-linguïstische politiek in het Brusselse onder andere een electoraal-efficiënte reactie is op de druk die diverse maatschappelijke veranderingen uitoefenen op het traditionele patroon van politieke integratie.

---

(31) BELL D., *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, Basic Books, New York, 1973.

(32) Mens en Ruimte, *Decongestie van de Brusselse agglomeratie*, i.o. van het Staatssecretariaat voor Streekeconomie, Brussel, 1972, blz. 31-48; *Atlas de Belgique, Les zones d'influence des centres et de la structure des activités urbaines*, Comité National de Géographie, 1972; FAERMAN M., SCHIJNS J., *Essay over de ruimtelijke structuur van de tertiaire tewerkstelling in België*, Economisch en sociaal instituut voor de middenstand, Brussel, 1972; Kredietbank, *Le Brabant au cœur de l'Europe*, Brussel, 1972, blz. 71-84.



## 5. Het electorale sukses van het FDF : verklarende hypothesen.

In de vorige secties van dit artikel werd een theoretische verklaring gegeven voor de opkomst van een Brussels etno-linguisme. Hieruit zullen nu een aantal hypothesen worden afgeleid die, aan de hand van geaggregeerde data zullen worden getoetst. Als onderzoekseenheid gebruiken we voor 1970 en 1976 die gemeenten in en rond de Brusselse agglomeratie waar bij de gemeenteraadsverkiezingen, FDF — of aanverwante lijsten werden voorgesteld. Het betreft hier 36 gemeenten in 1970. In 1976 gaat het om 37 gefusioneerde gemeenten. Deze stemmen overeen met 68 vroegere, niet-gefusioneerde gemeenten. Men heeft dus te maken met een indrukwekkende uitbreiding van het politiek gebied van het FDF.

De opgestelde hypothesen kunnen worden ingedeeld in twee groepen. De eerste groep houdt verband met de druk die op het traditionele patroon van bureaucratisch patronage wordt uitgeoefend. De tweede groep betreft het effect van de verschillende factoren die bijdragen tot het verspreiden van etno-linguïstische identificatie.

### *Druk op bureaucratisch patronage.*

1. Een hogere socio-economische status is nauw geassocieerd met een hoger onderwijsniveau en een werksfeer waarin de controle voornamelijk gebeurt via internalisatie van normen (in tegenstelling tot de meer rigide, externe controle van een vooral fysisch-technische aard). Indien de door ons geformuleerde theorie geldig is, dan mag verwacht worden dat ontevredenheid met bureaucratisch patronage het grootst zal zijn onder de leden van deze beroepsklasse. Derhalve zou dan een disproportioneel groot aantal FDF-kiezers uit deze professionele klasse gerecruteerd worden. De associatie tussen sociale status en politieke voorkeur zou ook vooral sterk moeten zijn bij de opkomst en de eerste successen van het FDF (bv. in 1970). Later als het FDF — als grote electorale partij — het voor verdere groei nodig vindt om zich ook over andere sociale categorieën te spreiden (bv. in 1976), zou de intensiteit van deze associatie logischerwijze moeten afnemen.

Onze eerste hypothese is dan ook dat er in 1970 een zeer sterk en in 1976 een zwakker positief effect van socio-professionele status op stemmen voor het FDF bestaat.

2. Bij bureaucratisch patronage verloopt politieke integratie via de acties van de talrijke organisaties van een zelfde zuil. Deze organisaties recrutereren vooral aanhang doordat zij zich bewegen in het vlak van informele relaties. Deze laatste verliezen echter aan belang door een grotere geografische mobiliteit van de bevolking. Immers, de migrant

kan zijn oude verenigingen loslaten en beschikbaar worden voor nieuwe identificaties en organisaties.

Onze tweede hypothese wordt derhalve : hoe groter het aandeel recent geïmmigreerden in de bevolking van de gemeente, hoe groter het electorale sukses van het FDF zal zijn.

3. Een derde gevolg van onze theoretische verklaring is dat het bureaukratisch patronage minder werkbaar is in een meer verstedelijkt milieu.

Hier wordt dus de hypothese : hoe minder een gemeente verstedelijkt is, hoe kleiner de kans op electoraal sukses voor het FDF er is.

#### *Vatbaarheid voor etno-linguïstische identificatie.*

1. Socio-economisch zeer homogene gemeenten zijn minder vatbaar voor politieke vernieuwing. Anderzijds doet etno-linguïstie een oproep tot klasse-solidariteit met taal als bindmiddel en zal derhalve een grotere kans op sukses hebben in socio-professioneel minder homogene gemeenten. De invloed van deze factor over de tijd staat in relatie met die van de factor socio-economische structuur (zie hoger). De homogeniteit van een gemeente krijgt een groter belang wanneer het FDF zich wil richten op meer socio-professionele groepen dan alleen op de topklasse. Zolang alleen de hoogste categorieën worden geïmagineerd heeft de graad van homogeniteit niet zoveel belang.

Onze hypothese is : naarmate een gemeente minder homogeen is naar socio-professionele klasse, is de kans op electoraal sukses voor het FDF groter ; dit effect zal sterker worden met de tijd omdat het FDF zich op verschillende sociale lagen gaat richten.

2. Ten slotte zijn er op het individuele vlak bepaalde karakteristieken die de persoonlijke vatbaarheid voor de expressieve symbolen van het etno-linguïstie beïnvloeden.

Traditioneel is in en rond het Brusselse, de franstaligheid geassocieerd geweest met een hogere socio-economische status. Vooral de oudere bevolking zal zeer gevoelig zijn voor het statulement van de etno-linguïstische identificatie. Vooral ouderen zullen o.m. trachten hun eventueel lagere verworven status te compenseren door hun toegewezen status van « franssprekende ». Als hypothese weerhouden we hier dat de kans op sukses voor het FDF groter wordt naarmate de leeftijdsstructuur in een gemeente ouder is.



## 6. Het meten van de veranderlijken.

Het sukses van etno-linguïsmen in het hoofdstedelijk gebied, onze afhankelijke veranderlijke, wordt gemeten als de procentuele uitslag van het FDF en van daarmee zeer nauw verwante lijsten in de gemeenteraadsverkiezingen van 1970 en 1976. De andere veranderlijken in het model worden gemeten op basis van per gemeente geaggregeerde censusgegevens (33).

De maat voor de « socio-professionele status » van de gemeente werd gekozen na factoranalyse van de beroepsstructuur in de gemeenten die binnen het beschouwd politiek gebied vallen, respectievelijk in 1970 en 1976. Op beide tijdstippen werd de beroepsstructuur gekenmerkt door een duidelijke en overheersende dimensie. De ecologische verdeling van de bevolking naar beroepscategorie werd gekenmerkt door een alternatieve concentratie van arbeiders enerzijds en bedienden en leden van de hogere beroepsgroepen anderzijds. De dimensie die deze variantie weergeeft werd dan ook als maat van « socio-professionele status » weerhouden. Hoge scores op deze schaal duiden op een relatief hoog aandeel bedienden en leden van hogere beroepsgroepen in de bevolking van de gemeente, en een relatief klein aandeel arbeiders.

« Recente vestiging », een maat voor de geografische mobiliteit van de bevolking, werd eveneens slechts na uitvoerige factoranalyse gekozen. Uit deze analyse bleek dat de bevolking die zich tussen 1960 en 1964 in de gemeente vestigde de beste indicator was voor de aanwezigheid van een relatief grote proportie recente immigranten (na 1945). Deze indicator werd dan ook als maat weerhouden.

« Verstedelijking » wordt gemeten als de proportie van de bevolking die in de agrarische sector tewerkgesteld is. Hierbij dient dadelijk vermeld te worden dat deze proportie slechts een geringe mate van variantie heeft binnen het sterk geurbaniseerde gebied waarin het FDF lijsten voordraagt.

Om de homogeniteit naar socio-professionele status te meten werd een statistische maat gebruikt. Deze geeft weer hoeveel standaardafwijkingen een in een bepaalde gemeente geobserveerde proportie van een beroepsgroep (in casu arbeiders) verschilt van de proportie die gemiddeld kan verwacht worden indien de totale bevolking van het politieke gebied op een louter toevallige manier over de gemeenten zou verdeeld geweest zijn.

---

(33) Voor meer detail over de metingsprocedures dan hier kan worden weergegeven verwijzen we naar: DE KERPEL A., *et al.*, *Integratie, etnolinguïsmen en politieke verandering: het sukses van het FDF in de gemeenteraadsverkiezingen van 1976*, Werkgroep Sociologie, Centrum voor Sociologie VUB, Brussel, 1977, blz. 38-49.

Hogere waarden duiden op een relatief meer homogene samenstelling, een omstandigheid die, volgens onze hypothese, een negatieve invloed heeft op het succes van een etno-linguïsme dat « klasse-solidariteit » als principe voorhoudt.

De leeftijdsstructuur van de gemeente, ten slotte, wordt gemeten als de verhouding :

$$\frac{\text{actieve bevolking jonger dan 45 jaar}}{\text{actieve bevolking van 45 jaar en ouder}}$$

### 7. Simultane verificatie van de hypothesen.

De geldigheid en verklaringskracht van onze hypothesen wordt hier getoetst door middel van een simultaan vectormodel. Simultane controle is noodzakelijk omdat de onderscheiden predictoren met mekaar correleren. De schatting laat bovendien toe de relatieve belangrijkheid van de onafhankelijke veranderlijken te wegen aan de hand van de gestandaardiseerde regressiecoëfficiënten. De resultaten van deze schatting zijn opgenomen in tabel II

Uit deze tabel blijkt dat de hypothese betreffende het verband tussen verstedelijking en FDF-stemmen niet in de toetsing werd opgenomen. De redenen daarvoor zijn van louter technisch-statistische aard. De relatief kleine variantie van de veranderlijke en een zekere mate van multicollineariteit tussen « verstedelijking » en de andere variabelen maakte een schatting van het effect van « verstedelijking » uiterst onbetrouwbaar.

Het teken (positief of negatief) van de andere vier effecten komt, zowel voor de verkiezingen van 1970 als voor die van 1976, overeen met de daaromtrent geformuleerde hypothesen. Dit kan, binnen het kader van deze toetsing, als een bevestiging van de voorgestelde theorie aanzien worden. Opmerkelijk is dat de veranderlijken waarvan het effect kan geïnterpreteerd worden als een gevolg van druk op het bestaande patroon van politieke integratie even belangrijk zijn als de veranderlijken die te maken hebben met de vatbaarheid en de gevoeligheid voor etno-linguïstische identificatie. De verklaringskracht van de hier gebruikte hypothesen is groot. In 1970 en in 1976 worden respectievelijk 61 en 69 % van de totale variantie in FDF-stemmen verklaard.

Zoals we ook reeds bij de hypothesevorming voorzagen zijn er een aantal verschillen tussen de coëfficiënten van 1970 en deze van 1976. Deze verschillen hebben betrekking op de variabelen die de verdeling van de bevolking naar socio-professionele status meten. Ze duiden op een belangrijk procesmatig verloop. In een beginfase is het FDF vooral aan-



TABEL II

## A. Gemiddelden, standaardafwijkingen, correlatiecoëfficiënten

1976 37 gefusioneerde gemeenten	Gemiddelde	Standaard- afwijking	Correlatiecoëfficiënten				
			X <sub>1</sub>	X <sub>2</sub>	X <sub>3</sub>	X <sub>4</sub>	X <sub>5</sub>
% FDF-stemmen Y	28.16	16.31	.61	.72	-.43	-.67	.10
Socio-prof. status X <sub>1</sub>	-.07	2.38		.58	-.18	-.46	.24
Vestigingsvar. X <sub>2</sub>	14.36	2.88			-.51	-.56	.22
Landbouw X <sub>3</sub>	1.97	3.29				.51	-.37
Leeftijdsstructuur X <sub>4</sub>	185.76	23.03					-.40
Homogeniteit X <sub>5</sub>	23.34	17.32					

1970 36 niet-gefusioneerde gemeenten	Gemiddelde	Standaard- afwijking	Correlatiecoëfficiënten				
			X <sub>1</sub>	X <sub>2</sub>	X <sub>3</sub>	X <sub>4</sub>	X <sub>5</sub>
% FDF-stemmen Y	26.78	10.51	.64	.60	-.53	-.50	.19
Socio-prof. status X <sub>1</sub>	-.00	2.26		.42	-.13	-.25	.08
Vestigingsvar. X <sub>2</sub>	15.13	2.45			-.28	-.38	.16
Landbouw X <sub>3</sub>	1.28	1.45				.68	-.56
Leeftijdsstructuur X <sub>4</sub>	187.41	24.76					-.60
Homogeniteit X <sub>5</sub>	20.60	18.67					

## B. Regressiecoëfficiënten

1976	X <sub>1</sub>	X <sub>2</sub>	X <sub>3</sub>	X <sub>4</sub>	X <sub>5</sub>	Opmerkingen
b - coëff. . . . .	1.57	2.24	-.30	-.20		Regressie zonder X <sub>5</sub>
β - coëff. . . . .	.23*	.40**	-.43**	-.22*		R <sup>2</sup> = .69
Standaardfout . . . .	.85	.75	.09	.10		F = 17.78
Significantieniveau van de p - test p < . . .	.07	.01	.00	.05		Intercept 57.30
						Afhankelijke variabele % FDF-stemmen in 1976

1970	X <sub>1</sub>	X <sub>2</sub>	X <sub>3</sub>	X <sub>4</sub>	X <sub>5</sub>	Opmerkingen
b - coëff. . . . .	2.04	1.35	-.13	-.05		Regressie zonder X <sub>5</sub>
β - coëff. . . . .	.44**	.31**	-.32**	-.08		R <sup>2</sup> = .61
Standaardfout . . . .	.58	.56	.06	.08		F = 12.30
Significantieniveau van de p - test p < . . .	.00	.02	.06	.57		Intercept 32.12
						Afhankelijke variabele % FDF-stemmen in 1970

gewezen op de hogere statusgroepen, maar als de partij momentum krijgt gaat ze haar politieke, electorale aanhang recrutereren bij een ruimere waaier van sociale groepen. Dit houdt in dat het belang van socio-professionele status afneemt en dat het belang van de graad van homogeniteit van de gemeente toeneemt.

### 8. Slotbeschouwingen en perspectieven.

De verklaringen en voorspellingen die onderworpen werden aan een empirische toetsing vormen slechts een zeer kleine greep uit het totaal aantal implicaties dat kan worden afgeleid uit het abstracte model over de relatie tussen patronen van politieke integratie en andere sociaal-economische factoren. Het is misschien goed om in deze slotbeschouwing terug de nadruk te leggen op de theorie die deze abstracties aan mekaar relateert.

Het voornaamste uitgangspunt van deze theorie is de benadering van politieke integratie — of organisatietypen als systemen met aangepastheid aan een bepaalde culturele, sociale en economische omgeving. Zulke systemen vormen, zelfs zonder duidelijke ideologische of levensbeschouwelijke specificatie, nog steeds een mechanisme van sociale controle dat zijn eigen voortbestaan kan bestendigen. We geloven dat de systematische eigenschappen van deze integratietypen, onafhankelijk van hun eigen ideologische vertolking, een hele reeks sociale fenomenen kunnen helpen verklaren.

In onderhavige bijdrage werd dan een poging ondernomen om het Belgische systeem van politieke integratie te specificeren. Hierbij werd, enigszins, afstand genomen van het begrip « verzuiling » omdat dit de gebondenheid en stabiliteit van politieke netwerken te eenduidig terugvoert op levensbeschouwelijke elementen. Het begrip « bureaukratisch patronage » wil daarentegen de nadruk leggen op eigenschappen van het organisatietype zelf: het particulariseren van bureaukratische instellingen voor administratie en verzorging, het daaruit voortvloeiende particularistische karakter van het politiek handelen, het diffuse van verplichtingen en verwachtingen in en met betrekking tot de openbare sector... We hebben niet gepoogd om een strakke, formele definitie van dit begrip te geven. We menen immers dat zo'n definitie slechts kan ontwikkelen in samenspel met verdere analyse. Wel hebben we een aantal mogelijke gevolgen van dit systeem van integratie geschetst: de zeer specifieke inhoud die het geeft aan politieke participatie, het ritualisme in de bureaucratie, de conflicten tussen politieke recrutering of controle en verzorging, de afbraak van autonomie van instellingen met een alternatieve basis van macht en het politiseren van zoveel mogelijk aspecten van het sociale leven.



Een ander uitgangspunt vormt de waarneming dat een aantal sociaal-economische veranderingen, die zich vandaag aftekenen, dit systeem van integratie minder aangepast maken. Het systeem verliest, door die veranderingen, zijn penetratiekracht in de maatschappij en geeft aanleiding tot de « productie » van politieke marginaliteit en vervreemding. De massale opkomst van het etno-linguïsme, meer bepaald in Brussel, werd dan teruggevoerd tot deze onaangepastheid van het systeem van integratie. Daarbij werd een derde argument ontwikkeld, namelijk de actieve en integrerende rol die etno-linguïsme kan spelen in perioden van meer omvattende sociale verandering.

Etno-linguïsme is niet de enige, denkbare of mogelijke reactie op deze onaangepastheid van het systeem van politieke integratie. In deze tekst wezen we reeds op de rol die charismatisch leiderschap onder zulke omstandigheden kan spelen. Andere reacties kunnen echter eveneens vorm krijgen. Het is mogelijk dat pogingen worden ondernomen om het bestaande patroon van politieke integratie toch te bestendigen. Dit zou zeker een drastische afname van de autonomie van verschillende instellingen van waaruit de marginaliteit en vervreemding politieke vorm kunnen krijgen; inhouden. Anderzijds is het ook mogelijk dat daadwerkelijke vernieuwing van het integratietype plaatsgrijpt. Het is niet mogelijk om binnen het bestek van dit artikel in te gaan op verschillende gebeurtenissen die op een evolutie in die zin zouden kunnen duiden.

Het is duidelijk dat de analyse van het succes van het FDF en het etno-linguïsme slechts een klein aandeel vormt van de ruimere problematiek die we hebben ontwikkeld. Deze problematiek heeft vooral betrekking op drie kernvragen :

- welke zijn de gevolgen van systemen van politieke integratie als organisatietypen ?
- welke factoren bepalen de aangepastheid of onaangepastheid van deze systemen aan hun maatschappelijke omgeving ?
- hoe wordt onaangepastheid opgevangen ?

#### Summary : Bureaucratic Patronage and Ethnolinguism.

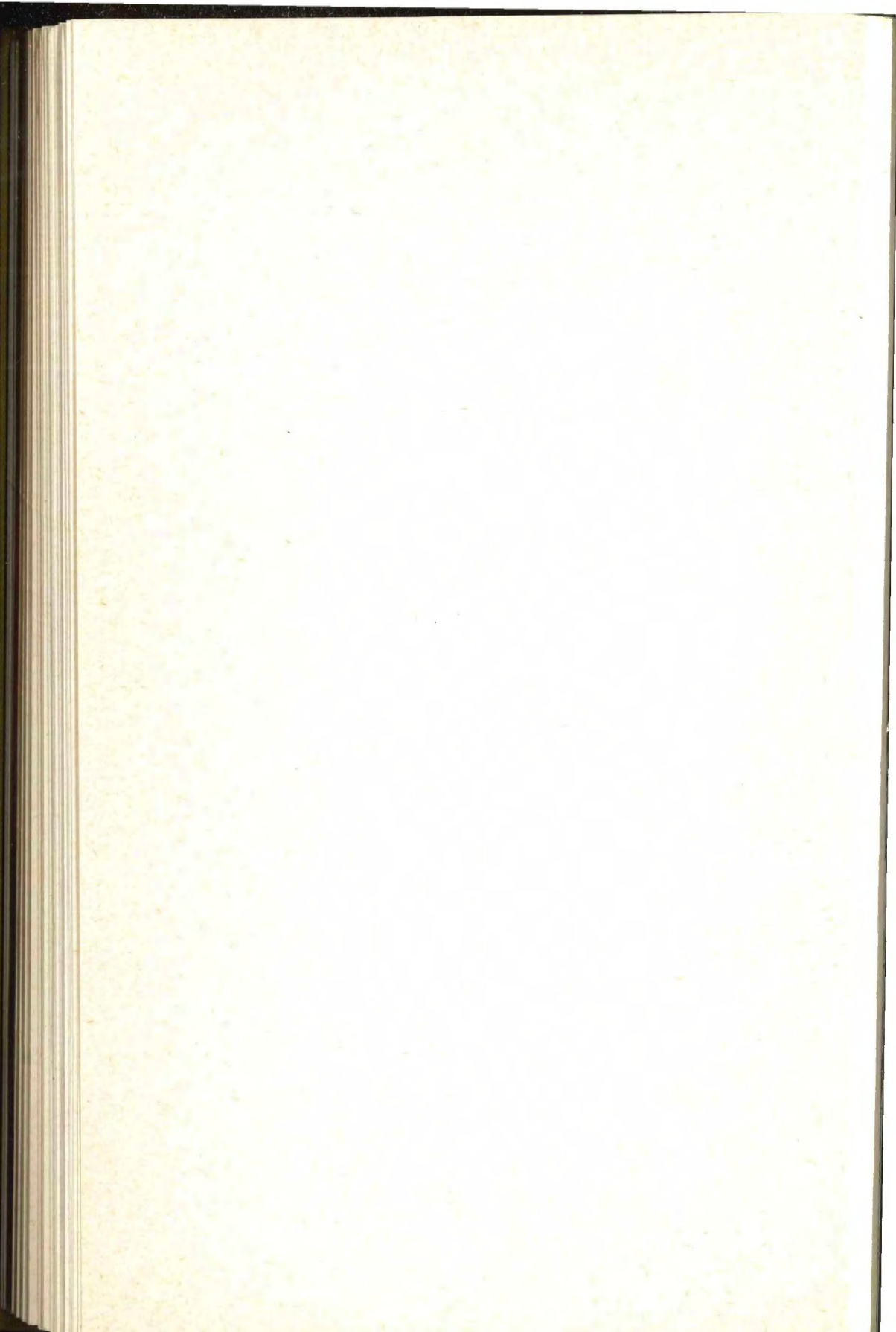
*The present investigation looks at the recent success of ethnolinguistic politics as, largely, the outcome of friction between the existing pattern of political integration and a set of relatively new socio-economic conditions. The development of the latter is part of what may be implied in the phrase « post-industrial society ». The Belgian pattern of political integration is characterized by very low levels of differentiation between*

*the parties, the administration and the voluntary organizations. It implies a mode of political participation in which the recent developments in the organization of labor, expansion of the tertiary sector, geographical mobility and urbanization lead to political marginality for the groups concerned. This marginality expresses itself in support for ethnolinguism which serves as an alternative route to political integration.*

*This theory is evaluated and substantiated on the basis of an ecological analysis of the success of an ethnolinguistic party (the Front Démocratique des Francophones) in the 1970 and 1976 communal elections.*







# De politologie aan de Belgische universiteiten

Een informatiereeks

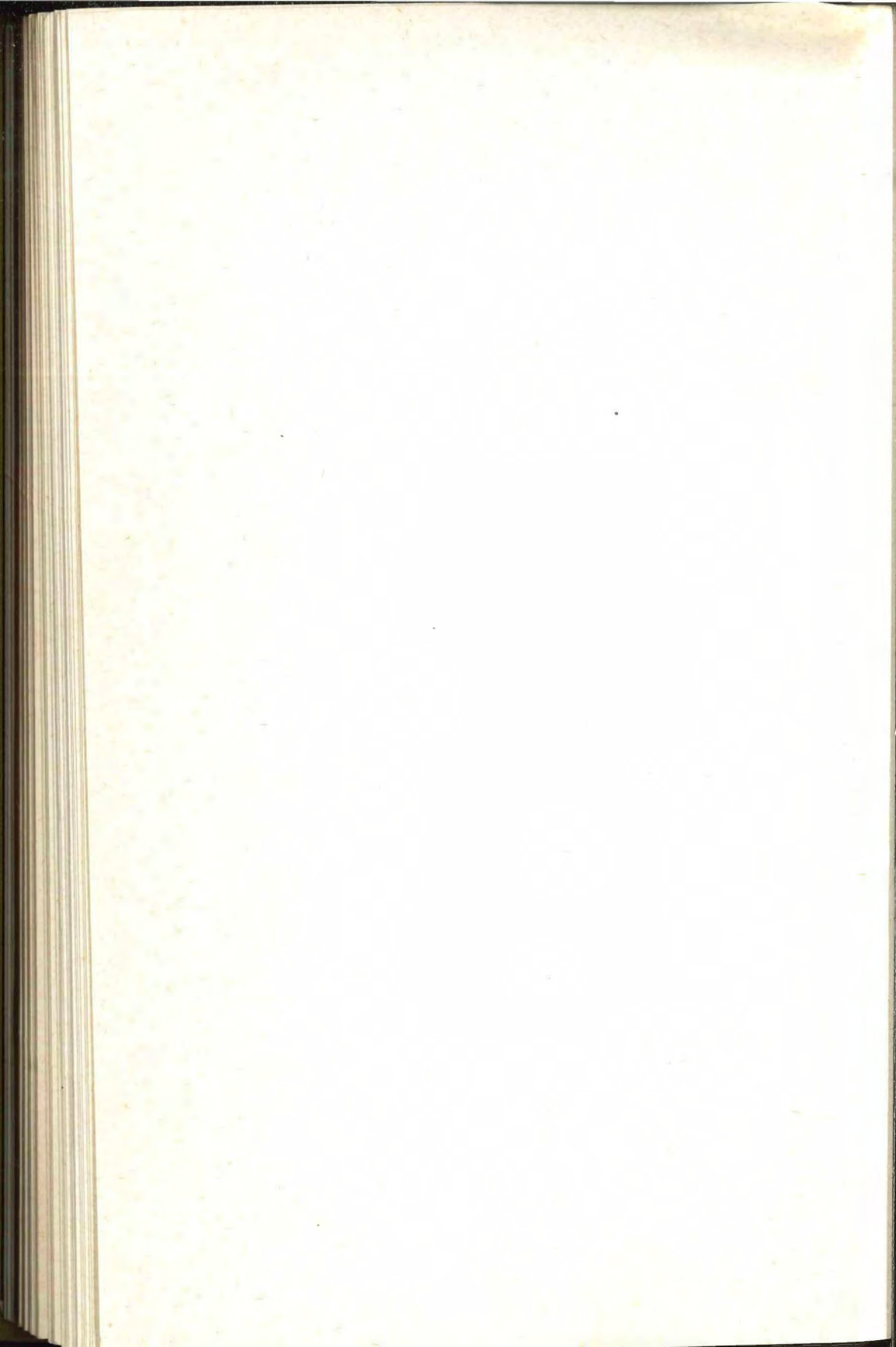
---

In het laatste nummer van de negentiende jaargang is een beschrijving opgenomen van het uitzicht van de opleiding en van de stand van het onderzoek in de politieke wetenschap aan de Rijksuniversiteit te Gent.

In dit eerste nummer van de twintigste jaargang wordt een soortgelijk artikel opgenomen dat de situatie van de wetenschap der politiek aan de Katholieke Universiteit te Leuven beschrijft, zowel wat onderwijs als wat onderzoek betreft. Deze artikels maken deel uit van een informatiereeks die de situatie van de politologie aan alle Belgische universiteiten beschrijft. Deze reeks zal, gespreid over meerdere jaargangen, een instrument ter beschikking stellen voor allen die geïnteresseerd zijn in de politologie in België en niet in het minst voor allen die met deze tak van het wetenschapsbeleid in België doende zijn. Tevens wordt gehoopt, door deze serie de kommunikatie tussen de verschillende politologische instituten aan de Belgische universiteiten te verhogen, evenals een sterke impuls te geven aan een al te schuchter gesprek tussen de universiteit, in casu haar politologische instituten, en de samenleving.







# De politiek-wetenschappelijke opleiding en het politiek-wetenschappelijk onderzoek aan de Katholieke Universiteit te Leuven

---

door Rudolf MAES,

Gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

## Inleiding.

De studie van de wetenschap der politiek zowel als het politiek-wetenschappelijk onderzoek zijn aan de Katholieke Universiteit te Leuven gesitueerd binnen de Faculteit der Sociale Wetenschappen. Deze Faculteit kent een autonoom bestaan sinds het begin van het academiejaar 1971-1972.

Op het gebied van het onderwijs moeten vooral de volgende door de Faculteit verstrekte studieopleidingen en diploma's besproken worden: kandidaat in de sociale wetenschappen, licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen en doctor in de sociale wetenschappen. In een eerste paragraaf wordt uitgeweid over het studieprogramma. Het politiek-wetenschappelijk onderzoek behoort anderzijds tot het specifieke studiedomein van één van de drie departementen, die binnen de Faculteit werden ingericht, nl. het Departement Politieke Wetenschappen. Hierop wordt nader ingegaan in een tweede paragraaf.

Voor wat het recurrent en post-universitair onderwijs zowel als voor wat het wetenschappelijk onderzoek betreft, moet — in een derde paragraaf — ook melding gemaakt worden van het Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur.

## 1. Het studieprogramma in de politieke en sociale wetenschappen.

### A. BEKNOPT HISTORISCH OVERZICHT.

Het studieprogramma, dat ingericht wordt door de Faculteit der Sociale Wetenschappen, heeft een eigen finaliteit en steunt op de principes, die



naar aanleiding van de programmahervorming van 1975 werden vastgelegd. Het mag als het resultaat worden beschouwd van een evolutie, die zich — indien men zich beperkt tot de hoofdlijnen — voornamelijk in twee stadia heeft voltrokken (1) :

a) *De periode van 1892 tot 1950.*

In 1892 werd te Leuven de School voor Politieke en Sociale Wetenschappen opgericht. Deze zou gedurende de eerste halve eeuw van haar bestaan sterk verbonden blijven met de Faculteit der Rechtsgeleerdheid. Voor de oprichting daarvan werd door J. Van den Heuvel, hoogleraar in staatsrecht en oud-minister van Justitie, trouwens aangevoerd dat de wetenschappelijke studie van de maatschappij en van haar instellingen een noodzakelijkheid geworden was die niet voldoende vertolkt werd in het programma van de rechtsstudies. De sociale strijd van de XIXe eeuw, het ontluikend sociaal katholicisme, de partijvorming en het belang dat in de toekomst aan de openbare instellingen en aan de staat zou worden gegeven, waren factoren die de wetenschappelijke studie van het politiek en economisch leven onontbeerlijk maakten. De studieprogramma's werden opgevat als wetenschappelijke programma's, die aan de studenten die andere studies volgden de kans gaven om een bijkomende vorming te verwerven. Het zou inderdaad tot ongeveer 1930 duren vooraleer een aantal studenten de politieke en sociale wetenschappen als een exclusieve studierichting zouden kiezen. Inhoudelijk kwamen in deze programma's, naast historische en filosofische vakken, vooral vakken voor die, ofwel direct aansloten bij het publiekrecht, (zoals b.v.b. de vergelijkende studie van de instellingen en de algemene staatsleer), het sociaal recht en het volkenrecht, ofwel bij de staathuishoudkunde. In 1938 werd een beperkte plaats ingeruimd voor de inleiding tot de sociologie.

b) *De periode van 1950 tot heden.*

In 1950 werd de School voor Politieke en Sociale Wetenschappen gehecht aan de Faculteit der Economische en Sociale Wetenschappen ; vanaf 1964 zou de naam « School » trouwens vervangen worden door « Instituut ». Dit Instituut werd in 1970-1971 omgevormd tot Subfaculteit om vanaf 1971 als afzonderlijke Faculteit te worden opgericht.

De indeling bij de Faculteit voor Economische en Sociale Wetenschappen, die op generlei wijze afbreuk deed aan de mogelijkheid om op autonome wijze het studieprogramma te bepalen, en later de oprichting van een

---

(1) De indeling in twee periodes is een vereenvoudiging van de evolutie, die zich in feite heeft voorgedaan. Zie hierover de zeer uitvoerige bijdrage van E. DE JONGHE, « Het onderwijs der politieke en sociale wetenschappen te Leuven 1892-1976 », in *Politica*, 1976, nr. 2, blz. 102-108.

autonome Faculteit betekenden een belangrijke stimulans om aan dit programma een eigen karakter, los van de idee van de complementariteit vnl. ten aanzien van de rechtsstudies en een eigen finaliteit te geven. Dit resulteerde in een eerste belangrijke programmahervorming, die doorgevoerd werd in 1970-1971. De licentie in de politieke en sociale wetenschappen werd zo gestructureerd dat zij twee richtingen omvatte, nl. de richting politieke wetenschappen en de richting communicatiewetenschap. De richting politieke wetenschappen omvatte een reeks gemeenschappelijke vakken en verder specialisatievakken voor drie groepen: politologie, administratieve wetenschappen en internationale betrekkingen. Daarbij sloten keuzevakken aan, gemeenschappelijk voor de drie groepen: economische vakken, sociale vakken en vakken met betrekking tot de ontwikkelingslanden.

Bij de hervorming van het programma, die met ingang van het academiejaar 1975-1976 werd doorgevoerd, werden de drie specialisatiegroepen als zodanig niet meer behouden.

De licentie in de politieke en sociale wetenschappen blijft binnen de Faculteit der Sociale Wetenschappen in functie van haar finaliteit en haar beroepsprofiel een eigen plaats innemen naast de licentie in de communicatiewetenschap, die bij de programmahervorming in 1975 als een specifieke licentie werd uitgebouwd en de licentie in de sociologie, die reeds vóór 1970 als een aparte licentie werd ingericht.

De principes die toen als basis van het studieprogramma in de politieke en sociale wetenschappen werden aangenomen, en die ook thans nog dit programma beheersen, worden hierna samengevat.

## B. PRINCIPES, DIE AAN DE GRONDSLAG LIGGEN VAN HET HUIDIGE STUDIEPROGRAMMA.

a) De finaliteit van het studieprogramma ligt in de studie van de wetenschap van de politiek. Deze wordt omschreven als de wetenschap, die het beleid en het machtsfenomeen in grote sociale gehelen op het lokale, regionale, statelijke en internationale vlak tot voorwerp heeft. Deze omschrijving omvat m.a.w. de studie van het proces, waardoor in de samenleving waarden bindend worden toegewezen of van de aard, de grondslagen, de doelstellingen, de wijze van uitoefening en de gevolgen van de macht of van het gezag (in de zin van gelegitimeerde macht) in de maatschappij.

b) Omwille van de verwijzing naar de maatschappelijke realiteit waarin de machts- of gezagsuitoefening zich voordoet, van waaruit zij beïnvloed wordt en waarop zij op haar beurt inwerkt, wordt de weten-



schap van de politiek gesitueerd binnen het ruime geheel van de sociale wetenschappen. Dit komt tot uiting in het programma van de kandidatuur (kandidatuur in de sociale wetenschappen, met een gedeelte voorbereidend tot de studie van de politieke en sociale wetenschappen) en in het licentieprogramma in de « politieke en sociale wetenschappen ». Toch kan de benaming « licentie in de politieke en sociale wetenschappen » ook niet los gedacht worden van de historische evolutie, die het studieprogramma heeft doorgemaakt.

c) Naar het beroepsprofiel toe wordt het studieprogramma zo opgezet dat het de studenten voorbereidt om in het later beroepsleven hun kennis te kunnen aanwenden op alle niveau's van de politieke en bestuurlijke instellingen (in lokale, provinciale zowel als in regionale, nationale en internationale instellingen en diplomatieke diensten) en in de sociale en politieke groepen of organisaties die daarmee rechtstreeks of onrechtstreeks te maken hebben (studiediensten van partijen en vakbonden, beroepsorganisaties, belangengroepen, politieke redacties van kranten en tijdschriften enz.). In dat verband kan gewezen worden op de afschaffing van de vroegere specialisatiegroepen en op de uitbouw van een voor alle studenten verplicht gemeenschappelijk programma waarin de belangrijkste aspecten van de inrichting, de werking en het beleid van de instellingen aan bod komen. De studenten moeten dit algemeen verplicht programma nog aanvullen met 15 semesteruren keuzevakken : 8 semesteruren worden gekozen uit twee (ten minste tweemaal vier semesteruren) van de vijf volgende keuzegroepen : bestuurswetenschap, diplomatie en internationale betrekkingen, instellingen en beleid, sociaal-economisch beleid en politieke en sociale doctrines. Door het stelsel van de keuzegroepen wordt aan de student de mogelijkheid geboden de algemene en polyvalent opgevatte basisvorming, in functie van zijn eigen interesse, minstens op twee specifieke studiedomeinen aan te vullen.

Volledigheidshalve zij ook nog aangestipt dat de studenten in de licentie, die zich op een leraarstaak voorbereiden, de vakken kunnen volgen van het examenprogramma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs voor de sociale wetenschappen. Deze vakken worden dan aanvullend bij het licentieprogramma opgenomen.

Na de licentie in de politieke en sociale wetenschappen blijft nog de mogelijkheid open de graad van doctor in de sociale wetenschappen te behalen. Het behalen van dit diploma vereist de openbare verdediging van een proefschrift. Zeer vaak zal de voorbereiding daarvan gepaard gaan met een effectieve deelname aan het wetenschappelijk onderzoek.

## C. INHOUD VAN HET STUDIEPROGRAMMA.

Hierna wordt een overzicht gegeven van het studieprogramma, zoals dit voorkomt in de collegerooster voor het academiejaar 1977-1978, betreffende :

- de kandidatuur in de sociale wetenschappen,
- de licentie in de politieke en sociale wetenschappen.

a) *Het Kandidatuurprogramma.*

Dit programma is voor het grootste deel gemeenschappelijk voor alle studenten van de Faculteit (60 semesteruren) ; 15 semesteruren colleges en 4 semesteruren practicum worden in de tweede kandidatuur evenwel afzonderlijk gevolgd door de studenten, die zich voorbereiden op de licentie in de politieke en sociale wetenschappen (2). In de tweede kandidatuur moet de student bijgevolg een keuze maken tussen de drie binnen de Faculteit bestaande opleidingen : politieke en sociale wetenschappen, communicatiewetenschap en sociologie en in functie van die keuze een vijftal vakken en een practicum aan het gemeenschappelijk programma van de tweede kandidatuur toevoegen.

Gerangschikt in functie van het aantal semesteruren, die daaraan worden besteed in het gemeenschappelijk kandidatuurprogramma, kan gesteld worden dat dit programma inhoudelijk gestructureerd is rondom volgende kennisdomeinen of wetenschappelijke disciplines (3) :

- Inleiding tot de sociale wetenschappen, tot het samenlevingsgebeuren en tot het sociaal-wetenschappelijk onderzoek :
  - samenleving : feiten en problemen (J. Billiet) - 4 s.u.
  - statistiek met wiskundige inleiding I en II (J. Van Houtvinck) - 6 s.u. en oefeningen
  - inleiding tot het wetenschappelijk werken en sociale kaart - (M. Wullaerts) - 4 s.u.
- Wijsbegeerte :
  - historische inleiding tot de wijsbegeerte (B.J. De Clercq) - 3 s.u.
  - moraalfilosofie (E. De Jonghe) - 3 s.u.
  - overzicht van de hedendaagse wijsbegeerte (L. Van Haecht) - 2 s.u.

---

(2) Eén semesteruur komt overeen met 15 uur.

(3) Voor de inhoud van deze colleges kan verwezen worden naar de studiegids 1977-1978, uitgegeven door de Faculteit der Sociale Wetenschappen, blz. 39-54.



- logica (A. Van Hove) - 2 s.u.
- sociale wijsbegeerte (E. De Jonghe) - 4 s.u.
- christelijke sociale ethiek (B.J. De Clercq) - 2 s.u.
- Sociologie en sociologisch onderzoek :
  - sociologie I (K. Dobbelaere) - 4 s.u.
  - sociologie II (J. Verhoeven) - 3 s.u.
  - inleiding tot het sociologisch onderzoek (F. Van Mechelen) - 4 s.u.
- Geschiedenis :
  - geschiedenis van de sociale feiten en instellingen (L. Preneel) - 4 s.u.
  - historische kritiek (L. Preneel) - 2 s.u.
- Economie :
  - staathuishoudkunde I en II (V. Van Rompuy) - 4  $\frac{1}{2}$  s.u.
- Recht : privaatrecht met inbegrip van de inleiding tot het recht (H. Cousy) - 4 s.u.
- Psychologie :
  - psychologie (L. Lagrou) - 2 s.u.
  - sociale psychologie (J.M. Nuttin) - 2 s.u.

De vakken voorbereidend tot de licentie in de politieke en sociale wetenschappen, die bij dit gemeenschappelijk programma aansluiten, zijn :

- inleiding tot de wetenschap der politiek (W. Dewachter) - 2 s.u.
- instellingen en beleid van de Westeuropese landen (P. Van de Meerssche) - 4 s.u.
- staatsrecht (J. De Meyer) - 4 s.u.
- administratief recht (R. Maes) - 3 s.u.
- internationale organisatie (L. Tindemans) - 2 s.u.

Hierbij hoort tevens een practicum (W. Dewachter) - 4 s.u. (4).

#### b) *Het Licentieprogramma.*

Het licentieprogramma bestaat in de eerste plaats uit 34 semesteruren verplichte vakken die inhoudelijk tot voorwerp hebben : het politiek en

---

(4) De studenten moeten tijdens de kandidatuurjaren één vreemde taal studeren nl. Engels of Frans. Indien de student in de humaniora Frans als tweede taal volgde moet hij Engels volgen en omgekeerd. Het college « Taalbeheersing Nederlands » is als facultatief vak opgenomen in het programma van de eerste kandidatuur. Voor de studenten in de eerste kandidatuur worden ook monitoraatsoefeningen ingericht.

sociaal denken, de politiek-wetenschappelijke theorie, de politieke sociologie, de bestuurswetenschap, de instellingen en het beleid, het politiek-wetenschappelijk onderzoek, de politieke geschiedenis, de internationale betrekkingen en de publieke financiën (5).

Dit verplicht programma bestaat uit :

- vraagstukken over godsdienstwetenschappen (F. Vansina) - 1 s.u.
- geschiedenis der politieke en sociale theorieën : van de Renaissance tot heden (E. De Jonghe) - 3 s.u.
- problemen van een christelijke, politieke en sociale ethiek (B.J. De Clercq) - 2 s.u.
- politieke sociologie (W. Dewachter) - 4 s.u.
- indiceringen voor politiek onderzoek (W. Dewachter) - 2 s.u.
- bestuurswetenschap I (P. Van de Meerssche) - 2 s.u.
- theorieën van de internationale betrekkingen (L. Reyckler) - 2 s.u.
- bestuursorganisatie I : centrale besturen (H. Van Hassel) - 2 s.u.
- bestuursorganisatie II : gedecentraliseerde besturen (R. Maes) - 4 s.u.
- theorie van de politieke systemen (W. Dewachter) - 2 s.u.
- politieke geschiedenis van België (L. Wils) - 2 s.u.
- internationale politiek sinds 1945 (P. Van de Meerssche) - 2 s.u.
- europese politieke problemen (L. Tindemans) - 2 s.u.
- publieke financiën (V. Van Rompuy) - 2 s.u.
- sociale politiek I : algemene theorie (H. Deleek) - 2 s.u.

Daarnaast moeten minstens tweemaal 4 semesteruren opgenomen worden uit twee van de vijf volgende keuzegroepen :

A. Keuzegroep bestuurswetenschap :

- bestuurswetenschap II (R. Maes) - 3 s.u.
- economische en sociale diensten (A. Breyne) - 2 s.u.
- geschiedenis van de administratieve instellingen (A. Breyne) - 1 s.u.
- bijzondere vraagstukken uit de bestuurswetenschap (P. Van de Meerssche) - 2 s.u.
- grondig administratief recht (L.P. Suetens) - 3 s.u.
- elektronische informatieverwerking I en II (M. Verhelst) - 4 s.u.
- beleidsmethodiek (R. Depré) - 2 s.u.

---

(5) Voor de inhoud van deze colleges en van het seminarie kan verwezen worden naar de studieids 1977-1978, uitgegeven door de Faculteit der Sociale Wetenschappen, blz. 61-88.



B. Keuzegroep diplomatie en internationale betrekkingen :

- volkenrecht (E. Suy, Plaatsv., P. Van de Meerssche en V. Werck) - 2 s.u.
- geschiedenis van de internationale betrekkingen (P. Van de Meerssche) - 4 s.u.
- buitenlands beleid van België (L. Tindemans) - 2 s.u.
- vredesonderzoek (V. Werck) - 2 s.u.
- strategie en machtsmiddelen in de internationale politiek (L. Reychler) - 2 s.u.
- internationale organisatie II (L. Reychler) - 2 s.u.

C. Keuzegroep instellingen en beleid.

- instellingen en beleid : Verenigde Staten van Amerika (L. Reychler) - 2 s.u.
- instellingen en beleid : ontwikkelingslanden (P. Van de Meerssche) - 2 s.u.
- instellingen en beleid : communistische landen (N.) - 2 s.u. (6)
- organisatie van de economie I en II (V. Van Rompuy, plaatsv. T. Peeters) - 4 s.u.
- sociologie van de politieke partijen (W. Dewachter) - 2 s.u.
- planmatige sociale veranderingen (J. Verhoeven) - 3 s.u.
- sociale geschiedenis van België (L. Preneel) - 3 s.u.

D. Keuzegroep sociaal-economisch beleid :

- arbeidsrecht (R. Blanpain) - 2 s.u.
- sociale zekerheid (M. Delhuvence) - 2 s.u.
- internationale economie (T. Peeters) - 2 s.u.
- economische politiek (M. Loeys) - 2 s.u.
- sociale politiek II : speciale vraagstukken (H. Deleeck) - 2 s.u.
- algemeen boekhouden (R. Vanes) - 3 s.u.
- personeelsbeleid (R. Vuerings) - 2 s.u.

E. Keuzegroep politieke en sociale doctrines :

- geschiedenis van de politieke en sociale theorieën : Marxisme, ontstaan en ontwikkeling (E. De Jonghe) - 3 s.u.
- geschiedenis van de politieke en sociale theorieën : Oudheid en Middeleeuwen (E. De Jonghe) - 2 s.u.
- bijzondere vraagstukken uit de politieke en sociale theorieën (E. De Jonghe) - 2 s.u.

---

(6) Vooralsnog wordt dit college op geregelde tijdstippen gedoceerd door een gastheogleraar.

- bijzondere vraagstukken uit de politieke en sociale filosofie (E. De Jonghe) - 2 s.u.
- bijzondere vraagstukken uit de filosofie van de arbeid (B.J. De Clercq) - 2 s.u.
- ideologieën van de ontwikkelingslanden (E. De Jonghe) - 2 s.u.
- internationale leer van de Kerk (M. Peeters) - 1 s.u.

Ook de zeven nog vrij te kiezen semesteruren keuzevakken worden normaal binnen deze keuzegroepen gekozen.

In de eerste licentie moet ook een seminarie gevolgd worden (4 s.u.) te kiezen uit :

- politieke sociologie (W. Dewachter)
- politieke en sociale filosofie (E. De Jonghe)
- bestuurswetenschap (R. Maes)
- internationale betrekkingen (L. Reyckler)
- vredesonderzoek (V. Werck).

Het licentiaatsexamen wordt afgerond door een eindverhandeling waarvoor een onderwerp wordt gekozen, dat verband houdt met de materies van één van de twee hogervermelde keuzegroepen waarop de student zich in hoofdzaak concentreert.

## 2. Het politiek-wetenschappelijk onderzoek.

### A. BEKNOPTE HISTORISCHE SCHETS.

Tot aan de jaren 1960 was het wetenschappelijk onderzoek praktisch uitsluitend verbonden met de specifieke taak van de hoogleraren en docenten en van een vrij beperkt aantal assistenten, die vooral met onderwijstaken werden belast. Prioriteit moest dan ook worden gegeven aan het onderzoek, dat in het kader van de leeropdracht voor de studenten van zo groot mogelijk nut kon zijn. Daarnaast ontstonden ook een reeks doctorale proefschriften van de School voor Politieke en Sociale Wetenschappen. Enkele proefschriften kwamen aldus ook tot stand op het domein van de inrichting en de werking van de overheidsinstellingen — dit in het kader van de progressieve ontwikkeling van de overheidsbemoeying op sociaal en economisch gebied — en op het domein van de politieke geschiedenis.

Na 1960 deed zich op dit gebied een belangrijke verandering voor. Ingevolge de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse



inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek konden voor het eerst « onderzoeksmandaten » worden gecreëerd. Te Leuven leidde dit tot de oprichting, in 1961, van een Instituut voor Economisch, Politiek en Sociaal Onderzoek (IESPO), waarvan ook het Centrum voor Politieke Studiën deel uitmaakte. In het kader van de activiteiten van dit Centrum, dat geleid werd door een Raad van Beheer die o.m. de professoren J. De Meyer, die het eerste voorzitterschap waarnam, E. De Jonghe, O. De Raeymaeker en wijlen F. De Visschere omvatte, kon belangrijk werk worden verricht op het gebied van de studie van de wetenschap van de politiek. Getuige daarvan zijn o.m. de volgende werken, die tussen 1960 en 1970 verschenen in de reeks van het Centrum (7) :

- P. VAN DE MEERSSCHE. *Het Europees Openbaar Ambt*, Leuven, Nauwelaerts, 1965, 552 blz.
- J. DE MEYER, I. KOSMOSS, G. CRAENEN, W. DEWACHTER, J.P. HENOQUE, P. PETTOVICH, G. VAN DE PUT. *Elections in the Countries of the European Communities and in the United Kingdom 1957-1959*, Brugge, De Tempel, 1967, 337 blz. en bijlage met 7 kaarten en 2 schema's.
- W. DEWACHTER. *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1967, 390 blz.
- R. MAES. *De overheidsbemoeiing op het gebied van de elektriciteitsvoorziening in België*, Brugge, Die Keure, 1967, 531 blz.
- M. CLAEYS - VAN HAEGENDOREN. *25 jaar Belgisch Socialisme. Evolutie van de verhouding van de B.W.P. tot de parlementaire democratie in België*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1967, 509 blz.
- W. DEWACHTER. *Politieke kaart van België. Atlas van de parlementsverkiezingen van 31 maart 1968*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1969, 79 blz. met 23 kaarten.
- O. DE RAEYMAEKER, O. BOWMAN. *American Foreign Policy in Europe*, Leuven, Nauwelaerts, 1969, 111 blz.
- W. DEWACHTER, G. VAN DE PUT, H. VAN HASSEL, R. MAES, M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN. *De politieke zeggingskracht van de gemeenteraadsverkiezingen*, Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1970, 212 blz.

---

(7) We beperken ons hier tot de publikaties van de nederlandstalige medewerkers.

Sommige van deze werken werden tevens als doctorale proefschriften verdedigd. Naast de studie van de instellingen en van de politieke geschiedenis deed na 1960 ook de politieke sociologie haar intrede. De basis werd aldus gelegd voor een multidisciplinaire approach bij de studie van het politiek gebeuren.

Samen met de oprichting van de Faculteit der Sociale Wetenschappen werd de taak van het Centrum voor Politieke Studiën overgenomen en voortgezet door het Departement Politieke Wetenschappen. Dit Departement groepeerde vier afdelingen, die elk bedrijvig zijn op een specifiek deeldomein van de wetenschap van de politiek.

## B. HET DEPARTEMENT VOOR POLITIEKE WETENSCHAPPEN.

Hierna volgt, per afdeling, een korte beschrijving van de samenstelling, van de voornaamste onderzoeksresultaten en van de lopende studieprojecten.

### a) *De afdeling politologie.*

Afdelingsverantwoordelijke : W. Dewachter.

Staf : H. Van Hassel, G. Van de Put, E. De Graeve-Lismont, E. Clijsters, L. Holvoet en H. Cammaer.

De afdeling politologie is gegroeid uit de werkgroep verkiezingen van het Centrum voor Politieke Studiën. Het thema van de verkiezingen is steeds aanwezig gebleven in de onderzoeksactiviteiten van de afdeling. Maar gaandeweg is het opzet uitgebreid tot een sociologische benadering van het politiek gebeuren, met als voornaamste aandachtspunt de processen en structuren van machtsverwerving en machtsuitoefening. Men zou dan ook de naam « politieke sociologie » ter identificatie van de afdeling kunnen gebruiken.

De huidige thema's van onderzoek zijn de volgende :

— elitaire besluitvorming in een democratische vormgeving : politieke systemen worden gekenmerkt door een bepaalde mate van elitaire besluitvorming. Dit lijkt niet zo evident voor democratische systemen. Daarom worden de mechanismen van elitaire besluitvorming in die systemen onderzocht. Na het proces van socialisatie van elites bestudeerd te hebben, wordt thans de circulatie van de elites onderzocht.

— functies en beleidskansen van oppositie : aansluitend op een onderzoek waaruit blijkt dat de oppositiepartijen in België, ook de structurele oppositiepartijen, een aantal van hun programmapunten kunnen realiseren, wordt meer diepgaand gezocht naar de beleidsfunctie van de oppositiepartijen en naar de besluitvormingscondities die deze beleidsfuncties bevorderen of afremmen.



— veranderingscapaciteit van acties : onderzocht wordt in welke mate en volgens welke wegen de beperkte, weinig agressieve acties, in casu de betogingen, en de grote ingrijpende acties, in casu de revoluties, invloed hebben op de politieke beleidsvorming en op de evolutie van de maatschappij.

— partijcontrole. In de periode waarin het verwijt van participatie weer sterk t.a.v. de Belgische politiek naar voren komt wordt de partij als controleapparaat, zowel in zich als ten opzichte van het politiek systeem, in onderzoek genomen.

Enkele recente publikaties zijn :

- H. VAN HASSEL. *Het ministerieel kabinet. Peilen naar een sociologische duiding*. Leuven, Faculteit der Sociale Wetenschappen, 1974, 460 blz.
- W. DEWACHTER, E. CLIJSTERS, E. LISMONT, L. ENGELEN. *Het nut van een miljoenenpropaganda*. Leuven, Afdeling politologie, 1974, 46 blz.
- M. DEWEERDT. *Inventaris van de betogingen in België 1953-1974*. Leuven, Afdeling Politologie, 1975, 230 blz.
- H. VAN HASSEL. « Belgian Public Servants and Political Decision-Making », in M. DOGAN (ed.). *The Mandarins of Western Europe : the political role of top civil servants*, New York, 1975, blz. 187-195.
- H. VAN HASSEL. Regering en ambtenarij t.a.v. de beleidsbeheersing in België ; Beleidssteun voor ministers : enige internationale vergelijkingspunten, in *Acta Politica*, 1975, X, nr 3, blz. 302-334, en 1975, X, nr 4, blz. 454-484.
- L. HOLVOET. *Omrekening van de uitslagen van de gemeenteraadsverkiezingen van 11 oktober 1970 naar de gefusioneerde gemeenten in Vlaanderen*. Leuven, Afdeling Politologie, 1976, VI, 334 blz.
- W. DEWACHTER. « De gebiedsindeling van België voor de verkiezingen van het Europees Parlement in 1978 », in *Ons Erfdeel*, 1976 (XIX), nr. 5, blz. 669-685.
- W. DEWACHTER, E. LISMONT, G. TEGENBOS. « The effect of opposition on government policy. The Belgian case from 1965 to 1971 », in *European Journal of Political Research*, 1977 (IV), nr. 3, blz. 245-265.
- H. CAMMAER. *Circulatietabel van de Belgische elite*. Leuven, Afdeling Politologie, 1977, 332 blz.

b) *De afdeling bestuurswetenschap.*

Afdelingsverantwoordelijke : R. Maes.

Staf : R. Depré, F. Delmartino, H. Wuyts, S. Lauwerysen.

In het kader van de onderzoeksactiviteit van deze afdeling staat de beleidsvorming, de bestuurlijke organisatie en de werking van de instellingen, waaraan de behartiging van het openbaar of algemeen belang is toevertrouwd, centraal. Dit veronderstelt dat gestreefd wordt naar het verwerven van inzicht in de activiteiten van personen, organen en instellingen, die betrokken zijn bij de totstandkoming van het beleid. Bij dit onderzoek is het hoofdobjectief van een democratische, doelmatige en efficiënte beleidsvoering richtinggevend.

De huidige thema's van onderzoek zijn :

— de gemeentelijke bestuurskracht en de gemeentelijke schaalverruiming : gevolgen van de overgang van een klein- naar een grootschalig bestuur t.a.v. de herverdeling van bevoegdheden (decentralisatie) en de beleidsvoering ;

— de beleidsvoering door de overheid : studie van de problemen betreffende de invoering van moderne beleidsmethoden vanuit het oogpunt van het management in het openbaar bestuur (planning, automatisering, personeelsbeleid e.d.m.) ;

— het intermediaire beleidsniveau : taken en opdrachten van het intermediaire beleidsniveau o.m. in de kontekst van de afschaffing van de provinciebesturen als politieke beleidsinstanties, de regionalisering, de oprichting van subgewesten en de rationalisering van de intercommunale samenwerking ;

— de vergelijkende studie van het lokale bestuur in West-Europa : bestuurswetenschappelijke analyse van de hervormingen die zich op het vlak van de inrichting en de werking van het lokaal bestuur in West-Europa hebben voorgedaan en uitwerking van een onderzoeksmodel i.v.m. de vergelijkende studie van de betrokken lokale besturen ;

— de verhouding tussen het bestuur en de bestuurden : inspraak en participatie van de bevolking of van de betrokken groepen bij de totstandkoming van het beleid.

Enkele recente publikaties :

— R. MAES, F. DELMARTINO, e.a. *Maatschappelijke ontwikkeling en bestuurlijke vormgeving in Zuid-Limburg*, Limburgse Raad voor Samenlevingsopbouw, Hasselt, 1974, 268 blz.

— R. MAES. « De samenvoeging van de gemeenten en de gemeentelijke bestuurskracht », in *Res Publica*, 1976, nr. 3-4, blz. 275-314.



- R. MAES. « Le précédent de la Belgique » in *Vers la réforme des collectivités locales*, Institut français des sciences administratives, Cahier, n° 15, Parijs, Cujas, 1977, blz. 43-60.
- R. DEPRE. *De topambtenaren van de ministeries in België. Een bestuurssociologisch explorerend onderzoek*, Faculteit der Sociale Wetenschappen, Leuven, 1972, 423 blz.
- R. DEPRE. *De personeelsbezetting in de Belgische steden en gemeenten*, Brussel-Leuven, Instituut Administratie-Universiteit, Vervolmakingscentrum voor Bedrijfsleiding en Administratie, 1974, 78 blz.
- R. DEPRE. « Verkenning van het beleidsprobleem bij de overheid », in *Handboek beleidsvoering door de overheid* » onder redactie van A. Van Beylen, R. Depré, C. Kersten, A.F. Leemans, J.P. de Loeff, Alphen aan den Rijn, Brussel, Samson, 1976, 26 blz.
- R. DEPRE, R. MAES. « Schaalvergroting en geplande meerjarenbeleidsvoering » en « Van klein- naar grootschalig bestuur », in *Gemeentebestuur na de fusies*, Brussel, BRT - Open School, Instituut Administratie-Universiteit, 1977, resp. blz. 37-61 en 1-36.
- F. DELMARTINO. *Schaalvergroting en bestuurskracht. Een beleidsanalytische benadering van de herstructurering van de lokale besturen*, Leuven, Faculteit der Sociale Wetenschappen, 1975, 433 blz. en bijlagen.
- H. WUYTS. *Demokratie-Participatie-Ruimtelijke Ordening*, Leuven, Acco, 1975, 171 blz.
- F. DELMARTINO en H. WUYTS. *Inspraak in opspraak*, Antwerpen, De Nederlandse Boekhandel, 1977, 137 blz.

c) *De afdeling internationale betrekkingen.*

Afdelingsverantwoordelijke : P. Van de Meerssche.

Staf : L. Tindemans, V. Werck, L. Reyckler, J. Deboutte en S. Vloeberghs.

De onderzoeksactiviteiten sluiten in de eerste plaats aan bij de studie van de internationale instellingen en van de geschiedenis van de internationale betrekkingen. De laatste tien jaren werd aandacht gegeven o.m. aan de plaats van de kleine mogendheden in het internationaal beleid, de Europese integratie, de strategie en de machtsmiddelen in de internationale politiek en het vredesonderzoek.

De huidige thema's van onderzoek zijn de volgende :

- de Europese integratie : analyse van de actuele status van het Europees integratieproces en studie van de rol van de publieke opinie ;

- de toekomst van het europees parlement : een onderzoek van de factoren die de evolutie van de machtspositie van het europees parlement kunnen beïnvloeden ;
- de nieuwe economische wereldorde : studie van de evolutie van de Noord-Zuid confrontatie ;
- ontwikkelingslanden : analyse van de regimes met speciale aandacht voor het Chinese ontwikkelingsmodel ;
- terrorisme en rechtstaat : studie van de actuele problemen van een aantal Westeuropese staten o.m. in de Duitse Bondsrepubliek ;
- buitenlands beleid van België : studie van de invloed van Europese en atlantische factoren op het Belgisch buitenlands beleid in de onmiddellijke na-oorlogse periode, van de rol en de betekenis van kleine mogendheden binnen de mondiale en Europese organisaties en van de internationale afhankelijkheidsposities van België ;
- vredesonderzoek : studie van de ethische problemen t.a.v. de defensie, van de recente ontwikkelingen in het oorlogsrecht en van de dynamiek van de bewapeningswedloop ;
- de veelvuldige loyaliteiten van de Belg ; in het kader van de studie van de internationale integratieproblematiek wordt een empirisch onderzoek verricht van het sub-nationaal, nationaal en supra-nationaal politiek engagement van de Belg ;
- de garnizoenstaat : naast het ontwerpen van een typologie van de landen met betrekking tot de graad van militarisering worden de oorzaken van het groeiend aantal garnizoenstaten en de gevolgen voor de internationale betrekkingen geanalyseerd.

In het kader van het Fonds voor Kollektief Fundamenteel Onderzoek wordt onder de leiding van O. De Raeymaeker, die tot 1975 verantwoordelijk was voor de afdeling internationale betrekkingen, een studie voorbereid over : « België's buitenlands beleid t.o.v. het Midden-Oosten in de periode 1945 tot 1975 — de houding van België met betrekking tot de naoorlogse Israëliisch-Arabische conflicten ». Deze studie wordt uitgewerkt met de medewerking van K. Persyn.

Enkele recente publikaties :

- P. VAN DE MEERSSCHE. *Europa morgen : integratie of desintegratie*. Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1972, 295 blz.
- O. DE RAEYMAEKER, L. VAN DEPOELE. *De UNO-operaties voor het behoud van de vrede. Collectieve veiligheid en preventieve diplomatie*. Leuven, Acco, 1972, 321 blz.



- L. CROLLEN. *Portugal, the US and Nato*. Studies in international relations, nr. 1, Den Haag, M. Nijhoff, 1973, 163 blz.
- O. DE RAEYMAEKER, W. ANDRIES, L. CROLLEN, H. DE FRAYE, F. GOVAERTS. *Small powers in alignment*, Studies in international relations, nr. 2, Leuven, Leuven University Press, 1974, 424 blz.
- P. VAN DE MEERSSCHE. *Is de derde wereldoorlog begonnen ?* Leuven, Davidsfonds, 1975, 182 blz.
- L. REYCHLER. *Patterns of diplomatic thinking : a cross-national study of structural and social-psychological determinants*. Harvard University, Cambridge, Mass., 1976, 295 blz.
- P. VAN DE MEERSSCHE. *Japan een blijvend onbekende*. Leuven, Davidsfonds, 1977, 175 blz.
- L. TINDEMANS. « Van topconferentie tot Europese Raad », in *Belgisch Buitenlands Beleid en Internationale Betrekkingen*. Studies in international relations, nr. 3, Leuven, University Press, 1978, blz. 385-400.
- V. WERCK. « België en het vredesonderzoek », in *Belgisch Buitenlands Beleid en Internationale Betrekkingen*, idem, blz. 91-106.

d) *De afdeling politiek en sociaal denken.*

Afdelingsverantwoordelijke : E. De Jonghe.

Staf : B.J. De Clercq, M. Peeters, L. Preneel, I. De Lanoo, R. Mertens-Daniels, E. Meulemans, K. Tacq-Suetens.

De studie van de politieke en sociale doctrines gebeurt zowel in het kader van het historisch perspectief als in het kader van de recente ontwikkeling van de ideologieën en dit zowel in de westerse en de communistische als in de ontwikkelingslanden. Bijzondere aandacht gaat daarbij uit naar het christelijk denken, de relatie tussen christendom en marxisme en de christelijke politieke en sociale ethiek.

De huidige thema's van onderzoek zijn :

- het Freudo-marxisme : meer bepaald de studie van het denken van Fromm en van de Amerikaanse culturalisten ;
- het Neo-marxisme : de discussie over de interpretatie van de geschriften van Marx, het links-katholieke denken in Frankrijk in verhouding tot het marxisme ;
- de christelijke, politieke en sociale ethiek : studie van de ontwikkelingen in het theologisch denken, van de kerkelijke stellingnamen betreffende maatschappelijke en politieke kwesties en van de discussie

- over « grondrechten » en « grondwaarden » in verband met de ethische kwesties in de politiek ;
- de studie van de ontwikkeling van de ideologieën van de politieke partijen sinds 1830 ;
  - de sociaal-ethische problematiek in het oeuvre van A. Camus ;
  - de « Ostpolitiek » van het Vaticaan : studie van de relaties met de Oostblokstaten en van de historisch-doctrinaire achtergrond ervan ;
  - het fascisme : studie van de marxistische, neo-marxistische, sociaal-psychologische en liberale interpretaties van het fascisme (totalitarismustheorie) ;
  - het imperialisme : studie van de marxistisch-leninistische theorie, de maoïstische variëteit, de structuralistische theorie, e.a.

Traditioneel behoort ook de studie van de universitaire onderwijsproblematiek tot het studieobject van deze afdeling. Thans wordt op dit gebied onderzoek verricht i.v.m.

- de flux- en cohortenanalyse van de universitaire studenten : studie van de vraag of de sociale herkomst van de studenten een invloed heeft op de studieloopbaan ;
- de onderwijsplanificatie als politiek werkinstrument.

Enkele recente publikaties zijn :

- E. DE JONGHE. *Sexpol en totale revolutie*. Antwerpen, De Nederlandse Boekhandel, 1974, 202 blz.
- E. DE JONGHE. « Neomarxismo y Freudomarxismo », in *Nuestro Tiempo*, 1974, nr. 243, blz. 5-19.
- E. DE JONGHE. « Utopien des totalen Wohlbefindens », in P. BERGHER, E. DE JONGHE, M. PUELLES. *Die Moral des Wohlstandes*, 1977, blz. 35-66.
- B. J. DE CLERCQ. « Christelijke democratie », in B. J. DE CLERCQ, L. VERBIST, G. VANDEWALLE. *Politieke Opties*, Gent, 1971, blz. 7-69.
- B. J. DE CLERCQ. « Ethiek van de inkomensverdeling », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, 1975, blz. 7-22.
- B. J. DE CLERCQ. « Sociale ethiek in het huidige crisisbewustzijn », in *Ethische vragen voor onze tijd*, Antwerpen, 1977, blz. 221-247.



- M. PEETERS. « Leven en werk van E. Bloch, filosoof en theoloog van de revolutie », in *Politica*, 1976, blz. 255-298.
- L. PRENEEL. « De pauselijke ratificatie van het Konkordaat van 15 juli 1801. Analyse van de vota der kardinalen » in *Etudes de droit et d'histoire. Mélanges Mgr. H. Wagnon*, Leuven, 1976, blz. 373-394.
- I. DE LANOO. « De sociale herkomst van de Leuvense studenten », in *Politica*, 1977, nr. 2 en nr. 3, blz. 119-136 en 215-232.
- E. MEULEMANS. « Vrouwen-emancipatie en theorievorming » in *Politica*, 1975, nr. 1, nr. 2 en nr. 3, blz. 27-53, 175-200 en 351-381.

### C. RELATIE TUSSEN ONDERZOEK EN ONDERWIJS.

Het is duidelijk dat, alhoewel het politiek-wetenschappelijk onderzoek vooral in de laatste jaren een belangrijke ontwikkeling heeft gekend, dit onderzoek een stevige band heeft behouden met de politiekwetenschappelijke opleiding. Dit blijkt in de eerste plaats uit het feit dat de studieobjecten doorgaans zo worden gekozen dat zij ook in het kader van de colleges van direct nut zijn voor de te doceren materies. In de tweede plaats komt dit ook tot uiting in het feit dat de studenten meestal voor hun eindverhandelingen ook onderwerpen kiezen die aansluiten bij de lopende onderzoeksprojecten of waarvoor onderzoeksmateriaal beschikbaar is in een van de vier afdelingen. Op die manier worden ook de studenten betrokken bij de werking van de afdelingen. Tenslotte gebeurt de voorbereiding van de doctorale proefschriften op het domein van de politieke wetenschap steeds in nauw contact met één van deze afdelingen: de voorbereiding van een doctoraal proefschrift behoort trouwens tot de taakomschrijving van enkele pas afgestudeerde licentiaten, die een tijdelijk assistentenmandaat binnen deze afdelingen toegewezen kregen. Rekening houdende met de noodzaak van het politiek-wetenschappelijk onderzoek blijft het aantal assistentenmandaten jammer genoeg nog te sterk in aantal beperkt.

### 3. Het Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur.

Op het gebied van het onderwijs — vnl. van het recurrent onderwijs — en van het onderzoek moet ook melding gemaakt worden van het Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur, dat sinds 1973 deel uitmaakt van de Faculteit der Sociale Wetenschappen, waar het verbonden is met het Departement Politieke Wetenschappen.

### A. BEKNOPTE HISTORISCHE SCHETS.

De oprichting van het vervolmakingscentrum moet gesitueerd worden in het begin van de zestiger jaren toen zich onder de impuls van de centrale overheid, via het Instituut Administratie-Universiteit, een tendens ontwikkelde voor permanente vorming ten behoeve van de ambtenaren. Het vond toen zijn plaats in een para-universitair instituut — het Vervolmakingscentrum voor Bedrijfsleiding en Administratie — dat fungeerde als een interdisciplinaire instelling, aanleunend bij het Instituut voor Toegepaste Economische Wetenschappen, het Instituut voor Politieke en Sociale Wetenschappen en de Faculteit der Psychologie.

Toen in 1973 het Vervolmakingscentrum definitief en formeel in de facultaire structuren werd opgenomen ging de afdeling, die zich bezighield met de Bedrijfsleiding op in het Departement voor Toegepaste Economische Wetenschappen terwijl de afdeling administratie onder impuls van het Departement Politieke Wetenschappen opgenomen werd in de Faculteit der Sociale Wetenschappen.

In 1977 werd de benaming gewijzigd in Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur (VCOB).

### B. DOELSTELLINGEN EN ACTIVITEITEN.

Het VCOB richt jaarlijks een reeks van studiedagen, seminaries en vormingscycli in ten behoeve van overheidsverantwoordelijken uit de centrale, provinciale, lokale en parastatale sector. Dit geldt zowel voor ambtenaren als politieke mandatarissen. Het programma is geconcentreerd rond de bestuurskunde en het overheidsmanagement: het beleidsproces, de beleidsmethoden en -technieken, de rationalisatie van de besluitvorming, de bestuurlijke organisatie, de groepswerking in de politiek-administratieve kontekst, het personeelsbeleid in de openbare sector, e.d.m.

Het VCOB verricht tegelijkertijd wetenschappelijk onderzoek, dat met het overheidsmanagement in verband staat. Tevens richt het projecten in van vorming en organisatieontwikkeling in de overheidsbesturen zelf.

Zeer onlangs werd door het VCOB ook een voorstel uitgewerkt ter invoering van een bijzonder diploma in de bestuurskunde en overheidsmanagement.

De verantwoordelijken voor het activiteitsprogramma zijn Dr. R. Depré en Dr. H. Van Hassel. Om de drie jaar neemt één van beiden, volgens een beurtrol, de verantwoordelijkheid voor de dagelijkse leiding op. Dr. Van Hassel vervult thans de directeursfunctie.



**Besluit.**

Als vrucht van een vrij lange ontwikkeling zijn de politiekwetenschappelijke opleiding en het politiek-wetenschappelijk onderzoek aan de Katholieke Universiteit te Leuven zo uitgegroeid dat zij geleidelijk aan een eigen finaliteit, eigen onderzoeksmethoden en — naar het onderwijstoe — ook een eigen beroepsprofiel hebben kunnen opbouwen. Vooral de evolutie, die zich na de zestiger jaren heeft voltrokken, is hiervoor zeer kenschetsend: zij mondde uit in een belangrijke programmahervorming en in de ontwikkeling van een aanzienlijke reeks van onderzoeksactiviteiten.

In haar historische groei werd de studie van de politieke wetenschap aanvankelijk vanuit de volgende disciplines ondernomen: het publiekrecht (staats- en volkenrecht) en de daarbijhorende staatsleer en vergelijkende studie van de instellingen, de politieke en diplomatieke geschiedenis en de politieke en sociale doctrines. Nadien werd de studie ook meer en meer ondernomen vanuit de sociologische empirie. In het kader van het eigen studieobject van de wetenschap van de politiek — nl. het proces van machtsverwerving en van beleidsvoering zowel in statelijk als in internationaal verband — wordt deze multidisciplinaire benadering, waarbij ook de economische wetenschap een steeds belangrijker wordende plaats inneemt, verder aangehouden.

Hierop voortbouwend werd een studie- en een onderzoeksprogramma uitgewerkt, gericht op de inrichting, de werking en het beleid van de overheid en op de ruime maatschappelijke kontekst, waarbinnen de machtsuitoefening en de beleidsvoering zich voltrekken. Zowel het studieprogramma als de onderzoeksactiviteiten hebben hierdoor eigen kenmerken verkregen terwijl de methoden werden afgestemd op gedrags- en aktieonderzoek.

Als zodanig beantwoorden zij dan ook aan de noodzaak op systematische wijze kennis te verzamelen over het politiek gebeuren en sluiten zij aan bij de recente ontwikkelingen, die zich op het vlak van de studie van de wetenschap van de politiek in internationaal verband hebben voorgedaan.

